

Guy de Lusignan

MES FAMILLES – NOS MÉMOIRES

De l'Empire ottoman à nos jours

LES ÉDITIONS UNIVERSELLES
Édition Numérique

« Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, notamment sa rediffusion sous forme numérique ou imprimée, faite sans l'autorisation de l'Éditeur ou de l'auteur, est illicite et constitue une contrefaçon, soumettant son auteur et toutes les personnes responsables aux sanctions pénales et civiles prévues par la loi.

Seules sont de plein droit autorisées les reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées. »

XII	La paix et la réalité	171
XIII	Adèle	177
XIV	Les « passagers » du Quai de Passy	183
XV	Premières relations, premiers signes d'indépendance	191
XVI	D'Adèle à Françoise : quelles péripéties !	203
XVII	Un séjour en Scandinavie	211
XVIII	Adèle et Cléon	221
XIX	Un retour en arrière	231
XX	Gros plan sur ma mémoire d'adulte	239
XXI	Georges et Adèle	253
ÉPILOGUE		261
ANNEXE I		267
ANNEXE II		269
ANNEXE III		271
ANNEXE IV		272

À mes grands-mères, Agathe et Adèle,
À mes petites filles, Louise et Bianca...

Ces bribes de vie seront celles d'une génération en voie d'extinction dont tous les actes auront été déterminés par une foule d'évènements politiques, économiques, sociaux, culturels et intellectuels. J'insisterai même sur les plus jeunes qui n'auront pu combattre pendant la Seconde Guerre mondiale, mais qui tiendront à prendre position après. Cette volonté de s'affirmer s'affinant bien entendu progressivement et s'épanouissant à l'âge adulte, accompagnée d'erreurs, d'échecs et de réussites.



1929, l'année de ma naissance, est effectivement, et avant tout, l'année de ce Vendredi Noir d'automne. Les bouleversements de la bourse de New York et ensuite ceux de 1930-1931 en Europe allaient perturber toutes les économies du monde et provoquer une profonde dépression aux États-Unis, comme en Europe.

L'opinion publique, pourtant, sera loin de pouvoir anticiper cette crise. Les journaux du 16 mars 1929 – jour de ma naissance – étaient plutôt marqués par de grands titres reflétant l'atmosphère de l'après Première Guerre mondiale : ainsi, la Chambre des Députés s'émeut des mauvaises conditions de vie des troupes françaises d'Occupation de la Rhénanie durant la fin de l'hiver – la neige, la mauvaise nourriture, causes d'indigestion, d'épidémies ; le régime draconien des exercices physiques, avec tout le barda, infligé aux jeunes soldats venant du midi de la France pour remplir leur service militaire. Ces conditions entraînant des décès dans l'armée de Rhénanie, des sanctions sont décidées. Il faut qu'elles frappent haut et fort, titre le « *Quotidien* », qui souligne aussi un autre évènement aux conséquences plus importantes encore : les manifestations des étudiants madrilènes, avec ceux de Valence et de Valladolid, qui édifient des barricades contre le général Primo de Rivera. Cet évènement précurseur de beaucoup d'autres est à la Une, au même titre qu'un express tamponnant un train de banlieue... et Mistinguett, la grande chanteuse à la mode, faisant une conférence dans une salle des Champs Élysée, accompagnée, bien sûr, de chansons sur « *Les étrangers à Paris* ». Quant à « *l'Homme Libre* » du 16-17 mars, il mentionne aussi la situation des militaires français en Rhénanie, titrant « *Un scandale permanent* » qui marquera tous nos compatriotes pendant des décennies ; celui des « *impôts qui sont trop lourds* » et « *le fisc qui y ajoute sa persécution* ». Par ailleurs, on se plaint également, en première page, du sort misérable des banlieusards de Paris et du besoin d'avoir des usagers et techniciens représentant les communes des syndicats intercommunaux : en somme, un long combat qui s'ouvre pour plusieurs dizaines d'années...

Finalement, être né sous le signe du Poisson, au beau milieu du mois de mars, m'a toujours satisfait, comme le fait d'avoir appris bien plus tard, à l'âge adulte, que 1929 était, dans le calendrier chinois, l'année du Serpent. Signe marqué par le besoin de changements et de défis.

depuis si longtemps des dédales, des origines et de la vie de nos aïeux et des événements qui les ont marqués. Mais cet arbre ne peut se comprendre sans connaître la forêt qui l'entoure. Il existe d'ailleurs plusieurs arbres, dont les branches s'entremêlent de feuilles, voire de fleurs ou de fruits, et puis par les alliances, les mariages, les naissances et les morts, ces arbres et toutes leurs ramifications deviennent de plus en plus complexes. Il faudra les expliquer, les situer dans un cadre le plus simple possible, afin de pouvoir éclairer nos vies.

Contrairement à ce que je souhaitais à leur âge, mes enfants veulent en savoir plus, non seulement sur les Lusignan et les Croisades, sur Chypre, les Poulains, les « levantins » du Moyen-Orient et d'Asie Mineure, mais sur les Roux et les Draghi, ainsi que sur les Zaharoff, sur les « Osmanlis ». Ces noms leur permettront, ainsi qu'au lecteur, d'apprécier l'évocation de tout un beau mélange dont aujourd'hui, à la fin de ma vie, je suis enfin fier : du Français, de l'Italien et du Grec, sans parler de Turc voire de Russe... Peut-être, même, irai-je jusqu'à évoquer la fée Mélusine.

Pour ma part, je tiens avant tout à éclairer et, si possible à simplifier, *les mémoires des uns et des autres : nos mémoires.*

Qui que nous soyons, où que nous vivions, dépendant de circonstances diverses, nos vies apparaissent à tous compliquées et complexes. Pour certains, elles peuvent devenir plus dramatiques. Ma génération et celle qui l'a précédée ont été profondément marquées par les lendemains de la Première Guerre mondiale : les crises auxquelles, au départ, personne ne voulait s'attendre et que les politiciens ont cherché à minimiser entre 1919 et 1939 ; puis par les deuils et les drames de la Seconde Guerre mondiale – les horreurs du nazisme et du fascisme, les cupidités et les atrocités des Soviétiques, l'holocauste et ses conséquences – et les conflits qui ont marqué les lendemains de ces hostilités : les guerres coloniales et conflits ethniques auxquels nous n'avons pu échapper au lendemain de la fin de l'Union Soviétique, et l'horrible massacre et confusion au Moyen-Orient et avant tout en Palestine et en Israël. D'autres peuvent se féliciter, au milieu de ces drames, d'avoir eu des vies imprévues, pleines d'héroïsme, de créativité, d'imagination, de talent, de diversité : celles d'aventuriers, de chevaliers d'industrie, de voyageurs, d'écrivains, d'explorateurs, diplomates, militaires, chercheurs, archéologues... que sais-je ? Vous risquez de vous lasser de ces histoires de notre temps. Il y a, en effet, des tonnes de livres qui, à ce sujet, sont encore publiés de nos jours. En France, on commence, depuis peu seulement, à parler, à écrire « vrai », sur cette Histoire qu'on a préféré nous cacher au cours des premières décennies du XX^e siècle.

Pour ma part, j'ai eu une vie aussi pleine que possible, avec ses joies et ses tristesses, et, comme tout le monde, avec ses hauts et ses bas... ses regrets. En somme, une vie tout à fait banale. Et bien que baptisé dans la religion

tout en me sentant bien présent auprès de ceux qui me sont les plus chers. Dans un second temps : une étape essentielle de ma génération, la Deuxième Guerre mondiale. À trois ou quatre ans près, j'ai manqué de devenir un acteur de cette guerre et combien de fois ai-je rêvé de mon comportement au feu, dans la résistance, en prisonnier, en camp de concentration ! N'aurais-je pas manqué de courage, aurais-je tenu le coup ? En ce qui concerne ceux qui sont sortis des camps de la mort, leur plus grande victoire sur eux-mêmes, et sur ceux qui les ont trahis ou torturés, est bien qu'ils s'en soient sortis vivants, sinon diminués. Nous en dirions autant de ceux qui ont fait la guerre. J'ai simplement vécu l'Occupation entre deux femmes, dans un quartier bourgeois de Paris, avec peu de tragédies, mais beaucoup d'inquiétudes et d'insécurités. Peut-être sur un plan plus personnel, le seul drame qui m'ait bouleversé est la « progressive » négation de la mère, compensée cependant par la présence dominante de ma grand-mère Adèle qui m'a appris, par ailleurs, intuitivement, tout ce que pouvaient signifier la latinité et la Méditerranée. De cette période et de l'environnement créé par ces deux femmes, j'ai conservé des moments d'angoisse, des rêves éveillés parfois macabres ou pleins de catastrophes !

La troisième étape, dont je subis encore les secousses tout en pensant les avoir contrôlées une bonne fois pour toute, est celle des lendemains de la guerre 1939-1945. Hellé, ma mère, « disparaît » de l'autre côté de l'Atlantique. Je reste seul avec Adèle. Mon père Georges, ayant passé l'entre-deux-guerres et tout le conflit à Londres, revient à Paris, chez « nous », après le départ de Hellé. Puis lui aussi disparaît, quelque temps après, vers la capitale du jeu, Monaco. Pour moi, jeune homme en pleine adolescence, il est perdu. La famille des Croisades, le côté aristocratique de mon père, qui utilise le titre de comte ou prince de Lusignan, le ou les lointains cousins, tous ceux qui prétendaient descendre directement des Croisades, ou plus exactement par les femmes, vraiment, je « m'en balançais » ! Ma mère et ma grand-mère maternelle ne m'ont jamais parlé de mes origines, si ce n'est pour dénigrer la personnalité de mon père, que je ne pouvais alors prendre au sérieux, ni respecter. Un père devait avoir eu une vie rangée, équilibrée, sécurisante. Au contraire, le mien était un joueur, un flambeur et je ne voulais pas en entendre parler. Instinctivement, j'ai toujours néanmoins respecté le nom que je portais. Je tenais, en quelque sorte, à le rehausser par mon comportement : j'étais conscient de ce qu'il signifiait et surtout de ce qu'il avait représenté autrefois. Combien de fois, sans méchanceté, mais pour montrer que nous étions « du même milieu », ai-je dû « subir » les remarques de « gens » certes lettrés et « de bonne famille », mais tellement imbus de leur personne et de leur particule. D'abord, on voulait en savoir davantage sur mes origines – je devais masquer, par des fadaises ou des formules de politesse, mon ignorance ou mon refus de parler de mes antécédents, en insistant cependant sur le fait que mon nom relevait de la branche d'outre-mer et donc que je n'avais aucune prétention à appartenir à une noblesse hexagonale –, ensuite, pour montrer son

père, le « Prince » (sic) Charles Simon Roux de Lusignan, domicilié au large de Constantinople, dans la plus grande des îles, dites des Princes, Buyukada, a eu une vie sentimentale et familiale pour le moins particulière, avec deux femmes et des enfants des deux lits, mais il tint à affirmer son appartenance à la France, à préserver ses racines françaises et la connaissance de la langue. Par exemple, il envoie ses fils au Collège Sainte-Barbe à Paris. Ceux-ci, malheureusement, doivent rentrer à sa mort et ce n'est qu'à l'âge adulte que certains quittent Constantinople pour s'installer définitivement en Occident. Ils veulent perdre leurs origines de « levantin ». ³ Ainsi, mon père Georges, le plus jeune, après la mort de son père Charles, aurait été envoyé lui aussi dans ce collège de haute réputation, à l'époque, dans les bonnes familles. Il vivra à Paris probablement auprès de sa sœur aînée, Virginie. Il ne retournera plus jamais sur les bords du Bosphore. De même, au début du XX^e siècle, ma mère Hellé et sa famille quittent l'Empire ottoman pour s'installer à Paris et à Londres, et ne plus retourner en Turquie. La vie de ce petit monde d'où je descends, pose – depuis des décennies – le problème de ces émigrés de toutes origines. Ce qui a toujours été un sujet extrêmement sensible et difficile à expliquer. Nous oublions souvent qu'en France un de nos compatriotes sur quatre est d'ascendance étrangère et que dans cette proportion ne sont pas comptés ceux qui parmi les Français descendent de Français établis hors de France. Cela, forcément, crée des affinités différentes. Parmi ces « exilés ou descendants d'exilés » volontaires, il faut distinguer des comportements bien éloignés des Français descendants directement de plusieurs générations de Picards, Bretons, Provençaux, Beaucerons, Normands, ou tout bonnement des Francs. À cet égard, et quel paradoxe ! la victoire de la France en Coupe mondiale du football 1998 a été une révélation. Français et Françaises ont pris conscience qu'ils avaient, au cours de plusieurs décennies, suscité, sans s'en rendre compte, la création d'une sorte de « *melting pot* », d'une intégration un peu différente de celle des États-Unis. Pour ma part, et sans aucun doute à cause de mes origines, je n'ai jamais eu aucun problème à accepter, dans mon pays et en Europe, une société multi-ethnique, multiculturelle et multireligieuse.

Traiter du sujet des liens entre mes descendances et de leur passé expliquera pourquoi je me sens avant tout méditerranéen, européen et français, dans l'ordre. Tout en étant français de naissance, de culture et d'éducation, je me sens tout autant à l'aise avec un autre chrétien, un Arabe, et un juif, même si je ne suis pas forcément en phase avec eux. Je continue, comme il y a plus de cinquante ans, à vibrer, à me révolter et à m'irriter devant les problèmes des étrangers en France, les ayant vécus au travers des démarches que ma

³ Encore utilisé aujourd'hui pour traiter « peu aimablement » ceux qui viennent du Moyen-Orient, notamment du Liban, de la province de Cilicie, d'Alexandrette, et qui sont souvent des émigrés ou immigrés, selon que l'on se réfère à ceux vivant sur place, mais venant d'ailleurs ou à des descendants d'Européens ou d'autres provenances au Moyen-Orient ou dans l'Empire.

des îles de la Mer de Marmara, en face de Constantinople (Istanbul), et que Socrate avait été banquier dans plusieurs villes d'Asie Mineure. Mais la différence d'âge, l'absence de confiance de Socrate vis-à-vis de Georges, créèrent une inimitié incontournable. Il savait en outre que Georges était avant tout un joueur invétéré.

Quand je suis né, Georges avait cinquante-six ans, ce qui correspond bien à l'année de naissance inscrite sur son acte de baptême, dont l'original se trouve à l'église Santa Maria, au Pera, à Istanbul, et à celle de son livret militaire, c'est-à-dire 1873, alors que sur son acte de mariage, sa date de naissance est 1876. Ce qui est vraiment peu de choses, quoique Georges fût plus vieux que son beau-père, Socrate ayant six ou sept ans de moins. Georges et Hellé s'étaient rencontrés socialement, soit chez Socrate, soit au champ de courses de Longchamp où Hellé se rendait, accompagnée de ses frères jumeaux, Milon et Cléon, plus jeunes de trois ans. Georges, homme de salon, bien de sa personne, homme à femmes, mais jamais marié, se vantant de ses ancêtres et de ses titres, a sans doute été épris d'Hellé, mais a surtout été convaincu par quelques considérations financières : tant en Asie Mineure (Adana), où son père avait des terres et possédait une « grande fortune », qu'en Europe occidentale, où elle s'installe avec sa famille, deux ou trois ans avant 1914, ma grand-mère donnant toujours l'impression « qu'ils » menaient un grand train de vie. Appartement à Paris et à Londres, villégiatures tantôt dans le midi, à Juan les Pins, tantôt en Normandie, à Deauville, lieux « bien » fréquentés, de riches et d'argent. Sa fille et ses fils ont donc été élevés dans cette ambiance, sans compter les collèges d'élite où ils ont suivi leurs études secondaires. Hellé était un beau parti. Georges l'épouse sans le consentement de Socrate et d'Adèle. Socrate, surtout, s'oppose irréductiblement au mariage. Il ne l'a du reste jamais accepté. En fait, Georges « enlève » Hellé et ils se marient le 2 juin 1928, à Londres, à la mairie de Saint Marylebone. Le seul membre de la famille d'Hellé, présent au mariage, est son frère Cléon qui fait fonction de témoin, de même qu'un de ses amis, L. G. Warren. Milon refuse d'être impliqué dans cette « fugue ».

Si je traverse une première fois le *Channel* – la Manche – à quelques semaines, ma vie de petit enfant va graviter progressivement et de plus en plus autour de ma grand-mère Adèle. J'ai des photos de moi, bébé, sur la plage de Deauville, puis à Kensington Gardens, à Londres. Certes, mon père cherche à « nous » garder, mais il ne se montre pas plus capable d'assumer sa paternité que sa vie de couple : son égoïsme et son vice de joueur prennent partout le dessus. Ensuite, mes souvenirs sont plus nets : je me retrouve vivre à Londres, de 1934 à 1936, chez mes grands-parents, commençant mes « écoles » au jardin d'enfants et au cours élémentaire de l'école de Notre Dame de Sion, puis à Liège, en Belgique, de 1936 à 1938, à l'Institut Saint Paul. Deux évènements précipitent et retourneront la situation. En premier lieu, la Crise

sur le fait que mes origines provenaient de la Méditerranée orientale, ce qui était à la fois une bonne et une mauvaise réponse.

Dans l'histoire de notre planète, un des mouvements de migrations les plus intenses dans ses influences, dans sa pérennité, date d'avant l'Antiquité, puis le développement de la culture pharaonique et égyptienne qui a précédé, sous l'Antiquité, la colonisation hellénique et phénicienne et bien plus tard celle des Romains. Après tout, sans les Grecs et les Phéniciens, que serait devenu ce merveilleux pourtour de la Méditerranée ? De Massilia à Byzance (Marseille et Istanbul), de la Mer Égée, de Chypre et Rhodes, de Smyrne (Izmir) à Adana et Alexandrette, de ce qui est aujourd'hui le Liban, la Syrie, la Palestine et Israël – Byblos, Akko, Saida, Tripoli, Tyr et l'ancienne Bérite, devenue Beyrouth – jusqu'à Alexandrie, le Caire, et Carthage. La culture hellène, phénicienne, copte, égyptienne, continue à nous influencer, nous les Méditerranéens, dans notre « moi profond ».

Au cours de l'Antiquité, les Grecs étaient avant tout des voyageurs, des marins et des guerriers allant à la découverte et la conquête de nouvelles terres, que ce soit vers les îles de Crète ou de Chypre, de Kos ou de Chios, et de Troie, sur la terre ferme d'Asie Mineure jusqu'à Colchis, au fond de la Mer Noire. Sous Alexandre le Grand, ils font même un parcours extraordinaire qui les mène jusqu'en Perse et aux confins des Indes. Des siècles plus tard, ils sont devenus négociants et entrepreneurs. Entre temps, ils ont laissé s'installer, le long des côtes de la Méditerranée, des hommes d'origine sémitique venant de Sidon et de Tyr. Les Grecs connaissaient ces hommes basanés qu'ils appelaient des « hommes rouges », des « Phoenikes », d'où l'importance de colonies phéniciennes sur le pourtour sud de la Méditerranée, mais jamais en Grèce.⁷ Entre 1200 av. J.-C. jusqu'à 332 av. J.-C. – défaite des Phéniciens par Alexandre le Grand –, la Phénicie est une nation de commerçants, avec ses comptoirs sous forme de cités États, à Rhodes, à Chypre, à Utica et Carthage en Afrique du Nord, à Tarshish (Cadix, dans le sud de l'Espagne). Il y a eu aussi les Arméniens, cette minorité de chrétiens d'Asie Mineure qui s'est installée, quinze cents ans avant les invasions islamiques, autour du Mont Ararat, du lac Sevan et Erevan, la capitale actuelle de ce qui est devenu – après la chute du mur de Berlin et de l'Empire soviétique – la République d'Arménie. Peuple de montagnards en constante migration et évolution, les Arméniens, cinq siècles av. J.-C., s'installent entre le Caucase et le lac Van. Devenus vassaux des Perses et des Romains, ils refusent de se convertir à la religion Zoroastre, mais acceptent l'Édit de Milan de l'Empereur Constantin consacrant la religion chrétienne. Vers 200 de notre ère, des foyers chrétiens se constituent en Arménie. Sa conversion est l'œuvre d'un apôtre : Saint Grégoire, l'illuminateur.⁸ Proclamée chrétienne en 301 après J.C., c'est plutôt

⁷ Voir « *A History of Greece* », par J.B. Bury, the Random House Modern Library, 1937, pages 56-70 (première édition 1913).

⁸ « Histoire de l'Arménie des Origines à 1071 », page 121 (Payot Paris 1947) par René Grousset.

persécutaient également, avaient été forcés de se répartir dans les six provinces où vivaient les Arméniens. Ce qui permit aux Ottomans de ne pas avoir une province ou un État Kurdistan. Depuis, les Kurdes s'opposent aux Turcs pour défendre leur identité. Mais cette présence des Kurdes n'a pas facilité non plus la vie des Arméniens. Une partie de sa population dut fuir le Nord-Est de ce qui est aujourd'hui la Turquie et installer le royaume de la «petite» Arménie, couvrant en partie la province de la Cilicie, dont la ville principale est Adana, au bord de la Méditerranée, et un territoire plus à l'intérieur vers les villes de Tarse, Urfa, Marash, Déesse et de Zeitoun. De nombreuses familles arméniennes s'installent également à Constantinople. Tous ces lieux seront le théâtre le plus sombre du génocide arménien, en 1895, 1909, 1915 et 1922.

Combien, du reste, sont occultés et simplifiés les événements qui ont marqué la fin de notre XX^e siècle ! La perspective historique de ces peuples et de ces régions, tout au long de notre premier et deuxième millénaire, aurait dû être mieux expliquée. Devant les crises de la Yougoslavie – Bosnie, Kosovo et leurs propres génocides ethniques –, du Moyen-Orient, de la Palestine, d'Israël, du Liban, des pays du Golfe, devant ce terrorisme horrible, injuste, barbare, nos gouvernements donnent l'impression de réagir et de prendre des décisions au quotidien, au coup par coup. Ayant seulement pour but de parer au plus pressé, d'éviter l'irréparable, l'explosion de notre planète ! Combien d'occasions manquées ou d'hésitation dues à un manque de vision historique ! Ne nous méprenons pas, nos ancêtres, leurs gouvernements et administrations vivaient aussi au quotidien pour survivre...

Si même, à sa mort, en 1941, à Athènes, mon grand-père Socrate avait un frère à ses côtés, dont je n'ai jamais depuis entendu parler, il était un exilé et même un émigré grec d'Asie Mineure. Peut-être, comme de milliers d'autres, y est-il né, je n'ai rien pour le prouver comme je ne puis prouver une naissance à Athènes. Je ne sais pas grand-chose de lui et rien sur ses parents. Que faisaient-ils ? Étaient-ils des marchands ou des commerçants, d'abord en Grèce, puis en Asie Mineure ? Mystère ! Du reste, il est extraordinaire qu'Adèle ne m'en ait jamais parlé. Cette remarque apparaîtra souvent dans ce livre, comme une sorte de *leitmotiv*. Où Socrate avait-il fait ses études ? Il parlait parfaitement le grec, l'anglais et le français et certainement le turc. Comment était-il devenu, à l'âge adulte, cadre de la Banque ottomane, une des plus grandes banques de l'Empire, filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, d'abord à Adana, puis à Mersin et enfin à Smyrne (Izmir) ? Pour avoir été affecté dans tous ces lieux, il a dû être confronté au drame de ses compatriotes, des minorités chrétiennes, des rivalités entre pays et populations en rapport avec la Sublime Porte. Dans quelle mesure en a-t-il eu conscience ? Ou s'est-il montré indifférent ou fataliste ? Pour avoir donné à ses trois enfants des prénoms de la mythologie grecque, pour s'être réinstallé en Grèce en 1939, que cherchait-il ? Un retour aux sources ? Socrate voulait affirmer, me disait Adèle, son attachement pour le pays où il n'avait jamais vraiment

vécu. C'est pour cela, disait-elle, qu'il avait tenu à donner des noms de l'Antiquité à ces enfants et à son unique petit-fils, celui d'Alexandre parmi ses « petits noms ». Milon personnifiait un disciple de Pythagore, le mathématicien. Cléon était un rival de Périclès, un stratège militaire et un politicien à l'Assemblée athénienne, moqué et discrédité par Aristophane dans ses pièces et notamment dans celle des Guêpes. Pour Aristophane, Cléon était un parvenu, un démagogue. Le poète le détestait. L'histoire confirmera les faiblesses de caractère de Cléon. Quant à Hellé, selon la légende de la Toison d'Or, elle est la fille d'Athamas, roi de Thèbes, et fille de Nephele. Elle a aussi un frère, Phrixus. Lorsque leur mère meurt, Athamas se remarie avec Ino. Voulant se débarrasser de ses beaux enfants, Ino fait croire à Athamas que les dieux du Temple d'Artémis le condamnent au sacrifice suprême pour lutter contre la sécheresse qui sévit dans le pays, sécheresse provoquée par Ino. Athamas se laisse avec grande peine persuader. Mais au moment d'arriver à l'autel, les dieux s'arrangent pour sauver Hellé et Phrixus. Un bélier ailé à la toison d'or les emporte dans les airs. Phrixus s'agrippe bien à la toison et finira par arriver sain et sauf à Colchis où il retrouvera Jason et les Argonautes. Hellé, grisée par le vent et l'espace, ne peut s'agripper et lâche prise. Son frère ne pouvant la retenir, elle tombe dans la mer qui portera alors le nom d'*Hellespont*,¹³ *la mer d'Hellé*, séparant l'Europe de l'Asie – le détroit des Dardanelles – et la Mer Noire de la Méditerranée, correspondant, de nos jours, au Bosphore.

1 - Les Lusignan

L'histoire des Lusignan est plus complexe... Liée à la légende de Mélusine et de Raimondin, elle est rattachée aux Croisades et au Moyen-Orient. Croisades qui ont eu des conséquences considérables. On ne peut que dénoncer les pillages des Croisés en prenant possession de Jérusalem, des lieux saints et de Constantinople. Presque deux siècles séparent la première Croisade de Godefroi de Bouillon (1096-1099) de la huitième, celle que Louis IX, Saint Louis, avait eu à cœur de conduire. Pour des raisons jugées inexplicables, cette dernière croisade, qui quitte la France le 1^{er} juillet 1270, est détournée vers Tunis plutôt que dirigée vers la Syrie. Dès le débarquement à Tunis, la chaleur et la peste assaillent le camp français. Saint Louis, atteint par l'épidémie, meurt le 25 août 1270, à Carthage. L'épidémie décime et désorganise les Croisés. La mort du Roi laisse les Francs de Syrie dans un

¹³ Apollonius, Rhodius (third century B.C.), "*Argonautica, or the Quest of Jason for the Golden Fleece*", édition grec ancien, en vers, avec une traduction anglaise en prose, par Edward Colledge, New York: Limited Editions Club 1957 (Athens: Aspioti-Elka). À noter également un merveilleux livre pour enfants en langue anglaise, avec des illustrations de Padraic Colum, "*The Golden Fleece*", (La Toison d'Or), 1921, Macmillan Publishing Company ; nouvelle édition, 1949, Simon and Schuster.

complet désarroi. Saint-Jean d'Acre est pris en 1291. C'est la fin du royaume de Jérusalem.

Si Jérusalem est prise par les Croisés en 1099, Al Saladin écrase, à Hattin, en 1187, les armées franques sous le commandement de Guy de Lusignan et de Renaud de Chatillon, près du lac de Tibériade. Il préserve la vie de Guy de Lusignan contre une rançon, mais n'épargne pas Renaud de Chatillon dont la conduite au combat n'était pas digne d'un noble. Ses armées libèrent ensuite Jérusalem. En revanche, en 1191, Al Saladin est mis en échec par Richard Cœur de Lion devant Saint-Jean d'Acre (Akko). Les Croisés ne reprennent pas Jérusalem mais s'illustrent en 1204 par la prise et le sac de Constantinople. En 1229, Jérusalem est livré aux Francs par trahison, mais ceux-ci perdent définitivement la ville sainte en 1244. La mort de Saint Louis met fin à cette fantastique et tragique épopée.

On ne peut, au fond, imaginer, au-delà des combats proprement dits, tout ce qui a pu marquer cette époque : les luttes d'influences, les alliances et contre-alliances entre chrétiens et musulmans, les épousailles et les séparations, les échanges tant commerciaux que culturels ; enfin, les mouvements de population. Ajoutons que les « Franj »,¹⁴ au-delà de leur passion de détruire ou de piller, ont appris l'arabe et – une de leurs plus grandes victoires – se sont adaptés aux coutumes des pays. Leur désir de faire souche dans les pays dans lesquels ils se sont installés calma leur passion pour la destruction et le pillage. Parmi eux, Baudouin 1^{er} a joué le rôle de « *fondateur d'empire et d'un politique, organisateur et colonisateur.* »¹⁵ Mieux encore, il est le premier de ces Franco-Syriens, perpétués tout au long des siècles, le premier de ces « *Créoles établis en Orient sans désir de retour – les Poulains, comme on les appela...* »¹⁶ Autre observation très importante, rapportée par Amin Maalouf¹⁷ : « *...à Jérusalem la succession (chez les Franj) se passait généralement sans heurts ; un conseil du royaume exerçait un contrôle effectif sur la politique du monarque et le clergé avait un rôle reconnu dans le jeu du pouvoir. Dans les États musulmans, rien de tel. Toute monarchie était menacée à la mort du monarque, toute transmission du pouvoir provoquait une guerre civile...* » Et Maalouf de conclure que, sans porter un jugement incriminant quiconque, on ne peut que se contenter de remarquer que cette question de bonne gestion publique se pose « *toujours, en des termes à peine différents, dans le monde arabe de la fin du XX^e siècle.* »¹⁸ Que pourrions-nous dire sur notre Moyen-Orient moderne écartelé par des querelles millénaires, disons-le bien, au regard de la Palestine et, tout récemment, de l'Iraq !

¹⁴ Argot arabe pour « Francs ».

¹⁵ René Grousset, *Histoire des Croisades*, Paris, Librairie Plon, 1935, tome I, page 313.

¹⁶ René Grousset, tome I, page 316.

¹⁷ Amin Maalouf : « *Les Croisades vues par les Arabes* », J. Lattes, Paris 1983, pages 280.

¹⁸ Amin Maalouf, *ibidem*, page 283.

Pour comprendre la généalogie « historique » des Lusignan, il faut rendre compte des concours de circonstances qui les ont placés au cœur de cette grande dramatique que sont les Croisades. Il faut aussi comprendre toute la poésie et la magie qui marquent le nom de Lusignan, *lusingare* en italien, celui qui flatte, cajole, charme, dont le blason évoque la légende de la sirène, de la nymphe, de la femme moitié femme et moitié poisson, la femme serpente. La « fée » des Lusignan est, ne l'oublions pas, la Mélusine, une jolie dame qui parcourt les bois du Poitou, née de ce terroir et non pas, comme on l'a prétendu, une descendante de Merlin ; elle n'est ni celtique ni méditerranéenne mais sa descendance le deviendra. C'est une grande maligne. En épousant Raimondin, seigneur du Poitou, sous réserve qu'il ne cherchât pas à savoir ce qu'elle faisait le samedi, elle réalise sa fortune et lui donne beaucoup d'enfants. Les Lusignan feront d'elle une légende et par la fortune qu'ils accumuleront, deviendront des barons très puissants à la cour de France, à l'époque de l'amour courtois et des Croisades. Mélusine est aussi la « mère luzienne », déesse de la mer, de la fécondité et de la lumière.

C'est Amaury de Lusignan qui, venu du Poitou à l'occasion de la première croisade, a suscité l'alliance entre la maison royale de Jérusalem et sa famille. Amaury s'est allié par mariage à la famille des Ibelin en épousant Échine, fille de Baudouin, sire de Ramla et de son épouse Richilde, fille du seigneur Gormanond de Bethsan : la maison des Ibelin ayant joué un grand rôle en Terre Sainte et en Syrie franque. Amaury incite son frère Guy à quitter le Poitou et à le retrouver en Terre Sainte. Grâce à Amaury, allié à la maison des Ibelin, Guy se joint à la troisième croisade et devient chef de guerre et roi ! En apprenant les aventures de Guy, son aîné, Geoffroy à « la longue dent », fort en gueule et très bonne lame, s'écrira : « *Si par le caprice d'une héritière, Guy est devenu roi, pourquoi ne deviendrait-il pas Dieu !* »¹⁹ La vérité est que Guy n'avait pas une forte personnalité, il était même plutôt gauche et « simple ». Mais c'était « un beau chevalier » dont s'éprit aisément Sibylle, la fille aînée de Amaury I^{er}, roi de Jérusalem – aucun lien de sang avec les Lusignan –, et de Agnès de Courtenay, sœur du roi lépreux Baudouin IV, princesse franco-syrienne, comtesse de Jaffa, première épouse de Guillaume de Montferrat.

Par son mariage avec Sibylle, Guy devient roi de Jérusalem de 1186 à 1192. Ses erreurs de jugement et sa défaite à Hattin, en 1187, devant les troupes de Al Saladin, démontrent son indécision et son incapacité à s'imposer face à l'aristocratie franque. Fondateur de la dynastie des Rois de Chypre, il est nommé seigneur de l'île de 1192 à 1194, par la bonne grâce des chefs croisés et notamment celle du roi d'Angleterre, Richard Cœur de Lion, tous préférant voir Guy à Chypre plutôt que sur le continent, et ce, pour une foule de raisons, pas seulement en conséquence du désastre de Hattin qui fut suivi par la perte de Jérusalem. C'est Amaury II de Lusignan qui deviendra le premier Roi de Chypre, de 1194 à 1205, mais aussi Roi de Jérusalem, de 1197 à 1205 :

¹⁹ René Grousset, *Histoire des Croisades*, Tome II, page 690.

d'abord à la suite d'un nœud d'intrigues avec les Croisés, notamment génois, soucieux d'utiliser la Croisade à des fins commerciales ; ensuite, par son mariage avec Isabelle, fille d'Amaury 1^{er} de Jérusalem et de Marie Comnène.²⁰ Cette première dynastie, issue, selon René Grousset, de Hugues VIII de Lusignan, comte de la Marche, perdue par suite d'une alliance entre Isabelle fille de Hugues 1^{er}, roi de Chypre de 1205 à 1218, et d'Alix fille de Henri de Champagne et d'Isabelle de Jérusalem, avec Henri d'Antioche, fils cadet du prince d'Antioche, Bohémond IV. Cette union est d'importance à deux titres : elle ouvre la porte à une seconde dynastie des Lusignan, ceux d'Antioche – Isabelle met au monde un fils, Hugues III le Grand, d'Antioche-Lusignan, roi de Chypre de 1267 à 1284 et roi de Jérusalem de 1269 à 1284 – et Hugues sera le premier Roi à le devenir par une lignée féminine et non plus mâle.

Hugues III le Grand d'Antioche-Lusignan apparaît dans l'histoire de Chypre comme un homme d'action, un soldat et un protecteur des lettres et fondateur de monastères. Il épouse Isabelle d'Belin, fille de Guy d'Belin, connétable de Chypre. Ils ont quatre enfants qui ne cesseront de s'opposer entre eux pour conserver une part du pouvoir. À noter cependant qu'un de leurs descendants, Guy, deviendra roi d'Arménie, de 1342 à 1344 qui, sans descendant lui-même, laissera le trône à son neveu Léon, le fils de son frère Jean, mort en 1343, devenant ainsi Léon V, dernier roi d'Arménie, de 1374 à 1375. C'est le seul descendant d'une branche des Lusignan, par les femmes – Isabelle –, qui soit enterré à la Basilique des Rois de France de Saint-Denis, Léon étant décédé en 1383, à Paris.

Le dernier roi de Chypre est Jacques II le Bâtard, qui règne sur Chypre de 1460 à 1473. Il épouse la fille du Doge de Venise, Catarina Cornaro. Ils ont un fils qui naît l'année de la mort de son père et ne survivra qu'un an. Il est *le dernier Lusignan de la dynastie royale*, que les Lusignan terminent donc tragiquement. Les zizanies, les haines, les intrigues, les petites guerres entre prétendants au trône, légitimes ou bâtards, leurs épouses issues des Bourbons ou des Paléologues, rêvant, voulant le pouvoir, tout ceci ne peut qu'inciter à dresser une fresque romanesque sur des personnages plus odieux que chevaleresques.

La fin du Royaume de Chypre est marquée par un déclin de l'influence franque et de la langue française. Les seigneurs de l'île deviennent des polyglottes. D'ailleurs, du XI^e au XIII^e siècle, on y parle aussi bien français que latin, grec ou même arabe. Conseillers et administrateurs sont grecs ou italiens ou même syriens. Ils forment la nomenclature du Royaume. Les jeunes Chypriotes²¹ se rendent en Italie à l'Université de Padoue pour poursuivre leurs études. Ils deviendront les nouveaux cadres de l'île. Progressivement,

²⁰ Il faut noter qu'avant Amaury II de Lusignan, Isabelle épouse d'abord Onfroi IV de Toron, puis Conrad de Montferrat, seigneur de Tyr et héritier du royaume de Jérusalem en 1191, mais mort en 1192. Elle épouse ensuite Henri, comte de Champagne, roi de Jérusalem de 1192 à 1197. La flexibilité dans les unions et les désunions, les décès précoces précipitaient et dénouaient mariages et alliances. Ces péripéties faisaient partie de la politique.

²¹ Voir « La France aux Portes de l'Orient, Chypre XII^e-XV^e siècle », collection Centre Culturel du Panthéon, page 33, article de Rudt de Collenberg.

Chypre perd son influence commerciale au profit de Venise. Le déclin tant politique qu'économique incite les mamelouks d'Égypte à attaquer l'île en 1426 et à l'occuper en partie. Elle devient vassale et tributaire d'un paiement annuel au Sultan d'Égypte. Après en avoir pris le contrôle en 1489, le Doge de Venise Cornaro, père de Catarina, qui s'était obstinée à rester Reine de Chypre de 1473 à 1489, accepte cette position de vassalité à l'égard de l'Égypte qui, en fait, le soumet aux caprices de la Sublime Porte. Chypre ne sera plus franque, et devient vénitienne avant de tomber, en 1578, sous la mainmise complète de la Sublime Porte. Dans l'ouvrage déjà cité, « La France aux Portes de l'Orient : Chypre XII^e-XV^e siècle », Rudt de Collenberg fait une remarque assez déplaisante. S'il est exact qu'à la suite de la mort des descendants de la branche régnante les fils et filles illégitimes de Jacques II, mais reconnus par leur père, meurent en 1536 et 1553, et qu'alors la branche régnante s'éteint, il n'aurait pas dû affirmer que la pérennité du nom n'était plus assurée et que personne ne pouvait dorénavant prétendre à être un descendant de cette famille. En tout état de cause, il a eu tort d'ignorer qu'après la triste fin de Catarina Cornaro la pérennité du nom est alors assurée par un des fils (bâtard) de Janus 1^{er}, treizième roi de Jérusalem, de Chypre et d'Arménie, de 1374 à 1432. Celi que j'ai toujours appelé « notre oncle Phébus », qui se réfugie à Schio après la prise de Chypre par les Vénitiens, mais qui était déjà en opposition avec la couronne de Chypre sous Charlotte, épouse de Louis de Savoie, et sous Jacques II. Phébus, Sire de Sidon, Ambassadeur en Europe, Maréchal d'Arménie, représentant de son frère Jean II, épouse une Isabelle Babin et de cette union naissent Hugues et Éléonore de Lusignan. Mais ne nous perdons pas trop dans la généalogie et sautons plusieurs siècles pour retrouver au début du XIX^e mes aïeux, arrières-grands-parents, Simon Clément et Annunciata.

2 - Les Roux et les Mamachi de Lusignan

Simon Clément Roux est né à Marseille en 1790, fils de Clément Roux, né à Arles et de Euphrosine Guirard, née à Saint-Tropez. Il devient instituteur et va s'installer à Smyrne en 1815. Quant à Annunciata de Lusignan, elle est née à Smyrne en 1808, fille de Pierre II Mamachi de Lusignan,²² courtier de commerce, né (en 1780) et mort (en 1824) à Smyrne, et de Antoinette Bargigli, née également à Smyrne en 1787.

Pierre II était le fils de Jacques III Mamachi de Lusignan. Le père de Jacques III était Pierre 1^{er}, « drogman » de France, c'est-à-dire interprète officiel de la France, d'abord à Schio – Chios, de nos jours, appartenant à la Grèce, située en mer Égée au large des côtes turques –, puis à Smyrne entre 1743 et 1761. Son épouse, en secondes noces, était Félicie de Stefani, la mère

²² De là vient le lien direct des Missir de Lusignan et des Roux de Lusignan (voir plus loin des éclaircissements complémentaires).

de Jacques III. L'un des frères de Pierre 1^{er} était le Chevalier Vincent Mamachi – né à Schio en 1697 et mort à Versailles en 1786 –, chancelier du consulat de France, à Alep, en 1728, et commissaire des galères, en 1737, à Marseille, ayant obtenu sa « naturalité » française par la grâce de Louis XV – original aux Archives Nationales de Paris en date de 1721 – et suivi de lettres de patentes en date de 1746, confirmant sa noblesse. Il avait été considéré jusque-là comme un simple « citoyen de l'île de Schio ». Ce certificat de nationalité française de Vincent Mamachi de Lusignan rejaillit, forcément, sur tous ceux qui lui sont liés d'une manière ou d'une autre.

Cette dynastie des Mamachi Lusignan est née à la suite de la demande de la communauté chrétienne de nommer Nicolas de Lusignan évêque de Famagouste avec comme surnom, Mamaki, ou Mamaky ou Mamachi, selon la coutume chez les Grecs, sans que personne n'ait précisé dans aucune archive ce que ce surnom signifiait.²³ Mamachi signifiait, en fait, « prince » en arménien. Nicolas Mamachi avait eu deux fils : Zacharie 1^{er}, Jacques Mamachi de Lusignan et Dom Thomas Mamachi de Cardona. Quand Chypre est prise par les Ottomans, Zacharie décide de la quitter et de s'installer à Schio – comme l'avait fait Phébus après l'abdication de Catarina. Quant à Thomas, il émigre en 1578 en Espagne où il est adopté par les Cardona, une famille de Grands d'Espagne de Madrid. En 1823, la fille de Pierre II Mamachi de Lusignan, Annunciata, épouse, à Smyrne, Simon Clément qui y avait créé une école française. Entre 1825 et 1844, ils ont douze enfants, tous nés à Smyrne de père français, dont mon grand-père, Charles Simon, né en 1830. En 1845, le 5 novembre, mon arrière-grande-mère meurt de maladie, d'épuisement plutôt, après toutes ces grossesses... Veuf, Simon Clément se retrouve seul pour élever ses enfants. À une croisée de chemins dans sa vie professionnelle, il allait être affecté à Constantinople, deux ou trois ans plus tard, pour diriger une école française semblable à celle de Smyrne. Aussi, dans de telles circonstances, selon la tradition de l'époque, une parente de la morte se charge d'aider. La sœur cadette et célibataire d'Annunciata, Sylvie, est tout naturellement désignée pour tenir ce rôle et pour suivre toute la famille dans la capitale de l'Empire. Simon Clément aurait épousé Sylvie le 1^{er} novembre 1846, en l'église Saint-Polycarpe de Smyrne, un an après le décès d'Annunciata. Quelques années passent et une petite fille, Marie-Antoinette, naît le 24 janvier 1854. Simon Clément meurt à Constantinople, le 11 mai 1855, à l'âge de soixante-cinq ans, après avoir réussi à créer, dans la capitale, l'école de ses rêves, pour y développer la culture de la langue française. École qui serait devenue l'embryon du célèbre Lycée Galatasaray. Marie-Antoinette étant morte en bas âge, il n'apparaît aucune autre descendance de Sylvie.

²³ Il faut souligner ici le travail de recherches généalogiques de Livio Missir Mamachi de Lusignan, cousin plus que rapproché, smyrniote de naissance et marié, résident en Belgique. De ces travaux est tiré tout ce qui concerne notamment les lignées Lusignan-Mamachi et Mamachi-Cardona. Livio Missir exprime dans ses recherches, enthousiasme et persistance. Qu'il reçoive l'expression de mon hommage et toute mon affection.

Pour bien comprendre mon ascendance, et au risque de me répéter, Annunciata et Simon Clément sont mes arrière-grands-parents et Charles Simon, l'un de leurs nombreux enfants, est mon grand-père. Annunciata étant une descendante de la famille des Lusignan, c'est par elle et par elle seule que tous les descendants qu'elle a eus, grâce à son union avec Simon Clément Roux, et leur propre descendance, sont liés d'une manière indirecte à la lignée des Lusignan.

Quels que soient les trépidations, les dits et non-dits, les affirmations sur les vrais ou les faux Lusignan qui ont entouré la « pérennité » du nom que je porte, je tiens à souligner et à affirmer avec force que ce qui est formidable est d'avoir derrière soi, en premier lieu, cette fantastique, oh ! combien dramatique et tragique épopée des Croisades, et, en second lieu, d'avoir – un peu plus proche de soi, tout autant par mon père et mes grands-parents paternels que par ma mère et mes grands-parents maternels – ce lien, cette affinité, ces gènes avec cette Méditerranée orientale, son Antiquité et son Empire byzantin et ottoman dont nous subissons toujours l'influence et la présence dans ce Troisième Millénaire. C'est de cela que je remercie le Ciel et dont je suis fier. Le nom est important certes, mais les gènes, les affinités, les cultures dont nous venons font toute la différence. Quant au lien qui aboutit aux Roux de Lusignan, il s'explique ainsi : Annunciata avait un frère aîné, Jacques IV, Joseph, Gaétan, drogman et chancelier du Consulat Général de Toscane à Smyrne. Jacques IV, marié mais sans descendance, décide d'adopter son neveu, banquier et négociant, Charles Simon – et d'en faire son héritier – dans son testament, daté de 1859 et légalisé par le chancelier du Consulat de France à Smyrne en 1860, l'année de sa mort. Jacques déclarait Charles Simon « *héritier de mon nom, titre et tous mes droits* » et lui ordonnait « *de recourir auprès de qui de droit pour reconnaître comme tel lui et ses descendants.* » Ce qui est troublant, sans que cela ne change en rien la décision prise, c'est que Jacques IV ait décidé d'adopter Charles Simon et d'en faire son unique héritier sans avoir eu l'idée d'adopter bien plus tôt son beau-frère, Simon Clément, notamment après le décès de sa sœur ? Ou bien est-ce à la fin de sa propre vie qu'il a ressenti le besoin de faire passer son nom à la postérité ? C'est fort possible. Quel que soit l'angle sous lequel on veuille bien la présenter, c'est une histoire bien complexe. En tout cas, elle a créé beaucoup d'embrouilles. Ce qui, néanmoins, n'aurait pas dû autoriser Rudt de Collenberg à affirmer, avant sa mort en 1993, que tous les Lusignan, Roux de, Roux seul, Mamachi Missir de Lusignan sont faux et n'ont rien à voir avec « *l'histoire des descendants de Mélusine* » !

En parcourant actes ou extraits d'actes de naissance ou de baptême, actes de mariage ou de décès – dans l'hypothèse qu'ils puissent être trouvés –, d'où sommes-nous, d'où venons-nous sinon, au fond, de ces « petites » gens qui sont partis à l'aventure et qui ont tenté leur chance dans l'armée, le négoce, l'enseignement, la finance ou le commerce. Après tout, les Croisés étaient accompagnés d'un ensemble disparate, mais assez fantastique et

fabuleux de chevaliers, d'aventuriers, de paysans, d'artisans, de religieux, de saints et de brigands qui ont, au nom du Seigneur et de la Croix, volé et pillé, acheté et vendu, sauvé, délivré et tué, bâti, créé et détruit. Ils se sont mariés, ils ont eu des enfants, des esclaves... et ont fait souche dans l'Empire ou une sous-région comme l'Asie Mineure. Autant mes grands-parents maternels, les Draghi de Naples et de Bari, que les Roux de Marseille ont eu des familles nombreuses. J'ai appris très tardivement l'existence de cette famille. Je ne connaissais, en vérité, de nom, que mon grand-père Charles Simon, très impressionné à l'idée qu'il fût né l'année des Trois Glorieuses (1830) et puis celui de mon arrière-grand-père, Simon Clément, né au début de la Révolution française. À l'exception de Simon Clément, baptisé à Marseille, une partie de ce petit monde a été baptisée à l'église Saint-Polycarpe de Smyrne ou à Constantinople ou à Prinkipo – aujourd'hui Buyukada – et dont tous les actes de baptême, doivent se trouver, comme celui de mon père Georges, à l'église de Santa Maria du Péra, à Istanbul. Étudier les arbres généalogiques requiert beaucoup de connaissances et d'expertise. On découvre des faits et des événements qui s'interprètent souvent selon la motivation des recherches. Il y a parfois des « faits » qui ne sont, en réalité, que le fruit de présomptions.

Nous l'avons déjà dit : Jacques de Lusignan, frère aîné d'Annunciata, fait de Charles Simon son unique héritier. Il l'adopte et lui donne son nom. Mais pourquoi Charles Simon ? Il n'était pas le fils aîné de Simon Clément, puisqu'il est né à Smyrne en 1830, le 10 mai, plus précisément, et qu'il avait un frère, Pierre Simon, né le 9 mars 1828. Normalement, c'est ce dernier qui aurait dû être l'héritier de Jacques : est-il tombé gravement malade ou Jacques n'aimait-il pas son premier neveu ? Il fait dresser l'acte à la fin de sa vie, en 1859 – en fait, deux mois avant sa propre mort à Salonique –, quatorze ans après la mort de sa sœur et quatre ans après la mort de son beau-frère, Simon-Clément. Charles Simon a alors vingt-neuf ans. On pourrait aussi supposer que Pierre soit décédé dans les premières années de sa vie, de maladie ou d'un accident. Ce qui est plus bizarre est que Jacques, faute de descendant, ait attendu si longtemps pour se donner un héritier et assurer ainsi la continuité de son nom. Il aurait pu transmettre son héritage et son nom à Simon Clément. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? En réalité, il faut savoir qu'Annonciata avait un frère jumeau, Joseph Antoine – 1808-1868 – frère cadet de Jacques. Joseph était instituteur à Smyrne (Bournabat) et avait épousé Victoire-Césaire Bassetti en 1835 dont il a eu un fils, Pierre III Auguste de Lusignan – né le 16 mars 1843 et mort le 22 août 1918. Pierre devient pharmacien à Bournabat et épouse une Pauline Polixene Ioanou, Grecque orthodoxe, morte le 17 mars 1941, sans descendance. Aussi, Pierre III Auguste est réellement le dernier descendant direct de la lignée mâle des Mamachi de Lusignan de Chypre et de Schio. Les faits sont bien officiellement confirmés et consignés. Cependant, et à sa décharge, Jacques IV, qui se sentait mourir, a préféré, faute d'héritier mâle, nommer son héritier de ses biens et de son nom, Charles Simon, dans le

but avant tout d'assurer en tout état de cause la lignée du nom de Lusignan. Son autre neveu, Pierre Auguste, fils de son frère cadet, n'était après tout qu'un mineur de seize ans. Il avait la capacité et le droit de nommer Charles Simon bien que son acte fût contesté, sans conséquence juridique, par suite d'une démarche de Pierre Auguste, bien plus tard après la mort de son oncle. En nommant son neveu Charles Simon son héritier et en l'autorisant à porter son nom, Jacques III n'a fait que créer une nouvelle descendance indirecte des Lusignan. De fait, Jacques a assuré la pérennité du nom de Lusignan par Simon Clément Roux, Annunciata et, surtout, par Charles Simon Roux.

Des douze enfants de mon arrière-grand-père Simon Clément, je n'ai pu en situer que quatre : mon grand-père Charles Simon, né en 1830 ; Oswald Jean, né en 1831 ; Simon Antoine, né en 1836, et Jacques Simon, né en 1839, tous de Smyrne, plus précisément de Bournabat, un des quartiers « bourgeois », le « Neuilly » d'Izmir. Jacques, frère de Charles Simon, donc mon grand-oncle, est celui des enfants qui, à quarante et un ans, a déclaré le décès de Charles Simon au consulat de France.²⁴ Oswald Jean, mon grand-oncle, frère cadet de Charles Simon, mon grand-père, a eu une vie plus qu'honorable de « bon père de famille » après avoir épousé, en 1855, Anne Savary, à Constantinople, dont il eut deux fils : Nicolas Jacques et Léonard, tous deux nés à Constantinople, le premier, en 1865 ; le second, en 1868. Nicolas Jacques a eu cinq fils dont Oswald Nicolas, né en 1890 à Constantinople et qui s'est réinstallé en France après avoir été pris dans les tourmentes et les guerres des deux premières décennies de notre siècle. Le peu que je sais de Oswald Jean et de ses descendants m'a été communiqué par lettre par un de ses petits-neveux, Georges Roux qui a pris, vers 1985, sa retraite du Quai d'Orsay. Nous avons eu un échange de correspondance pendant plus d'un an, en 1983-1984. Nous avons essayé de nous voir, en vain, par suite de nos voyages planétaires respectifs et nous nous sommes parlé deux fois par téléphone. Les lettres de Georges Roux non seulement étaient un plaisir de lecture, mais m'ont appris beaucoup, tout en laissant des zones d'ombres. Ce qui est dommage, c'est que depuis sa retraite, je n'ai plus eu de rapports avec lui. Dernier point : pourquoi diable Jacques IV de Lusignan, frère d'Annunciata, tout en faisant l'héritier de tous ses biens à son neveu Charles Simon, n'a-t-il pas donné son nom à ses autres neveux, c'est-à-dire aux frères de Charles Simon, mon grand-père, par exemple Oswald Jean, né en 1831 et Jacques Simon, né en 1839 ? Il y aurait ainsi eu une pérennité du nom bien plus nette et équitable. De là, en grande partie, proviennent les complications qui se sont créées, dans le contexte de l'époque, par suite des deux « ménages » de mon grand-père Charles Simon et, hélas ! de sa mort prématurée. Le premier ménage est celui qu'il forma avec Marie Caplan, seul mariage reconnu comme légitime, selon l'Acte de décès de mon grand-père, celui-ci étant considéré comme négociant, bien que j'eusse cru qu'il fut aussi banquier,

²⁴ Consulat de France, n° 143 État civil, Constantinople.

Marie Caplan étant propriétaire. De ce premier lit sont nés, en 1856, Antoine Charles et, en 1857, Jacques. Antoine Charles a eu deux fils, le premier, prénommé Antoine, en 1884, lequel a eu un fils, Roland, né en 1924 – nous en reparlerons à la fin de cet ouvrage quand je rencon-trerai Roland, en 1955. Quant au second ménage, ou second lit, celui de Charles Simon et d'Agathe Joannides, il résulte d'une séparation de corps entre Charles Simon et Marie Caplan, offic ialisée seulement le 26 mai 1868 par le tribunal consulaire de l'Ambassade de France à Constantinople. Entérinée, par la suite, par la cour d'Aix en Provence – en même temps, pour des raisons que j'ignore, qu'une affaire d'exploitation d'un bassin minier sur la Mer Noire – ce qui donne à penser que Marie Caplan quitte Constantinople pour la France, mais c'est une simple supposition. Il est aussi entendu que, selon la séparation de corps et la décision du Tribunal Consulaire, l'aîné des enfants, Antoine Charles, poursuivrait ses études au Collège Sainte-Barbe à Paris et le jeune Jacques serait mis en pension jusqu'à l'âge de douze ans.²⁵

Charles Simon a certainement dû laisser des biens à sa seconde famille, d'autant plus qu'il connaissait trop bien la mentalité et la turpitude, sinon la jalousie de son entourage, notamment au sein de la colonie française.²⁶ C'est du reste pour cela qu'il a tenu, outre son propre domicile,²⁷ à avoir un domicile, pour sa seconde femme et ses enfants, à Prinkipo.²⁸ D'autre part, Charles Simon a reconnu et fait baptiser les cinq enfants nés de cette union – Alfred (1865), Paul et Virginie, des jumeaux (1867), Simon (1868), et le petit dernier, mon père, Georges (1873) – soit dans l'église catholique de Prinkipo, soit au Péra de Constantinople –, les registres de l'église Sainte-Marie du Péra en sont une preuve. C'était, à ses yeux, une démarche indispensable, Agathe Joannides étant de nationalité grecque et de religion chrétienne grecque schismatique, c'est-à-dire grecque orthodoxe.

Charles Simon avait décidé qu'à partir de l'âge de dix ou douze ans environ l'éducation de ses fils se ferait en pension à Sainte-Barbe des Champs (Fontenay) et de Paris, que ce soit pour son fils Antoine Charles, l'aîné, issu de son mariage avec Marie Caplan, et ses fils d'avec Agathe Joannides, Alfred,

²⁵ Cf Charles Galassi, *la Maison des Lusignan d'outre-mer*, Éditions Laumond, Paris 1974.

²⁶ Une lettre en date du 21 juin 1881, en provenance de Constantinople, d'un certain G. Castelli adressé au directeur du collège Sainte-Barbe, est un bel exemple de vilénie toute gratuite puisqu'elle le prévient qu'il a accueilli dans son établissement des enfants adultérins d'un homme qui se prétendait à tort être un descendant des Lusignan d'outre-mer, affirmant qu'il était au banc de la société de la Sublime Porte et notamment des milieux de l'Ambassade de France. Qui était ce Castelli et dans quel but a-t-il écrit cette lettre, sans compter ce qu'il a pu vilipender dans la capitale ottomane ? Cela n'a plus d'importance aujourd'hui, mais a pu avoir eu des conséquences et entretenir des malentendus dans l'affaire de la pérennité du nom des Lusignan.

²⁷ Méhémet-Ali, n° 3 à Constantinople.

²⁸ Aujourd'hui, la plus grande des îles des Princes, Buyukada, dont nous avons déjà parlé, connue comme un très célèbre centre de villégiature pour la haute aristocratie et bourgeoisie ottomane et aujourd'hui turque.

Paul, l'un des deux jumeaux, Simon et probablement Georges – certainement, selon ma mère Hellé. Dans les Archives de la ville de Paris,²⁹ il existe des cartons poussiéreux sur tous les élèves du Collège Sainte-Barbe, établissement privé, ouvert, en principe, à une certaine classe et élite. Les appréciations, les notes des enfants, la correspondance avec leurs « tuteurs », les lettres de leur père sur un papier à lettre aux initiales CL, sous la couronne « princière » (sic), avec le Directeur du collège, Monsieur Maurice Dubrif, sont très révélatrices de l'ambiance et du style de l'époque, et de cette famille. Il convient aussi de constater que les quatre enfants – Antoine (le Charles Antoine de Marie Caplan) Alfred, Paul, et Simon – sont inscrits sous le nom de Lusignan et que leur père signe « Ch. R. de Lusignan ».

Charles Antoine est entré à Sainte-Barbe en juillet 1866, à dix ans, donc dix ans avant Alfred, Paul et Simon. Il a comme correspondante Madame Edwards, chez Monsieur Merton, banquier, 4 rue de la Paix. Dans une lettre de Charles Simon du 29 août 1866, il décrit ainsi son fils au Directeur du Collège : « *Il sait un peu lire et écrire le français qu'il parle difficilement à cause de sa mère qui est d'ici. J'espère cependant que sous peu avec votre habile concours l'enfant deviendra un bon et excellent sujet. Il le doit d'ailleurs et à son nom et à sa famille.* » Or, l'un des bulletins de Charles Antoine, en 7^e, indique son absence de désir de bien faire, un travail insuffisant, une certaine légèreté et de l'inattention. Il reste à Sainte-Barbe jusqu'en 6^e, je crois, plus précisément jusqu'à l'année scolaire 1869-1870, c'est-à-dire environ deux ans après la séparation officielle de ses parents. Cependant, les Archives ne contiennent aucune autre indication au-delà de la 7^e... Où a disparu Antoine, a-t-il retrouvé sa mère ? Mystère ! Il faut aussi rappeler que 1870 est marqué, en France, par l'invasion des troupes de Guillaume 1^{er} – roi de Prusse et futur empereur des Allemands –, et de Bismark. Quelques années plus tard, le 27 août 1877, Charles Simon écrit de Constantinople à Monsieur Dubrif, Directeur du Collège : « *Cher Monsieur et ami, Permettez-moi de me rappeler à votre bon souvenir, après sept ans, pour mes deux jeunes fils Alfred et Paul (...) et veuillez me laisser croire qu'ils trouveront auprès de vous et de mon très honorable ami, Mr. Guérard, l'accueil bienveillant que vous avez bien voulu faire à mon fils aîné lorsqu'il y a onze ans je le confiais à vos soins...* » Charles Simon ajoute qu'il convient d'être plus sévère avec eux qu'avec Antoine, car ils sont moins doués... (?) Alfred et Paul sont admis à Sainte-Barbe le 3 septembre 1877, le premier en 7^e et le second en 8^e. En 1879, Simon Zacharie, le troisième fils de Charles Simon et d'Agathe entre en 7^e à Sainte-Barbe, donc à onze ans, après avoir commencé ses études chez son père à Constantinople. Le dossier de chaque enfant contient des informations parfois superficielles, détaillées et contradictoires, par rapport notamment aux lettres de leur père ou de leurs correspondants qui y sont annexées. Sur les fiches d'Alfred et de Paul, Charles Simon est banquier, domicilié à Prinkipo (île des Princes) ; sur celle de Simon Zacharie, il est rentier... au même

²⁹ Archives de Paris, côte D 50 Z / 71.

domicile. Charles Simon a une correspondance avec le directeur de Sainte-Barbe pour préserver sa réputation et celle de ses fils qui s'avèrent, selon ses contacts à Paris, comme étant assez difficiles. Sur le plan scolaire, «on» semble satisfait des quatre enfants – le collègue, c'est mon interprétation, se devant de les garder pour des raisons purement matérielles. «On» est content d'Alfred «*malgré quelques aspects de légèreté et d'indiscipline très regrettable.*» Il passe de la 7^e à la 6^e sans difficulté, puis en 5^e ; il aurait fait sa 4^e B en 1879-1880 et enfin, en 1880-1881, il serait entré en 3^e B, en transférant de Fontenay (Sainte-Barbe les Champs) à Paris, rue du Panthéon. Alfred a une attitude très difficile, insolente, une indiscipline très déplorable dans ses rapports avec son frère Paul qu'il tient à dominer. Ils frôlent une inconduite – que leur père cherche à minimiser dans ses lettres au collègue – qui met en danger leur présence à l'école. Les correspondants de Charles Simon, chargés de veiller sur les enfants, notamment pendant les jours de congé, n'apparaissant pas pouvoir les contrôler suffisamment ou, effectivement, changent souvent. Toutefois, il y a une correspondante qui entretient un échange de lettres assez régulier, entre 1878 et 1880, notamment avec Paul et Simon, et un peu avec Alfred. Elle semble en tout cas préférer Paul et signe A. Micout. Responsable du «rayon des corsets» du Grand Magasin du Louvre, elle donne comme adresse : 6, Boulevard Malesherbes. Selon certaines de ses lettres, Paul fait une meilleure impression alors qu'Alfred est le mouton noir : «*...c'est un vilain polisson*», écrit-elle. Paul a meilleur caractère. Mademoiselle Micout l'incite à être plus complaisant, à prendre soin – à la place d'Alfred – de son petit frère Simon : «*Soyez un bon frère, il est si jeune...*» et en contrepartie, elle lui promet de se rendre à Fontenay pour les voir. Paul, garçon bien élevé et plaisant, cherche à bien faire. Ce qui, du reste, ressort de ses notes et bulletins de classe. Il semble plus sérieux qu'Alfred – ce qui a pu entretenir une rivalité entre eux. Paul passe en 1878-1879 en 7^e et, en 1879-1880, en 6^e sans difficulté majeure. Il est passable, plein de bonnes intentions, parfois un peu léger, mais veut toujours bien faire. En 1880-1881, il entre en 5^e où, je cite, «*il se relâche, reprend des anciennes mauvaises habitudes de légèreté et d'indiscipline.*» Simon Zacharie, qui retrouve ses frères aînés en août 1879, au moment où il entre en 7^e, est, selon son père, «*un bon catholique, doté d'une santé excellente, très doux de caractère, mais il faut le placer dans le dortoir près du lit du maître, car il a peur la nuit...*» Ses bulletins notent cependant qu'en classe il réussirait mieux s'il était plus attentif, plus réfléchi et plus concentré dans ses études. Il passe néanmoins de la 7^e à la 6^e et son premier trimestre en 6^e est assez satisfaisant. Néanmoins, à la suite du décès de leur père, Alfred, Paul, et Simon sont obligés de quitter leur collègue, après le premier trimestre de 1880-1881. On peut se demander comment ces enfants sont rentrés à Constantinople, auprès de leur mère. On peut imaginer le désarroi d'Agathe, avec ses trois garçons orphelins de père ainsi que sa fille Virginie et son petit dernier, Georges. Charles Simon est mort jeune, à l'âge de cinquante ans. De quoi ? Cœur, maladie infectieuse ? On ne sait rien. Il

faut dire, bien entendu, qu'il y a toujours eu une cassure entre les deux ménages et les rapports n'ont jamais été faciles, sinon inexistants. Non seulement il y avait des raisons affectives ou d'ordre moral, pour certains, mais, certainement, il y a eu aussi des raisons matérielles. Marie Caplan, qui aurait été une Arabe catholique et qui était l'épouse dont le mari s'était séparé, a retrouvé, par la mort de son mari, sa position de veuve légitime et a tenu à protéger ses enfants de ceux du second lit. L'héritage de Charles Simon a en principe bénéficié avant tout à Marie, Antoine et Jacques, ceux-ci âgés de vingt-quatre et vingt-trois ans à la mort de leur père.

Le mystère, qui reste encore entier aujourd'hui, est l'absence de données sur ce que sont devenus Agathe et ses enfants, Alfred, Paul et Virginie, Simon Zacharie, et Georges. À la mort de Charles Simon, les enfants avaient respectivement quinze, treize, douze et sept ans, les deux derniers étant Simon et mon père Georges. Je n'ai aucune indication sur les frères de Georges. J'ai imaginé qu'à un moment, notamment à l'âge de dix ans, Georges avait été à Sainte-Barbe, comme ses frères et qu'il avait été pris en charge par un des frères – donc un de ses oncles – de Charles Simon. Je ne serais pas surpris de l'exactitude de cette hypothèse, en ce qui concerne Georges – pas forcément à cet âge-là – et sa sœur aînée, Virginie, qui étaient à Paris, l'un jusqu'en 1934, l'autre jusqu'à l'Occupation de Paris sous la Seconde Guerre mondiale.

Il aurait pu être utile d'en savoir un peu plus sur le frère cadet de Charles Simon, mon oncle Jacques, âgé de quarante et un ans quand il signe, en tant que témoin, l'acte de décès. Nous savons qu'il se serait installé à Paris en 1881, donc après la mort de son frère. Rien ne peut nous empêcher de dire qu'il y était domicilié. Dans les Archives de Paris, sur le Collège Sainte-Barbe, nulle part le nom de Jacques n'est mentionné parmi les correspondants de ses neveux. Or, ce qui me fait soulever cette hypothèse est qu'il aurait publié un livre sur « Les Lusignan d'Outre-Mer », à l'Imprimerie F. Levé, 17 rue Cassette, en 1881, un an après la mort de son frère, sous le nom de Jacques Roux de Lusignan.³⁰ On peut supposer qu'ayant pris le nom complet de son frère, il se soit considéré comme devant être le protecteur de la famille de Charles Simon, notamment celle du second lit, comme est reconnu et baptisé selon ce nom, mon père Georges. Je le verrais bien comme tuteur de ses neveux et de sa nièce. Ce serait donc assez logique qu'il ait pris en charge, notamment Georges et Virginie, qui se retrouvent alors à Paris. Mais qu'est devenue Agathe ? Malgré des recherches effectuées par un très bon ami égyptien, nous n'avons rien trouvé sur elle... Est-elle restée pendant un certain nombre d'années sur les bords de la Mer de Marmara ? Est-elle allée à Paris ? J'en doute. Ce que je sais seulement de ma grand-mère paternelle est qu'elle était domiciliée au Caire en 1893. C'est ce qu'indique le livret militaire français de mon père Georges – classe de 1893. Avec qui était-elle au Caire ? Quand s'y était-elle rendue, n'y aurait-elle pas emmené certains de ses enfants et en particulier sa fille ? Quand y était-elle domiciliée et décédée – à quel âge ?

³⁰ Je n'ai pas pu mettre la main sur ce livre ni l'imprimerie Levé.

Nous ne savons même pas sa date de naissance : en supposant qu'elle ait eu, au plus, vingt ans à la naissance d'Alfred et donc vingt-huit ans à la naissance de Georges, elle aurait eu environ trent-cinq ans à la mort du père de ses enfants et donc aurait pu atteindre, au Caire, une petite cinquantaine. Dans la meilleure des hypothèses, elle aurait pu vivre au Caire jusqu'en 1913. Autre hypothèse bien plus sérieuse : le nom de son père, Joannides, un nom peu courant d'origine grecque, était connu en Égypte pour avoir créé et dirigé la pharmacie d'Alexandrie où il y avait une grande colonie grecque. Dans son désarroi, à la suite du décès du père de ses enfants, Agathe aurait pu aller chercher refuge dans cette famille, avec ses enfants, tout au moins pour un temps. Il se pourrait aussi que cette pharmacie ait eu une succursale au Caire.

Nous sommes tous multiethniques et multiculturels...

Mon père Georges retourne-t-il vraiment aux sources de son pays ? Poussé par sa mère ou confié à l'un de ses oncles, admettons qu'il rejoigne, comme ses frères, le collège Sainte Barbe, un des rares faits que j'ai récoltés d'Hellé. Ce qui consacre sa « naturalité », étant de la classe 1873, est qu'il accomplira ses obligations militaires françaises en 1893, son livret militaire en étant une preuve indéniable. Mon grand-père maternel, Socrate, lui, se détourne de sa « naturalité » et s'installe en Europe occidentale, à Paris et Londres. Lui et « son gendre » sont des prototypes de ces Grecs et de ces « Francs » appelés si péjorativement, naguère en Europe, les Levantins, parce qu'installés en Asie Mineure, ou au Levant, depuis des générations. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, nous subissons des mouvements extraordinaires de populations – réfugiés, demandeurs d'asile, migrants et immigrés légaux et clandestins, pogromes, guerres, génocide et pauvreté. Nous sommes devenus, que nous le voulions ou non, des « arabo-judéo-chrétiens ». Notre Europe d'aujourd'hui est une société multiethnique, multiculturelle, et aussi multireligieuse, comme l'était l'Empire ottoman. Ce qui explique le développement culturel, intellectuel et spirituel de l'Europe et de notre Méditerranée. De Byzance à l'Empire ottoman se sont affirmé et ont subsisté, accompagnés de nombreux conflits, la Chrétienté, autant latine qu'orthodoxe, l'Islam et le Judaïsme. Tous ces courants, qui se sont opposés dans le passé, continuent de s'affronter de nos jours. Mais qui a établi les bases de l'Égypte moderne ? Mohammed Ali, un Ottoman venu d'Albanie, devenu Pacha, puis Gouverneur, et enfin Khédive d'Égypte. Il fut aussi proche des Français que des Anglais et fut reçu comme un vice-roi, au début du XIX^e siècle, dans toutes les cours d'Europe...³¹

Nos politiques et nos militaires ont-ils suffisamment pris conscience des origines historiques de tous ces événements et de tous ces acteurs qui ont semé haine, violence, et misère ? Pour ma part, je suis perpétuellement hanté par les Bosniaques, les habitants de Sarajevo, les abandonnés et sacrifiés de

³¹ Robert Solé, « L'Égypte, passion française », Seuil, Paris 1997, page 61.

Bihac, Gorazde, Srebrenica et du Kosovo. Je suis horrifié par la douloureuse reprise des *intifadas* et de la guerre entre la Palestine et Israël !

Comme l'a si bien décrit Fernand Braudel, l'Empire ottoman avait des « dimensions planétaires », devenant une « économie-monde ». Il couvrait près de 5 000 km de côtes maritimes, 5 000 km de distance entre la vieille ville de Buda, en Hongrie, et Tauris aux abords de la Perse. Le Sultan régnait sur toute la Méditerranée méridionale d'Alexandrette (Iskanderon) à Alger par sa flotte et ses ports, sur l'Adriatique (en dehors de Venise), sur la Mer Noire, sur la Mer Égée, sur la Mer Rouge et le Golfe persique. Une telle masse constituait un centre de communications et de trafic commercial et humain extrêmement complexe et diversifié. C'est cette immensité et cette diversité qui rendent l'histoire de l'Empire ottoman passionnante³² et dont il faut se souvenir pour expliquer notre monde d'aujourd'hui. Je me dois, par exemple, d'insister sur deux dates qui ont marqué, surtout la seconde, le début du déclin de l'Empire. D'abord en 1571, en représailles de la conquête de l'île de Chypre, une coalition des flottes d'Espagne, de Venise et de la Papauté allait causer pour la première fois une grande défaite aux flottes et armées ottomanes, dans le golfe de Lepante, au sud de l'île de Corfou. Cette défaite navale est prémonitoire. La découverte du Nouveau Monde, la fantastique aventure des Portugais de créer des ports d'attache à des fins commerciales, le marché des esclaves et, en contrepartie des épices et des pierres précieuses, permettent à l'Europe de s'ouvrir au monde, d'y pénétrer et de s'y installer. L'Empire ottoman se laissera lentement et très progressivement ronger pour être, vers la fin du XIX^e siècle, « *l'homme malade de l'Europe* » et de l'Asie. Bien sûr, la Méditerranée restera un point sensible d'échanges et de navigation. Les grandes puissances, comme la Russie, l'Angleterre ou la France, feront des guerres pour protéger leur liberté complète de navigation sur cette mer, pour se libérer de l'étreinte des Ottomans et du détroit des Dardanelles, pour conclure des arrangements d'intérêt commun avec la Sublime Porte et pour assurer un certain équilibre dans la région. En résumé, jusqu'à la prise de Constantinople par les Turcs, il s'est produit une interpénétration des cultures gréco-byzantines et latines par des contacts constants tant sur le plan de la théologie que de l'art. En outre, les confrontations entre les deux civilisations, au cours des Croisades, ont démontré que la culture byzantine surpassait de loin celle de l'Occident latin. Encore plus pertinent, l'Europe chrétienne n'est devenue une « civilisation » qu'à partir du VIII^e et du IX^e siècle. Pendant plusieurs siècles,³³ elle n'atteindra ni la puissance militaire et économique ni la réussite artistique, scientifique et littéraire des dynasties T'ang, Sung et Ming, de l'Islam du VIII^e au XII^e siècles, et de Byzance du VIII^e au XI^e

³² Fernand Braudel, « Les Temps du Monde », « Civilisation Matérielle, Économie et Capitalisme XV^e-XVIII^e siècles », Tome 3, page 467 et suivantes.

³³ Samuel P. Huntington, the "*Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*", a Touchstone Book, Simon and Schuster 1996, page 50.

siècles. Le «démarrage» de la civilisation européenne date de la période du XI^e et XIII^e siècles. Braudel, dans sa Grammaire sur les Civilisations,³⁴ a joliment décrit cette lente et longue évolution de l'Europe moderne : «...les biens culturels arrivaient alors au compte-gouttes, retardés par les lenteurs des voyages. Si l'on en croit les historiens, des modes chinoises de l'époque des T'ang (V^e siècle apr. J.-C.) auraient cheminé si lentement qu'elles aborderaient l'île de Chypre et la cour brillante des Lusignan au XV^e siècle d'où elles se diffusèrent... jusqu'en France, à la cour un peu folle de Charles VI : les atours, les hennins et les chaussures, dites à la poulaine, y firent fureur... » Aussi, à la suite de la fin de l'Empire byzantin et de la prise, par les Turcs ottomans, de Constantinople, en 1453, il se produit une fuite des Grecs d'Asie Mineure qui quittent par milliers devant l'occupation turque de leurs biens. Ils n'abandonnent pas seulement leurs foyers de Constantinople mais ceux qu'ils ont établis dans tout l'intérieur et sur les côtes de l'Asie Mineure, y compris les îles côtières de la Mer Égée. Ce n'est pas seulement l'élite qui émigre mais une variété de communautés : artistes et artisans, intellectuels, diplomates, imprimeurs, prêtres, religieux, ouvriers, soldats et marins. Ils émigrent tous vers l'ouest et cette émigration se produira sur plusieurs siècles, par vagues successives. Il se créera des centres de la diaspora grecque qui préserveront et entretiendront la tradition et la culture hellénique. À Venise, où on retrouve l'influence byzantine, à Padoue, Naples et Ancône, et puis Tolède et Lyon. Plus tard, vers le XVIII^e siècle, de nouvelles communautés grecques se développeront à Trieste, Livourne, Budapest, Londres, Paris, Vienne et Odessa.³⁵

Pendant quatre siècles, la diaspora grecque a maintenu une «nation grecque en exil»³⁶ et a été l'élément catalyseur et de soutien, au début du XIX^e siècle, dans la péninsule hellénique, aux mouvements de résistance qui permettront aux Grecs d'accéder à leur indépendance, en 1821, et de faire renaître la Nation hellène. Malgré l'Indépendance, une forte présence grecque s'est maintenue et n'abandonne ni Constantinople ni l'Asie Mineure. La force des communautés grecques dans l'Empire, notamment à Smyrne et aussi dans les Balkans, est d'avoir été, en tant que sujets ottomans, les premiers à s'associer aux premiers grands échanges commerciaux de l'Empire. En 1830, Smyrne avait une population d'environ cent mille habitants, dont quatre-vingt mille Turcs et vingt mille Grecs, et en 1912, environ trois cent mille. À la fin du siècle, les Grecs d'Asie Mineure représentaient une population d'un million contre environ vingt-six millions d'Ottomans. Smyrne, la moderne Izmir, est passée des années de l'après Seconde Guerre mondiale de quelques six cent mille habitants à deux millions. Après la prise de Constantinople, les Ottomans

³⁴ Fernand Braudel, « Grammaire des Civilisations », Flammarion, Paris 1993, pages 45-46.

³⁵ Deno John Geanakoplos "Interaction of the Sibling Byzantine and the western cultures in the Middle Ages and Italian Renaissance." Yale University Press, 1976, New Haven and London, pages 173 et suivantes.

³⁶ Idem, page 199.

se sont vite rendu compte qu'en raison de la diversité de leurs populations et de leurs étrangers, il était nécessaire d'établir un système d'entente entre eux et le « Divan », le gouvernement de la Sublime Porte et sa justice. De cette prise de conscience politique et économique est née la notion du *Millet*, c'est-à-dire des représentations des communautés religieuses, nationales ou ethniques de l'Empire, et celle des capitulations. C'est ce régime qui a permis aux étrangers de se maintenir dans l'Empire et d'y renforcer leur présence économique et commerciale.³⁷

L'origine du mot capitulation vient du mot latin du Moyen Âge, *capitula*, qui veut dire articles, conditions ou clause d'un contrat. La notion du régime capitulaire est très proche de celle « d'extraterritorialité » selon laquelle toute personne, demeurant dans un pays étranger, peut plus ou moins continuer à bénéficier des lois de son propre pays. C'est une vieille tradition qui remonte à plusieurs siècles avant Jésus Christ. Les Phéniciens de Tyr avaient obtenu, au XII^e siècle av. J.-C., le droit de résider et d'établir des commerces et fabriques à Memphis, en Égypte, et dans trois villes le long du Nil. Ils étaient autorisés à vivre dans le respect absolu de leur culte par le pays hôte et ses habitants, et selon leurs propres lois. Bien plus tard, les Barbares, en créant de nouveaux États dans le centre de l'Europe, ont autorisé les peuples conquis à conserver leurs lois et coutumes. Les Arabes respectaient aussi le concept de l'extraterritorialité. Le Prophète Mohammed lui-même avait accordé certains privilèges aux chrétiens, sous réserve qu'ils n'apportent aucune aide aux ennemis de l'Islam, comme il aurait été indiqué dans son testament, découvert dans un couvent de carmélites, près de La Mecque.³⁸ La tradition des capitulations s'est perpétuée sous l'Empire byzantin et surtout sous l'Empire ottoman, avec des hauts et des bas qui ont conduit les puissances occidentales, notamment la France, l'Angleterre, l'Empire austro-hongrois, Venise et plus tard la Russie, l'Allemagne et l'Italie, à négocier et renégocier les conditions des capitulations en faveur de leurs ressortissants.

Certains auteurs ont prétendu que l'origine des capitulations était la cause des écarts religieux et sociaux qui ont séparé les musulmans de leurs voisins non-musulmans, basant leur raisonnement sur le fait que les Ottomans n'avaient pas de système judiciaire pouvant protéger les droits des étrangers. Pour leur permettre de continuer à résider dans l'Empire ottoman, les étrangers devaient être autorisés à avoir leur propre jurisprudence sur le territoire. Le motif qui incitait l'Empire ottoman à une telle prévenance était évident : favoriser et entretenir leur commerce et leurs relations avec l'extérieur. Cette connivence a prévalu pendant toute la période de l'Empire, jusqu'en 1908, date du début de la révolution des Jeunes Turcs.

³⁷ Une vaste littérature sur ce sujet : « La Justice Ottomane dans ses rapports avec les puissances étrangères » par André Mandelstam, A. Pédone, Éditeur, Paris 1911 ; « *The Capitulatory Regime in Turkey* », Nasim Susa, Johns Hopkins University Press, 1933 ; « *The Ottoman Centuries, the rise and fall of the Turkish Empire* », Lord Kinross, Morrow Quill Paperbacks, New York 1977.

³⁸ Susa, ouvrage déjà cité.

Sous l'Empire byzantin, outre les résidents et natifs grecs d'Asie Mineure, les Arméniens, les Juifs, des colonies de Vénitiens et de Génois s'y installent. Malgré la diaspora gréco-orthodoxe, après 1453, ces colonies demeurent sur place. Une telle « colonisation » n'aurait pas pu subsister si longtemps sans le régime des capitulations. À mesure que les relations internationales, aux XVIII^e et XIX^e siècles, deviennent de plus en plus complexes et subtiles, les capitulations vont être l'enjeu de prises de pouvoir entre le « Fait du Prince », les relations de la Sublime Porte avec les puissances étrangères, et l'importance relative des intérêts des parties en présence. Les colonies étrangères se reposent sur le régime des capitulations, mais, selon l'influence des puissances étrangères, le régime fonctionne plus ou moins en leur faveur. En outre, l'économie de l'Empire ottoman devient fortement dirigiste et centralisée, tout en appréciant les avantages de l'ouverture sur le monde extérieur. La Sublime Porte est désireuse ou bien de supprimer le régime ou bien de le renégocier. Aussi, comme le montre bien, dès les premières pages, le livre sur la *Justice Ottomane*³⁹ d'André Mandelstam, « drogman » ou interprète de l'Ambassadeur de Russie à Constantinople pendant les dix dernières années du règne de Abdul-Hamid II,⁴⁰ le régime des capitulations devient un régime de conflits, à mesure que l'Empire et les grandes puissances s'opposent les uns aux autres. En outre, jusqu'aux dernières années de l'Empire, les Turcs doivent se défendre contre les révoltes dans les territoires qu'ils contrôlent, notamment dans les Balkans, Serbie, Monténégro, sans compter la délicate question du passage du détroit des Dardanelles qui avait montré sa grande importance stratégique au cours de la guerre de Crimée, et le soutien de la Russie, contre les Turcs, en faveur des Bulgares.⁴¹

Cette brève analyse éclaire la violence et les conflits qui ont marqué la fin du XX^e siècle dans les Balkans, les génocides ethniques trouvant leurs sources dans cette disparité de religions, de cultures et de langues qui forment la cassure, ou la ligne géographique divisant la civilisation chrétienne occidentale de la civilisation chrétienne orthodoxe et celle de l'islam.⁴²

³⁹ « La Justice Ottomane dans ses rapports avec les puissances étrangères » par André Mandelstam. Livre déjà cité, voir supra 37.

⁴⁰ 1842-1918, 34^e Sultan, 1876-1909, déposé et remplacé par son frère Mehmet V, à la suite d'une première tentative de réformes de la Sublime Porte.

⁴¹ Ouvrage déjà cité, voir supra 37, Lord Kinross, pages 524 et suivantes.

⁴² Huntington, article (avec carte) publié en 1993, vol. 71, N° 3 dans *Foreign Affairs*, les conflits de civilisations aux frontières orientales, zones à risques depuis la fin de la Guerre Froide et la chute du mur de Berlin.

III

Les Draghi et les Zaharoff

Le cadre géographique et politique

Constantinople, à cheval sur l'Europe et l'Asie, était le point principal d'attraction et le pivot de toute l'activité des Balkans et de l'Asie Mineure. De même, Smyrne, la troisième ville de Turquie – encore aujourd'hui, sous le nom d'Izmir – après Istanbul et Ankara, était un axe étroitement lié à Constantinople. D'abord, face aux îles de la Mer Égée – notamment Chios source de migrations de Grecs, d'Italiens et de Français vers l'Empire –, puis le long de la Mer Méditerranée avec les villes d'Antalya et de Mersin et, un peu à l'intérieur, Adana vers Alexandrette et Alep. Smyrne se trouvait dans la position enviable d'un port de transbordement paisible et commode de marchandises en provenance de Beyrouth et d'Alexandrie. Cet axe se démultipliera en réseaux quand il s'agira de relier, pour des raisons également commerciales, l'Anatolie d'ouest en est, d'Adana-Mersin, par exemple, à Trabzon (Trébizonde) sur la Mer Noire par le chemin de la Cappadoce.

Si mon arrière-grand-père maternel, Draghi, s'installe à Adana,⁴³ c'est pour la richesse de sa terre et les possibilités de cultures de blé, de coton, de fruits et de légumes. Si Socrate commence sa carrière à Adana, puis à Mersin, devenu le port d'Adana, c'est en raison des échanges de marchandises et du besoin de recourir au soutien financier de la Banque Ottomane, filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Si la famille Missir Mamachi de Lusignan fait souche à Smyrne pour plusieurs siècles, c'est parce que, comme pour d'autres exilés, Smyrne est toujours restée la place forte commerciale et maritime, l'ouverture sur la Méditerranée et l'Europe et le relais principal d'échanges des produits de l'Anatolie Centrale.

Imaginons ce que pouvaient être les voyages vers les années 1870-1880 en Anatolie, par exemple de la capitale de la Cappadoce, Kayseri, zone essentiellement rurale, à Mersin. Pour un marchand relativement aisé d'Anatolie, artisan, exportateur de tapis vers l'Angleterre, il faut huit jours pour rejoindre Mersin à cheval afin d'y prendre le bateau pour Smyrne, puis de là, un paquebot pour Londres. Pendant son voyage, qu'il fait avec d'autres hommes d'affaires, pour des raisons de compagnie et de sécurité, il doit apporter suffisamment de nourritures, non seulement pour lui, mais aussi pour faire des cadeaux afin de recevoir un bon accueil chez l'habitant ou dans les auberges, le long du parcours. De tels voyages exigent une longue préparation, ne serait-ce que pour

⁴³ 300 000 habitants en 1913, aujourd'hui 900 000 : quatrième ville de Turquie.

avoir des papiers de voyages en ordre et s'armer contre les bandits de grands chemins et les voleurs. Pour transporter, du centre de l'Asie Mineure, les marchandises à vendre ou expédier de Smyrne, seules, sous la direction de muletiers, des caravanes de chameaux sont disponibles ; un tel voyage prend, alors, plusieurs semaines. Certes, les conditions changent progressivement. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle sont installées les premières sections d'un réseau routier et ferroviaire par suite des concessions, d'abord anglaises, dans les années 1860, ensuite allemandes, vers la fin du siècle, sous l'impulsion d'un des derniers Sultans, Abdul Hamid II. Ce dernier souhaitait promouvoir l'expansion de l'unité panislamique. Il approuve aussi la construction du fameux chemin de fer du Hijaz pour amener les pèlerins de la Sublime Porte vers les lieux saints d'Arabie – La Mecque et Médine. Cette liaison ferroviaire précipitera, du reste, les oppositions internes entre musulmans, tribus arabes et la Sublime Porte, illustrées en partie par les aventures et écrits de T. E. Lawrence.⁴⁴ Les ambitions du Sultan encourageront les Jeunes Turcs à s'organiser et à s'opposer à lui, à la suite de quoi il sera déposé et envoyé en exil. Abdul Hamid II renforcera le concept de l'Empire ottoman, « malade de l'Europe ». En tout cas, le pays est dur et austère. La plupart des Ottomans sont des ruraux. Ce n'est qu'entre 1840 et 1913 que la répartition se modifie et que la population urbaine ottomane s'élève à vingt-deux pour cent de la population. Celle-ci vit d'ailleurs dans une profonde instabilité, causée par les guerres que l'Empire ottoman suscite afin de maintenir ses territoires. La perte progressive, entre 1811 et 1913, de l'Égypte, la Bessarabie, la Serbie, l'Herzégovine, la Bosnie, la Bulgarie, Chypre, la Crète, la Macédoine et l'Albanie, entraîne des pertes en vies humaines et en terres riches. S'ensuivent une crise démographique et une émigration, notamment vers les Amériques, sur l'ensemble de l'Empire. Entre 1860 et 1914, environ un million deux cent mille sujets de la Sublime Porte émigrent vers les États-Unis, le Canada et les pays de l'Amérique latine. De même, les guerres ethniques précipitent des populations ottomanes des Balkans, de Crimée et du Caucase tant vers la partie européenne qu'asiatique de l'Empire ottoman. Enfin, au cours de cette période, l'Empire accueille toutes personnes et familles, en provenance de l'extérieur, capables de gérer des cultures agricoles et horticoles. Des colons, comme mon arrière-grand-père italien, sont bien acceptés et peuvent recevoir des hectares de terres, sans frais, sous réserve de ne pas les vendre avant une période de vingt ans.⁴⁵

Si je vois très bien un Stefán Andropoulos ou Dimitri Georgeglou traversant à cheval une partie de l'Anatolie ; si je revois, au cinéma, le personnage pathétique, pauvre, mais si déterminé du film « *America, America* » de

⁴⁴ Cf « *Revolt in the desert* » par T.E. Lawrence, New York 1927, qui a sans nul doute inspiré le film de David Lean, *Laurence of Arabia*.

⁴⁵ Voir une « *Economic and social history of the Ottoman Empire* », 1300-1916, par Halil Inalcik et Donald Quataert, Cambridge University Press (New York, NY 1994), page 778-795.

Kazan qui, lui, veut échapper d'abord à la misère du village de sa naissance et ensuite au mode de vie traditionnelle des riches marchands de Constantinople, je n'imagine pas mon grand-père Socrate avoir mené cette vie-là. Cependant, comme le héros de Kazan, Socrate a été fasciné et attiré par les États-Unis, mais plus tard, quand l'Empire est vraiment devenu malade.

Ainsi, la croissance des moyens de communication – télégraphe –, des transports et du commerce incite des Européens, et des Grecs en particulier, à s'exiler vers l'Empire ottoman pour y gagner de l'argent ou apprendre un métier. Nombreux sont ceux, parmi les nouveaux Grecs d'après l'indépendance de 1830, qui n'hésitent pas à retrouver les colonies grecques installées en Asie Mineure, profitant de leur longue association avec les Ottomans et du statut privilégié des capitulations. En effet, la force et la grande réussite des colonies grecques sont d'avoir préservé, au cours des siècles, leur identité culturelle et chrétienne orthodoxe. Malheureusement, la création du Royaume de Grèce, donc le renouveau du nationalisme hellénique, va progressivement déstabiliser tout ce que ces communautés gréco-latines ont pu construire pour sauvegarder leurs traditions, leur ethnicité et leur culture au milieu d'un environnement islamique, par leur adaptabilité, leur intelligence et créativité, leur ardeur au travail, leur sens d'entreprise et du commerce. Cela dit, je doute fort que Socrate se soit posé tant de questions. Après tout, quand il s'installe à Paris et Londres, avec sa famille, il a trent-six ans et d'autres ambitions.

On peut au moins dire que l'histoire de ces Grecs d'Asie Mineure est la démonstration que leur culture n'a pas seulement servi à défendre leur langue et leur littérature mais a été aussi un outil de communication, d'échanges et de défense de l'identité gréco-latine. Elle a également été une forme de pouvoir, une expression de créativité, d'indépendance et de volonté de vivre et de progresser. Trop souvent, et encore aujourd'hui, nos dirigeants et notre société occidentale minimisent cet achèvement. L'étude des relations entre Grecs et Turcs est malheureusement remplie d'incohérences et de malentendus. Paysans, ouvriers, artisans, marchands turcs et grecs se sont-ils du reste jamais aimés alors qu'ils ont vécu ensemble durant plusieurs siècles ? Probablement pas. Ils se sont plutôt supportés, et ont surtout collaboré entre eux. Les Grecs se sont convertis, sans doute plus par sagesse ou intérêt que par conviction, et des alliances ont été conclues par des mariages.

Au tournant du XX^e siècle, les dés, de toute façon, sont déjà pipés : regain des nationalismes dans les Balkans, désirs de revanche du nouveau Royaume de Grèce, faillite économique de l'Empire, malade de sa dette extérieure et de l'inefficacité de ses gouvernements, mauvais choix de l'Empire en se rangeant contre la France, l'Italie, l'Angleterre et la Russie au cours de la Première Guerre mondiale, implosion de l'Empire en même temps que celle de l'Empire allemand, austro-hongrois et russe en 1919. Après la Première Guerre mondiale et les six mois de négociations tumultueuses, en 1919, à Paris, entre les grands de ce monde, sont jetées les bases du Traité de Versailles

signé en été de la même année. En 1923, le Traité de Lausanne prétend régler les relations gréco-turques, et dépecer ce qui était l'Empire ottoman. Le résultat dépasse l'entendement : les Turcs et les Grecs restent ennemis, tout le Moyen-Orient (Syrie, Liban, Palestine, Iraq) se retrouve sous mandat de la Société des Nations, donc sous le contrôle des deux puissances coloniales que sont l'Angleterre et la France. Si on ajoute le règlement des réparations aux dépens de l'Allemagne, rien n'est réglé et les bases d'une Seconde Guerre mondiale sont mises en place sans que quiconque ne veuille s'en rendre compte, à l'exception probablement d'un Churchill ou d'un De Gaulle. Depuis lors, Grecs et Turcs sont ouvertement ennemis. La Seconde Guerre mondiale et l'affaire de Chypre ne vont rien améliorer. Quant à nous, Européens, nous nous sommes tellement pris au jeu des haines et des passions que certains d'entre nous veulent rejeter la Turquie moderne des instances européennes – notamment en raison de son mépris des droits de l'homme et de la femme – alors que nous l'avons accueillie pour des raisons stratégiques et militaires dans l'OTAN ! L'histoire de la Turquie la dispose, en effet, en tant que vieille puissance occidentale et orientale, à être le pont entre la culture arabe et la culture judéo-arabe chrétienne de notre Europe moderne. Mais il importe de temps en temps de faire un sérieux retour en arrière de plusieurs siècles sur l'expérience des juifs et des musulmans pour comprendre cette étrange hostilité de l'Occident,⁴⁶ car les persécutions, tout comme en Espagne, ont marqué tout le centre de l'Europe jusque dans des villes même aussi admirables que Lucca, Parma, Perugia, Vicenza et toute la Toscane. Il est même particulièrement effarant de constater que l'Espagne musulmane est le seul endroit en Europe, à cette époque, où juifs, chrétiens et musulmans vivent côte à côte pour bâtir ensemble cette culture extraordinaire qui a transformé l'environnement intellectuel de l'Europe. Ajoutons que la défaite des Croisés, et donc la victoire des musulmans, avait créé une menace considérable pour l'intégrité de la chrétienté. En 1453, les Ottomans, conquérant Byzance et s'y installant, sont aux portes de l'Europe chrétienne. Bref ! ces hostilités, ces haines profondes se sont pérennisées dans nos sociétés tout au long de notre millénaire et ont abouti aux pogromes, à l'affaire Dreyfus, aux vagues successives d'antisémitisme, de racisme, de terrorisme d'avant et d'après la Seconde Guerre mondiale. Les Juifs ont terminé leur errance à la suite de la création de l'État d'Israël, mais les Arabes ont pris leur place : l'Arabe est devenu un Arabe errant. Il s'est retrouvé démuné dans des camps au Liban ou en Jordanie et, après l'Occupation de la Jérusalem arabe et de l'Ouest de la Jordanie, dans la situation de l'être soumis et occupé contre son gré.

Pour différentes raisons, il n'est pas surprenant que je ressente des sentiments très forts pour tout ce qui touche cette partie du monde. Non seulement je ne peux nier mes gènes qui proviennent du Moyen-Orient ou

⁴⁶ Pour avoir une vue complète sur l'impact des Croisades sur le monde d'aujourd'hui, il faut lire le livre de Karen Amstrong « La Guerre Sainte », page 458, et suivantes. "*The Holy War, the Crusades and their impact on today's World*", Doubleday New York/London, 1991.

plus exactement de la Méditerranée orientale, mais encore j'y ai plusieurs fois voyagé pour des raisons avant tout professionnelles. J'ai donc été autant partisan des mouvements d'indépendance des pays de l'Afrique du Nord que de la reconnaissance de territoires de survies en faveur des Palestiniens, et de la création d'un véritable État palestinien.

Dans les groupes de pays dont j'étais responsable pour la Banque mondiale, dans les années soixante-dix, j'ai visité l'État d'Israël pour la première et seule fois en 1971. J'ai visité des kibboutzim près de la mer de Galilée, puis j'ai longé le lac de Tibériade et aperçu, de loin, le haut lieu de Hattin ; enfin, j'ai parcouru en voiture la partie occupée de la rive gauche du Jourdain. Quand j'ai vu, en pleine semaine sainte, des soldats israéliens postés aux quatre coins de la vieille ville arabe et occupée de Jérusalem, je me suis tout de suite rappelé l'Occupation allemande en France. Je me suis promis de ne plus retourner en Israël tant qu'une solution pacifique, réaliste et juste, tant pour les Juifs que pour les Arabes, ne serait pas trouvée. J'ai tenu jusqu'ici ma promesse. Je pense que chrétiens, juifs et arabes doivent chercher à retrouver un esprit tel que celui qui a marqué de brèves tranches de nos siècles passés, depuis les Croisades et surtout sous l'Empire ottoman. Nous sommes tous des « Orientaux » et nos trois religions ont tant d'origines communes et de similitudes. Un de mes vieux amis égyptiens, depuis longtemps collectionneur de timbres, m'a offert, en 1987, celui commémorant le huitième centenaire de la bataille de Hattin (1187). Cet événement a surtout été célébré dans l'ensemble du Moyen-Orient et notamment en Syrie, Jordanie et Liban, mais aussi en Israël par arabes et juifs. Pour tous, comme pour les Palestiniens, à la recherche d'un héros comme Al Saladin,⁴⁷ c'est devenu une coutume et un événement annuel depuis la Déclaration de Balfour et encore plus depuis la création d'Israël. Le 3 juillet 1987 fut marqué par une série de manifestations culturelles, de rassemblements près de la montagne de Hattin, de réunions dans toute la région sur la signification de cette date. Les Israéliens ont également reconnu l'importance de l'événement, mais sous un autre angle. Le journal télévisé insista sur l'importance des Croisades et la chute, en particulier, du royaume de Jérusalem.⁴⁸ La position des chrétiens à la veille de Hattin et des Juifs d'aujourd'hui pourrait avoir des résonances inquiétantes pour les Israéliens en ce début du XXI^e siècle. Ne serait-ce pas dans une telle perspective que, bon gré mal gré, Palestiniens, Syriens, Libanais et Jordaniens, musulmans, juifs et chrétiens devraient coûte que coûte trouver des compromis acceptables pour tous, si ce n'est au moins pour assurer la Paix, l'équilibre de la Région, politiquement et économiquement, comme assurer notamment son approvisionnement équitable en eau...

⁴⁷ Au lendemain de sa victoire sur les Croisés de Guy de Lusignan et de Raymond de Châtillon, Al Saladin a fait bâtir, près de Jéricho, une auberge et une mosquée pour les pèlerins en route vers Al-Quds.

⁴⁸ Cf. Ouvrage déjà cité, par Karen Armstrong, lire en particulier page 272 et suivantes, et pages 532-539.

Le nœud de la crise, dans cette région, est le même qu'en l'an 1000 ou même avant l'ère chrétienne. Non seulement la bible et toute l'histoire juive et chrétienne ont marqué notre histoire, mais elle a démontré que juifs, chrétiens et arabes avaient des atavismes, des complémentarités, des similitudes évidentes. Si les Croisés ont massacré quarante mille musulmans lorsqu'ils ont conquis Jérusalem, le 15 juillet 1099, ils ont détruit, pillé et massacré tout autant Byzance et ses habitants. En 1948, au moment de la proclamation de l'Indépendance d'Israël, sept cent cinquante mille Palestiniens quittaient leur terre natale pour devenir des Palestiniens errants au même titre que les Juifs étaient eux-mêmes devenus errants à la suite des pogromes de Russie et d'Europe Centrale, à la fin du XIX^e siècle.

Tout au long de la rédaction de ce livre, nous avons eu des vagues d'espoirs : Oslo, Wye, Camp David, et les nombreuses tentatives en territoire égyptien, au bord de la mer Rouge, sans mentionner les négociations secrètes. Hafiz al Assad s'est rendu compte qu'il fallait, pour la stabilité de la Syrie, assurer à sa mort la succession de son fils Bashar, consolider la paix et assurer un meilleur équilibre entre tous les acteurs du Levant. Les premières rencontres entre Syriens et Israéliens à Shepherdstown, en West Virginia, aux USA, ont montré que les négociations allaient être difficiles. Celles du Camp David, en été 2000, ont frôlé un terrain d'entente. Les Israéliens, qui ont lâché le sud du Liban, semblaient prêts à faire leur deuil du Golan, mais la véritable pierre d'achoppement, comme toujours, est le sort de Jérusalem. En mars 2000, le voyage du Pape Jean Paul II aurait dû apporter une vague de courage et de raison aux deux groupes d'interlocuteurs. Peut-être, m'étais-je dit, avant de mourir, pourrais-je retourner en Israël et en Palestine et aussi en Syrie et au Liban. Hélas ! nous avons eu aussi tant de moments de désespoirs, d'attentats, de batailles rangées. D'un côté, des pierres, des kalachnikovs et des bombes humaines ; de l'autre, des blindés, des mitrailleuses lourdes, des avions et hélicoptères. Une disproportion de moyens horriblement injuste, inadmissible. Pire, au cours des négociations, on décidait de conserve des rétrocessions progressives de territoires occupés et des libérations de prisonniers, mais en même temps et sur plusieurs années de débats, les autorités israéliennes et l'opinion juive soutenaient – Sharon et les éléments extrémistes et fondamentalistes juifs en tête – le sujet toujours aussi irritant et explosif des logements et installations juives à Gaza et sur la rive gauche du Jourdain. Aujourd'hui, de plus en plus, l'horreur règne des deux côtés, mais surtout depuis la visite préméditée de Sharon sur l'esplanade des Mosquées. Véritable provocation qui a entraîné la seconde Intifada et les ripostes des troupes israéliennes ! Les deux camps ont leurs fous de Dieu : kamikazes palestiniens, chars ultramodernes israéliens, que leurs objectifs soient militaires ou civils. Qui proteste ? Qui proteste même contre la construction du fameux « mur » ? Les Américains ? Les Européens ? En parole, certes !

Dans vingt ans, compte tenu du taux de natalité des populations arabes,

toute cette sous-région se trouvera dans un dilemme épouvantable : celui d'être obligé de vivre ensemble et en paix sachant bien que la population arabe sera largement plus dense et importante que la population juive. Au fond, les paradoxes sont simples : soit la « petite population » juive poursuivra son règne grâce à sa suprématie militaire, avec toutes les crises que cela peut impliquer ; soit l'explosion démographique précipitera une crise économique, commerciale et sociale – sururbanisation, manque d'eau, dégradation de l'environnement – qui deviendra incontrôlable. Délibérément, ne mentionnons pas le « sort » de Jérusalem.

S'il fallait résumer la situation au moment où nous écrivons ces lignes, citons l'article d'Edgard Morin, « Israël-Palestine : le simple et le complexe », paru dans le Monde du 2 février 2001. Le talent de l'auteur, son écriture claire et percutante mettent bien les vraies questions en exergue. Premièrement : « ... le chemin vers la sécurité passe par l'acceptation d'une insécurité qui ne peut être réduite que par une politique de justice... » Deuxièmement, « le retour sur l'expérience juive devrait donner la capacité de comprendre la souffrance palestinienne. » Troisièmement : « ... quand les négociateurs avancent vers un accord, la situation régresse en Israël et en Palestine. Le risque du désastre et la chance de la paix s'accroissent simultanément... Israël et la Palestine seront l'une et l'autre au bord de la guerre civile. » Et enfin : « ... l'avenir d'Israël n'est pas plus assuré que ne le fut celui du royaume chrétien de Jérusalem, qui garda la ville moins d'un siècle... »

Socrate et Adèle

Au sein de sa belle-famille Draghi, Socrate a-t-il été parmi les premiers à sentir le vent tourner ? Imaginait-il la chute prochaine et rapide de l'Empire ottoman ? Avait-il su apprécier l'ampleur de la situation, tout aussi explosive, dans les Balkans ? Avait-il prévu tous les cataclysmes qui allaient se produire ou ne se serait-il pas laissé pousser plutôt par un désir de changement, de réussite financière et d'aventure, de lucre, comme son lointain, plus âgé et dangereux cousin Basil ? Son beau-frère, Louis Maurel – le mari d'Olympe Draghi, la sœur cadette d'Adèle – de nationalité française, né à Marseille en 1881, ne bouge pas mais se maintient, lui, à la Banque ottomane. Il devient inspecteur des agences de la Banque dans l'Empire et s'installe, après Smyrne, à Constantinople où naît, en 1912, son fils unique Raymond, lieutenant de carrière de l'armée française, qui sautera sur une mine en Alsace en 1944. Louis aura une vie professionnelle réussie, claire, nette. Il fera la guerre 1914-1918 en France, ce qui obligera sa famille à quitter la Turquie et à s'installer dans le midi de la France. Louis et Olympe auront aussi une fille, Yvonne, de quelques années plus jeune que Raymond, puisque née après la guerre, en 1919. Elle aura un fils et une fille. Son fils, mon cousin, Patrick, est vraiment le seul membre de ma famille maternelle que je connaîtrai, surtout au moment où il suit des études universitaires. Il est, depuis, resté proche de moi, son aîné

de dix-sept ans. Il ressemble physiquement, par son visage et ses cheveux noirs, à mes oncles, les fils jumeaux d'Adèle et de Socrate, Milon et Cléon. Quand on nous voit, on sait que nous appartenons à une même famille. Et puis il existe entre nous plusieurs similitudes de situation ou plus exactement d'environnement familial, notamment cette absence, cette négation ou non-existence du père. Cela nous a rapprochés sans que nous en ayons pris vraiment conscience. Par ailleurs, je pense qu'instinctivement et sans les avoir vraiment bien connus, je considérais ses grands-parents, Olympe et Louis, comme les seuls à avoir eu une « vie de famille normale ». Socrate est l'envers de Louis. Il veut prouver ses aptitudes et son sens des affaires. Il cherche la difficulté en quittant le circuit bancaire, et se lance dans la finance au début du XX^e siècle, vers 1911-1912. Il profite de l'expérience acquise en Turquie et en particulier à Mersin, grande place du blé et du coton, dans l'Empire. Ainsi, il se fait connaître dans les milieux financiers et notamment ceux du marché à terme du coton et du blé de Londres et surtout de Chicago, ce qui fera sa fortune jusqu'au krach de 1929.

Avec le recul, la vie de Socrate Zaharoff et d'Adèle Draghi est une bien triste histoire. Mais qui sont-ils, d'où viennent-ils ? Il y a peu de temps, j'étais persuadé que ma grand-mère Adèle, dite Mémé, était née à Bari, dans les Pouilles, en Italie du Sud, la famille Draghi étant originaire de Naples. L'un de ses membres, avec l'argent de son père, avait acheté des terres en Asie Mineure pour introduire du coton et développer la culture de fruits et légumes et faire fortune. Les faits, mal ou non connus de ma grand-mère, étaient finalement erronés. Sans doute les avait-elle embellis, ce qui me paraît tout à fait possible. Depuis l'été 1996, cependant, j'ai découvert l'existence d'un autre cousin, Umberto Draghi, du nom de son grand-père paternel, lui-même mon grand-oncle *maternel*. Adèle ne serait jamais née à Bari mais à Adana, capitale de la province de Cilicie sous l'Empire ottoman. Son père le *Comte* (?) Alessandro Draghi était, lui, né dans l'île de Rhodes en 1850 et aurait épousé, en 1875, Domenica Dellari, née en 1857.⁴⁹ Leurs parents seraient napolitains.

Pourquoi le père d'Alessandro, mon arrière-arrière-grand-père maternel, quitte-t-il Naples, au début du XIX^e siècle, pour s'installer à Rhodes ? Quelles sont ses origines ? Certes, le sud de l'Italie est encore pauvre aujourd'hui, alors acceptons le fait que, comme commerçant ou colon ou constructeurs de

⁴⁹ Que ce soit moi ou mon cousin Patrick, nous avons tous deux ignoré l'existence de la *grande famille*. Tous deux avons connu nos grands-mères et grands-tantes respectives, mais ignorerons tout des hommes de la famille. Rien sur Alessandro et ses fils, sauf, en ce qui concerne l'oncle Umberto, qui s'était, m'avait dit Adèle, installé à Alep, en Syrie, mais en maintenant peu de rapports avec lui, sinon épistolaires ! Cette famille s'est en quelque sorte éclatée et, en ce qui me concerne, on avait décidé que plus je resterais dans l'ignorance, mieux je me porterais. Mais découvrir, dans la dernière partie de sa vie, l'existence de descendants d'un grand-oncle – frère de Umberto – Luigi, qui lui, au lieu de rester en Asie Mineure s'est installé en Italie, et apprendre l'existence de tantes et cousines à Milan, cela vous laisse pour le moins rêveur ! Surtout lorsqu'on a séjourné quatre ans à Rome, de 1964 à 1968.

bateaux, le père d'Alessandro se soit expatrié. Son fils, devenu adulte, voyant la dégradation de Rhodes et les incertitudes liées à l'affaire de l'indépendance de la Grèce, fait un pas de plus, comme beaucoup d'autres, en s'installant en Asie Mineure. Il tente l'aventure de devenir propriétaire terrien dans la province de Cilicie, et profiter ainsi du système des capitulations au même titre que d'autres expatriés ou aventuriers français et grecs. Le hasard fait que les Zaharoff et les Draghi se retrouvent dans les mêmes lieux au même moment. Malgré les liens de sang qui vont les lier, les deux familles vont se séparer, éclater, se perdre de vue.

Un autre domaine inconnu est celui des origines de « Mémé ». J'ai malgré tout une petite idée de la généalogie des Draghi. J'ai aussi des portraits, en noir et blanc, bien sûr, que j'ai vus pour la première fois lors de la mort de ma mère, en 1992. Ceux de mon arrière-grand-père maternel, Alessandro Draghi, né à Rhodes en 1850, mais originaire de Naples, et de mon arrière-grand-mère, Domenica Dellari. Alessandro, jeune, a un visage lisse, calme, cheveux noirs bien plaqués sur la tête, yeux noirs, au regard franc et doux, entourés de sourcils bien dessinés, un nez droit, une bouche dont la lèvre supérieure est cachée par une moustache touffue avec deux pointes assez remarquables dépassant pratiquement le visage ; sa lèvre inférieure est marquée par un tout petit bouc laissant donc apparaître un menton bien rond, apparemment peu volontaire. Il porte jaquette, chemise blanche à col cassé, cravate papillon noire, et une fleur blanche. Domenica, elle, porte la traditionnelle robe noire avec une fleur blanche, des boucles d'oreilles, des cheveux remontés en chignon, pas vraiment bouclés mais noirs comme les sourcils et les yeux, beaux, avec un petit nez et de jolies lèvres et bouche. Le visage est rond et lisse, et l'ensemble du port de tête, y compris les épaules, est semble-t-il un peu fort à moins que ce ne soit la robe qu'elle porte qui la fasse paraître plus forte que son mari. Ils semblent avoir dans la petite trentaine, elle plus jeune que lui, mais pas trop. Malheureusement, aucune date n'est mentionnée sur ces photos ni sur une autre dont on pense qu'elle représente Alessandro en complet-veston et gilet, dans sa soixantaine, avec les cheveux blancs, plats, sans boucles, les sourcils toujours noirs, bien dessinés, au regard tout aussi direct, plutôt triste ou fatigué, sans grandes poches sous les yeux. La moustache pointue n'existe plus, elle est plus courte, drue et blanche, couvrant toujours la lèvre supérieure. Plus de bouc. Enfin, le visage est empâté, avec deux grosses rides de part et d'autre du nez. Un vieux monsieur au regard, au fond, sévère et aux formes plus enveloppantes. Sans aucun doute, Alessandro et Domenica avaient une tête d'Italien et sont des Italiens. Malheureusement, les guerres gréco-turques d'avant, pendant et après la Première Guerre mondiale ont détruit entièrement les propriétés du comte Draghi. Nous ne savons même pas pourquoi et comment il portait le titre de comte.

Les Draghi s'étaient assimilés dans le paysage ottoman comme tous ceux qui sont arrivés avant eux. Mais les privilèges que les puissances de

l'époque, comme la France ou l'Italie, avaient imposés dans le cadre des accords de protection, pour leurs nationaux et pour leurs investissements et leurs biens dans l'Empire, devaient se payer un jour. L'Empire ottoman se rangeant aux côtés de l'Empire allemand, au cours de la Première Guerre mondiale, allait créer des situations conflictuelles. L'Europe entière, et surtout l'Europe centrale et méridionale, va se balkaniser et ses populations vont se trouver disséminées, voire obligées, dans beaucoup de cas, de s'exiler vers l'Europe occidentale et les Amériques. La famille Draghi est un bon exemple de dispersion ou d'éclatement. Ce qui m'intrigue, cependant, est cette question de spoliation de terres et de biens agricoles, pour laquelle Adèle déploiera une détermination démesurée en vue d'obtenir des réparations pour pertes et dommages matériels et moraux. Leur père mort, Luigi, son frère aîné, la laisse faire. Adèle fait preuve dans cette affaire d'une volonté indépendante tout à fait « moderne », par rapport au contexte de l'époque. Selon Adèle, Luigi lui aurait donné mandat de prendre contact avec des avocats d'Athènes et de Constantinople pour remettre, sur la base de dix titres de propriété, une réclamation à l'appui d'une demande de réparations de dommages de guerre causés au cours de la Grande Guerre et surtout de la guerre gréco-turque de 1918 à 1923. Cette demande est déposée en 1925 auprès de la commission mixte gréco-turque d'échanges de populations et de réparations de biens, établie dans le cadre du Traité de Lausanne. Ces dix titres correspondaient à une surface de terrain équivalant à environ quatre cents hectares – soit sept cent quinze dolmans, un dolman étant égal à mille mètres –, mais selon la coutume « fiscale » et les actes « notariés » établis sous les autorités ottomanes, ces terres représentaient en réalité trois mille dolmans, soit mille trois cent cinquante hectares, et se trouvaient en dehors d'Adana, dans le village de *Mesdjine*, commune d'Adana, ancien domaine de la famille Draghi. Non seulement la plainte d'Adèle mettait en cause l'usufruit de ces terres – mises à sac après avoir été confisquées par les autorités turques –, mais surtout les dommages et pertes en matériels et équipements – charrues, batteuses, outils de ferme, outillage d'égrenage de coton – et en bêtes et animaux de trait et de ferme, outre les récoltes perdues – notamment de coton et de colza, ainsi que semences –, tout ceci représentant la contre-valeur, à l'époque, de quarante mille livres turques en or.⁵⁰

Les démarches engagées se sont avérées très complexes. D'une part, le dossier est traité par Adèle à partir de Paris où elle réside à l'époque ; d'autre part, c'est un avocat d'Athènes, en même temps journaliste au journal *Ethnies*, Monsieur Venopoulos, qui se charge de cette affaire : une sorte d'avocat « de famille » dont le nom apparaît régulièrement dans les rares documents qu'Adèle a laissés, tous en grec, avec traduction en français ou en anglais. Enfin, cette

⁵⁰ Ces données proviennent d'une lettre adressée de Paris par Adèle Zaharoff, en date de 8 janvier 1930, à un avocat-journaliste, ami de Socrate, à Athènes, donnant ainsi une liste détaillée des pertes et dommages demandés et qui se réfère à la demande officielle de réclamation du 23 mars 1925, adressée à la Commission, sous couvert du Consulat de Grèce, à Paris.

fameuse Commission siège à Athènes au titre du Traité de Lausanne de 1923. En toute logique, et sur la base des pièces du dossier datant pour la plupart de 1930, il aurait été plus normal de s'adresser ou de transmettre cette réclamation soit à Istanbul, soit même et de préférence à Adana, aux autorités locales du nouveau régime installé par Kémal Ataturk. Pour rendre les choses encore plus complexes, Adèle a eu, outre Monsieur Venopoulos à Athènes, un autre avocat (ou homme d'affaires) français, Monsieur Chabert, à Constantinople. L'un et l'autre ne semblent pas avoir réussi à faire bouger le dossier. En bref, aucune suite n'a été donnée à cette réclamation. Un autre mystère ou « non-dit » : Luigi ne semble pas avoir levé le petit doigt pour faire front avec ma grand-mère. Pourquoi ? Pensait-il – avec une certaine dose de cynisme – que les terres accordées en usufruit à des « colons étrangers » et exploitées sous couvert d'un métayer, même local, n'avaient aucune chance d'être récupérées et encore moins de produire suffisamment de revenu pour en payer les dédommagements demandés ? En principe, les inventaires de pertes déclarées par Adèle avaient reçu son aval, ce qui est tout à fait normal puisque c'est lui qui aurait dû faire la demande en réparations, et, sinon lui, son frère Umberto, né immédiatement après lui. En réalité, rien ne semble avoir été engagé correctement. J'irais même plus loin : je me demande si, autour de cette affaire, il n'y aurait pas eu des « malentendus » fort regrettables ou un manque de transparence au sein de la famille Draghi, où le rôle d'Adèle n'aurait pas été très « net ». Est-ce pour cette raison qu'Adèle ne semble avoir jamais eu de rapport avec Luigi et sa famille, installée à Milan ?

Si ma grand-mère ne m'a jamais parlé de Luigi, ni du reste de ses parents, elle a, par contre, évoqué à plusieurs reprises son frère Umberto, pour lequel elle semblait avoir de l'affection. Comme nous l'avons déjà dit, à trente ans, Umberto décide de quitter Adana et de se rendre à Alep, à environ quatre cents kilomètres de là, via Alexandrette (Iskenderun) fondée par Alexandre le Grand, devenu un des ports les plus importants, et servant, au nord, Adana et à l'est, Alep, avec au sud-ouest, Lattaquié et Tripoli. Alep se trouvait dans la région orientale de ce qui est la Syrie, riche en cultures d'oliviers, de figuiers, d'amandiers, de tabac et de coton, et en céréales : blé et orge. Elle avait toujours été, même à l'époque des Croisades, une ville de carrefour axée sur des voies de passage menant à l'Anatolie, l'Euphrate, la Mer Noire et la Palestine. Alep avait donc une vocation commerciale qui avait sans doute attiré le jeune Umberto. C'était aussi une ville connue pour son élégance, son hospitalité et sa culture. Lamartine aurait vanté cette élégance, ainsi que la « *dignité et les manières exquises des Aleppins* ». ⁵¹

Quatre ans avant le début de la Première Guerre mondiale, Alep compte environ deux cent mille habitants, presque autant que Damas, incluant des populations et des communautés religieuses assez hétérogènes, avec cependant deux dominantes, musulmane et chrétienne. Venant d'une famille d'aristocratie

⁵¹ In Hbdul-Rahman Hamidé, la ville d'Alep, Paris 1959, Université de Damas, page 19.

terrienne, Umberto n'hésite pas à capitaliser sur ce qu'il avait intellectuellement investi à Adana. Il s'installe à Alep, entre dans les affaires du commerce de tabac d'où il lancera, plus tard, les « Cigarettes Draghi » qui allaient, après la fin de la Première Guerre mondiale, devenir célèbres dans tout le Moyen-Orient. Umberto se marie avec celle qui devient, pour Adèle, sa belle-sœur, Claire. Rinaldo, leur unique enfant, naîtra le 5 novembre 1916.

Mon grand-oncle Umberto semble avoir fait une belle carrière en Syrie, ancienne province de l'Empire ottoman, devenu pays sous mandat français pour le compte de la Société des Nations, au même titre que le Liban. Non seulement devient-il un homme d'affaires connu, mais, en 1921, il est nommé Délégué Général des Tabacs, titre qu'il gardera jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Il faut dire que la période 1920-1938 est une époque à rebondissements, avec les soubresauts de la politique française jalouse de conserver son influence à tout prix, les intrigues des Anglais voisins et présents en Palestine et en Jordanie, enfin avec les mouvements politiques et religieux qui cherchent à se positionner en vue d'obtenir, à terme, l'indépendance. Il est bon aussi de souligner que la Syrie, sous Mandat de la Société des Nations, est gouvernée, en parallèle avec les autorités françaises, dans la même ambiance qu'elle l'était sous l'Empire ottoman. Je veux dire par là que les affaires locales – politiques, économiques, et commerciales – sont exercées par les mêmes familles patriciennes et les mêmes hauts fonctionnaires qui sévissaient du temps de la Sublime Porte. Ces mêmes personnages allaient se maintenir en s'assurant de ne pas froisser les pouvoirs du nouveau mandataire, la République française, tout en entretenant des relations amicales avec les autres communautés vivant en Syrie, certaines depuis des siècles : Arméniens, Juifs, Grecs et Italiens, en plus des Français. Comme jadis, la vie politique syrienne et aleppine aura à faire face à un constant jeu d'équilibre entre toutes les parties en présence, majorités et minorités ethniques et religieuses confondues. Nonobstant, les familles bourgeoises et propriétaires de domaines urbains et terriens n'acceptent pas la légitimité du Mandat, à tel point que les Français vont se trouver dans une situation plutôt instable. Enfin, la poussée nationaliste allait être un autre facteur, mais qui ne deviendra déterminant qu'au moment de l'accession à l'Indépendance en 1946, après la Seconde Guerre mondiale. Ce qui permit aux Français du Mandat de se maintenir est le peu de conscience politique des milieux ruraux. Bien entendu, on ne peut négliger non plus la politique des autres puissances de la région : la Grande-Bretagne, l'Italie – autre puissance mandataire –, puissance politique et commerciale critique avec le gouvernement de Mussolini et les intrigues des milieux fascistes. En tout cas, la France n'arrivera pas à neutraliser l'influence des familles qui dominent les zones urbaines tout en étant propriétaires de terres agricoles, notamment autour des périphéries d'Alep et Damas, puis d'Homs, Hama et Antioche. Elle devra composer et intriguer. Laisser les uns jouer contre les autres en tenant compte de la « mixité » des grandes familles : arabes chrétiens, musulmans, sunnites, turcs, kurdes. Si par exemple soixante-huit pour

cent des Syriens, sous le Mandat français, étaient sunnites, il fallait compter onze et demi pour cent d'Alaouites et trois pour cent de Druzes, sans compter les Grecs orthodoxes chrétiens (près de cinq pour cent), les autres chrétiens – Syriens orthodoxes catholiques, Grecs catholiques, maronites, Chaldéens, protestants (cinq pour cent) et les catholiques arméniens (environ quatre pour cent). Pour être complet, il faut noter l'existence de deux autres minorités : les juifs (un peu plus de un pour cent) et les chi'ites (un pour cent et demi).

C'est dans cet environnement qu'Umberto va vivre. Il verra Alep se maintenir comme une grande ville commerciale de près de trois cent mille habitants, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, contre deux cent quatre-vingt mille pour Damas, capitale politique et administrative. Mais surtout, sa famille et lui auront à s'adapter, avec plus ou moins de bonheur, aux différentes phases de la vie politique sous le Mandat :

- la révolte des Druzes en 1925 ;
- les négociations vers un gouvernement autonome entre 1925 et 1936 ;
- la perte pour la Syrie du Sanjak d'Alexandrette qui était devenu syrien par suite de la fin de l'Empire ottoman. Pour des raisons de politique étrangère devant l'insistance voire l'agressivité du gouvernement de Mustafa Kémal et la détérioration de la situation en Europe occidentale, la France cède en 1939 devant l'obstination des Turcs et leur rend cet important port et position stratégique.⁵²

Le fils d'Umberto, Rinaldo, entre dans les affaires de son père à sa majorité. Il épouse, en 1939, une Syrienne, Yvonne Rabbath. Et puis, pour les Draghi tout se passe et change en quelques semaines. L'Italie de Mussolini s'est rangée aux côtés de l'Allemagne d'Hitler. Au Liban et en Syrie, avant la défaite de la France en juin 1940, immédiatement après la déclaration de guerre de Mussolini contre la France, les administrations françaises internent tous les ressortissants italiens et ne prennent guère de gants avec ceux qui affichent, en portant la chemise noire, leur affiliation au fascio italien. Ce qui est le cas d'Umberto père, soixante ans, et de son fils Rinaldo, vingt-quatre ans. J'ai cru comprendre, sans m'en étonner – selon notre cousin Umberto –, que durant les quelques semaines – entre la déclaration de guerre de l'Italie, la défaite de la France et l'arrivée à Beyrouth du Général Dentz, Haut Commissaire de la France de Vichy pour le Liban et la Syrie –, les camps d'internement français avaient été très éprouvants, notamment pour notre grand-oncle qui meurt peu de temps après sa libération, le 23 juillet 1940. Alors, lorsque fin 1941, après l'entrée en guerre des Américains et les premiers succès des troupes anglaises en Afrique du Nord (Égypte et Cyrénaïque), les forces françaises vichystes et françaises gaullistes, assistées par l'armée britannique, s'affrontent de plus en plus âprement, les Draghi s'enfuient d'Alep. Rinaldo, sa femme Yvonne, enceinte d'Umberto junior, sa grand-mère

⁵² Pour cette période, notons un livre de Philip S. Koury sur cette période « *Syria and the French Mandate, the politics of Arab Nationalism* », 1920-1945, Princeton University Press, 1987.

dans le rôle de directeur, d'animateur, de coordonnateur des musiciens et des musiciennes, des solistes, de chef ! Je cherche à montrer mon amour et ma passion pour la beauté des sons et des moments que nous essayons tous de traduire en plein accord, en pleine dévotion, et surtout la sensibilité, la tristesse et la joie, la ferveur, le transport, la vigueur, qu'ils soient de Bach, Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert, Schumann, Wagner, Grieg, Richard Strauss, Ravel, Prokofiev, ou autres... Il n'y a rien de plus beau, lors d'un concert, de fermer les yeux et d'écouter les sons, les notes, de s'enivrer, de se griser de musique. Une autre délicieuse de mes manies, par moments, au cours, par exemple, d'une symphonie, est de suivre un groupe d'instrumentalistes de l'orchestre plus qu'un autre : les violons, puis les flûtes ou une flûte, ou un cor, ou quelques contrebasses, des hautbois – c'est souvent exquis – etc. Si « on » m'avait offert de refaire ma vie, j'aurais été chef d'orchestre. J'aurais certainement voulu l'être, mais j'ai préféré suivre des voies plus « sages ». En vérité, je n'ai jamais cherché à devenir chef d'orchestre, je n'en avais ni les moyens ni le courage. J'ai cherché la « sécurité », ayant le sentiment profond que ma famille, et donc moi, avait vécu dans une insécurité continue et que nous avons toujours été des « oiseaux sur la branche ». La musique était un rêve, mais l'orchestre du *kindergarten*⁵³ de l'Institution des Sœurs de Notre Dame de Sion « c'était quelque chose ».

Un autre souvenir de jeune enfant, à Londres : Hyde Park Corner où quiconque pouvait s'installer sur une estrade et haranguer la foule qui voulait bien vous écouter sur n'importe quel sujet politique, social, culturel ou économique. C'est là où mon grand-père Socrate m'avait amené tout petit pour me montrer ce qu'était une des forces de l'Angleterre : donner à quiconque la faculté de s'exprimer en toute liberté. Une des bases de la démocratie. Je ne l'ai jamais oublié et j'ai toujours conservé une très grande admiration pour ce pays.

Entre 1935 et 1938, j'ai passé trois années scolaires à Liège, à l'Institut Saint Paul, situé près de la Cathédrale, à deux pas de l'endroit où ma grand-mère et ma mère s'étaient installées dans un bel immeuble qui existe toujours (mais un peu fatigué), au troisième ou quatrième étage, je ne sais plus, avec ascenseur, très clair puisque sans vis-à-vis, sur le Boulevard d'Avroy. Il y avait chaque année des fêtes foraines et c'est là où j'allais très souvent faire des promenades et de la trottinette, jeu à la mode en ce temps-là – il le redevient de nos jours. Le Boulevard attirait du monde dans cette petite ville, aujourd'hui moins pimpante et riche en raison de la crise économique de la Wallonie et la concurrence infligée par la Flandre. Liège était tout proche, notamment du siège de la plus importante fabrique d'armes de Belgique, l'entreprise nationale de Herstal. La Wallonie était alors la zone industrielle par excellence de la Belgique. Ce n'est plus le cas, aujourd'hui. Néanmoins, la présence de cette entreprise explique notre installation en Belgique. Socrate garde cependant une base à Londres, mais accompagne Adèle, Hellé et moi-

⁵³ Textuellement : jardins d'enfants. Maternelle.

même pour élire domicile à Liège à partir du mois d'août 1935. Pour se relever de la Crise de 1929-1931, Socrate avait tiré une certaine leçon de ses relations internationales. Il avait perdu sur la bourse de New York dans les grains et le coton ; avait échoué dans une affaire de chemin de fer au Brésil ; avait acheté du terrain dans l'Arizona à perte et sans aucune possibilité de développement. La victoire de Mussolini en Italie avait été un premier avertissement. Finalement, la montée du national-socialisme et d'Hitler au pouvoir, en Allemagne, la révolte de l'armée espagnole sous la conduite de Franco, en Espagne, et la guerre d'Espagne incitent Socrate à se transformer en marchand de canons. Il devient l'un de ses nombreux financiers et hommes d'affaires qui ont détourné l'embargo de ventes d'armes malgré la Déclaration de non-intervention votée par les Parlements de Londres et de Paris. Les républicains et les fascistes espagnols, soutenus par l'Italie et l'Allemagne, s'entretuent. Il faut rester neutre pour ne pas précipiter l'Europe dans une autre guerre ! Socrate voit là une occasion pour faire des « sous » et faire vivre sa petite famille et parce qu'une des sources d'achat d'armes est à Liège, il s'y installe. Je n'ai pourtant pas souvenir de l'y avoir beaucoup vu. En revanche, je n'ai pas oublié cette promenade à la campagne avec « toute la famille », chez l'un des responsables de Herstal. Grande maison, jardins et champs suffisants pour y gambader et s'amuser. De plus grands enfants m'y ont initié à cuire des pommes de terre « en robe des champs ». Est-ce ce jour-là ou lors d'une autre visite que j'ai reçu l'un des plus beaux cadeaux que l'on m'ait jamais offert ? Peu importe. C'était un fusil reconstitué, style XVIII^e siècle, fabriqué chez Herstal. Je l'ai gardé parmi mes jouets pendant de nombreuses années. Perdu aujourd'hui, sans doute dans un de mes nombreux déménagements. Je n'ai pas non plus oublié une visite imprévue et insolite, un jour, « chez nous » au Boulevard d'Avroy. J'étais dans la cuisine en train de goûter ou de dîner. Coup de sonnette. Précipitation de ma grand-mère, seule avec moi, dans l'appartement. Elle installe sous mes petites jambes une pile de dossiers, comme si j'en avais besoin pour être mieux assis : « *Tu ne bouges pas, tu ne dis rien, tu manges.* » Les types, qui avaient sonné, et qui avaient bien entendu été reçus, sont allés d'une pièce à l'autre de l'appartement et dans la cuisine où l'un m'a frotté la tête. Ils cherchaient bien sûr quelque chose : policiers, ils faisaient une perquisition. Pour ma part, je n'y comprenais rien. Ce n'est qu'un peu plus tard, à Paris, que tout devint plus clair. Les policiers cherchaient les preuves du trafic d'armes, preuves que mes pieds avaient couvertes ! Vous ne serez donc pas surpris que je me sois toujours demandé qui avait bénéficié des affaires de mon « Papou » tant admiré et aimé : les républicains ou les fascistes espagnols ? J'ai toujours pensé et espéré que ce fût les premiers, mais sans en avoir jamais eu la preuve... Ces événements m'ont forcément touché sans que je puisse, à l'époque, m'en rendre vraiment compte. Les souvenirs et les incertitudes, qui, dorénavant, allaient marquer le mode de vie de mes grands-parents, demeureront à l'arrière-plan d'une manière quasi permanente. Ce sera notre lot

quotidien : cette atmosphère de crainte de la vie et de ses aléas, cet environnement incertain, ce sentiment de malaise sont probablement la cause de mes propres angoisses, de mes rêves profonds ou à moitié éveillés ou des idées folles que j'imagine encore à mon âge où je ne devrais plus rien craindre. Encore aujourd'hui, je ne crains pas pour moi-même mais surtout pour ceux que j'aime et qui vivent avec moi ou loin de moi. Je sens ici l'influence de ma grand-mère, contre laquelle j'ai lutté et que j'ai dû abandonner. Autant Socrate paraissait avoir une attitude positive devant la vie, autant Adèle voyait toujours des catastrophes autour d'elle, sans doute consciente, au fond d'elle-même, que cette belle époque dont elle avait joui au maximum s'était désagrégée d'un seul coup. Après avoir atteint le pinacle de la vie parisienne et londonienne, après s'être habillée chez Molyneux, Worth et Poiret, et chapeauté chez Reboux, Potel et Chabot ; après avoir mené la grande vie avec les financiers de l'époque, dont les frères Lehman, devenant une des meilleures amies de l'une des épouses, tout s'écroule. Fini les Roaring Twenties. Fini le « *Tea for two and two for tea, a girl for me and a boy for you.* » Adieu ! nono Nanette. C'est la Crise, la Grande Dépression. Les Zaharoff en prennent « plein la gueule », comme tant d'autres. Depuis le krach de 1929, fini l'aisance ! Socrate ne l'avait pas imaginé. Il n'est pas le seul. Des économies et des fortunes sont détruites. Des familles entières tombent dans la misère. Les plus pauvres, qui n'avaient pas connu la richesse, ne peuvent même plus manger à leur faim et ne comprennent pas du tout comment on a pu en arriver là, dix ans après la plus meurtrière des guerres occidentales. Personne, non plus, ne s'imagine que cette crise va renforcer et mettre au pouvoir le fascisme et le national-socialisme, et donc précipiter une Seconde Guerre mondiale. Nul ne réalise les conséquences de ces migrations de milliers d'exilés fuyant – quand ils le pouvaient – vers des endroits plus accueillants ou bienveillants et surtout plus sûrs : que ce soit ceux qui avaient commencé à fuir la Russie révolutionnaire et bientôt léniniste et puis stalinienne, les pays baltes, les Balkans, aux contours une fois de plus dessinés, après la fin de l'Empire austro-hongrois. Puis très rapidement, l'émigration juive et antinazie vers la Palestine sous mandat britannique, l'Europe occidentale et les États-Unis. Paris et Londres accueillent l'intelligentsia tsariste, certains (très peu) gardant leur prestige et leur situation mondaine, d'autres devenant chauffeurs de taxi, musiciens de cabarets, restaurateurs, commerçants ou hommes d'affaires. Cette migration allait être suivie de tant d'autres, cette fois-ci à la recherche de la liberté et de la sécurité.

Pour Adèle et Socrate, il y aura pourtant non pas un avant et après « Krach » mais un avant et après « mort de Milon ». Combien de fois Adèle ne m'a-t-elle pas parlé de ses fils et surtout de Milon ! De sa beauté, de son charme, de ses bonnes manières, de ses études au Collège – Public School – de Rugby, près de Londres. Leur ami, le conducteur, est mort aussi sur le coup, comme Milon, en voulant éviter un chien sur la route. Cléon, par contre, est

resté un mort-vivant, à jamais marqué dans sa tête et dans sa chair par ce drame. Je garde une photo de ces beaux jeunes *play-boys* se pavanant avec leur sœur – ma mère Hellé –, à Longchamp, au champ de courses, en jaquette et chapeau melon. Milon étant mort, tout cela aussi était fini. Cléon restera toute sa vie un obèse handicapé, boitant de la jambe gauche, drogué par les antidouleurs, par la boisson dans laquelle il se complaira toute son existence. Il deviendra un « paumé », sans goût de vivre, se reprochant à vie d’avoir survécu à son frère. Pour mes grands-parents, ce drame marque une cassure. Leur vie ne sera plus jamais la même, gravée par une tragédie qui allait se terminer par la mort de mon grand-père, à Athènes, sous l’Occupation allemande, et celle de ma grand-mère, vingt-deux ans plus tard, dans un asile de vieillards, à Londres.

Entre 1929 et 1939, Socrate est moralement et financièrement touché, mais il se bat pour conserver un certain niveau de vie. Avec le recul et le temps, cela ne me surprendrait pas d’apprendre qu’Adèle ait fantasmé sur cette vie de grand luxe, sur les qualités et les affaires audacieuses et fructueuses de son mari pour lequel elle avait une très grande admiration et affection, même si leur vie intime semblait faire partie du souvenir. Pour le petit garçon que j’étais, sans père, mon grand-père était non seulement « l’homme » de la famille, mais le grand « *patronne* ». Adèle me parlait souvent de ses exploits à Chicago où il aurait contribué au lancement des marchés à terme du blé et du coton, avant 1914, ou après la guerre ; au Brésil, où il aurait lancé un important projet de chemin de fer. Mais quelle part de réalité et de rêve ses paroles renfermaient-elles ? Il n’y a rien sur la famille de Socrate. Nous supposons qu’il est né à Athènes et c’est à sa mort que nous avons appris qu’il avait un frère, Ioannis, dont nous n’avions aucun signe de vie et que, pour des raisons encore une fois incompréhensibles, nous n’avons jamais pu joindre ! Comme si un mystère entourait Socrate. Nous ne lui connaissions pas vraiment d’amis ni de relations. Adèle affirmait que Socrate était proche du gouvernement grec de l’après-guerre 1914-1918, notamment de celui de Vénizelos, mais au fond, j’étais plutôt condamné à ne rien savoir.

Cette analyse du passé, bien difficile et tellement incomplète, se dessine pour beaucoup au travers de lettres éparées, de très pauvres archives pour la plupart incomplètes et au moyen de souvenirs, de longues périodes de silence, et surtout de non-dits ou de refus d’informer, ou d’expliquer. Comment alors pouvoir ou vouloir dire la vérité au-delà des deuils et des disparus ! On peut bien imaginer le sentiment de frustration que je ressens, plus de soixante ans après les événements de ces récits. Les « mythes familiaux » nous déconcertent. Les « fantômes » nous poursuivent. « *Le secret, le non-dit fait tâche d’huile, et comporte des zones de plus en plus grandes* », comme l’écrit Anne Ancelin Schutzenberger dans son passionnant « Aïe, mes Aïeux ! »⁵⁴

⁵⁴ Ouvrage déjà cité : page 23.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ma génération avait vite été fascinée par la personnalité de l'acteur, de l'homme de théâtre et de la radio, et du metteur en scène, Orson Welles, et bien sûr du grand chef d'œuvre du cinéma américain : « Citizen Kane ». Nous le découvrons au cinéma Biarritz, aux Champs Élysées en 1949-1950, alors qu'il était sorti aux États-Unis en 1941. Quelques années après, j'apprends qu'Orson Welles tourne un film sur Monsieur Arkadin (1955), qui en réalité était inspiré plus ou moins – plutôt bien moins que plus – de la vie de Sir Basil Zaharoff, du nom de mon grand-père. Selon le scénario de Welles, « M. Arkadin » raconte l'histoire d'un financier cosmopolite qui se suicide en se précipitant de son avion en vol. Nous trouvons de nos jours ce film sur les chaînes de TV et en cassette sous le nom de « *Confidential Report* ». En suivant la même trame – bien moins subtile et efficace que l'histoire du magnat de la presse, Kane –, c'est de nouveau un reporter, détective privé américain qui veut chercher les vraies origines de ce milliardaire nommé Arkadin qui fait parler de lui par ses gardes du corps, par ses fêtes aussi somptueuses que baroques, par sa fortune et l'argent qu'il a l'habitude de distribuer en achetant les gens. Dans le film de Welles, on va et vient à vive allure d'Espagne en France, ou en Italie ou en Allemagne. Le reporter-détective von Straten, au cours de ses recherches, est attiré par une superbe fille méditerranéenne – je dirais grecque – et découvre que c'est la fille adorée d'Arkadin, très protecteur et très jaloux d'elle, soucieux jusqu'au point de la menacer de la faire disparaître pour qu'elle ne sache rien sur son passé lointain lorsqu'il s'appelait non pas Arkadin mais Pacha (ou Alpha) Bazi.⁵⁵ Arkadin a une réputation d'homme redoutable et profondément secret. Il apprend par ses sbires les démarches de l'Américain. Et pour rendre le scénario encore plus confus, Orson Welles pousse son héros à découvrir *sa* vérité en demandant à von Straten de découvrir sa vie antérieure prétendant qu'en 1927 il aurait eu une crise d'amnésie. Arkadin veut faire le vide sur cette partie de sa vie ou, en tout cas, il ne veut pas que sa fille la connaisse. Cependant, et c'est cela qui ajoute à la confusion du film, il voit des avantages à la présence de von Straten auprès de sa fille pour savoir jusqu'où ses démarches le conduiront. Sans qu'elle s'en rende compte, Arkadin s'arrange pour utiliser sa fille, à l'occasion des fêtes qu'il donne, pour attirer dans ses filets cet Américain et le suivre dans ces démarches à travers l'Europe. En revoyant ce film, par hasard sur une chaîne de TV – je ne l'ai vu qu'une fois au cinéma, à sa sortie, à Paris, en 1956 –, je découvre d'abord une mise en scène folle et une atmosphère délibérément noire et dramatique. Ensuite, je suis frappé par une profusion d'images, en noir et blanc, sombres et belles, rehaussées par le grand corps d'Orson Welles,⁵⁶ sa tête diabolique dominée par ses yeux pleins d'éclairs de haine, de soupçons et

⁵⁵ Voir livre d'Orson Welles sur Arkadin, publié chez Gallimard, Paris, 1955 et chez W.H. Auden, Londres, 1956, sans certitude sur son auteur !

⁵⁶ Cf. Livre de David Thomson : « *Rosebud, The story of Orson Welles* », New York, 1996, Random House, p.183, 247, 318-324.

de terreur ; enfin, par une barbe de patriarche ou de pape. Arkadin était-il vraiment une personnification de Basil Zaharoff, le grand trafiquant d'armes ?

Adèle ne pouvait pas supporter l'idée que Basil et Socrate aient été proches. Elle m'affirmait que Socrate ne pouvait être le cousin de Basil, comme on le disait. Il ne fallait plus prononcer ce nom... Pourquoi ? Je n'avais rien dit de la parenté de Socrate avec Basil, ni suggéré un nom ; c'est Adèle qui a fait référence « au cousin Basil ».

Socrate et Sir Basil

Il serait hors de mon propos de raconter toute l'histoire de Sir Basil Zaharoff. D'autres l'ont fait avant moi.⁵⁷ Mais je pense que quelques mots sur lui donneront un certain éclairage sur Socrate.

Basil a mené une vie consacrée au secret, au mystère, à l'intrigue et aux armes. Ce « trafiquant de la mort » meurt à quatre-vingt-sept ans, en novembre 1936 – *notons l'année où Socrate s'est lancé dans le marché des armes* –, à Monte-Carlo où il résidait depuis plusieurs années puisque, dans les années 1920-1930, il prend le contrôle du Casino et le remet à flot. Pour services rendus avant et pendant la guerre 1914-1918, Sir Basil a été honoré de la grand-croix de l'Empire britannique et de la grand-croix de la Légion d'Honneur. Il obtient presque au même moment la nationalité anglaise et française, tout en conservant son passeport de naissance grec. Personnage sans nul doute de légende, mais personnage sans scrupule ni sens des valeurs, il est redouté et craint par les milieux du pouvoir des trente premières années du XX^e siècle. Il a été le « confident » à la fois, à Londres, de Lloyd George, ministre de l'Armement et ensuite Premier Ministre de Grande-Bretagne sous la Première Guerre mondiale, et, à Paris, celui de Viviani, d'Albert Thomas, de Painlevé et d'Aristide Briand, tous chefs ou membres du gouvernement français pendant et après la Première Guerre mondiale. Après la dislocation de l'Empire ottoman, Basil Zaharoff soutient l'homme d'État grec, Vénizelos, et le pousse, à tort, mais dans son propre intérêt, à faire la guerre contre les Turcs qui, sous la direction de celui qui allait être le héros et le dirigeant de la République, Mustafa Kemal Attaturk, écrasent les Grecs. Enfin, à la veille de sa mort, convaincu qu'il faut que les puissances occidentales luttent contre le bolchevisme, Sir Basil lie des « amitiés » avec l'Amiral Canaris, futur opposant d'Hitler, et avec Juan March, le millionnaire espagnol, financier et soutien du Général Franco !⁵⁸ Ce trafiquant d'armes n'était pas en odeur de sainteté auprès

⁵⁷ Trois livres, tous aussi passionnants, ont été écrits entre 1929 et 1989 : Richard Levinsohn, *"The Mystery Man of Europe, Sir Basil Zaharoff"*, Philadelphia, London J.B. Lippincott 1929 ; Donald Mc Cormick, *"Peddler of Death"*, Holt, Rinehart and Winston, New York 1965 and Anthony Allfrey, *"Man of Arms, the Life and Legend of Sir Basil Zaharoff"*, Weidenfeld and Nicolson, London, 1989.

⁵⁸ Dans *"Peddler of Death"* cité supra, Donald McComick cite Basil Zaharoff (page 231 et suivantes) qui aurait dit, en 1934, à Georges Mandel, ministre radical-socialiste, qui le mettait en garde contre Hitler, « *d'attacher moins d'importance aux jeux de mots du fascisme et du*

de ma grand-mère, ce que je comprends bien mieux en cette fin du XX^e siècle, au moment où j'écris ces pages. Pendant cinquante ans, Basil Zaharoff a été l'archétype du fauteur de guerres et de profiteuse du capital des autres. On a dit, le jour de sa mort, que la « Mort » avait perdu son plus grand agent recruteur et une chanson, aux États-Unis, aurait dit que « *son monument sera celui des tombes d'un million d'hommes tombés à la guerre.* »⁵⁹ Cependant, même sans aucune preuve, je suis convaincu qu'il ne pouvait pas ne pas avoir connu Socrate, et que ce dernier, de vingt-six ans son cadet, a dû avoir des rapports avec lui que sa femme Adèle réprouvait. J'ai bien des photos de mon grand-père Socrate et j'ai trouvé dans mes recherches une photo de Basil : ils ne se ressemblent pas tout à fait, il faut l'admettre, mais ont tous deux des yeux bleus et n'ont pas « l'air levantin ». Ils pourraient facilement passer pour Européens tels que l'on en trouvait se promenant sur les Champs Élysée, la City ou à Marble Arch, sur Park Avenue ou Unten den Linden, dans les années 1910-1920 ou 1930. Socrate a un air plus doux que Basil. Certes, une génération séparait les deux hommes et Socrate était « tout petit » par rapport à Basil, mais ils avaient, j'en suis sûr, et encore sans pouvoir le prouver, des liens familiaux. Selon le livre d'Allfrey, le nom d'origine de la famille de Basil Zaharoff était Zachariadis, originellement des tailleurs grecs qui, en 1821, avaient fui Constantinople à la suite de la guerre d'indépendance grecque. Ils étaient partis pour la Bessarabie, en Roumanie, puis pour Odessa en Russie où ils avaient russifié leur nom en Zaharoff. Enfin, en 1840, le père de Basil s'était réinstallé à Constantinople, s'y était marié à Maria Helena, fille d'un certain Antoniades. Une fois de plus, la crainte de voir la colonie grecque de nouveau persécutée par les Ottomans, la famille Zaharoff quitte Constantinople et s'installe à Mughla en Anatolie, dans un centre de commerce d'huile d'olive et de tabac, près de la presqu'île de Bodran – Halicarnasse, sous l'Antiquité –, face à l'île de Kos. Zacharias – du même prénom que son grand-père –, Basileus – du même prénom que son père –, est l'aîné des deux fils, né à Mughla, le 6 octobre 1849 ; son frère naît deux ans plus tard et la famille se réinstalle à Constantinople.

Dans les livres sur Basil, seul celui d'Allfrey mentionne l'existence de deux fils Zaharoff, ex-Zachariadis. Socrate devrait ou pourrait descendre en ligne directe du frère de Basil. Mais rien n'est dit sur ce frère. En revanche, les trois livres cités insistent sur le fait que, pendant toute sa vie, Basil a « jonglé » avec la vérité au sujet de ses origines. Il refusait d'admettre, par exemple, qu'il était né à Mughla, mais acceptait cependant le fait qu'il était grec. Quelque temps avant sa mort, d'une crise cardiaque, à Monte-Carlo,

nazisme et de se concentrer là où la France a ses vrais amis... ce ne sont pas le soi-disant camp démocratique... ce sont les Amiraux Canaris, Général von Kleist du Haut Commandement allemand, le Baron von Thyssen et Juan March... la France et l'Angleterre devraient avoir la sagesse de chercher à mettre ces gens de leur côté... sans surtout mettre dans la confiance les Italiens, car vous ne pouvez pas leur faire confiance ; ils passeraient tout maintenant aux nazis... »

⁵⁹ Anthony Allfrey dans son introduction sur la vie et la légende de Sir Basil, ouvrage déjà cité.

dans sa baignoire, il avait détruit tous ses papiers personnels. Mais Socrate était tout aussi secret et, s'il a entretenu une correspondance avec sa femme au cours des premières années de la Seconde Guerre mondiale, il n'a rien laissé non plus comme papiers personnels. Si Basil mystifiait la vérité sur ses origines, on pourrait se demander si Socrate n'a pas délibérément refusé d'évoquer les siennes. Basil disait, pour entretenir la confusion et le mystère, et pour créer son personnage : « *Je suis Russe de père et ma mère était grecque d'une famille byzantine, les Brassinos* » – cité dans le livre d'Allfrey selon une interview publiée après sa mort –, ou ailleurs, dans une autre déclaration, également cité par Allfrey : « *Je ne sais plus quelle est ma vraie nationalité. Mon père était d'origine polonaise. Ma mère était française d'extraction levantine.* » Son père, en tout cas, un marchand assez prospère de drap, lui a permis d'aller développer, à Londres, son sens des affaires et de mettre à profit sa facilité de s'exprimer en plusieurs langues auprès des sociétés cosmopolites européennes. Agent de la compagnie d'armements anglaise – Nordenfeld-Vickers –, Basil, dès ses premiers pas dans la vie professionnelle, s'est fondu dans ce milieu avec une grande habilité et facilité. Roublard, charmeur, coureur de jupons, surtout ceux appartenant à des femmes dont les maris pouvaient lui apporter des renseignements et des affaires, il manœuvrait avec grand talent et sans aucun scrupule parmi les demandeurs d'armes, qu'ils soient de Grèce ou de Turquie, de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Russie, ou de l'Empire austro-hongrois. Corrupteur et corrompu, tel était, au fond, le « système Zaharoff ». Se servant des Grecs contre les Turcs, et des Turcs contre les Grecs, tout en préservant ses positions en Europe occidentale, ses liens privilégiés avec la couronne d'Angleterre et la République française, Basil a profité de la Première Guerre mondiale en mangeant à tous les râteliers. On dit même que, tout jeune, il aurait déjà joué un rôle modeste, mais efficace, en pourvoyant en même temps des armes au Nord et au Sud, au cours de la Guerre de Sécession. Vu son âge, je le vois plutôt impliqué dans l'après-guerre de sécession. L'histoire la plus étonnante est celle selon laquelle il aurait participé au début des essais qui ont mené à l'invention du sous-marin, dont un prototype individuel aurait été construit vers la fin de cette guerre, c'est-à-dire aux alentours de 1864-1865.

Si Basil a été inventif, imaginaire, il a dépassé les bornes en manipulant les Grecs de Venizelos et de Constantin, dans les guerres gréco-turques qui suivirent la Première Guerre mondiale. Lors de la percée grecque en Anatolie, après la signature du Traité de Versailles, les massacres de Turcs par les Grecs, notamment à Smyrne, puis la contre-offensive de Mustapha Kemal, regagnant le terrain perdu et investissant Smyrne, Basil a profité des divisions entre les Alliés français, italiens, anglais et américains. Divisions qui ont en réalité redistribué les rôles :

1. La Turquie moderne de Kemal Ataturk soutenu par les grandes puissances signataires du Traité de Sèvres ;

2. Le Moyen-Orient réparti entre des zones d'influences française (Syrie et Liban) et anglaise (Palestine, Jordanie, Iraq, Égypte) ;
3. Le Canal de Suez restant une zone internationale dominée par les Occidentaux, avant tout les Français et les Anglais, dans une moindre mesure les Italiens et les Grecs ;
4. Le Golfe, sous influence en partie anglaise et américaine, devenant progressivement le nirvana du pétrole.

En introduisant Basil, l'intrigant, le cupide, le sans scrupule, dans « *l'Homme à l'Oreille Percée* », Hergé n'a-t-il pas, comme dans tant d'autres bandes dessinées, traduit la réalité des choses ? En lisant la littérature sur cette époque, ce qui horrifie le plus, vous révolte et vous glace, c'est l'histoire des massacres, à tour de rôle, entre Grecs et Turcs. L'ultime revanche des Turcs – qui sous l'Empire ottoman avaient vécu en intelligence avec eux – fut l'expulsion des Grecs et autres ressortissants, l'incendie de la perle de l'Osmanité qu'était Smyrne, et enfin, sur plusieurs phases – 1915, 1919, 1921-1923 –, le génocide des Arméniens. En vérité, de notre petite lorgnette de fin du deuxième millénaire et du début du XXI^e siècle, on ne peut que constater le perpétuel recommencement de l'Histoire : toujours et encore des pillages, tueries, massacres, viols, terres brûlées, migrations forcées par la peur et la mort. Quelle différence entre les actions des Croisés, des troupes napoléoniennes, les génocides des Arméniens, les camps de la mort des nazis et des soviétiques et, de nos jours, le retour à la guerre, les pillages et les conflits ethniques et religieux, dans les Balkans, entre Serbes, Croates, Kosovars et Albanais, sur les mêmes terres de leurs ancêtres ? Sans vouloir insister sur les affaires du Moyen-Orient et de l'Asie centrale... [!]

Mais Socrate, était-il vraiment l'homme d'affaires accompli constamment évoqué par Adèle et Hellé ? Comment alors se serait-il fait escroquer dans une affaire – probablement d'achats d'armes – qu'il avait montée à Liège avec deux Belges ? Cette affaire a pratiquement traîné pendant tout notre séjour à Bruxelles. Socrate devait en principe partager moitié-moitié, avec ses associés belges, les bénéfices de leurs opérations. En juin 1937, il se trouve dans l'obligation d'engager une sommation d'huissier, en réponse à une série de détournements de fonds que les deux Belges auraient perpétrée à Paris au préjudice de leur associé Socrate Zaharoff. Peu claire et assez mystérieuse, cette affaire implique outre un cabinet d'affaires de Liège, une société hollandaise de La Haye et une soi-disant transaction financière entre le cabinet belge et la Société Générale à Paris – au détriment, selon lui, de Socrate –, sans compter des paiements de la main à la main d'honoraires entre les associés de Socrate et un individu habitant à Herstal et bien évidemment travaillant certainement avec la manufacture d'armes. Tous les détails de cette affaire font partie de la démarche officielle de Socrate, en date du 12 mars 1938 – quelques mois à peine après notre retour à Paris et de son retour à Athènes –,

auprès du Procureur du Roi. Une bien mauvaise lettre, écrite en anglais et traduite en français, à partir de laquelle Socrate ne pouvait vraiment pas établir un bon dossier puisqu'il n'y émettait aucun fait clair ni précis, sinon, en fin de compte, la réclamation d'une somme de près d'un million de francs français de l'époque (1937-1938), mais sans préciser pour quel type de transaction.

Adèle et Hellé parlaient toujours des affaires de Socrate et de celles de Cléon ! Si Socrate a eu dans sa vie quelques années de grande réussite, il ne se faisait aucune illusion sur son fils Cléon. Une de ses lettres à Adèle, datant du 20 avril 1940, est très révélatrice : *« J'ai enfin reçu, écrit-il, avant hier une lettre de mon petit Cléon (le petit avait trente-deux ans). Oui, ça ne marche pas avec lui. Pour ce genre d'affaires, on doit s'attendre souvent à des déceptions. Ce qui est malheureux avec Cléon c'est qu'il est trop impulsif et il n'a pas du sang froid et du cran ; bref, il n'est pas fait pour des affaires spéculatives. C'est certainement dommage qu'il n'a pas pu venir ici en Grèce... Je crois qu'il voulait venir, mais il n'a pas pu se procurer les frais de voyage... »* Mon adolescence, et surtout mes premières années de vie d'adulte, devait, selon ma mère et ma grand-mère maternelle, me préparer à être dans le monde des affaires. C'est effectivement le seul monde qu'elles connaissaient. Combien de fois Hellé m'a-t-elle dit ou écrit, *« comment vont tes affaires ? »*, alors que je n'en avais pas, que je n'en faisais pas... ? J'ai du reste eu très vite une certaine aversion pour ce monde-là, au sein duquel monter des coups et faire de l'argent facile sur le dos des autres actionnaires, petits ou grands, était la loi première. Aussi, rien, dans notre histoire, ne me semble très net. N'est-il pas surprenant que de cette vie facile qui m'a entouré, tout au moins jusqu'en 1940, il ne ressorte aucun véritable patrimoine, comme dans les autres familles « ordinaires ». J'ai vécu de 1938 à 1952 à Paris, dans un appartement meublé. Je me demande si à Liège et à Londres et aussi à Paris, entre 1912-1913 et 1929, ce n'était pas que des appartements meublés qui avaient remplacé des suites d'hôtels ! En effet, et n'est-ce pas bizarre, je ne me souviens pas de grands déménagements d'une ville à l'autre, notamment entre Liège et Paris, ni de pièces de mobiliers, de bibelots, de tableaux, de livres. Vêtements, bijoux, linge de maison, quelque vaisselle et coutellerie, oui, j'en ai vu, mais rien d'autre. Je n'ai pas non plus une bricole de souvenirs de voitures ni de domestiques. « On » en parlait. Ne vivions-nous pas plutôt, dès ma plus tendre enfance, dans l'insécurité, derrière une façade de « richesse » ? Toute ma vie, à Paris, a été marquée et entretenue, à tort, par le fait que mes amis et camarades pensaient que nous étions « riches », puisque nous vivions dans le XVI^e arrondissement et que j'avais un nom « à coucher dehors » ! Or, sans vouloir l'admettre, nous vivions dans une fausse aisance, dans une absence quasiment totale de sécurité. Nous n'étions aucunement bourgeois, nous étions « mieux que cela... », donc, je crois, fiers de ne pas l'être. Les faits étaient pourtant là : ma famille n'a pas su ou pu ou voulu épargner. Ce qui

allait nous conduire à vivre dans le besoin ou à survivre au moyen d'expédients. Quant au monde de Basil et celui de Socrate, ils ne semblent pas être bien différents, sinon étrangers. Alors comment ne se seraient-ils jamais connus ? C'est bien là le mystère.

IV

L'Ambiance d'avant-guerre et les Conséquences de Munich

« *On ne peut disposer de la vie des autres...* »
Jean-Paul Sartre à Raymond Aron

En Belgique, entre 1936 et 1938, l'avenir ne semblait pas très prometteur ni encourageant, mais nous ne nous en rendions pas compte. Nous vivions, ma mère, dans l'insouciance et moi, dans l'innocence. Et puis tant d'autres familles, en Europe, se trouvaient ou allaient se trouver dans des situations encore plus tragiques que la nôtre.

Mes moments à Liège

Les souvenirs que j'ai de ma seconde école, l'institut Saint Paul, sont agréables et plaisants. L'école n'était pas du tout répressive sauf lorsque je ne voulais pas apprendre le catéchisme qui m'ennuyait et pour lequel je récoltais trop souvent des heures de colles ; heureusement, je me distinguais en histoire sainte. En tout cas, j'y étais heureux. Étant le seul Français de la classe, j'estimais que je devais faire honneur à mon pays, le défendre, au milieu de ces Belges qui, au fond, étaient des Wallons, donc très proches de nous. J'étais très fier d'apprendre mes leçons de géographie sur la France voisine de la Wallonie et lorsque des cartes étaient dessinées à la craie sur le tableau noir, ce qui me faisait très plaisir était d'être appelé au tableau et d'écrire sur la carte en belles lettres bien calligraphiées le mot *France*. Nul ne pouvait le contester, j'avais un sentiment de supériorité. Ce qui me donnait le beau rôle lorsque je gagnais aux billes, sur les pavés de la cour de récréation, mais un air très antipathique lorsque je m'y bagarrais, en particulier avec un garçon au nom bizarre qui se terminait en *poulos*. Bagarres si fréquentes qu'un jour Adèle s'en est mêlée. Alors qu'elle venait me chercher à la sortie, me demandant de me montrer le Tsaropoulos en question, de son prénom Fernand, elle nous dit : « *qu'est-ce que c'est ces façons de vous battre puisque vous êtes tous les deux à moitié grec !* » Le père de Fernand était grec, mais sa mère belge. C'est pourquoi ils vivaient à Liège, même si le père travaillait, pendant la semaine, à Troyes où il dirigeait une salle de cinéma, la plus grande de France, après celle du Gaumont, Place Clichy, à Paris. L'arbitrage de ma grand-mère a eu un effet très salutaire, qui nous rapprocha, et nos mères et grands-mères respectives devinrent de bonnes amies. Fernand fut mon meilleur ami pendant plus de vingt ans, puis nos vies nous ont séparés, pour nous rapprocher à la venue de nos « septante » ans, comme si nous ne nous étions jamais quittés.

Notre vie à Liège tournait, au fond, autour de l'Institut et de ces amis qui nous sont devenus si chers. Nous ne connaissions personne d'autre. Liège, c'est le souvenir des bonnes tartes aux abricots plutôt que des gaufres ; le cinéma où je me rendais régulièrement, de préférence le jeudi après-midi pour compenser les retenues... Dans la grand-rue, tout près de la Cathédrale, il y avait un Majestic quelconque où je me souviens avoir vu, en 1937, Charles Boyer et Greta Garbo dans *Maria Waleska* – un des amours de Napoléon – et Annabella et Pierre Blanchard dans *Port Arthur* – la guerre entre la Russie et le Japon et la défaite de la flotte russe devant Port Arthur en 1905, aujourd'hui Dalian, port et siège d'une bonne université en République Populaire de Chine... C'est aussi les bonnes réunions du dimanche chez Bobonne, la grand-mère maternelle de Fernand ; les vacances de Pâques ou d'été à Ostende, sur la Mer du Nord, ou dans la ville d'eau de Spa, au sud-est de Liège, proche des Ardennes. Ce n'était pas le luxe auquel mes parents et grands-parents avaient été habitués, mais je ne me rendais pas compte bien sûr, car, pour moi, les plages de Deauville ou de Golfe Juan dont parlait ma grand-mère, du temps de « leur splendeur », signifiaient peu de choses. Liège, enfin, c'est d'abord les visites régulières de mon oncle Cléon qui venait voir sa mère et sa soeur et qui m'aimait bien. Nous nous promenions souvent la main dans la main, moi petit bonhomme toujours bien habillé, propre, coquet, me disait-on, – sur les photos un peu potelé –, tenant par la main mon oncle assez chiquement habillé, mais, en raison de son accident, ayant une tendance à l'obésité, aggravée par les quantités de bière ou de whisky qu'il absorbait. J'appris par la suite que chaque fois que Cléon venait chez sa mère c'était pour lui soutirer de l'argent... Et puis une autre visite, la seule à ma connaissance, mais qui m'a pendant longtemps intrigué, fut celle de mon père Georges. Ici, encore, ma mémoire me fait défaut, car cette visite a surpris tout le monde et le silence l'a entourée. Pourquoi est-il venu à Liège ? Pour voir sa femme, pour me voir peut-être ? Une photo me rappelle que je l'aurais vu au sortir d'une clinique, à Liège, où il avait été soigné d'un abcès à la main ou au doigt, peu importe. Panier percé parce que joueur invétéré, était-il venu en Belgique pour se faire payer les soins de clinique ? À cause de sa folie pour le jeu, il était capable de tout, au même titre qu'un drogué. Avec ces deux hommes, Adèle était bien lotie ! La présence de Georges, si courte fut-elle, présentait toujours, selon elle, un danger : celui de pouvoir, selon la loi, « me reprendre » afin d'assurer mon éducation. Mais comment, au moment où il approche de la mi-soixantaine, et alors qu'il ne vit que de « ses rentes » – comme on disait jadis – et aussi dépensier qu'il était, aurait-il pu assurer cette charge ? Adèle, capable de tout pour garder son petit-fils, pouvait avoir succombé à un simple chantage, mais j'ai peine à l'imaginer. Sa présence devait avoir été insupportable ou tout au moins inopportune. Pour tout le monde, la séparation entre lui et ma mère était inéluctable. En outre, Hellé, qui avait tout juste dépassé la trentaine, était pleine de charme et prête à se laisser séduire sans demander le divorce, ce qui n'était pas non plus dans les

mœurs de l'époque. Ainsi, Adèle trouvait normal qu'elle ait un amant, comme son dentiste de Liège ! Puis mon père disparut comme il était venu. Ce fut, ensuite, à notre tour de partir pour Paris, tout d'un coup, de la même manière dont nous étions arrivés en Belgique. Aucun d'entre nous ne se doutait un instant que les événements à venir allaient changer le cours de notre vie. Certes, je me voyais avec plaisir retourner et découvrir Paris, où Socrate avait décidé que nous devions nous installer. Ma mère aussi était heureuse d'y retourner. La Ville Lumière lui avait toujours manqué. Elle s'y était rendue pour l'Exposition universelle de 1937 dont elle m'avait parlé avec enthousiasme. Finalement, je n'ai pas eu de regrets de quitter Liège. C'était pour moi un autre changement et, cette fois, un retour dans mon pays. Je n'avais pas vraiment d'amis à Liège, le seul que j'avais, Fernand, allait lui-même, avec sa famille, s'installer dans la région parisienne, ce dont nous nous réjouissions tous beaucoup.

Le train de Liège pour Paris a été marqué par un épisode cocasse, la tête étonnée du contrôleur belge... : « *Vous êtes une drôle de famille, savez-vous !* », nous avait-il dit, en vérifiant nos passeports, celui français de ma mère, comprenant mon nom ; celui britannique de mon oncle – une fois de plus avec nous – et, enfin, celui de nationalité grecque de ma grand-mère, mais, comme on le sait, par mariage, puisqu'elle était, elle, à cent pour cent italienne.

Adèle suivait les instructions de Socrate qui, ayant déjà rejoint Paris, avait loué un appartement meublé sur le Quai de Passy, dans le quartier bourgeois et chic, mais peu drôle du XVI^e arrondissement. Elle se réjouissait que nous puissions tous être réunis. Elle ne savait pas que Socrate ne nous avait pas attendus, qu'il avait déjà réservé une chambre à l'Hôtel d'Angleterre à Athènes, le même hôtel où Sir Basil avait naguère une suite et où moi je me rendis, en mission pour la Banque Mondiale, à trois reprises, entre 1971 et 1972, du temps des « colonels » !

Finalement, nous arrivons à Paris en pleine crise de Munich.⁶⁰

Nous vivons dans l'insouciance, sans prévoir le chaos

Je me souviens des actualités cinématographiques et des journaux au retour de Munich du chef de gouvernement, Édouard Daladier, à sa descente d'avion, au Bourget. Ces images ne se sont jamais effacées, même si, à l'époque, j'étais encore un gamin : « *La Paix était sauvée* », titrait Paris-Soir. Pourquoi toute cette effervescence et pourquoi tout ce monde semblait-il si content ? Bien sûr, personne ne voulant être entraîné dans une autre guerre, vingt ans après la fin de la dernière, il fallait faire la paix... à tout prix ! L'opinion publique voulait sans doute y croire, selon la méthode du docteur

⁶⁰ Devant l'attitude et les intentions expansionnistes nazies, le Premier Ministre de Sa Majesté britannique, Neville Chamberlain, et le chef du gouvernement de la République française, Édouard Daladier se rendent à Munich pour rencontrer Adolf Hitler : leurs objectifs sont de trouver un moyen pour régler la crise et préserver la paix... mais sans y croire vraiment !

Coué, mais que ce soit Socrate ou Adèle, que ce soit d'Athènes ou de Paris, je ne puis encore croire aujourd'hui qu'ils aient pris au sérieux les promesses d'Hitler et encore moins la fausse accalmie de la situation. Munich était une marque de faiblesse des gouvernements Chamberlain et Daladier, plus soucieux de temporiser, pour des raisons de politique interne. La foule, qui l'attendait à l'aéroport, lui faisait fête alors que Daladier s'attendait à ce qu'elle lui crache à la figure. « *Ce sont des cons...* », aurait-il dit. « *Ils ne veulent pas se battre. Ce que je dois faire, maintenant, c'est les préparer à se battre...* » Bien sûr, j'ai appris plus tard combien Daladier se faisait peu d'illusions et s'était moqué ouvertement du défaitisme de l'opinion publique française. Il n'avait ressenti que du mépris pour Chamberlain, qui pensait vraiment avoir sauvé la Paix. Parmi les intellectuels, Sartre aurait dit à Raymond Aron : « *on ne peut disposer de la vie des autres* » et une grande partie d'entre eux se serait rallié au slogan : « *les démocraties viennent juste de déclarer la paix au monde...* »⁶¹ Déclaration tout à fait ambiguë comme l'a souligné Antoine de Saint-Exupéry dans le Paris-Soir du 1^{er} octobre, jour de l'Occupation de la Tchécoslovaquie par les Allemands. Pour paraphraser Saint Ex., disons qu'en choisissant de sauver la Paix nous avons mutilé nos amis, alors que nous étions prêts à prendre le risque de perdre nos vies au nom de notre amitié ; mais alors, nous aurions dû sacrifier l'homme et accepter la destruction irréparable de nos cathédrales, de nos bibliothèques, des laboratoires de l'Europe... C'est pourquoi nous hésitons d'une idée, d'une opinion à l'autre. La paix semble compromise, nous découvrons alors la honte de la guerre. Quand la guerre n'est plus une menace, nous sentons venir la honte de la Paix.⁶²

La Conférence de Munich, de ce fatal mois d'octobre, qui entraînait l'annexion par l'Allemagne du pays des Sudètes, avait été précédée de la remilitarisation de la Rhénanie, en 1936. Elle aussi aurait dû être contenue puisqu'elle contrevenait aux dispositions du Traité de Versailles, mais il aurait fallu obtenir un consensus et un engagement de la France et de la Grande Bretagne. Ils n'ont pas voulu et ont préféré temporiser par peur d'une autre guerre, par peur de provoquer des déséquilibres de politique interne. Dans le même esprit, l'annexion de l'Autriche, « *l'Anschluss* », qui eut lieu en mars 1938, juste avant Munich, répondait aux mêmes craintes ! Heureusement, pour sauver une certaine forme d'honneur, il y avait des hommes qui eux voyaient clair et avaient anticipé les conséquences de Munich. Il s'agissait avant tout de Winston Churchill, qui depuis 1933 se montrait être le plus inébranlable et clairvoyant. On l'accusait de jouer les Cassandre, mais les faits, en 1939, allaient lui donner raison. Dès 1938, j'ai le vague souvenir que ma grand-mère était inquiète, peut-être comme elle l'avait été lorsqu'elle fuit l'Empire ottoman en 1912, mais sans mesurer l'ampleur des événements qui allaient suivre.

⁶¹ Lire le livre passionnant de Herbert R. Lottman : "*The left bank, writers, artists and politics from the Popular Front to the Cold War*", Boston 1982.

⁶² Page 122 et 123 de l'ouvrage, déjà précité, de Lottman.

Dès notre arrivée à Paris, nous nous rendons et nous installons dans l'appartement loué meublé, Quai de Passy – aujourd'hui, Quai J. F. Kennedy – par Socrate, obligé de quitter précipitamment la France. Ma mère et ma grand-mère renouent avec des connaissances, du temps de leur « splendeur » : françaises, russes, grecques ou levantines, émigrées ou exilées comme elles, orthodoxes, catholiques et juives. Les Matoussoski, les Stepanoff, les Perin... Bouviers... Paulvé... Bélier, etc. D'autre part, Adèle retrouve sa sœur Lætitia, mariée à l'oncle italien Vincenzo, veuf, bijoutier dans le Sentier. Quelques semaines après notre arrivée, je me souviens d'avoir été pour la première fois de ma vie à une « party », chez les Bouvier, pour l'anniversaire de leur fille. Ce qui me changeait de Liège. Apprendre à jouer et danser, par exemple « aux chaises », avec des filles et des garçons de mon âge... était une « première ». À Liège, en dehors de mon ami Fernand, aucune trace de petits copains ou copines. Je me souviens aussi d'un garçon dont les parents, amis de ma mère, étaient des réfugiés d'origine russe. Pierre était d'un an plus âgé que moi, mais nous nous lions d'amitié, et prenons l'habitude de nous voir, chez lui ou chez moi. Très vif et malicieux, il faisait partie des « grands » : je l'admirais. Je l'aimais bien. Nous avons l'habitude de nous promener dans le quartier et surtout rue de Passy où il y avait des magasins, de l'animation, le cinéma Royal Passy où nous allions parfois ensemble. Un jour, au Prisunic, il me pousse à voler contre mon gré. Il m'a tellement exaspéré que, par faiblesse, je me laisse faire : nous « chapardons » des bricoles. Au moment où nous allions franchir la porte du magasin, nous nous faisons prendre. Emmenés dans le bureau du directeur, celui-ci nous réprimande, nous menaçant des pires outrages, notamment de prévenir immédiatement nos parents. Pierre ricane ; moi, je m'écroule en larmes en pensant à ma « Mémé » et ma Maman. Cet incident, qui me revient soudain en mémoire, m'a armé d'une leçon indélébile. Non seulement de ne plus voler, mais surtout de ne jamais me laisser influencer par des voyous ou des rigolos ; savoir dire non et ne jamais se laisser inciter à mal agir. Cette aventure eut pour conséquence de m'éloigner définitivement de Pierre, tout en me gardant évidemment d'en expliquer la raison.

À Paris, en 1938 et 1939, je découvre le théâtre. Ce fut une rencontre aussi importante que celle, deux ans plus tard, avec les concerts et récitals de musique classique et bien plus tard encore, avec l'opéra. Le premier théâtre que j'ai connu existe toujours : le Chatelet, qui fait un peu concurrence, de nos jours, à l'Opéra Bastille. Avant-guerre, il s'était spécialisé dans le théâtre d'opérettes. Le succès de l'année 1938-1939 était la comédie musicale américaine « Rose Mary » : « *Oh! Rose Mary, I love you, I only am in love with you* », etc. Le second théâtre, toujours avant la débâcle, est celui du Mogador où je me rappelle, avec délices, avoir vu « la Fille de Madame Angot », de Charles Lecoq, drôle et charmant et surtout, « Ciboulette » de Reynaldo Hahn. Mais celui qui m'a le plus marqué est le Théâtre de Paris, avec Charles Dullin dans « l'Avare », mon premier Molière : quelle découverte !

Toujours en 1938, je suis inscrit, par ma mère, à une école communale

du quartier où non seulement on apprend à mieux lire, écrire, compter et apprendre par cœur et comprendre, mais aussi où on suit un apprentissage de travaux manuels sur bois et fer. L'école de la rue Chernoviz – poète polonais réfugié en France au XIX^e siècle – avait comme seul avantage d'être tout près de « la maison ». Il fallait simplement grimper, de la Seine et du quai, un long et raide escalier menant au métro, puis, tout droit, une rue très pentue allant vers la Rue de Passy et, sur la gauche, à la Rue Raynouard. Le mur noir de l'école se trouvait être dans la première rue à droite. J'étais donc libre d'y aller tout seul et de jouer ensuite avec des camarades en fin d'après-midi. La colline, surmontant les quais de la Seine, était loin d'être complètement lotie, comme c'est le cas de nos jours. On trouvait donc de l'espace vert pour jouer, même pour se battre, puisque je restais bagarreur. Il n'empêche que je ressentais de la rancœur et de l'incompréhension pour avoir été inscrit dans cette école plutôt qu'au Lycée Janson de Sailly, le meilleur établissement pour garçons du XVI^e arrondissement. Il était bien sûr plus loin, bien qu'accessible par le métro en changeant une fois pour atteindre le métro Pompe et, à pied, en suivant, tout près de la rue de Passy, la rue de La Tour, tout droit jusqu'à l'entrée du petit Lycée. Hélé, qui jouait le rôle de « dame patronnesse » à l'Institut des Pères de Saint Paul, à Liège, avait décidé – et non pas ma grand-mère – que, de l'Institut « chic » de Liège, je n'irais pas au Lycée en 9^e mais en CE, à l'école primaire. J'ignorais bien évidemment la différence entre les deux types d'école et n'acceptais pas la raison invoquée de ne « *pas devenir comme mon père, avec des idées de grandeur et de noblesse* » et « *d'apprendre à côtoyer et à vivre avec des petits enfants de tous les milieux.* » En soi, la seconde raison était certes tout à fait louable, mais la première absurde et j'en ai souffert, d'une certaine manière, au cours de ces premières années scolaires à Paris. Assurément, en m'inscrivant à l'école Chernoviz, ma mère me permit de me préparer au secondaire, mais même si j'ai pu, en 1941, obtenir mon Certificat d'Études Primaires, j'ai de très mauvais souvenirs de cet endroit. Au cours de l'année 1938-1939, je me fis conspuer par la maîtresse pour mon accent, pour mon « charabia », dû à ma connaissance de l'anglais et à mes tonalités wallonnes. J'y ai passé les mauvais moments de la guerre, temps d'adaptation, hivers 1940 et 1941, très rudes et froids, avec des instituteurs très peu aimables ; un, en particulier, auquel ma « particule » donnait de l'urticaire, si bien qu'il ne pouvait m'appeler au tableau ou en classe, pour une raison ou une autre, sans appuyer lourdement sur le « de » plutôt que de m'interpeller simplement par mon nom. Tout ceci faisait bêtement rire la classe, à l'exception de certaines bonnes âmes dont une allait être obligée, au cours de l'année scolaire 1941-1942, de mettre, sur son tablier noir, une étoile jaune. D'une attitude très réservée et timide, d'un physique assez fragile, aux traits presque féminins, ce camarade avait toujours une certaine inquiétude dans le regard. On se parlait. Je l'appréciais pour sa finesse et ses bonnes manières. Ce fut ma première prise de conscience du « problème ». Je me souviens encore de mes interrogations lorsqu'un jour, en milieu d'année, il ne

revint plus à l'école. Avec le recul, je dois admettre que mon pauvre instituteur devait certainement avoir des raisons très valables de ne pas aimer les types à particule. Je lui en est voulu bien davantage, par contre, de m'avoir laissé me faire « descendre », en récréation, et casser le nez par un grand de deux ans mon aîné – mais dans la même classe – fils de boucher de la rue de Passy, donc « riche », en ces temps d'Occupation, de restrictions et de marché noir. Certains gars, dans la classe, qui avaient commencé à apprendre l'anglais – ce qui d'ailleurs était un bon point pour le système d'enseignement français, malgré l'Occupation – ressentaient mal le fait que je le parlais et le connaissais. Sans doute, ai-je voulu faire le malin en jouant sur cet avantage ! Il y a alors eu une bagarre que les instituteurs et les pions n'ont pas pu ou voulu arrêter. Résultat : nez cassé, opération pratiquée à la maison et arrêt pour deux bonnes semaines, sans compter, par la suite, les difficultés respiratoires. Ce qui m'a incité à hurler avec les « loups » contre les profiteurs des restrictions et du « marché noir », les BOF – beurre, œufs et fromage. Inutile d'insister sur le peu de compétence ou d'efforts que je mis dans les travaux pratiques manuels. Ne réussissant pas à entrer en 6^e à Janson, ratant l'examen de passage, je restais une année de plus dans le primaire. C'est au cours de cette dernière année à Chernoviz que je rencontrais enfin un très bon maître – resté un ami après mon entrée en 5^e – qui m'a guidé et préparé pour réussir l'examen de latin et m'éviter de perdre une seconde année dans le secondaire. Nous apprîmes, par la suite, qu'il était dans la résistance et sommes restés en contact avec lui.

Vers la guerre, la débâcle et l'Occupation

Quelques semaines après avoir célébré mes onze ans, la Belgique est envahie – mi-mai 1940 – et les Belges, se souvenant des « brutes » qui les avaient envahis, occupés et mal traités en 1914, se dépêchent de quitter Anvers, Bruxelles, Gand, Liège, vers la France et le plus loin possible, notamment en Bretagne et en dessous de la Loire, leur gouvernement s'installant vers le 26 mai à Poitiers. Paris tombait dans la nuit du 13 au 14 juin, les troupes françaises n'ayant pu repousser l'armée allemande nazie malgré quelques beaux faits d'armes localisés et sans lendemain des Généraux de Gaulle et Billotte. L'immobilisme et la « drôle de guerre » qui avaient marqué les mois de septembre 1939 à mai 1940 allaient être suivis par un *Blitzkrieg*⁶³ sans précédent dans l'histoire militaire. Ce fut foudroyant. Pire, ce fut imprévu.

Les Allemands savaient, par leur réseau de renseignements – leur « cinquième colonne »⁶⁴ –, combien les Français étaient politiquement,

⁶³ Guerre éclair, qui caractérise la technique militaire allemande, notamment au cours de l'invasion de la Belgique et de la France en 1940.

⁶⁴ Cette expression vient de la guerre civile d'Espagne. Quand les partisans de Franco poussaient leurs quatre colonnes sur Madrid, en octobre 1936, le général Mola, qui cherchait à porter un coup au moral des démocrates antifranquistes et des républicains, leur fit savoir dans une

moralement et socialement divisés. Leurs activités de propagande clandestine avaient créé une psychose de l'espionnage et du renseignement. Des affiches, sur les murs de Paris, nous mettaient en garde : « *Silence, l'ennemi guette vos confidences.* » Des gens étaient souvent arrêtés pour rien. Ce qui, finalement, contribua à créer « l'ambiance ». Il y avait des traîtres parmi nous. Partout. Pas forcément des Allemands et des pronazis, mais des intellectuels réfugiés d'outre Rhin, d'Europe centrale, des juifs, des « étrangers ». Un comité France-Allemagne suscita la crainte, le danger relatif à ces gens-là et l'un de ces animateurs, Otto Abetz, très francophile et francophone allait devenir ambassadeur en France occupée peu de temps après. Il y avait, avant la guerre, à travers toute la France et notamment dans les régions stratégiques – Bretagne, le Nord, la région parisienne –, dans les villes et les usines, des techniciens, des ouvriers, des commerçants, des ingénieurs qui sont revenus en uniforme, en 1940, à la surprise des Français qui les avaient connus, sans imaginer un seul instant qu'ils étaient allemands. Il faut ajouter que dans les milieux intellectuels, des penseurs, des journalistes et des écrivains, nombreux ne manquaient pas d'afficher leur engouement pour tout ce qui se passait en Allemagne : les fameux rassemblements et spectacles hitlériens de Nuremberg (Nürnberg), la puissance de cette nouvelle Allemagne, la force de détermination de recouvrer sa position « injustement » écrasée par les conditions du Traité de Versailles, etc. Un quotidien comme « *l'Action Française* », ou des hebdomadaires comme « *Candide* » et « *Je suis partout* » donnaient le ton et allaient dominer, hélas ! l'opinion publique de notre France après la défaite. Un ancien ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay, sous le gouvernement de Léon Blum, assassiné par la suite par les miliciens de Vichy, a tenu à écrire que, dans l'état-major français, il se trouvait « *trop d'officiers dont quelques-uns à des postes éminents, [qui] nourrissent une haine implacable du régime démocratique, une secrète admiration pour les fascismes hitlériens ou mussoliniens* ». Il faut comprendre cela pour apprécier à leur juste valeur l'attitude des générations qui ont fait la Résistance et celles qui ne l'ont pas faite, parce que trop jeunes, comme la mienne, mais qui au lendemain de tous ces événements ont pris des positions fondées sur l'histoire et sur leur sentiment – encore valable aujourd'hui – du « *plus jamais ces avanies, ces barbaries, ces horreurs...* » Bref ! les Allemands attendaient que cette situation arrive à un degré de pourrissement tel qu'ils pouvaient, sans trop de casse, célébrer la victoire des nazis. La prise de Paris représentait toute une symbolique et sa perte a été profondément ressentie dans tout le monde libre.

J'ai l'impression que j'étais alors « trop petit » pour comprendre ce que représentait cette fin de Paris : capitale de l'élégance, du raffinement, de l'art,

allocution radiodiffusée qu'une « cinquième colonne » existait à l'intérieur de la capitale. J'ajoute ici que, dans mes recherches, j'ai trouvé toute une série d'évènements ou de renseignements anecdotiques dans le « Journal de la France de l'occupation à la libération », dirigé par Henri Amouroux, l'un des historiens de cette période, et publié en 1971 par la librairie Tallandier, Paris, sous la forme d'un hebdomadaire.

de la pensée, des droits de l'homme, de la démocratie, et d'une certaine forme de joie de vivre. En revanche, j'ai de suite compris qu'il importait de résister contre l'occupant, malgré, vu mon âge, mon impossibilité d'y participer directement. Comme toute ma génération – et bien sûr celle qui l'a précédée – je ressens encore très profondément cette Seconde Guerre mondiale. Je ne me lasse pas d'en « découdre » intellectuellement avec elle, et de continuer à m'intéresser à ses différentes étapes et à ses empreintes, et ses conséquences sur notre civilisation.

Je me souviens de ce matin du 14 juin 1940, tôt, Hellé me prenant par la main et tous deux allant prudemment et silencieusement contre la fenêtre fermée de notre salle à manger, qui donnait sur le square Delessert, en dessous du métro Passy : en nous collant contre la vitre et regardant de biais, nous avons pu voir la première estafette allemande qui marchait au pas sur le Quai de Passy, passant sous le pont du métro, précédée par un véhicule blindé et une voiture découverte où se tenaient des officiers.

— Voilà ! ça y est, c'est fait, ils sont là, me dit ma mère en me serrant dans ses bras, émue, triste et inquiète à la fois...

Je n'ai pas, pour ce jour-là, de souvenirs de ma grand-mère. Elle devait être au fond de l'appartement ; peut-être dormait-elle encore ou se recueillait-elle dans ses pensées et ses tristesses. Car, cette fois-ci, nous étions vraiment seuls tous les trois, Adèle, Hellé et moi. Adèle devait songer à Socrate. Il nous avait fait venir à Paris pour le retrouver – en tout cas, c'est ce que nous avons cru comprendre – et, dans ce but, avait loué cet appartement – pour ma part, ce fut une chance, je dois le dire, car rester coincer à Liège aurait été encore plus pénible et inutile –, mais une lettre, datée du 4 mars 1937, signée de lui à l'hôtel d'Angleterre à Athènes, et retrouvée soixante ans plus tard, montre bien qu'il avait déjà fait son choix de retourner dans son pays. Je pense qu'il était sincère quand, selon ma grand-mère, à qui il avait donné les explications auxquelles elle avait droit, il lui transmettait ses espoirs de nous faire venir auprès de lui à Athènes ! L'une de ses dernières lettres, reçue par courrier normal, date du 27 avril 1940. Alors que nous sommes en guerre, il n'y fait aucune allusion. Ce qui le préoccupe le plus c'est une autre de ces bizarres affaires, cette fois-ci de « religion », les Affaires étrangères, à Athènes, prenant Socrate pour un Grec arménien et non pour un Grec orthodoxe. Il demande à Adèle de se mettre en rapport, pour l'énième fois, avec le consulat de Grèce à Paris afin de lui obtenir un certificat démontrant d'une « *façon catégorique qu'il n'existe pas le moindre doute quant à ma religion... mon nom et mon prénom n'étant pas à consonance arménienne et Adèle étant catholique apostolique romaine.* » Dans cette lettre, semblant provenir d'un autre monde, décousue, mais dans une écriture ronde et belle, Socrate tient à placer un mot pour son petit-fils : « ... *que mon petit Guy ne s'en fasse pas ; il aura tout le temps d'y aller.* (en Grèce ?) *Ce sera très long. C'est une idée qui me rend malheureux et je voudrais tant arriver à vous faire venir ici au plus tôt...* » Cependant, la vérité est plus crue : d'exilé en Europe occidentale, de

son plein gré, depuis le début du siècle, Socrate s'est trouvé obligé de fermer la boucle et de revenir d'exil, contre son gré, dans le pays de ces ancêtres (?). Il n'était plus persona grata dans les pays où il avait toujours préféré vivre. Après Londres et Liège, Paris, par une décision du Ministre de l'Intérieur de l'époque, Albert Sarault, avait expulsé Socrate Zaharoff pour n'avoir pas respecté la réglementation de non-intervention dans la guerre d'Espagne et pour avoir participé à des trafics d'armes avec cette dernière. Ne trouvant alors aucun lieu d'accueil qui lui convenait, il est rentré dans son pays où il n'avait vraiment jamais vécu que pour de courts séjours. Désormais, il ne quittera plus Athènes. Ce sera son dernier port d'exil. Socrate y restera « bloqué » et pourra y admirer la détermination et le courage de ses compatriotes. En effet, le *Duce* prétend suivre les traces du *Führer*. Un an et demi après ce jour de Pâques 1939 où les Italiens bombardent Tirana et s'emparent de l'Albanie, l'Italie, le 28 octobre 1940, lance un ultimatum à la Grèce, qui s'était bien évidemment montrée « neutre », c'est-à-dire hostile à l'invasion de l'Albanie. Les Grecs mobilisent : les Italiens ne les impressionnent pas. Athènes est bombardée le 29 au matin : la mobilisation générale est déclarée dans tout le pays, ainsi que la loi martiale. Devant l'invasion du nord-ouest du pays par les armées fascistes, les Grecs s'illustrent par les armes et leurs contre-offensives. Chez nous, dans Paris occupé, nous étions fiers de savoir les Italiens se faire battre par les armées grecques soutenues par les Anglais. Mais le 6 avril 1941, c'est au tour des Allemands de reprocher à la Grèce son absence de neutralité vis-à-vis de l'Allemagne, qui vient d'envahir la Yougoslavie et la Bulgarie. Toute la frontière nord de la Grèce est menacée alors que ses armées contiennent les Italiens. En quinze jours, les Allemands déferlent sur la Thessalie. Le 27 avril 1941, ils entrent dans Athènes et s'empressent, comme ils l'avaient fait en 1940, à Paris, sous l'Arc de l'Étoile, de hisser sur l'Acropole le svastika. Un an après, en 1942, nous recevions à Paris un télégramme nous faisant part de la mort de Socrate. Le télégramme était laconique ; un simple avis de la Croix-Rouge internationale : « *décédé suite à une crise cardiaque.* » Il est mort, nous l'avons appris plus tard, dans la misère et en conséquence de la famine qui avait frappé des milliers de familles athéniennes. Une tragédie de plus pour Adèle. Socrate est mort. Il n'avait pas cherché, en 1939, à inciter Adèle à le retrouver en Grèce. Il savait que c'était son dernier voyage. Il savait aussi que sa femme n'aurait jamais voulu quitter son petit-fils. Une courte lettre, du 8 juin 1940, mérite d'être citée quasi entièrement, car elle fait une allusion « discrète » à la situation :

« Mon Adèle adorée,

Ta lettre du 28 mai s'est croisée avec la mienne de même date.

Vos images ébranlent sans cesse ma pensée. Je sais que ma petite Hellé a du sang froid et que Guy a le coeur bien balancé. Je suis surtout inquiet pour toi qui es tellement émotive. Il faut que tu m'écrives souvent. Je

m'efforce de ne pas m'abandonner au désespoir, mais je souffre d'anorexie et d'insomnie. Je ne reçois pas non plus de nouvelles de Cléon. Sa dernière lettre date du 30 avril.

Je te dis à titre indicatif seulement (car ce n'est pas le moment de t'en occuper) que le consulat n'a pas encore écrit.

Je vous serre tous tendrement dans mes bras.

Socrate. »

Encore une fois, il faut remarquer que cette lettre est écrite en français. Alors qu'ils ne sont pas nationaux de France et probablement parce qu'ils ont vécu toute leur vie en exil, toute ma famille s'est raccrochée à la langue française. Ils parlaient et s'écrivaient entre eux en Français. L'anglais n'était qu'une langue véhiculaire et « d'affaires », même s'ils la connaissaient tous très bien. Mais les drames, le deuil, la crise financière, la faillite, auxquels étaient confrontés ses membres, avaient dû les paralyser, les neutraliser dans leur capacité de réagir ou de lutter. Leur vie personnelle s'était décomposée. Plus tard, au lendemain de la victoire des Alliés, j'ai ressenti avec chagrin que les hommes de ma famille n'avaient pas joué leur rôle dans la guerre contre le fascisme et le nazisme. Mon grand-père, lui, s'est plutôt laissé mourir, ne voulant certainement pas pactiser avec les occupants.

De lire, plus de cinquante ans après, l'inventaire des affaires de « Sokratis Konstadinou Zaharof », établi le 9 juin 1942 en présence du frère de Socrate, « Ioannis Konstadinou Zaharoff, commerçant » est plus qu'émouvant. Ce pourrait être autant kafkaïen qu'ubuesque. Socrate est mort le 1^{er} mai ; l'inventaire est fait au domicile, c'est-à-dire dans la chambre de Socrate, plus d'un mois après. Son frère est présent et devient, selon le notaire, Ioannis George Petropoulos, qui officie le constat, la personne « provisoirement » chargée de l'héritage de Sokratis Zaharoff. Qui est ce frère qui surgit tout d'un coup, accompagné de son avocat, Ioannis George Papadopoulos, habitant d'Athènes ainsi que de Ioannis Aristidou Martsinos, premier secrétaire du septième Bureau fiscal d'Athènes ? Sans compter deux témoins très honorables, l'un diplômé de l'École de Droit, l'autre « docteur et habitant d'Athènes ». En outre, le notaire avait tenu à avoir deux témoins capables d'évaluer la valeur des affaires du « défunt ». La valeur totale des pauvres biens de mon « Papou » est pathétique et encore plus la liste de ces biens : un divan, un matelas, deux couvertures, trois oreillers, un manteau bleu, une veste marron en laine, une veste noire, deux pyjamas, des chaussettes, une paire de jarretelles, sept chemises, trois pantalons, un pull-over, trois mouchoirs, deux « vieux » chapeaux, un chronomètre, deux paires de chaussures marron, une petite nappe et quatre serviettes, un peigne « cassé », une théière, une « coupe » de thé, deux coupes de café, un presse-citron, trois verres de vin, un verre d'eau, six assiettes, une poêle, une casserole de café, deux fourchettes, une trousse de toilette, une paire de lunettes... En outre, on retrouve un document, un contrat d'une société maritime entre Socrate et trois personnes, Kobis, Kostadinos et

Mavromati, d'une valeur de cinq cent mille drachmes à distribuer en parts égales, soit cent vingt mille drachmes pour chacun. Bien sûr, le brave notaire règle la question du contrat et le signe. Il signe également chaque page du contrat. Il constate que les affaires citées ci-dessus ont toutes été confiées au frère de Socrate, Ioannis Zaharoff. La valeur totale de ses affaires a été estimée à près de deux cent trente-six mille drachmes soit, au taux actuel... peu de choses. Affligeant. Consternant. Quant au frère de Socrate, qui ne s'est en aucune manière manifesté après la guerre, est-il également mort avant la libération ? Nous n'en savons rien. Semblable à celle de milliers d'Athéniens, la mort de Socrate a été aussi triste, aussi *seule*.

V

Paris occupé

« ... je ne me désolidariserai pas d'une défaite qui, souvent, m'humiliera. Je suis la France. La France formait des Renoir, des Pascal, des Guillaumet, des Hochedé. Elle formait aussi des incapables, des politiciens et des tricheurs... La défaite divise... je ne contribuerai pas à ces divisions, en rejetant la responsabilité du désastre sur ceux des miens qui pensent autrement que moi... Moi j'ai été vaincu. Hochedé a été vaincu. Hochedé ne rejette pas la défaite sur d'autres que lui... Il ne sera plus le Hochedé d'une maison, d'un groupe, d'une patrie. Il ne sera plus le Hochedé d'un désert... »

Antoine de Saint-Exupéry

« Pilote de Guerre »

La Pléiade, Gallimard, Paris 1954

Les futurs occupants

L'entrée des Allemands était attendue. Elle avait été précédée par le fameux « coup de poignard dans le dos » du *Duce*, déclarant la guerre à la France, le 10 juin.

La *Blitz Krieg* des armées allemandes a surpris tout le monde. Les journaux avaient bien insisté, en septembre 1939, sur l'importance des forces armées françaises par rapport à celles de l'Allemagne nazie : une armée et une aviation française modernisées, une ligne de défense imprenable – la fameuse ligne Maginot qui longeait la frontière entre l'Allemagne et la France, mais n'avait pas été prolongée, tout au long de la frontière belge, jusqu'à la Mer du Nord. Les généraux français sont, soit pris de court, surpris par la rapidité et la stratégie du commandement allemand, soit ils font la démonstration de leur manque de préparation et de leur incompétence administrative et militaire après sept mois de la « Drôle de Guerre », de septembre 1939 à avril 1940. C'est Ernest May qui écrit et je traduis : « *Le fil conducteur de l'histoire de la victoire de l'Allemagne sur la France résulte à la fois de l'imagination guerrière des Allemands en matière de planification et de l'absence d'imagination des Alliés... Ceux-ci ont négligé de se préparer à toute possibilité de surprise.* »⁶⁵

⁶⁵ Un premier livre très révélateur et prestigieux du fait de la personnalité de l'auteur, « Étrangle Défaite : témoignage écrit en 1940 », mais publié en 1946, est celui de l'historien français, Marc Bloch, tué par les nazis à la suite de ses actes de résistance. Tout récemment, en 2000, est sorti en langue anglaise : "Strange Victory : Hitler's Conquest of France", par Ernest R. May qui s'efforce d'analyser les raisons qui ont donné « la chance » à Hitler de vaincre.

Les échanges de correspondance et des conversations téléphoniques⁶⁶ – dès août 1939, lettres, télégrammes, téléphones étaient contrôlés et la presse censurée – analysés depuis par des chercheurs et historiens, démontrent par ailleurs combien l’armée de la France était démoralisée à la suite des conditions dans lesquelles elle avait été mobilisée et déployée. Ce n’était plus l’enthousiasme des premières années de la Première Guerre mondiale, mais plutôt l’ambiance de 1917. Mauvais moral, mépris pour les chefs à galons, grands et petits. Débauches et absences de motivation : un caporal de Clermont s’échappe sans permission pour quarante-huit heures afin de se refaire une santé auprès de sa petite amie. Ce qui a amélioré son moral malgré la «tôle » pendant vingt jours !

Pendant l’hiver 1939-1940, la «drôle de guerre » fut rude, dure, très dure. On relève moins quarante degrés centigrades dans les Alpes, avec des régiments, comme celui du 18^e génie, «*sans charbon ni argent pour en acheter* ». On s’empare alors des cartons et chapeaux, et des meubles d’un magasin de nouveautés qui sont débités à la hache et on se fait ainsi du feu... Manifester des sentiments patriotiques : « *C’est une monnaie qui n’a plus cours* » ! Sans stratégie de combat, se maintenant sur ses positions, c’est une guerre statique au cours de laquelle on devait grignoter le temps : il ne faut pas se laisser « *...entraîner par un mouvement de cœur. Il n’y a aucun idéal de perdu. Celui qui fait que le « soldat » cède en réalité aux instincts militaires et bestiaux innés en tout homme.* »⁶⁷ On se révolte sans craindre les représailles. Les soldats critiquent les gradés « *qui deviennent de plus en plus bêtes et on finirait par vouloir tous aller où ça chambarde pour qu’ils nous foutent la paix...* » La panique s’ensuit. Alors, lorsqu’en mai 1940 les panzer-divisions entrent en Belgique et en Hollande, elles renversent tout sur leur passage après avoir percé le front de la Meuse, encerclant les armées alliées, d’abord autour de Dunkerque, puis dans les plaines de la Beauce. La défaite apparaît alors inévitable, mais elle sera le fait du commandement français, car la troupe et certains de leurs chefs résistent. Sinon, comment expliquer les quatre-vingt-douze mille morts parmi les Alliés et les quarante-cinq mille morts parmi les Allemands, dans les six semaines de mai et de juin, malgré l’absence d’avions français et la décomposition progressive de l’appareil politique et administratif de notre pays ? Quelle tragédie inutile, lamentable, lorsqu’on revoit le film de l’incapacité, de l’inaptitude du gouvernement, ou plutôt, et, surtout, lorsque Pétain a été appelé à joindre le gouvernement, de la froide décision de ne plus combattre, de préserver une partie du territoire et de composer avec les nazis plutôt que de poursuivre la lutte en Afrique du Nord ! Il faut souligner ici une autre cause de cette « étrange victoire ou défaite » : le

Enfin, il y a un autre livre, du remarquable historien politologue John Lukacs, que nous citerons plus bas : “*Five Days in London, May 1940*”.

⁶⁶ « Les conversations secrètes des Français sous l’occupation », Antoine Lefébure. Plon, Paris 1993. Page 47 et suivantes.

⁶⁷ Idem.

climat politique d'instabilité des années 30, les « affaires », la presse, la vénalité et la corruption des milieux affairistes, les opérations peu orthodoxes financées par des intérêts privés et même par des gouvernements. Tout ceci a contribué à créer des cicatrices indélébiles. Enfin, cela a entraîné la fracture gauche-droite de notre pays et les querelles idéologiques politico-politiciennes ont pris le dessus sur la crise qui allait survenir. La pénétration foudroyante de l'armée allemande provoque une fuite, un exode, d'abord de Belges et de Hollandais, puis des Français du Nord. Comme les Belges, les Français de Lille, de Roubaix, de Tourcoing se souviennent des épreuves de la Grande Guerre où ils ont dû fuir le « boche ». Entre le 16 et le 30 mai, ces villes passent de deux cent mille habitants à vingt mille pour Lille ; de cent vingt-deux mille à quinze mille pour Roubaix et de quatre-vingt-deux mille à sept mille pour Tourcoing. Les communes de la banlieue parisienne passent également de dix mille à cinq cents habitants ; en moyenne, elles se vident d'un tiers à près des deux tiers des populations. Le départ de près d'un million de Parisiens, du centre de Paris et des banlieues, vers la province française, allait être une conséquence, parmi tant d'autres, d'une surpopulation des petites villes de province sans moyens, comme, par exemple, Cahors qui s'accroît de treize mille à soixante mille habitants ; Périgueux, de trente-sept mille à quatre-vingt mille ; et Brive, de trente mille à cent mille. L'importance de l'exode, finalement, a été sous-estimée. Il concernait tout le monde : les pauvres en carrioles, en charrettes, en landaus, à cheval, en bicyclette ; les riches en voiture, les moins riches en train ; d'autres, ceux qui voulaient à tout prix partir et échapper aux Allemands, à bicyclette ou à pied. Nos amis belgo-grecs de Liège quittent leur banlieue chic de Garches espérant sauver leurs biens les plus précieux. Comme tant d'autres, ils se font tirer dessus par les Stukas, doivent abandonner leur voiture, perdre une partie de leurs biens, dont une admirable collection de timbres. Seule aventure : mon copain Fernand tombe très malade, dans une grange où un « un brave fermier » avait installé toute la famille. Le père, fou d'angoisses, prend la bicyclette du gamin et s'envole à la recherche d'un médecin. Il tombe sur les Allemands ! Ayant fait ses études au lycée allemand de Constantinople et parlant allemand donc, il revient chez le fermier en voiture, avec un docteur militaire. Un « brave » qui soigne alors mon ami et le sauvera du pire. La famille Tsaropoulos rentrera ensuite tant bien que mal sur Paris, saine et sauve.

Attitudes face à la défaite

Quant à nous, nous n'avions rien à cacher, mais, comme beaucoup, nous n'avions nulle part où nous rendre. Sagement, mais heureusement, faute de mieux, nous sommes restés dans ce meublé de faux luxe de deux cent cinquante mètres carrés, situé au rez-de-chaussée gauche d'un immeuble donnant sur le Quai de Passy. Deux appartements formaient un rez-de-chaussée surélevé par un escalier d'une quinzaine de marches par rapport au

quai. Sur la droite, se trouvait un premier appartement où logeait un jeune ménage, devenu très proche de nous, et à gauche, près de l'ascenseur de l'immeuble, qui avait six étages et un septième sous les toits, pour les chambres de bonnes, se situait notre appartement dont la porte d'entrée se trouvait tout près de la loge de la concierge – son mari étant agent de police, la présence de celui-ci devait par la suite se montrer utile.

Notre appartement, dans lequel j'ai vécu près de quatorze ans, se trouvait au-dessus d'un bistro, bureau de tabac – qui existe toujours – et dont le propriétaire possédait aussi notre logement.⁶⁸ Ce dernier comportait deux parties, l'une sur le devant de l'immeuble avec son salon en meubles faux Empire, rouge et « or », et une chambre ronde en coin, tous deux au premier niveau de l'immeuble face à la Seine, le pont de Passy⁶⁹, où passe le métro aérien de l'Étoile à la Nation et face, de l'autre côté du fleuve, au Vélodrome d'Hiver, fameux avant la guerre pour ses courses cyclistes et, hélas ! en 1942-1943, pour les rafles de familles juives par la police française. Cette partie de l'appartement était la plus claire et avait vue sur la Tour Eiffel. C'est là où se trouvait ma chambre en rotonde. L'autre partie contournait l'immeuble et longeait le square Delessert, partant du Quai de Passy et montant vers un grand escalier qui menait à la station de métro Passy, à mi-pente et, quelques marches plus haut, vers Passy, avec la rue de Passy, le boulevard Delessert et les rues Raynouard, Franklin et de la Tour. La majeure partie de l'appartement, salle à manger et deux chambres à coucher, toutes de dimension très convenable, donnaient sur le Square. Les pièces de devant, du côté gauche et celles à droite et au fond donnaient sur la cour : deux salles de bains et une cuisine, reliées par un long et relativement large couloir où l'on pouvait glisser à loisir sur le parquet, jouer et faire du patin, sinon du véb. La plupart des pièces n'étaient pas chauffées. Grâce aux cheminées de la salle à manger et de la chambre, dite de maître, et au fourneau en fonte de la cuisine, nous nous sommes débrouillés pendant l'hiver pour avoir chaud, mais ceux de 1940 et de 1941 ont été particulièrement pénibles ainsi que ceux de 1944 et de 1945. De toutes les pièces, après la cuisine qui avait un four au charbon et au bois, la salle à manger devint la plus agréable et le lieu de rencontre – la « family room » –, de discussion et d'écoute radio ; elle communiquait par une porte sur la chambre de maître : la chambre de ma mère. Ma chambre et le salon sur la Seine étaient des « frigidaires » sans cheminée. La troisième chambre, plus petite, où dormait ma grand-mère, avait un feu ouvert. À côté de la chambre d'Adèle, au fond de l'appartement, se trouvaient les toilettes et la seconde salle de bain – qui servit sous l'Occupation de réserve de charbon acheté au noir !

⁶⁸ Pour bien situer le lieu, notre immeuble formait, grâce aux chambres rondes à tous les étages, une rotonde. Un immeuble identique avait été construit de l'autre côté du pont du métro, au début du siècle. Pour un cinéphile, cet immeuble et les chambres du coin ont joué un rôle important dans le film de Bertulucci, avec Marlon Brando et Maria Schneider, «Le Dernier Tango à Paris ».

⁶⁹ De nos jours, le Pont Bir Hakeim.

Des fenêtres donnant sur le Square, sous lesquelles se trouvaient des buissons que nous pouvions aisément enjamber, nous aperçûmes les troupes allemandes. Et du balcon du salon, juste avant l'entrée des occupants, en ce mois de juin 1940, je vis le ciel de Paris devenir tout noir, tout empreint de la suie provenant des dépôts d'essence et des citernes de mazout qui avaient été sabotés par l'armée française. Ce jour-là, 13 juin, je sentais bien que quelque chose allait se produire et que tout ne serait plus normal. Du reste, le 12, Paris avait été déclaré « ville ouverte » par les autorités françaises. Il y avait peu, sinon pas de voitures dans les rues, surtout le Paris bourgeois du XVI^e, XVII^e, VIII^e arrondissement était vide et calme, trop calme. Au contraire, Belleville, la Butte Montmartre, Pigalle, Montparnasse étaient plus animés, une grande partie de ses habitants ne les ayant pas quittés.

Les premiers jours de l'Occupation ont été, pour nous, assez bizarres, comme pour tout le monde, j'imagine. Déclaré « ville ouverte », c'est à l'aube du 14 juin que traversèrent du nord au sud et d'est en ouest, notamment vers les Invalides, la Tour Eiffel et le Trocadéro, et le long des quais de la Seine, des estafettes – éléments à moto ou en side-car, de la Wehrmacht –, camionnettes, autos tous terrains, suivis d'un groupe de blindés. Pendant quarante-huit heures, nul n'est autorisé à sortir de chez lui. Le 17 juin, trois jours après l'entrée des Allemands, un autre placard, plus éloquent et menaçant que celui de Langeron, est affiché, adjurant le peuple de Paris d'assurer « *la sécurité des troupes et le maintien de l'ordre...* », d'éviter toute action irréfléchie, étant entendu que tout acte de sabotage actif ou passif serait sévèrement puni. Il est aussi précisé que les troupes allemandes avaient reçu l'ordre de respecter la population et ses biens à condition qu'elle restât calme. Le 18 juin, de la ville de Bordeaux, le « cœur serré », le Maréchal Pétain proclame l'Armistice. Le même jour, de Londres, sur la BBC, une voie inconnue est entendue par quelques Français et Françaises : c'est la fameuse déclaration de Londres du Général de Gaulle. La France Libre allait exister par la force de conviction d'un homme courageux, volontaire, obstiné, prophétique. De France, quelques-uns viendront le retrouver, un petit cercle de fidèles qui sera progressivement rejoint par beaucoup d'autres. Ce que nous, en France occupée, ignorions. Nous devions accepter la honte de ce 22 juin, lorsque l'Armistice fut signé, dans la forêt de Compiègne, à Rethondes, dans le même wagon qui servit à la signature de l'Armistice de 1918. Le 23 juin, venant de Berlin, au terrain d'aviation du Bourget, à l'aube, Hitler allait réaliser « son rêve », celui de visiter Paris sous domination allemande : l'Opéra, « *le plus beau théâtre au monde* », se serait-il exclamé ; l'Arc de l'Étoile ; le Trocadéro dont on connaît la photo fascinée du *Führer* – le visage du « diable » comme l'aurait dit, à Lille, quelques semaines auparavant, une femme reconnaissant Hitler en visite dans sa ville et fermant les volets de sa fenêtre – ; les Invalides et, sous le Dôme, le tombeau de Napoléon ; le Luxembourg et le Panthéon, et enfin le Sacré Cœur. Personne ne s'était douté de cette visite et nous, au Quai de Passy, ne l'apprendrons que bien plus tard.

L'Armistice divisait et démembrait la France. Les départements du Nord et ceux d'une grande partie du Nord-Est tombaient sous un contrôle spécial des instances nazies ; l'Alsace-Lorraine et ses trois départements sous un statut particulier. La zone « occupée » suivait une ligne à partir de l'Espagne et de la côte basque vers la Charente et la Loire, bifurquant plein nord-est, puis à l'est, vers la Suisse. Au nord de cette ligne se trouvaient toute la côte atlantique, la Bretagne, la Normandie, l'Île de France et Paris, le nord et l'est de la Champagne à l'Alsace-Lorraine. La zone dite « libre » ou « zone nono » (non occupée) constituait un « État Français », celui de l'Honneur, de la Famille et de la Patrie (sic), du maréchal Pétain et du gouvernement de Vichy, ayant contrôle du centre et du sud de la France, des Pyrénées à la mer Méditerranée, de la vallée du Rhône aux Alpes et aux frontières de Suisse et d'Italie, étant entendu que l'Italie avait sa petite zone d'Occupation aux confins de Nice et de Menton. La limite, les points de démarcation, zone de passage officiel sous laissez-passer ou *ausweis*, vrai et « faux », entre les deux zones, suivaient un tracé de la côte Atlantique, au sud de la Loire, au travers d'une ligne taillant dans une douzaine de départements, d'ouest en est.

Ceux qui étaient demeurés, comme nous, dans leur quartier, calfeutrés derrière leurs persiennes, leurs volets ou leurs rideaux, sont petit à petit sortis de chez eux, au bout de deux jours. C'est une « minorité d'accueil » que l'occupant découvre, « sans hostilité, mais sans bienveillance ». Les Allemands ont d'abord mis des points de contrôle dans la ville, y compris dans notre quartier, se montrant aussi « aimables » que possible. Les Parisiens s'attendaient à des brutes sales et mal élevées. On leur avait donné comme consigne d'être « comme il faut », ce qui a frappé les bonnes gens et les naïfs. Selon le témoignage d'un chef de détachement de chasseurs de chars, n° 187 – « *abteilung Panzer-Jager* » – : « ...partout c'est le même tableau. La population nous regarde passer comme figée par l'étonnement et la crainte. Puis c'est la fuite générale ! Les mères arrachent leurs enfants de la rue et se réfugient dans les maisons. Les portes et les fenêtres se ferment. Enfin, constatant qu'il n'y a pas de coup de feu et que notre colonne roule tranquillement, les gens ressortent et se rangent avec curiosité sur les trottoirs... Sur la place de l'Hôtel de Ville, la 2^e Compagnie a mis ses canons antichars en batterie pour surveiller les ponts de la Seine. Puis le pavillon français qui flottait sur l'Hôtel de Ville est amené pour être remplacé – comme sur tous les édifices officiels français et les grands hôtels – par un pavillon allemand –, avec l'horrible svastika noir sur fond rouge. Une foule de curieux s'est massée sur la place et quand le drapeau à croix gammée s'élève lentement le long du mât, on perçoit venant de cette foule comme un sourd gémissement. » En bref, et je me rappelle, au fond, cette expression de ceux que nous avons vus, ma mère et moi, la première fois sous le pont de Passy : au premier regard, un bon moment de panique ; au second, un ou deux jours plus tard, de la curiosité ; et puis, et toujours par la suite quand nous avons eu à les côtoyer dans la rue, le

méto, les bistros, les théâtres, un sentiment profond de fatalité, de mauvaise surprise et d'accablement. L'Armistice honteux avait été signé. C'est du moins ce que pensait ma famille. L'homme de Verdun l'avait voulu ainsi. Pour une grande majorité de Français, ce dernier apparaissait comme le symbole même de l'unité française et la meilleure sauvegarde contre les malheurs passés et présents du pays.⁷⁰ Lorsque la voix du vieillard, qui allait diriger une France vaincue, se fit entendre régulièrement à la radio, n'a-t-elle pas encouragé ce défaitisme qui avait marqué les années de l'entre-deux-guerres et « le ras le bol » de ceux qui allaient préférer la défaite, en vue, à tort, de préserver ou de retrouver leur confort et leur quotidien ? La cinquième colonne, ces éléments de propagande aux services de l'Allemagne qui avaient infiltré, entre les deux guerres, les milieux intellectuels, de l'information, de l'armée, les partis politiques, avait réussi à accomplir la démobilisation et la neutralisation de l'opinion publique française. C'est triste, mais vrai. Sans cela nous ne saurions comprendre ce courant d'indifférence, d'égoïsme, d'antisémitisme, et de xénophobie qui domina notre pays dès le 6 février 1934, depuis ces mouvements, aussi minoritaires fussent-ils, des Croix de Feu et de la Cagoule. En outre, l'ennemi n'était plus l'Allemand mais l'Anglais, « le vieil ennemi de la France », la perfide Albion qui continuait la guerre, mais qui allait être bientôt vaincue... (sic) « *On allait se débarrasser des traîtres socialistes, communistes, juifs et francs-maçons et on allait rehausser notre France au nom de l'honneur, de la famille et de la patrie.* »⁷¹ (sic) Une parenthèse : il est étonnant de constater combien, dans certains milieux et au fond de certaines consciences et mémoires, ce langage a perduré jusqu'à nos jours ! C'est pourquoi j'insiste lourdement sur ces souvenirs de « guerre ». La France s'est jetée dans les bras des nazis et de l'Allemagne, comme plus de quinze pour cent de Français et de Françaises, encore aujourd'hui, se jettent volontiers dans les bras de l'extrême-droite et de tous ceux qui s'opposent à toute expression socialo-communiste ou aux noirs, arabes et étrangers de tout bord. Nous avons, dans notre pays, un fond enraciné de xénophobie et de racisme, tout en étant resté à la pointe de la révolution. Selon l'un des grands historiens français du XX^e siècle, François Furet, dans son ouvrage « *Penser la Révolution française* »,⁷² affirme que la Révolution française de 1789 ne s'est pas vraiment terminée avant 1880, rejoignant en cela deux grands autres historiographes, l'un du début du XIX^e siècle, Alexis de Tocqueville, l'autre de la fin et du début du XX^e, Augustin Cochin.

⁷⁰ Archives Nationales, 72 AJ 564-584-590, Opinion Publique, Vichy 1940.

⁷¹ Il existe une très riche littérature sur cette période de l'histoire de la France d'entre les deux guerres, mais je ne puis m'empêcher de souligner, entre autres, les ouvrages d'origine américaine comme les livres de Robert O. Paxton et notamment celui intitulé « *Vichy France, Old Guard and New Order 1940-1944* », (Columbia University Press, New York, 1972) ou celui du même auteur en collaboration avec Michael R. Marrus, « *Vichy, France and the Jews* » (Schocken, New York, 1983).

⁷² NRF, Éditions Gallimard, Bibliothèque des Histoires, Paris 1978.

L'Europe se fera sans l'Angleterre, écrit l'Illustration du 9 novembre 1940. Il ajoute que... « *l'intérêt de l'Allemagne n'est pas de nous blesser si nous ne l'y obligeons pas... (Et) nous avons le droit d'espérer une ère de paix et de prospérité féconde...* » Et (sic) « *on peut faire un rêve millénaire qui redevient actuel, [celui] du Saint-Empire romano-germanique, une sorte « d'organisation pacifique du monde » précisément représentée par la ferme alliance de l'Allemagne et de l'Italie... !* »⁷³

La France est à terre. Paris deviendra la ville des permissions et, par conséquent, comme l'ont écrit de nombreux chroniqueurs et romanciers, la capitale du plaisir. Petit à petit, la vie quotidienne reprend son cours après le retour d'exode des Parisiens et Parisiennes. Ce n'était plus le Paris des voitures et des klaxons, celui de George Gershwin et de « Un Américain à Paris » mais le Paris des piétons et des bicyclettes, seul moyen de locomotion avec le métro. Puis sont apparus des voitures, des camions et des bus avec de gros réservoirs sur le toit ou à l'arrière, des gazogènes, remplaçant l'essence – voitures de particuliers, de maître, de livraison. Heureusement, il n'y en avait pas assez pour polluer l'atmosphère, déjà suffisamment empoisonnée par l'occupant, ses alliés, ses affiches et sa propagande. Les taxis, quant à eux, étaient remplacés par des cyclo-pousses pouvant emporter une ou deux personnes.

La classe ouvrière, cependant, reproche très vite aux soldats allemands d'acheter massivement vêtements et vivres, au détriment des Français. Elle s'oppose aux réquisitions des stocks et des machines-outils. Des tracts commencent à circuler, demandant : « *Comment pouvons-nous collaborer ? ...En payant déjà 400 millions de francs par jour*⁷⁴ *à l'envahisseur pour l'entretien de ses troupes ? ...En vidant la France de toute sa substance en matières premières et en manufactures... ? En faisant de la France dans une Europe Nouvelle un lieu de réjouissance pour l'élite de l'Allemagne hitlérienne... ?* »⁷⁵ Parmi les reproches qui font mal, la ligne de démarcation, la ligne de *séparation* entre zone occupée et zone libre, se place en tête de liste. Le pays est divisé, même si cette séparation allait donner une certaine liberté de manœuvre pour mieux organiser l'opposition et la résistance. Et puis la population est désarticulée, en particulier avec nos deux millions de prisonniers en Allemagne. Bien sûr, l'armistice, pour les Allemands, avait pour but ultime de pomper l'économie et le commerce de la France dans le propre intérêt de la machine de guerre allemande. Usines, commerces, entreprises, hôtels, artisans, journaux, industries, cinéma, cafés, bars, bistrotts, et restaurants allaient maintenir sous l'Occupation une forme d'activité économique dont bénéficieront des Parisiens à tous les niveaux de l'Occupation. Mais c'est la machine administrative,

⁷³ Le livre posthume de Jean Grenier est un délice à lire pour se faire une idée pénétrante de la vie et de la pensée « Sous l'Occupation », Éditions Claire Paulhan, mars 1997 Paris, voir pages 19 à 23.

⁷⁴ Soit 640 millions de Francs de 1999 ou 98 millions d'Euro.

⁷⁵ Cf. Archives Nationales sur l'opinion publique en France occupée, côtes déjà notées.

économique et culturelle des troupes d'Occupation qui allaient en être les principaux bénéficiaires, entre 1940 et 1944. Paris allait devenir ce que voulait Hitler : la capitale de la *Kultur européenne à l'heure allemande* pour ses propres troupes en permission. Pigalle, les Grands Boulevards, Montparnasse et notamment les Folies Bergères, Tabarin, le Casino de Paris, le Moulin Rouge, les boîtes de nuit *in* ou *moins in* allaient accueillir par dizaines, et tous les soirs, les nouveaux visiteurs et tous ceux qui allaient les accompagner et collaborer avec eux. Dans ses plans « grandioses », Hitler voyait l'Allemagne nazie, après avoir vaincu et la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique, à la tête d'une Europe où la France serait le pays producteur par excellence de produits agricoles... et culturels. Dans Paris occupé, des séances de cabarets, de théâtre, et de concerts étaient programmées pour nos visiteurs, leurs troupes, leurs services, leurs chefs, leurs hommes et femmes d'affaires. Des salles de cinéma et des théâtres, notamment sur les Champs Élysée et dans le quartier de l'Opéra et des Grands Boulevards, étaient « réquisitionnés » par les services de loisir des armées nazies. De même, des bâtiments publics et de nombreux grands hôtels devenaient rapidement les sièges des kommandanturs diverses, notamment l'Hôtel Majestic, avenue Kléber, et l'Hôtel Crillon, sur la place de la Concorde. La machine de propagande nazie soutenait à fond la radio, la culture, l'information, grâce à la clique de certains intellectuels, écrivains, politiques, qui avaient déjà montré, avant-guerre, leurs aveugles tendances fascistes. Une des affiches qui peuplaient les murs de Paris démontrait l'atrocité du moment : un soldat allemand tenant dans ses bras deux fillettes, l'une pensive, l'autre mâchonnant une tartine, lançant un appel, en haut de l'affiche, aux « *Populations Abandonnées...* » suivi, en bas du cadre, de « *Faites Confiance au Soldat Allemand* ». Nos vies intellectuelles et culturelles devaient être, selon l'occupant, « *managées* » par leurs éléments bureaucratiques et institutionnels. La presse, le cinéma, le théâtre – peut-être dans une moindre mesure – et, bien sûr, la radio et la propagande, devaient être réformés en fonction de l'ordre nouveau et de deux objectifs essentiels : aider à construire la *neue* Europa et engager le redressement national à la façon hitlérienne et vichyste ! Des organes de propagande allaient s'assurer de fournir aux Français et aux Françaises une chronique « nouvelle » de la vie « nationale » : au moyen de films *bien pensants*, de documentaires, de réalisations pédagogiques mettant l'accent sur enseignement et techniques professionnels. Le cinéma allait donc être aseptisé à la mode du jour. En zone occupée, le « Journal Mondial », en français, allait devenir l'instrument de propagande allemande. Les séances de cinéma commençaient toujours, en première partie, par des actualités cinématographiques célébrant les victoires allemandes et les « exploits » de Vichy et de son chef bien-aimé, le vieux et gentil Maréchal. La production cinématographique devait éviter de faire du cinéma type « avant-guerre », c'est-à-dire « mauvais garçons » : « Quai des Brumes » ; « espionnage » : « Le Deuxième Bureau », ou « léger » comme des vaudevilles du Palais Royal. Dorénavant, proclamait la Direction de

l'Information et de la Propagande, il s'agissait d'exalter « l'idée de patrie » et « le thème de l'Empire ». A Paris, la direction, la gestion et le contrôle de notre Paris et de chaque département tombaient sous les noms inconnus de *Kommandantur* qu'elles soient *oberfeld* ou *feld*, donc au niveau des préfets, ou, en dessous, *kreisskommandaturen et orstkommandaturen*, soit, au plus haut niveau, Haut Commandement militaire en France, *Militarbefehlshaber im Frankreich*. La presse sera complètement reprise en main dès les lendemains de l'arrivée des Allemands. Je me souviens encore très bien des premiers journaux distribués dans la rue, près du métro Pont de Passy, comme je me souviens de ceux qui allaient surgir de la presse de la résistance, quatre ans après, au moment de la libération de notre capitale.

Comme le publiait, le 2 juillet 1940, le « nouveau » *Paris Soir*, « *Travail, Famille et Patrie* » devaient désormais être les fondements de nos pensées ainsi que *le respect de l'autorité de l'État*. La France devait retrouver « sa pureté », car elle était devenue, depuis ces dernières années – ce qui veut dire depuis le « Front Populaire » –, le « *pot-pourri de l'Europe* » avec ces flux de réfugiés ou d'émigrés italiens et allemands en révolte contre le gouvernement de leur pays, avec ses Espagnols rouges fuyant la défaite, avec tous « ces parasites accrochés à la terre de France ». *Paris Soir* ajoutait que la France n'avait pas voulu la guerre, c'était une « solution hardie et totale inventée » par les juifs. La presse d'avant-guerre est violemment attaquée, notamment le Trust Hachette. Une série d'articles de *Paris Soir*, tout au long du second semestre de 1940 jusqu'en mars 1941 s'en prend à Hachette, éditeur, distributeur de journaux : « *la plus vaste imposture de notre temps... avec ses hommes cyniques, avides, insolents qui tirent les ficelles du Trust – cette brochette de juifs et de maçons à sa tête...* » Le 5 mars, sous la signature d'André Chaumont, le journal va jusqu'à publier, toujours en parlant de Hachette, « *...ce bastion retranché de l'oppression, une moderne bastille dressée à l'angle des rues Réaumur et Montmartre... la maison verte.* » Il faut insister sur les publications entre les mains d'un ex-socialiste devenu nationaliste socialiste, Marcel Déat et son hebdomadaire « *L'Œuvre* », ou entre celles d'un homme de lettres de grande qualité, Robert Brasillach et son « *Je suis partout* » qui tirait à quatre cent mille exemplaires. Autre révélateur de « l'ambiance », qui allait prévaloir, non pas seulement dans la presse, mais dans les milieux de l'édition et de la publication d'œuvres de tout genre, fut la mise à l'index et le retrait de la vente par les éditeurs de près de mille titres d'ouvrages, sous peine de représailles. Action, j'insiste là-dessus, préméditée dès avant la guerre par les services allemands puisque cet index et ce retrait des œuvres tombaient sous le nom de la « liste Otto », ce brillant, et séduisant pour certains, représentant de la culture allemande, avant la guerre et Ambassadeur de l'Allemagne nazie, à Paris, sous l'Occupation. Cette liste est appliquée dans les deux zones. Parmi les éditeurs les plus touchés, nous trouvons, par ordre du nombre d'ouvrages retirés de la circulation : Fayard, NRF-Gallimard et les Presses Universitaires de France, suivis de Plon,

Flammarion, Denoël, Albin Michel et Grasset. Le célèbre éditeur de livres scolaires Nathan – de religion israélite – fut lui aussi mis en cause et sa maison mise sous séquestre. Bien entendu, tous les auteurs juifs se trouvent sur la liste Otto, mais ce qui apparaît encore plus aberrant est que, dans le lot, sans distinction de « couleur » ou d'obédience politique ou intellectuelle, la panoplie de personnalités de la vie intellectuelle européenne, pas seulement française, est extraordinaire. Je ne puis m'empêcher de citer en vrac : Aragon, Pablo Neruda, Pierre Loti, Roland Dorgelès, Emmanuel Mounier, Léon Daudet, Léon Blum, Charles de Gaulle, le germaniste Henri Beer – auteur des « Allemagnes », 1934 ; du « Germanisme contre l'esprit français », 1919 ; « Machiavel et l'Allemagne pour la vérité », 1939 –, Henri Heine, Stefán Zweig, Vicki Baum, Anna Freud, Albert Einstein, Thomas Mann, Jules Benda, Victor Basch, Raymond Aron, un autre germaniste Edmond Vermeil, enfin Georges Duhamel, André Maurois, Jacques Rivière et l'économiste François Perroux – pour avoir écrit et fait publier en 1940, « Des Mythes Hitlériens à l'Europe Allemande ».

Paris n'était plus vraiment Paris si ce n'est grâce aux incomparables efforts du spectacle, du cinéma, de la mode et de la littérature, enfin de la presse, non pas celle officielle de la collaboration active que nous venons de citer mais celle qui prend essor dans la clandestinité dès 1941, tels que « Témoignage chrétien », « l'Humanité », organe du parti communiste ; le « Populaire », organe du parti socialiste ; « Combat », « Libération », « Franc-tireur », et aussi le grand journal littéraire, « Les Lettres Françaises », avec ses belles plumes, telles que celles d'Aragon, Sartre, Mauriac, Paulhan, Eluard, Guéhenno, enfin Camus. Un couvre-feu, installé dès que Paris devint *Ville Ouverte*, fut maintenu durant toute l'Occupation : il était important de ne pas rater le *dernier métro* pour ne pas se faire arrêter. Les spectacles finissaient ainsi à 22.30 heures. Trois jours après l'Occupation, le couvre-feu avait été fixé à 21 heures, puis quelques mois après, une heure plus tard, ensuite jusqu'à minuit et vers la fin de la guerre à 23 heures. Vers la fin de l'Occupation, on ne pouvait aller au cinéma et au théâtre que dans la journée. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette dimension culturelle, car elle a permis à tant d'hommes et de femmes de survivre ! Il n'empêche que ces joies artistiques et intellectuelles étaient bien vaines devant l'énormité de ce que l'Europe et ses peuples enduraient. Quelles provocation et humiliation pour tous ceux, Parisiennes, Parisiens, amis étrangers, nombreux réfugiés d'Europe centrale, juifs et antinazis, démocrates bloqués par les événements, devant les parades des troupes du Reich sur les Champs Élysée et devant le grand drapeau nazi flottant sous l'Arc de l'Étoile ! Quelle tristesse exprimée dans la presse internationale libre par la chute de Paris ! Quelle honte de lire notre presse et d'entendre notre radio, de Vichy et de Paris occupés, transmettre la voix officielle de l'Allemagne, du nazisme, du fascisme, et celle de tous ceux, « collaborationnistes » (sic) sans pudeur, certains dotés d'une agressivité

éhontée, si fiers de soutenir l'Allemagne contre les juifs, les communistes « bolchevistes » et les Anglais ! On trouve, du reste, l'origine proprement dite de la « collaboration » dans la déclaration du triste et affligeant entretien de Montoire entre Hitler et Pétain. Comme l'a déclaré le Maréchal à la radio, à l'issue de cet entretien, le 24 octobre 1940 : « *Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe.* » De ce terme découleront ceux de « collaborateur » et de « collaborationniste ». Selon les cas et les formes de cette collaboration, émergeront deux types de logique ou de justification. Qui se situeront, selon les intentions des occupants et les perceptions des occupés, par rapport au champ d'options mises à leur disposition.⁷⁶ Indépendamment de ceux dont les activités artistiques en particulier les obligeront à collaborer pour survivre, il faudra distinguer ce que Stanley Hoffmann appelle les *collaborateurs d'état*, la crème de la crème de l'administration, du service public, de l'armée, du monde des affaires, les Papon, Bousquet, Dentz, Renault, Darlan et compagnie, et ce que le kader fasciste belge, Léon Degrelle, qui trouve sa gloire sous l'Occupation allemande, appelle les *collaborateurs de sentiment*.⁷⁷ Ceux-là sont des déclassés, des déviationnistes de la société et de la politique : un nom, parmi tant d'autres, qui me vient à l'esprit est celui de Céline qui a fait parler de lui sous l'Occupation et s'est réfugié, après la libération, en Allemagne, puis au Danemark. Jean Paul Sartre aurait souligné le conflit des générations qui a marqué profondément l'entre-deux-guerres, les combattants de 1914 reprochant à ceux de 1940 d'avoir perdu la guerre et ceux de 1940 accusant leurs aînés d'avoir perdu la paix.⁷⁸ Et d'affirmer dans « Paris sous l'Occupation » : « *D'un bout à l'autre de la guerre, nous n'avons pas reconnu nos actes, nous n'avons pas pu revendiquer leurs conséquences.* » Nous verrons à quel point la libération de Paris débouchera sur une épuration sauvage, parfois ignoble sinon inévitable, escortée de procès en bonne et due forme, démontrant la faillite du fameux programme de redressement national du Maréchal Pétain et de ses acolytes.⁷⁹

Quant à Adèle, sans avoir entendu l'Appel du 18 juin – comme une majorité de Français – et tout en sachant que la guerre allait durer, elle ne croyait pas à la défaite et se refusait à écouter le « vieux maréchal ». Elle refusait l'Armistice et reportait tous ses espoirs sur l'Angleterre. La BBC sera notre source d'information pendant toute la guerre. Adèle était violemment, passionnément anglophile. Elle avait mis sa confiance en Winston Churchill

⁷⁶ Une très riche interprétation, sur cet aspect des pratiques et de la tragédie de la Collaboration, a fait l'objet d'un ouvrage, par plusieurs auteurs, publié aux Éditions de Princeton University Press, 2000, sous le titre « *The politics of retribution in Europe* », les politiques de châtement en Europe.

⁷⁷ Cité dans l'ouvrage ci-dessus, « *The politics of retribution* », section par Jan Gross sur « *Themes for a social History of War experience and collaboration* », page 28.

⁷⁸ Ibidem Politics of Retribution, page 28.

⁷⁹ Nombreux sont ceux qui ont ainsi insisté sur la barbarie politique qui a atteint son apogée au travers du totalitarisme.

et se réjouissait qu'il ait pris, depuis mai 1940, la tête d'un gouvernement d'union, à Londres. Elle était persuadée, vaille que vaille, que les Anglais n'allaient pas céder et que si la guerre allait durer et, donc, l'Occupation, les Allemands, à la longue, seraient battus, les Américains venant au secours des Anglais en temps utile. Elle avait raison. Son mépris était sans borne envers la classe politique française et « le traître » Gamelin, responsable de la défaite de l'armée française démoralisée, et envers les politiques politiciennes des partis et envers les affaires. Il faut néanmoins souligner que chez les Britanniques et, en particulier, dans les milieux conservateurs et de la famille royale, il y avait certains éléments qui se voyaient bien pactiser avec les nazis pour éviter le « bain de sang » qu'une invasion ne manquerait pas d'entraîner – il n'y avait pas, au demeurant, une cinquième colonne aussi active et présente qu'en France. Nous devons effectivement à Churchill – malgré les défauts de son caractère – la victoire de la démocratie et la préservation de toutes les valeurs pour lesquelles nos civilisations se sont battues au cours des XIX^e et du XX^e siècle. Winston refusait tout abandon ainsi que la défaite. Il a voulu lutter coûte que coûte notamment au cours des cinq jours de mai où il s'est rendu compte qu'il ne pouvait plus compter sur la France et ensuite pendant la bataille du ciel, dite la Bataille d'Angleterre. Il savait qu'aucun compromis n'était possible avec Adolf Hitler. Ce dernier, du reste, a sous-estimé la volonté et la hardiesse de Winston Churchill qu'il savait être son principal ennemi. Si en mai 1940, la Grande-Bretagne avait cessé de combattre, Hitler aurait « gagné sa guerre » : il ne sera plus jamais aussi près de la victoire par la suite.⁸⁰ Finalement, Churchill a eu la chance de bénéficier d'un répit dans les combats sur le continent et de pouvoir ainsi rassembler le contingent britannique des forces armées et organiser leur formidable évacuation, par le port de Dunkerque, ce dont les forces françaises vont aussi profiter.

Tout ceci pour souligner que dans notre tout petit milieu, dès l'Occupation allemande, tout en faisant quelque peu attention, nous avions pris position. Afficher une forme de nationalisme pro-allemand apparaissait tout à fait normal, en tout cas au début de l'Occupation – et hélas ! jusqu'en 1943 – surtout de la part de ceux qui allaient jouer à fond la carte vichyste : la France était fichue et l'Angleterre n'allait pas pouvoir résister aux Allemands. Par contre, prendre parti en faveur de l'Angleterre était une tout autre affaire. Charles de Gaulle, réfugié à Londres, avait constitué, avec le soutien de Winston Churchill, son mouvement de la France Libre. L'Appel du 18 juin, s'adressant aux soldats et aux officiers, avec ou sans armes, qui se trouvaient en Angleterre ou sur le continent, les avait galvanisés. De même, il faisait appel aux ingénieurs et ouvriers spécialistes des industries d'armement pour qu'ils se joignent à lui et à son Mouvement. Dans un autre appel, que l'on confond souvent avec celui du 18 juin, de Gaulle lance le cri : « *la France a perdu une bataille, mais n'a pas perdu la guerre... la France n'est pas seule !* »

⁸⁰ Lire le livre fascinant de l'historien anglo-hongrois John Lukacs « *Five Days in London May 1940* », Yale University Press, 1999, entre autres pages 53, 57, 64-65, 84-95, 148-149 et 189.

Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. » Churchill et De Gaulle, fait de la même pâte, aussi entiers et fiers, aussi obstinés et courageux, se sont souvent heurtés l'un à l'autre, parfois haïs, surtout lorsque les États-Unis entrent en guerre et que Churchill, dont la mère était américaine, prend fait et cause avec Roosevelt contre De Gaulle, mais sans succès. Au fond, les deux fortes têtes se sont toujours respectées : ils avaient tous deux un sens de la nation et de l'histoire, un respect de la langue écrite et parlée, un talent d'orateur et d'écrivain incomparable dans notre siècle, enfin une vision de leur rôle dans l'histoire. Hélas ! très vite après la défaite de la France, la tragédie de Mers El Kebir, en rade d'Oran, en Algérie, sera un premier sujet de dissension de la plus haute gravité. Une partie importante de la flotte française de la Méditerranée se trouvait à Mers El Kebir. Pour Churchill, il était impensable et stratégiquement impossible qu'elle tombât entre les mains des Allemands. L'Armistice du 22 juin stipulait que les flottes françaises, où qu'elles soient, devaient regagner leur port d'attache de temps de paix. Regagner Mers El Kebir, qui était « en territoire français », ne devait pas poser problème. Or, avant l'Armistice, la France avait promis à l'Angleterre que sa flotte ne tomberait en aucun cas entre les mains de l'ennemi. Lors d'un dîner à l'Amirauté, à Londres, en novembre 1939, offert par Winston Churchill, ministre britannique de la Marine, à son collègue français, l'Amiral Darlan, celui-ci rappelle, dans son toast, que son arrière-grand-père avait trouvé la mort au cours de la bataille navale de Trafalgar. De Gaulle avait par la suite prévenu Churchill : « *La flotte, c'est le fief de Darlan. Un féodal ne livre pas son fief.* » Aussi Churchill et l'Amirauté britannique avaient de sérieux doutes sur la volonté ou la capacité du haut commandement de la marine française à vouloir respecter la promesse faite par la France sous le gouvernement Paul Reynaud. Churchill avait déjà pris, ainsi qu'il l'a écrit dans ses mémoires « *la décision la plus monstrueuse et la plus pénible* » qu'il ait eu à prendre... de pilonner les navires français si nécessité s'imposait. Les 3 et 4 juillet 1940, les marines françaises et anglaises s'affrontent. Devant la demande de la Navy britannique à la flotte française de Mers El Kebir de se rallier à elle et de combattre l'Allemagne, ou de rallier des ports américains ou les Antilles, l'Amiral français Gensoul ne peut joindre l'Amiral Darlan ; il hésite, imagine la crainte de Vichy devant les réactions allemandes, et réagit conformément à l'esprit de rivalité et d'hostilité séculaires qui règne entre « La Royale » et la Royal Navy. La flotte française refuse de céder devant les Anglais. S'ensuivent une horrible tuerie et hécatombe. En quelques minutes, le feu des navires anglais détruit trois des plus beaux pavillons de la flotte française. Mille quatre cents marins français sont tués et près de quatre cents blessés. On conçoit ce que la propagande nazie et vichyste va faire de cet incident, et la réaction de l'opinion française ! Radio Paris, émetteur français, mais sous territoire occupé et contrôle allemand, donc instrument de propagande de l'Allemagne, relate par le menu le drame de Mers El Kebir. À tous les égards, c'est un drame et pour la France et pour l'Angleterre, mais

comment pouvait-on laisser la flotte française passer sous contrôle allemand ?

Mers El Kebir, comme d'autres incidents moins graves, est d'autant plus tragique qu'il est né d'un manque total de compréhension entre les parties adverses,⁸¹ d'un manque de communication. En juillet 1940, l'Angleterre, grande puissance navale, était seule en guerre contre l'Allemagne, seule face à la menace d'une invasion des troupes allemandes. Préserver sa flotte était donc un impératif militaire et stratégique incontestable et évident. L'ultimatum remis à l'Amiral Gensoul par l'Amiral anglais, Somerville, comportait des conditions acceptables. D'abord, les Anglais avaient proposé que la flotte ralliât un port anglais et poursuive le combat de conserve avec un équipage réduit ; ensuite, autre alternative, la flotte française serait libre d'appareiller avec la flotte anglaise et de se retirer soit dans les eaux de la Martinique, soit, à son gré, dans un port des États-Unis, à l'abri des tentatives éventuelles de réquisition de l'Allemagne. Ainsi, en tout état de cause, la flotte pouvait être protégée. Or, les termes exacts de l'ultimatum n'ont pas été retenus par Darlan, Laval et Baudoin, tous membres du gouvernement du Maréchal. Au contraire, ils ont conçu un odieux mensonge, en toute complicité avec les autres ministres du Maréchal Pétain. Ils n'ont pas fait connaître les termes exacts de l'ultimatum et ont inventé la condition la plus odieuse : « *Que la flotte française se rende !* » Cette tragédie a été utilisée comme moyen de propagande anti-anglaise, bénéficiant également de cette méfiance et hostilité coutumière des Français envers des Anglais et vice-versa. Il faut ajouter que Gensoul refusera de conférer en tête-à-tête avec Somerville. Il préfère envoyer son officier d'ordonnance, le lieutenant de vaisseau Dufay qui parlait anglais et qui était un ami du commodore Hollande, chef d'État-Major de Somerville.

Radio Paris ne se lassera pas de répéter « *N'oubliez pas Oran* ». On en parle en classe, dans les écoles. Les murs de Paris illustrent et dénoncent l'incident – il y a toute une histoire très riche de l'affichage, dans Paris occupé, qui a fait l'objet de nombreuses photos et analyses –, surtout une affiche montrant le désastre et les victimes et sous-titrant : « *C'est l'Anglais qui nous a fait cela !* » Enfin, les nouvelles cinématographiques vont couvrir abondamment le drame et la mort si cruelle des marins français, sans compter le sabordage des navires. La propagande anti-anglaise sera pratiquement à la Une jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis. Nous aurons droit, pendant des mois et des mois, aux philippiques du commentateur collaborateur de Radio Paris, Jean Hérold Paquis – ancien volontaire de la Légion étrangère espagnole du Général Franco, ligueur de l'Action Française, journaliste et escroc à ses heures – qui terminait ses harangues infamantes par « ... *et l'Angleterre comme Carthage sera détruite, delenda Carthago est !* » Ce à quoi la radio France Libre répliquait en chantant « *Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand...* » Nous vomissions Hérold Paquis, entre autres

⁸¹ Cf. Idem Archives Nationales sur Mers El Kebir, rapport officiel de l'Amiral Gensoul sur la destruction de la flotte française, en introduction d'Albert Kammerer, dans la Tragédie de Mers El Kebir.

raisons, pour l'horrible intonation de sa voix. Pour dénoncer les méfaits de l'Angleterre, tous les coups bas étaient permis, y compris le beau film sur Marie Stuart, reine d'Écosse, si bien interprété par l'artiste suédoise Zarah Leander dont le chant et la voix étaient comparables à ceux de Marlène Dietrich, réfugiée aux États-Unis. La fête annuelle, quant à elle, célébrait « *l'héroïne par excellence du patriotisme français* » : Jeanne d'Arc, qui devient un prétexte de propagande anti-anglaise, au même titre que, de nos jours, le Front national tente de la récupérer à ses propres fins.

Nous avons donc fait notre choix, pris notre parti dès la première heure, celui de l'Angleterre et de ses alliés en exil : chefs d'État, royautes, chefs de gouvernements, chefs d'armée, politiciens, hommes d'affaires, écrivains, etc., en exil, à Londres, pour faire corps avec l'Angleterre, ou aux États-Unis et au Canada. Adèle, Hellé et moi, nous devons bien vivre désormais par nos propres moyens. En prenant une longue vue, passons en revue quelques péripéties qui marqueront mon passage vers l'adolescence...

Anecdotes

- À l'école, on nous avait entraînés à porter des masques à gaz avant la grande percée de mai, les Allemands s'étant, en 1914-1918, illustrés, entre autres choses, par l'utilisation des gaz. On s'attendait à pire en 1939-1940. Mais nous étions fin prêts ! Nous avions des masques, distribués dans toutes les écoles par la préfecture de police. Une histoire cocasse, et tragique à la fois, est celle d'un de mes copains, réfugié espagnol, qui n'avait pas reçu de masque sous prétexte qu'il n'avait pas la nationalité française. L'institutrice de sa classe, outrée par cet oubli qu'elle trouvait injuste et inadmissible, décida d'emmener son élève à la préfecture et de ne pas en sortir avant d'avoir obtenu un masque pour lui, comme le reste de ses élèves.
- Encore à l'école, les enfants devaient bien se porter et éviter de tomber malades. Les autorités françaises, au nom de la protection de la famille, avaient décidé de distribuer des biscuits et pastilles vitaminées. Ainsi, sous la forte, mais « bienveillante » (sic) présence de « ses nouveaux alliés », la France pouvait se vanter d'avoir un regard sur son avenir et de veiller à la santé de ses enfants. Quelle dérision ! Pour nous conforter, ou nous endoctriner, nous chantions, ou nous devons chanter « *Maréchal nous voilà ! Maréchal nous voilà ! devant toi, le sauveur de la France, nous jurons de servir et de suivre tes pas, Maréchal nous voilà ! tu nous as redonné l'espérance, la Patrie renaîtra, Maréchal nous voilà...* »
- Néanmoins, de retour de l'école, nous avions faim. Les gâteries étaient rares. Assujettis, depuis le 23 octobre 1940, au régime des cartes d'alimentation, qui durera dix ans, ne s'achevant qu'en 1950, la préfecture de la Seine assurait l'approvisionnement de Paris, ayant pour chaque groupe de produits de consommation de base créé un délégué au ravitaillement : par

exemple, pour le blé et la farine, pour les viandes, pour le vin, pour l'épicerie – le premier délégué à l'épicerie s'appelait Monsieur Poivre ! Ces délégués devaient avant tout veiller aux besoins de la population tout en garantissant le contrôle des prix. Pendant toute la guerre et au-delà de l'Occupation, le rationnement sera dur. Établies selon les âges et les catégories de travailleurs, des cartes E furent distribuées pour les enfants de moins de trois ans, des cartes V pour les vieillards de plus de soixante-dix ans. Les moins de quatorze ans, J1 et J2, et les J3 de quatorze ans à vingt et un ans. Enfin, les cartes A pour les adultes et les T pour les travailleurs de force ou responsables de travaux difficiles. Les tickets accordés permettaient l'achat de 50 g de fromage, 100 g de matière grasse et 360 g de viande ou charcuterie par semaine, 500 g de sucre par mois ainsi que 300 g de café dont plus des deux tiers en succédanés. Il y avait aussi des jours sans : sans viande, sans alcool. Il faut savoir que toute la production des régions du Nord de la France était destinée à l'économie allemande et le reste des territoires occupés manquaient de ressources essentielles : le charbon pour se chauffer et le savon pour se laver. Seuls les enfants avaient droit à 100 g de riz par mois. Ce qui explique en partie pourquoi j'avais à manger deux ou trois fois par mois du riz au lait à la noix de muscade, bien meilleure que le riz au lait nature. Depuis lors, tout en restant un grand amateur de riz à l'orientale, je ne puis plus avaler de riz au lait.

- La seconde moitié de 1940 et une grande partie de 1941 sont, pour nous tous, les années du rutabaga, un tubercule habituellement donné aux cochons, qui remplaçait carottes, légumes verts, pommes de terre, viande et que ma grand-mère rendait moins ignoble en améliorant l'assaisonnement le mieux qu'elle pouvait. Le sucre aussi manquait, le chocolat encore plus et nous les substituions par des sortes de plaques gluantes brunâtres, sensées ressembler à des plaques de chocolat, mais faites avec du jus de raisin. Ce qui reste, encore aujourd'hui, un souvenir peu ragoûtant. En revanche, bien plus remarquable et goûteuse était la recette d'Adèle pour cuisiner un autre tubercule, succédané de la pomme de terre, également aliment de bétail, le topinambour – dont l'équivalent, en traduction mot-à-mot anglaise, est « artichaut de Jérusalem ». Elle les préparait comme les aubergines ou les courgettes, à la méditerranéenne, à la grecque, avec de l'huile,⁸² des épices, des oignons et de la tomate. C'était vraiment délicieux. Mais le meilleur ordinaire était les spaghettis à l'italienne et, quand on trouvait de la viande hachée, à la Bolonaise ou avec des keftas – boulettes de viande typique du Moyen-Orient, aux herbes et épices.
- Durant les années 1940 et 1941, l'alimentation reste un sujet constant de préoccupation, jusqu'à l'obsession. Tout est bon pour contourner la pénurie : des cages à lapin et à poules sur les balcons des demeures bourgeoises ou

⁸² Laquelle ? Je ne sais. L'huile d'olive est normalement la base de tels plats. J'imagine cependant que cela ne pouvait être de l'huile d'arachide, la production dépendant des importations d'Afrique noire.

dans les cours et les pavillons de banlieues. Nous, les enfants, nous avons appris à élever, à vivre proche de petits animaux de basse-cour ou de clapiers. Dans les boulevards de la petite ceinture de Paris – de nos jours, avant le périphérique –, de nombreux jardins et terrains d'élevage se sont développés afin d'améliorer l'ordinaire en légumes et en rongeurs de toutes sortes.

- Au cours des années, le fait « d'importer » de la campagne, au noir, des marchandises périssables et non périssables mais rares, rendit petit à petit le système inopérant tout au moins pour ceux qui pouvaient se permettre de payer le prix fort, ou qui avaient un lopin de terre en dehors de Paris ou de la famille à la campagne. Ce fut alors l'aubaine du marché noir pour ceux qui pouvaient se permettre d'en acheter le produit, comme pour ceux qui faisaient du troc et du trafic. Nombreux sont ceux qui survivront ainsi et nombreux sont ceux qui en tireront un emploi. Nombreux aussi sont ceux, parmi collaborateurs et occupants nazis, qui en profiteront financièrement et politiquement.
- Une illustration truculente de notre vie sous l'Occupation est le film de Claude Autant-Lara, la « Traversée de Paris » avec Jean Gabin et Bourvil transportant deux valises contenant un porc acheté à Louis de Funès et coupé en morceau dans les caves de la rue des Abbesses, de l'autre côté de Paris. De même, l'ouvrage des photographies de Robert Doisneau, superbe, sobre, émouvant et beau. Pour évoquer le Paris de l'Occupation et de la libération, il n'y a pas mieux. On y trouve les magasins vides et le visage découragé du commerçant qui serre la main d'une de ses clientes pour, peut-être, lui faire comprendre qu'il a le moyen de répondre à sa demande... en cachette ; le rationnement et les tickets ; la famille mangeant sa soupe à la bougie ; les queues, soit pour prendre les transports en commun, soit pour acheter du pain ou du lait – très important ces queues, pour remonter le moral ou pour détruire, par des racontars, des mensonges, des rumeurs, des commentaires sur l'occupant ou la résistance, réunions à moitié conviviales et parfois dangereuses, rencontres aussi discrètes entre résistants –, le froid, la neige ; la campagne à Paris avec les paysans amenant à la ville des produits de toutes sortes – foin, fourrage, chèvres ! – photos délicieuses, en particulier d'un lapin dans un clapier, dans une chambre à coucher ou un lapin tout blanc tenu en laisse par un homme en béret basque, au Champ de Mars avec la Tour Eiffel à l'arrière-plan, etc.
- L'art de vivre sous l'Occupation s'appuyait sur le système D. On a ainsi inventé des semelles de chaussures en bois, faute de cuir, et même, pour être plus raffiné, des semelles en liège articulé qui les rendaient plus souples. On a pu garder des oeufs près de deux mois en les enveloppant dans du papier journal et en les mettant dans une boîte, la plus sèche possible. Quant au beurre, pour l'empêcher de devenir rance, il devait être coupé en petits morceaux, fondu tout doucement à petit feu, passé ensuite au travers d'une toile très fine, après quoi il pouvait être battu et coulé dans des petits pots en

grès. Ces pots, couverts d'un morceau de papier très serré, pouvaient conserver le beurre plus de deux mois. Il fallait seulement beaucoup de patience et beaucoup de petits pots...

Nous nous organisons comme nous le pouvons...

La faim, « la bouffe », l'alimentation ont tous été des temps forts, des incitations à faire des bénéfices colossaux, à trahir, à corrompre et à devenir corrompu, enfin à se prostituer. Le « boucher » d'Adèle ainsi que « son charbonnier » sont fameux dans nos annales, sans que l'on sache, ma mère et moi – encore moins moi – si Adèle avait fait usage de ses charmes pour les circonvenir. Je n'en serais pas étonné puisqu'en dehors des années sombres de l'hiver 1940 et du printemps 1941, je n'ai pas vraiment souvenir d'avoir souffert de la faim, contrairement à des milliers d'autres familles. Avec le recul, et une conscience plus ou moins tranquille, je pense que j'étais privilégié. Quand je compare mon expérience avec celle d'amis proches de mon âge, qui se souviennent du rationnement et des restrictions alimentaires alors que, si je m'en souviens en partie, à mesure que les événements de la guerre se précipitent, j'ai l'impression, tout en ne roulant pas « sur l'or » ou « sur l'argent » – c'est le moins que l'on puisse dire ! – de ne pas avoir autant manqué qu'eux... Très vite, après la débâcle et la prise de Paris, c'est-à-dire dès l'été 1940, Hellé a cherché du travail et elle, qui n'avait jamais travaillé de sa vie, s'est retrouvée première vendeuse dans une des maisons de la haute couture parisienne, chez Raphaël, 3 avenue Georges V – l'adresse actuelle de Givenchy. Elle ne pouvait trouver meilleur environnement pour sa personnalité, compte tenu, depuis sa plus tendre jeunesse, du milieu dans lequel elle avait évolué. Dans mon enfance, j'ai toujours eu l'impression que la mode « était un sujet important, dans la famille ». « Mémé » se vantait souvent d'avoir été chez les meilleurs couturiers et chapeliers de l'époque d'avant et après la Première Guerre mondiale. Elle eut sans doute une influence sur sa fille et ses fils, car les rares photos de famille que j'ai pu récupérer montrent bien leur sens de l'élégance et du goût. J'ai déjà souligné l'élégance de Hellé et de Milon, dans une photo au champ de courses de Longchamp. La robe blanc rose en taffetas, bien moulée, avec un jupon en soie du japon, un corsage de marguerites et un chapeau en cloche, avec un grand rebord bien accroché sur la tête, des cheveux très soignés et légèrement bouclés, ce qui n'était pas difficile pour ma mère qui avait de très beaux cheveux et un visage lisse, lèvres gourmandes, yeux rêveurs, un profil aquilin. Elle aimait s'habiller. Elle allait désormais habiller les autres de Paris à Santa Barbara, Californie, de 1941 à 1975.

Si Adèle a abandonné sa vie mondaine dès la crise de 1929 et surtout après la mort de Milon, s'habillant la plupart du temps en « noir », Hellé, elle, a profité pleinement des années de l'entre-deux-guerres, de ces années folles durant lesquelles la Haute Couture a repris la place qu'elle avait acquise dans les années 1907-1912, à la soi-disant « Belle Époque ». Le maître de la mode,

en ce temps-là, était Paul Poiret où s'habillait Adèle. Paul Poiret cherchait par les formes des femmes, par le ton des tissus et surtout leurs couleurs, à retrouver l'inspiration du fauvisme, du symbolisme, des Arts Déco et l'exaltation des Ballets russes. Ce fut le temps des femmes très féminines, aux robes très longues, aux crinolines, à l'inspiration orientale, persane, notamment robes de réception, de bal, robes de riches, robes de prestige, d'opulence, de classe. Cette mode n'a pas survécu à la Première Guerre mondiale même si Paul Poiret n'est mort qu'en 1943. Son style et sa maison allaient se retrouver à contretemps. La dépression, la crise, les incertitudes politiques allaient donner un autre ton à la Haute Couture de l'entre-deux-guerres. On doit s'adapter au goût nouveau : cheveux courts, chapeaux ronds ou en turban, genoux et jambes à l'air libre, tailleurs aux jupes courtes, non pas une mode vraiment « plus masculine » mais plus pratique, plus moderne. Fini Poiret, vive Coco Chanel, Madeleine Vionnet, Lucien Lelong, Jean Patou, et Schiaparelli ! Et puis, vive la mode au théâtre, au cinéma, au spectacle ! De toutes les maisons de Haute Couture, celle de Chanel, malgré qu'elle ait été fermée, par volonté de sa patronne, pendant toute la Seconde Guerre mondiale, allait être la plus moderne, la plus imaginative, la plus visionnaire, à telle enseigne que Coco Chanel fit la Une des médias dès la réouverture de sa Maison, en 1954.

La mode était faite pour quoi ? Pour s'habiller sans doute, mais dans quel but et comment ? N'était-ce pas pour se sentir soi-même jeune, libre, sans prétention ? N'est-ce pas pour bien se sentir dans sa façon de se mouvoir, de marcher les yeux devant soi, la tête haute, faisant preuve d'une grande aisance ou tout simplement pour se montrer ou se persuader d'être bien dans sa peau. Se trouver à l'aise dans une veste, une jaquette, un gilet, une jupe, un pantalon, tout ceci faisait et fait partie de la mode qu'elle soit féminine ou masculine. Pour faire chic, il faut acheter cher, pour ceux qui peuvent se le permettre, mais on peut acheter et rester chic sans en avoir vraiment les moyens. Tout relève d'une certaine forme de goût naturel, de goût « inné », ce petit je ne sais quoi qui vous permet d'être bien habillé selon vos moyens. Tout revient à bien connaître l'alliance harmonieuse des tons, des formes, des couleurs par rapport à votre corps, vos yeux, vos cheveux et votre ligne naturelle. De la Haute Couture, qui survit de nos jours, est né – et ce fut ce qui lui a permis de survivre – le prêt-à-porter, puis la confection de luxe⁸³ et les grosses ventes à l'américaine qui marque notre époque à partir des années soixante. Ma mère, tout à fait consciente de cela, aimait profondément, passionnément Paris, pour son élégance et pour le prestige des arts et de la mode. Les petites femmes de Paris, midinettes ou pas midinettes, petites mains ou bourgeoises, aristocrates vraies ou fausses, toutes pouvaient s'habiller avec ce petit je ne sais quoi qui fait le charme d'une femme. On s'habille pour les autres, pour se montrer et être admiré, on s'habille aussi pour soi parce qu'on s'aime. Au fil des ans, la Haute Couture est devenue à la

⁸³ Pour se plonger un peu dans la mode, voir l'excellent petit livre d'un des rédacteurs en chef de Vogue, Bettina Ballard, *In my Fashion*, New York, 1969.

fois une source d'envie et d'inspiration, de telle sorte que tout en se maintenant à son niveau de prestige, depuis les années soixante, au moment où les économies de guerre se sont transformées en économies de croissance, la Mode a eu un impact sur les produits de grande consommation et, dans un certain sens, elle s'est démocratisée. Sa force est qu'elle soit devenue, au cours des années de vaches maigres, que furent l'Occupation et les dix premières années de paix, un moyen de maintenir une forme d'art qui a incité toutes les classes sociales à vouloir « s'habiller » par plaisir et bien sûr par nécessité. Mais j'insiste : à cet effet, il n'était pas besoin, jadis, d'être millionnaire, comme aujourd'hui. Avant tout, la mode était – est toujours – une affaire de goût, d'aimer à se « saper », comme disent les Africains. Sous l'Occupation nazie, les Françaises ont montré qu'elles pouvaient garder leur toupet et leur élégance, en été et au printemps, en se colorant les jambes avec de la teinture d'iode achetée chez le pharmacien, pour faire croire qu'elles avaient toujours des bas de soie, pour avoir le sentiment d'avoir de belles jambes, bien moulées, attirantes, tout en dénichant toutes les trouvailles possibles pour être bien chaussées, d'autant plus que le cuir manquait et que les talons et les semelles étaient compensés et en bois. D'ailleurs, les formes de ces chaussures compensées n'étaient pas plus différentes que les chaussures renforcées qu'aiment porter, de nos jours, nos *teenagers*. Enfin, c'est le couturier Marcel Rochas qui aurait dit « *il faut une femme pour chaque chapeau et un chapeau pour chaque femme...* » De quelque manière que ce soit, il s'agissait de ne pas extérioriser ses inquiétudes, en soignant sa tenue et donc en défiant l'ennemi. Hellé, je l'avoue, était douée pour s'habiller de rien, par exemple en retournant les tissus des robes ou des jupes avant qu'ils ne soient tout à fait usés, en s'assurant que l'ensemble des couleurs conservait un ton harmonieux, sinon étincelant, avec les chapeaux les plus excentriques, à fleurs, à plumes, et tout particulièrement en forme de turban. Enfin, pour ma mère – certainement m'a-t-elle influencé à cet égard – la mode n'était pas vraiment une caractéristique sociale mais une manière d'affirmer sa personnalité, son identité, en alliant tel foulard ou cravate avec le ton, la couleur la plus proche de la robe ou du veston, sans oublier les chaussures – et les chaussettes pour les hommes – et les sacs à main. Mais pas en vue de montrer son statut social, car, dans ce cas, ce qui est remarqué se traduit par des signes d'opulence, de prétention, d'arrogance et de richesses. Certes, les femmes, et de plus en plus les hommes, aiment davantage briller par rapport à eux-mêmes que par rapport aux autres, sans doute pour se rassurer sur ce qu'ils ou elles sont, ou pour se sentir bien. Les habits, comme du reste les parfums et les couleurs, luttent contre la « déprime », remontent le moral. Néanmoins, ce qui fut remarquable, à l'époque où ma mère s'est trouvée dans le milieu de la Haute Couture, c'est qu'elle ait eu la sagesse de se rendre compte que bien s'habiller exigeait de l'ingéniosité – ce qui a vraiment été le cas, en France, sous l'Occupation –, un sens aigu de l'imagination et de l'invention, et donc d'optimisme. Bref ! ce qui, dans ma jeunesse, représentait le « parisianisme ». Un manteau pouvait devenir aussi

une jaquette ou un gilet. On pouvait doubler les vêtements avec du papier journal pour se préserver du froid. On détricotait des pull-overs ou des chaussettes pour les reteindre dans une autre couleur et les retricoter. Je veux bien admettre que dans notre fin de siècle et, surtout en France, dans notre ambiance de morosité et de tragédies sociales, ces propos risquent d'être déplacés, bien que nous ne puissions que constater que Françaises et Français ne demandent qu'à pouvoir s'habiller selon leurs goûts et leurs fantasmes, au demeurant un peu plus violents. Il faudrait ajouter l'importance du maquillage et du parfum qui doivent s'allier avec la tenue vestimentaire que ce soit pour les femmes ou pour les hommes.

Mais je m'égare ! Revenons au Paris de Hellé et de « Raphaël ». Émigré espagnol installé en France, il s'était imposé dans les années 30, notamment par le chic et le style de ses tailleurs. Il n'avait pas atteint, cependant, la côte de prestige et de popularité des Madeleine Vionnet, de la grande Jeanne Lanvin, qui abandonnait la couture en 1946 – et qui, au cinéma, avait conçu les costumes d'Arletty et de Maria Casarès dans « les Enfants du paradis » –, ni celui de Molyneux et de Maggy Rouf, sans oublier bien sûr, et encore une fois, celle de la maison Chanel. A la veille de la guerre, Raphaël était respecté, dans la profession, avant tout pour la coupe et l'élégance de ses tailleurs. Il avait bâti une clientèle en Espagne et en Amérique latine qui lui resta fidèle sous l'Occupation, ainsi que, bien sûr, chez les nouveaux riches du régime. Hellé avait été introduite chez Raphaël par une de ses meilleures amies, modèle, qui fréquentait les milieux de la mode en tant que « designer » indépendante. La belle Marika, une Grecque brune comme de l'ambre, aux longues jambes, au buste provocateur, à la voix chantante, et qui fut l'un de mes premiers fantasmes sexuels. Elle venait souvent à la maison, avant et dans les premières années de la guerre. Mon copain Fernand Tsaropoulos, celui de Liège, dont je n'ai pas encore suffisamment parlé et qui venait aussi régulièrement chez nous, ressentait, chaque fois que nous la rencontrions, les mêmes bouffées de chaleur que moi, et nous l'imaginions volontiers en petite tenue. Hélas ! Hellé l'a perdue de vue. Comment, pourquoi, quand ? Un de ces mystères de la guerre et de l'Occupation : elle disparut un jour. Par ailleurs, un fourreur, assez connu de ma grand-mère, le dit « cousin » Laver, avait été de bons conseils pour ma mère. Nous allions le voir de temps en temps. Il avait son négoce en gros sur le Boulevard de Bonne Nouvelle, où j'avais plaisir à me rendre. J'aimais l'odeur de ses fourrures et prenais une rare joie à me frotter à elles ou à les caresser, surtout celles de zibeline ou de loutre. Je dois avouer avoir gardé ce plaisir pendant très longtemps. J'étais d'autant plus heureux de m'y rendre qu'il était « chouette » avec ma mère et ma grand-mère : nous n'avions plus l'air d'être abandonnés. Cela compensait aussi la visite que nous faisions au même moment, chaque trimestre, au propriétaire de notre appartement. En plus du café-tabac qu'il possédait en dessous de chez nous, Quai de Passy, sans s'en occuper directement, il était propriétaire et responsable d'un café-tabac sur le Boulevard de Bonne Nouvelle,

non loin et sur le même trottoir que la boutique-magasin de gros du cousin Laver. Peu aimable, il était de ces Français qui se méfiaient et méprisaient les « étrangers » – ce qui m’attristait vis-à-vis de ma grand-mère – surtout lorsque ceux-ci étaient parfois en retard dans le paiement de leur loyer, ce qui fut assez souvent le cas dans les deux premières années de la guerre... Par la suite, je ne me souviens plus que nous ayons eu des difficultés de paiement, sauf après le départ d’Hellé.

Là, un souvenir non connecté à la couture s’impose : j’ai toujours eu des rapports étroits avec ma grand-mère, même si je les ai trouvés à la longue très contraignants. Je l’accompagnais, notamment au début de notre vie à Paris, dans ses courses et emplettes diverses, comme celle chez ce propriétaire et cabaretier. Je l’emmenais aussi à la Préfecture de Police pour qu’elle renouvelle ses permis de séjour en tant qu’étrangère. Je pensais, et je le pense encore, que la France a toujours été un lieu de refuge et d’accueil, au nom des droits de l’homme et de la liberté, alors pourquoi, lors de cette visite à la Préfecture, et alors qu’elle avait résidé si longtemps en France, Adèle devait-elle subir le ton si peu, sinon pas du tout, aimable des petits bureaucrates qui la recevaient. Je souffrais de cet accueil. J’ai toujours déploré l’attitude de mes compatriotes envers les étrangers en général, de toute couleur, pays, et religion. Quant au cousin Laver, comme tant d’autres, il disparut, un jour, de la circulation. Au cours des dernières fois que ma mère le vit, elle rapporta deux renards roux de toute beauté, puis un manteau de fourrure en sconses, ou mouffettes. Ensuite, nous n’avons plus eu de ses nouvelles ; il est fort probable qu’il ne put échapper aux camps de concentration...

Les bonnes manières, la bonne éducation, le charme et le nom d’Hellé lui ont permis de passer toute la guerre chez Raphaël ; en fait, jusqu’à son départ pour les États-Unis, en 1946. Elle était appréciée et aimée de la famille entière dont le domicile privé était d’abord au haut du Faubourg Saint Honoré, près de l’église Saint Philippe du Roule où j’avais été baptisé, et ensuite avenue Pierre 1^{er} de Serbie, tout près de ce qui a été, pendant longtemps, le siège du Patronat français. J’ai été très proche du patron de Hellé et de sa femme, Isabelle, les ayant vus assez régulièrement pendant toute la guerre. Leur fils, Raphaelito, Raphaël junior, avait quelques mois de plus que moi. Nous avons vécu ensemble cette période difficile qu’est l’adolescence. Ses parents m’avaient pris en amitié et, par l’intermédiaire de Hellé, m’ont poussé à devenir le camarade de leur fils unique. Mon rôle serait « *d’avoir une bonne influence sur lui, car il ne travaillait pas bien en classe, ne s’intéressant pas beaucoup aux études.* » Il avait un caractère un peu trop fantaisiste et artiste. Si je mentionne cette relation, qui n’a jamais été très profonde comparée à d’autres amitiés, comme celle avec Fernand, c’est parce que les Raphaël m’ont, au fond, pris sous leur protection. Ils m’ont fait connaître un aspect de la vie parisienne que je n’aurais pas connu sans eux : le Paris des riches et des profiteurs. Raphaël et moi ne nous voyions pas pendant la semaine : lui, à son cours privé ; moi, à mon école primaire et ensuite au Lycée. C’est pendant les

week-ends – samedi et dimanche – que nous nous retrouvions d’une façon plus ou moins régulière. C’était devenu une sorte d’habitude, surtout sous l’Occupation : selon les décisions des parents, nous déjeunions chez eux ou nous allions au restaurant avec eux, ou nous sortions tous deux pour nous promener sur les Champs Élysée, où il n’y avait pas la foule d’aujourd’hui et où il était fort plaisant, alors, de déambuler. Cela nous incitait aussi à aller au cinéma ; dans d’autres circonstances, nous allions visiter un musée ou on passait le temps chez lui ; peu souvent, sinon jamais, je crois, chez moi. C’est grâce à lui, du reste, que je connus le Musée d’Art Moderne et notamment une exposition sur Georges Braque, une des premières que nous ayons vue ensemble. J’avoue n’avoir pas trop accroché à l’art moderne. Aujourd’hui non plus. Je m’enthousiasme toujours davantage devant les œuvres des impressionnistes, Cézanne, Renoir, Gauguin, Derain, Signac et Sisley étant parmi les plus grands. J’adore la période bleue et rose de Picasso et je puis m’émouvoir devant la force de Guernica. Toujours fasciné et intrigué par Modigliani, le peintre et le sculpteur, je n’aime toujours pas Braque, auquel je préfère la force de Rouault. J’ai découvert très tard que je me sentais plus proche des sculpteurs modernes. Si Henry Moore est très puissant, mais m’angoisse, je me sens à l’aise avec Giacometti, Marino Marini, et Brancusi, et bien sûr Calder m’amuse. Enfin, à mon vieil âge, je me suis plu à voir Andy Warhol et ses disciples, dans le Musée à son nom, à Pittsburgh, en Pennsylvanie. Sous l’Occupation, finalement, j’avais du plaisir à sortir de mon « trou » du Quai de Passy pour aller dans « le monde », même si je me sentais mal à l’aise d’y voir parfois trop d’uniformes, la pire occasion étant un déjeuner dans un cercle aux Champs Élysée, en face, je crois, du cinéma Biarritz. Ce que je préférais, et nous y allions souvent « en famille », était un petit bistro discret et sans présence occupante, rue Blanche, où l’on mangeait, chose si rare, des charcuteries fantastiques. Ce qui remplaçait ou plutôt complétait si bien les plats cuisinés avec amour mais peine par la brave Mémé. Avec le recul, cette vie et cette ambiance de luxe étaient profondément affligeantes, démentes, compte tenu de la guerre, de l’Occupation, de la misère de tant de gens. Étions-nous quasiment immoraux, inconscients, détachés de ce qui se passait autour de nous ?

L’économie française était sous contrôle des Allemands et fonctionnait pour la machine de guerre et de consommation allemande. La France a dû supporter le poids des dépenses de l’armée d’Occupation, à raison de quatre cent millions de francs par jour – soit vingt millions de marks au taux de change imposé par les Allemands –, du 25 juin 1940 au 10 mai 1941 ; de trois cent millions par jour, entre le 11 mai 1942 et le 11 novembre 1942, et de cinq cent millions par jour, pendant toute la durée de l’Occupation totale du territoire français, jusqu’au 3 septembre 1944, soit une somme totale d’environ huit cent trente-deux milliards de francs, c’est-à-dire cinquante-huit pour cent du revenu du gouvernement français, entre 1940 et 1944, soit, en francs d’aujourd’hui, un milliard trois cent cinquante ou deux cent cinq milliards

d'Euro. Sans compter les charges de logements des personnels d'Occupation et la charge revenue à la nation française⁸⁴ de supporter et régler le déficit en devises étrangères de l'Allemagne. En contrepartie de la politique de Vichy et de contrôles allemands sur Paris – police, services de sécurité, journaux, radio, propagande et rationnement, etc. –, à titre d'exemple, un Lucien Lebng, demeuré président de la chambre syndicale de la couture, avait pu obtenir, des autorités du Reich, que la Haute Couture fonctionne presque aussi normalement qu'avant guerre ! L'industriel des textiles, Boussac, fournissait les tissus dont avait besoin l'industrie de la mode, et il fournissait aux Allemands, en contrepartie, un apport conséquent de sa production. À juste titre, Lelong passa sous le coup des lois anti-collaboration, au lendemain de la libération. Il faut cependant accepter le fait qu'il a permis à la Haute Couture française de se maintenir.

⁸⁴ Voir ouvrage déjà cité : « La France de Vichy ». *"Vichy France, Old Guard and New Order 1940-1944"*, par Robert O. Paxton, pages 143-144.

VI

Prise de conscience du drame de la France

J'avais treize ans. J'avais quitté la « communale » pour le Lycée Janson de Sailly et ma première année en 5^e, section latin-anglais – et non pas latin grec ancien. Après les « grandes vacances », je passe facilement en 4^e où j'allais commencer à apprendre l'allemand. En pleine puberté, prenant conscience de ma transformation physique et de mon comportement, j'allais devenir de plus en plus indépendant, sérieux et quelquefois « rigolard », mais très pudique. Avec les années et à l'aide de la radio franco-allemande, devenant de plus en plus mélomane, j'avais pris une décision irrévocable : apprendre le piano en dehors de mes heures de classe, quelle que soit l'opposition de mes « deux femmes ». En voulant faire du piano, j'ai voulu, au fond, pour la première fois, affirmer ma volonté et mon indépendance. J'aimais depuis longtemps la musique et me cultivais autant que je le pouvais, mais cela ne suffisait pas. Nous avions aussi, Quai de Passy, une voisine qui avait un piano à queue et qui en jouait assez régulièrement. De même, la mère de Fernand, Germaine, une bonne et vieille amie de ma mère – qui me voyait bien plus que Hellé –, était une musicienne avertie, une violoniste diplômée du Conservatoire de Liège, mais aussi une pianiste. Devenue un peu mon mentor, au cours des années, elle entretint ma culture musicale. Je me souviens notamment de son insistance afin que je connaisse le concerto de violon de Bruch et, disait-elle, j'avais eu bien tort de l'avoir ignoré. Il faut dire, ici, que j'allais chez Fernand, à Garches, assez régulièrement, tout au long de l'année, week-ends et congés. Lui venait aussi, avec ses parents, au Quai de Passy, mais moins souvent que moi, car à Garches il y avait le parc de Saint-Cloud et à Saint Nom la Bretèche, le Stade français où nous pouvions jouer au foot ou courir. Chez eux, dans un superbe jardin, il y avait un tennis, ainsi qu'un ping-pong. Très « cool » : une ambiance si différente de chez moi.

Quai de Passy, j'ai vécu plus ou moins en solitaire, dans mes lectures, mes travaux de classe et mes pensées, et puis entre deux femmes qui luttèrent chacune à leur manière, pour bien ou mieux vivre, et pour élever et survenir aux besoins de leur fils et petit-fils qui ne pouvait pas ne pas être influencé par tout ce qui l'entourait. En même temps qu'elle me parlait théâtre et mode, je dois à ma mère de m'avoir emmené à l'Opéra de Paris voir, par exemple, « Copellia » de Leo Delibes, avec Yvette Chauviré et « l'Après-Midi d'un Faune » de Debussy, avec Serge Lifar. Comment ne pouvais-je pas être touché par de tels spectacles, même si la présence d'uniformes verts qui se pavanaient, notamment à l'entracte, me mettait mal à l'aise. Le plaisir qu'avait Hellé de

sortir un peu avec moi, mais de discuter aussi, avec moi, de cinéma, sachant qu'outre la musique j'adorais le grand écran et que je lisais chaque semaine un magazine me donnant les derniers potins et nouvelles sur le film français et ses acteurs et actrices, nous rapprochait beaucoup. Un autre moment, que je n'ai jamais oublié, est lorsqu'elle a tenu à m'apprendre à danser, vers 1944-1945. Nous avions, Quai de Passy, le fameux «Voix de Son Maître» qui m'avait fasciné tout petit, rue Caulaincourt. Nous avions alors des disques et je me vois dans les bras de ma mère m'apprenant le tango, le charleston et la valse.

Contrairement à d'autres condisciples du Lycée et, plus tard, de la « Sorbonne », je n'avais pas, autour de moi, une famille «intellectuellement motivée» qui me suivait dans mes études. On me laissait faire, sauf quand, à deux reprises, avant d'entrer au lycée et autour de la Troisième-Second, j'ai eu besoin de répétiteurs au cours des vacances. Je n'avais pas besoin d'être poussé à travailler et à faire mes devoirs, mais un peu de stimulants intellectuels m'aurait été utile. Apprendre, par exemple, à mieux s'exprimer et mieux condenser sa pensée, à la rendre claire, précise. Il me manquait un homme ou un (ou une) professionnel auprès de moi. Je m'en suis rendu compte bien plus tard. Par exemple, pour préparer les grands concours, l'environnement, le support, les traditions et valeurs familiales sont essentielles. Elles créent l'ambiance propre à la réflexion, à la discussion. Elles enrichissent votre savoir, vous préparent à la vie. Jadis, c'était peut-être plus important que de nos jours où les teenagers ont tendance à vouloir vivre entre eux, se refusant à communiquer avec leurs parents, nous trouvant trop intéressés à des choses qui les ennuient. Rares sont, par exemple, ceux qui trouvent un plaisir à la musique classique ou aux films en noir et blanc... J'ai eu, certes, en la personne de ma grand-mère quelque un de bon sens et dotée d'une forte personnalité, mais ma mère vivait un peu sur un nuage. En tout cas, elles avaient toutes les deux, et Hellé en particulier, beaucoup de goût. Quand je voulais quelque chose, par exemple aller au cinéma, acheter un livre, j'avais l'habitude, au début, de leur écrire un petit mot soit à l'une, soit à l'autre. J'ai d'ailleurs toujours été très réticent à demander quelque chose de vive voix à quiconque. Mon côté introverti que j'ai, du reste, découvert très, très tard dans ma vie d'adulte alors que je pensais, comme les gens autour de moi, être un extraverti typique. En tout cas, dès l'âge de douze-treize ans, j'ai commencé à m'affirmer. De là viennent mes initiatives musicales et littéraires. Mémé et Hellé me laissèrent faire de la musique, et acceptèrent donc de payer mes leçons de piano. Elles savaient combien, depuis le début de l'Occupation, j'étais pendu au petit poste de radio que nous avions sur la cheminée de la salle à manger. Je m'étais initié l'oreille à la musique, du plus simple, comme les valse de Vienne et de Strauss en particulier, au plus classique et romantique, comme les valse de Chopin, les ouvertures et symphonies de Beethoven, ou celles d'Hector Berlioz pour lequel j'ai eu une très grande admiration à la suite de la projection du film inspiré par sa vie, avec Jean Louis Barrault dans

le rôle. Je me suis ensuite familiarisé avec le grand Mozart et exalté dans le romantisme des concerts d'un Schumann et d'un Grieg, et des concerts et symphonies d'un Brahms.

C'est grâce à un camarade de Janson de Sailly que j'ai pu connaître un professeur de piano qui demeurait rue de la Tour, à mi-chemin de l'avenue Paul Doumer, que je devais traverser pour poursuivre ma route vers la rue de Passy, la rue et le square de l'Alboni – métro Passy –, puis le Quai de Passy. Je me trouvais déjà « vieux » pour commencer à apprendre un instrument, mais, avec un certain culot, me rendis tout de même chez ce professeur qui était une femme. Je souhaitais, lui ai-je dit, prendre des leçons plusieurs fois par semaine, au sortir du Lycée, pour pouvoir en six mois jouer des morceaux connus et rattraper un an au moins de leçons normales. Elle a été estomaquée de se rendre compte que je prenais cette initiative tout seul, d'autant que je lui avais avoué que nous n'avions pas de piano « à la maison » et que mes « parents » n'étaient pas au courant, mais qu'ils se laisseraient convaincre si elle me donnait son accord. « *Pour faire mes exercices, lui ai-je dit, j'irai chez nos voisins de palier qui ont un piano à queue.* » Elle m'a pris au mot en me disant : « *si tu as l'accord de tes parents, c'est d'accord et je t'accueille même, au début, pour faire tes gammes chez moi !* » Madame Bousseau a été fantastique. Ayant compris combien je tenais à apprendre, elle m'a aidé le plus qu'elle a pu. Je cherchais à travailler au moins deux heures par jour, en plus de l'heure de leçon. Puis, je me suis arrangé pour aller chez nos voisins. Je me suis vite rendu compte qu'avec leurs enfants, qui avaient à peine cinq à six ans, cela ne pouvait pas aller. Enfin, voyant que ces leçons me convenaient et que le professeur m'encourageait, Adèle et Hellé acceptèrent de louer un piano droit que je fis mettre dans le salon rouge près de ma chambre. J'ai poursuivi mes études de piano jusqu'à mon entrée en première année d'université. D'abord, au bout de six mois, j'étais capable de jouer par cœur plusieurs piécettes, par exemple « *Rêverie* » de Schumann, « *Pour Élise* », de Beethoven, et la « *Marche Turque* » de Mozart. Ensuite, pendant plus d'un an, j'ai continué mes leçons non plus au rythme de cinq par semaine mais de trois, en faisant des exercices et jouant tous les jours. Au bout de deux ans et demi, quelques mois avant la libération, mon professeur a tenu à me faire auditionner par un des bons pianistes de concert et de récital, professeur au Conservatoire de Musique, Jacques Février. L'audition fut très positive. À mon niveau, j'avais joué l'un des morceaux les plus difficiles : « *l'Impromptue Fantaisie* » de Schubert. Il fut plus qu'encourageant. Il suffisait de persévérer. Ce que j'étais prêt à faire. Malheureusement, ma chère professeure attendait un bébé. De son accouchement à son congé postnatal compris, elle me confia à une de ses collègues qui fut tout son « contraire » : rigueur avec ses règles à elle ; aucune incitation ; pas forcément inspirante d'amour pour la musique, insistant sur la technique et le solfège – ce en quoi elle avait certes raison –, mais ne cherchant pas à capitaliser sur ce que sa collègue avait cherché à faire de moi. Démotivé, je ne cherchais plus vraiment à progresser. Au bout du

compte, je ne pouvais plus l'encadrer : elle était moche, déplaisante et réussit presque à me dégoûter de ce que je faisais. Madame Bousseau revint avec un beau bébé et je repris mes cours pendant un certain temps avec elle. À la fin de la guerre, au moment où je finissais de passer mes baccalauréats, elle et sa famille décidèrent de quitter Paris et de s'installer en province. Pour ne pas perdre la main et la mémoire, je continuais pendant un certain temps à travailler seul, et à être convenable. Mais ce n'était plus sérieux. Et puis je me rendais compte que je ne pouvais plus, pour de multiples raisons, me lancer de front dans des études universitaires et à la fois musicales. Seuls concerts et récitals, puis concerts radiodiffusés et disques faisaient et continueraient à faire désormais partie de mon univers.

Je n'ai assisté à aucun des récitals d'Alfred Cortot qui était le grand pianiste d'avant-guerre, très ambitieux et désireux de se faire un nom, pas seulement en tant que grand pianiste mais aussi sur le plan politique. Il était connu pour ses positions de droite et très nationalistes. Sous Vichy, il fut, sur le plan culturel, un des grands soutiens de la nouvelle idéologie fondée sur les valeurs nationales, laïques, familiales, corporatistes et socialo-fascistes. Il n'était pas pour autant antisémite puisque sa première femme était juive, mais il était dans la foulée de la Révolution Nationale du Maréchal. Chargé de réorganiser la vie musicale française, il est partout à Vichy, comme à Paris. Il y joue, y enseigne, mais ne soutient pas pour autant que des collaborateurs. Il arrive à sauver ceux et celles dont la situation est en danger ; soutient en particulier le directeur du Conservatoire de musique de Paris dans ses efforts pour protéger ses étudiants, notamment contre la loi du service au travail obligatoire. Par contre, j'ai été un grand admirateur de l'orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire et surtout de son chef, Charles Munch – qui a commencé sa carrière avant et sous l'Occupation et l'a poursuivie après –, à la fois pour son talent et pour son patriotisme et sa résistance. Je ne compte plus les concerts, dans la belle salle des Concerts des Champs Élysée, avenue Montaigne, près de la place de l'Alma, auxquels j'ai assisté, admirant musiciens et Munch, la plupart du temps du poulailler – à vingt francs la place, c'est-à-dire, de nos jours, cinq euro. Charles Munch a poursuivi sa carrière par la suite aux États-Unis, à Boston. Fait très caractéristique du personnage et de l'artiste, sous l'Occupation et après la guerre, il a tenu à faire connaître la musique française du XX^e. C'est par lui que j'ai connu, par exemple, la « Mer » de Debussy, le concerto pour la main gauche et la « Valse » de Ravel. C'est Munch qui a fait connaître au grand public Messian et Honegger. Mais pour les récitals de piano, c'est à la salle Gaveau, rue du Faubourg Saint Honoré, que j'allais assez souvent et où, en particulier, j'ai entendu le pianiste Yves Ciampi que connaissait bien Germaine, la mère de Fernand. C'est surtout au cours des trois années qui ont suivi la libération de Paris que je me suis le plus défoncé pour me rendre aux Concerts du Conservatoire, sous la direction de Charles Munch, au Théâtre des Champs Élysée, près de la place de l'Alma, puis quelquefois aux Concerts Lamoureux et Pasedeloup, à la salle Pleyel. J'y

allais en moyenne une fois par semaine. Surtout au moment où je commençais à abandonner le piano et mes leçons. Manque de temps, plus de professeur ni de piano. Ma seule consolation est que j'aimais et continue d'aimer autant la musique.

Hellé, elle, était une Parisienne, mais je me demande si elle se rendait compte de la situation complexe de la France et si elle réagissait comme une Française. A-t-elle montré ou fait preuve d'une conscience politique, voire d'un d'intérêt pour la politique ? Pas vraiment. Elle était indifférente aux choses politiques à l'instar de milliers de gens vivant dans la routine de leurs activités et préoccupations quotidiennes. Elle vivait au jour le jour sans se poser trop de questions, mais elle n'était pas du côté de Vichy, c'est certain. Et encore, quel était vraiment le sentiment, les réactions des Français et des Françaises en général, sinon d'accepter la « fin de la guerre », et donc la défaite, et de se débrouiller le mieux possible sans trop d'états d'âme. Une minorité pourtant avait des états d'âme et elle allait les exprimer progressivement et avec courage. Les événements se chargeront de modifier le comportement de la majorité toute proche du Vieux Monsieur le Maréchal. Une chose est certaine, Hellé a toujours adoré Paris et souffrait de voir la capitale occupée par les nazis. Elle vivait cependant comme un oiseau sur la branche qui voulait à tout prix trouver suffisamment d'air et de souffle pour profiter de la vie, en attendant, avec un certain fatalisme, que tout se passe et redevienne normal, sans se rendre compte que rien ne redeviendrait plus normal, nulle part. Mémé était davantage une lutteuse, contre la guerre, contre l'Occupation et, pour survivre, elle luttait et « se sacrifiait » dans cette lutte. Elle n'a pas fait de résistance, mais elle en aurait été capable. Cela risque d'apparaître assez banal, elle a en fait pratiqué une forme de résistance en cachant ou en faisant de notre appartement un lieu de passage de Juifs en route vers des lieux plus sûrs, par exemple vers la zone, dite libre, donc vers Marseille, l'Afrique du Nord et Lisbonne, même si, très vraisemblablement, elle en tirait des avantages financiers – pure hypothèse de ma part !

Je suis resté à Janson de Sailly jusqu'en 1945-1946. Jusqu'en 1943-1944, je reste replié sur moi-même, ayant peu d'amis de Lycée ou de condisciples de classes amis. Une exception : un garçon de 5^e, Jean-Jacques, dont le père était médecin, et qui habitait tout près du Quai de Passy, avenue de Lamballe. La Rédaction de Tic-tac, un petit journal recto verso de petites nouvelles et historiettes, que nous avons fabriqué et conçu ensemble, nous a permis de nous voir assez régulièrement. Il n'y a eu que peu de numéros, deux, peut-être trois ou quatre, mais cela nous a occupés. Nous avons ensuite continué à nous voir par intermittence : à partir de la 3^e, suivant un cursus différent, Jean-Jacques se destinant à suivre les traces de son père à l'école de Médecine de Paris, nous n'étions plus dans la même classe.

Par contre, nous nous étions liés d'amitié, Mémé notamment, avec notre

voisin du dernier étage, H.G., un avocat, qui travaillait dans un des cabinets juridiques américains de Paris et qui était en rapport avec les services diplomatiques américains. Il vivait pratiquement seul, dans son vaste appartement, ayant expédié sa femme et ses deux filles à Avignon où ils avaient une maison de campagne. H.G. faisait des allées-venues entre France occupée et France libre, sa famille venant rarement à Paris. Par la force des choses, il avait ses entrées auprès des autorités allemandes afin de bénéficier des permis de passage – *ausweis*. Il faut se souvenir que les États-Unis avaient maintenu une représentation diplomatique de haut niveau jusqu'à la défaite et, à la prise de Paris, ils l'avaient transférée en zone libre, sous la direction de l'Amiral Leahy, ambassadeur des États-Unis auprès des autorités de Vichy. Jusqu'à Pearl Harbor et l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Axe Berlin-Tokyo-Rome, un petit bureau avait été maintenu dans les locaux de l'Ambassade, Place de la Concorde. H.G. venait souvent bavarder avec nous. Il savait qu'Adèle était une anglophile incontournable. Il était le parfait gentleman français, à moustache à la Adolphe Manjou, sûr de sa personne, ayant les moyens et les manières auxquels ma grand-mère avait été habituée naguère. Il était bien habillé et bien élevé. Il se vantait de ses rapports avec les Américains et des conseils et services qu'il leur rendait – transferts de dollars et de lingots en or, appartenant, j'imagine, à des Américains résidents à Paris ou liés à l'Ambassade. Vrai ou faux, cela n'a plus d'importance. H.G. a été un de ces personnages que nous avons fréquentés au Quai de Passy, plaisant, cultivé, qui nous a apporté, pendant toute la guerre, un soutien moral incontestable. Pour ma part, c'était important de le voir – étant donné le peu d'hommes autour de moi – et de lui parler, surtout à partir du moment où je suis entré au Lycée. Il avait une belle collection de livres. Jusque-là, j'avais été un lecteur de livres collection « verte », livres d'aventures en général, puis Jules Verne et la Comtesse de Ségur. Grâce à lui, je crois avoir avalé tous les Alexandre Dumas, de « La Dame de Monsereau » aux « Trois Mousquetaires », en passant par « Vingt Ans », le « Vicomte de Bragelonne » et le « Comte de Monte-Cristo ». C'est lui qui m'a introduit à la Comédie Humaine : il avait, sous de gros livres en cuir, toute l'œuvre de Balzac. Faute de prendre de « grandes vacances », je me souviens d'un été passé dans son appartement, lisant, près de sa bibliothèque, chaque volume un à un sur plusieurs semaines. Faute aussi de télé, nous étions bien obligés de nous instruire. Tout y est passé : « Eugénie Grandet », « le Père Goriot », la « Peau de chagrin », « le Colonel Chabert », « le Cousin Pons », « Splendeurs et misères des Courtisanes », etc. Bien sûr, se mettre à lire Balzac m'a incité à lire et à aimer lire, même si la tâche apparaissait énorme et que je me sentais parfois rempli de lassitude devant ses descriptions trop minutieuses. Ce fut malgré tout une grande expérience pour moi... Trois romans demeurent bien ancrés dans ma tête : la Peau de chagrin, Goriot et Chabert. H.G. m'a fait découvrir une certaine forme de littérature française. Mais petit à petit, au même moment où je découvrais Balzac, après Alexandre Dumas père, j'ai commencé à découvrir les librairies de mon

quartier. Dans un premier temps, je me rendais régulièrement, sur la route vers le petit Lycée Janson dont l'entrée était avenue Henri Martin, dans une boutique de presse et librairie, au début de la rue de la Tour, juste après avoir dépassé la rue de Passy. Elle vendait tous les journaux, mais aussi des livres. En fouinant, au fond de cette boutique, j'ai trouvé des éditions d'avant-guerre de chez Gallimard, et notamment de la littérature russe. Petit à petit, sur quelques mois, j'y ai acheté de nombreuses œuvres que je conserve encore sur les étagères de mes bibliothèques. La littérature russe fut pour moi une grande découverte : celle de Dostoïevski, avec ses « Souvenirs de la maison des morts », « l'Idiot », « les Possédés », « les Frères Kamarazov », « Crimes et châtiments » ; Gogol, avec « les Âmes mortes », et enfin « Guerre et paix » de Tolstoï. Sur plusieurs années, j'ai lu et relu plusieurs de ces ouvrages, qui ont toujours, de nos jours, tant de résonances et de modernité. Parmi ceux qui fréquentaient cette boutique toute modeste, il y avait parfois un grand bonhomme à la voix chaude et aux gestes calmes, devenu, à l'époque, un acteur connu et de talent, grâce au film de Marcel Carné, les « Visiteurs du soir » : Alain Cuny. Je me dois aussi de rendre justice à Hellé qui avait, dans un sens, répondu à mon goût de la lecture en me faisant cadeau d'une très belle édition reliée cuir, datant de 1893, d'une œuvre peu amusante, « le Roman de la momie » de Théophile Gautier. Je l'ai gardé jusqu'à nos jours bien que, parmi les œuvres de ce dernier, j'aie préféré son célèbre « Capitaine Fracasse » et « Mademoiselle de Maupin ». C'est cependant un livre un peu spécial à cause de la dédicace écrite par ma mère, en juillet 1941 : « *À mon petit Guy chéri à l'occasion de son certificat d'études. En souhaitant qu'il réussisse tous ses examens futurs. Ce livre avait été donné à son père en 1929, il lui revient de droit. Ton Papa n'a pas su le conserver, je suis heureuse de l'avoir retrouvé et de te le donner, garde-le précieusement, mon fils, et vite deviens un grand homme pour que ta Maman soit fière de toi, Hellé.* » Tout un programme.

Dans un second temps, mais un peu plus tard, je suis devenu un « bon » client d'une belle librairie bourgeoise, face à mon coiffeur habituel, sur la rue de l'Alboni, au haut de celle-ci, pas loin du coin de la rue Raynouard. Je fréquentais, à l'époque, le grand Lycée. Mes goûts des livres devenaient plus éclectiques et, comme j'étais fidèle et que j'aimais les belles éditions, je faisais des échanges avec une des dames de la librairie qui me voulait du bien et me vouait de la sympathie. En ce temps-là, la clientèle était limitée. Je devins ainsi non seulement amateur d'œuvres classiques publiées dans des éditions soignées, telles que celles de Cluny, mais aussi des Textes français ou des Classiques Garnier – Molière, Corneille, Racine, Voltaire, Prosper Mérimée, Alfred de Musset, etc., – ou même des ouvrages à tirage limité, avec des gravures ou illustrations, qui trônent encore dans ma bibliothèque, tels que les « Contes choisis » de Guy de Maupassant, les « Fleurs du mal » de Baudelaire, « Mimi Pinson » d'Alfred de Musset, ou « la Princesse de Clèves » de Madame de La Fayette. Bien sûr, à l'époque, les jeunes de mon âge avaient non

seulement le devoir de lire et de s'instruire, mais aussi, par manque d'autres diversions, c'était un plaisir et un passe-temps.

Droit de passage ou de refuge

Sans vraiment appartenir à un réseau de résistance, H.G. a survécu à sa manière, à Paris occupé, en attendant la libération. Il n'était pas « vichyste » et attendait la victoire comme nous. Lorsque les bombardements aériens sont devenus plus intenses, il me faisait signe et, au lieu de descendre dans la cave, nous allions sur une terrasse, au-dessus de son appartement, pour voir « prudemment » les avions bombardiers passer au-dessus de la capitale, pour bombarder, par exemple, des objectifs comme les usines Renault. H.G. me faisait remarquer que les avions anglais prenaient le risque de se faire descendre par la DCA, mais, en contrepartie, visaient d'une manière plus exacte que les forteresses volantes américaines qui lançaient leurs bombes à au moins deux mille pieds plus haut. C'est ainsi, me disait-il, qu'ils avaient pu toucher un entrepôt de munitions dans le quartier de La Chapelle, dans le nord de Paris, causant des dégâts et des morts civils qui ont fait bien évidemment la Une des journaux. C'est lui qui s'est servi d'Adèle pour que notre appartement soit un lieu de passage rapide de ressortissants français de religion juive, le sien servant pour des séjours de plus d'une nuit. Nous en avons eu un petit nombre entre 1941-1943. Nous savions par ailleurs que nous bénéficions du soutien tacite de notre agent de police, le mari de la concierge. Mais en 1942-1943, nous avons « gardé » un visiteur qui a joué un rôle dans ma vie de lycéen, car il m'a fait toucher du doigt un petit aspect de la question juive, sans qu'il se doutât lui-même de l'ampleur de l'holocauste. Chef d'une entreprise de textile, Monsieur L. s'est réfugié dans ma chambre pendant presque un an, et j'ai été son messager avec le monde extérieur, en sachant qu'il ne fallait en aucun cas mentionner à quiconque sa présence chez nous. Nous nous arrangions pour qu'il prenne l'air de temps à autre, à des moments de la journée où il ne pouvait se faire remarquer, et je l'accompagnais comme si j'étais son petit-fils. Il s'accoutrait en conséquence, mais nos sorties étaient courtes. Parfois, il allait voir H.G. En fait, il était « cloîtré » dans ma chambre où j'étais sensé toujours vivre. En réalité, je couchais dans un lit qui se trouvait dans la chambre de ma grand-mère, faisant mes devoirs et mes lectures dans la salle à manger. Ce n'était pas évident, d'autant plus que je me suis mis à jouer du piano dans le salon adjacent à ma chambre. Son secret était partagé entre Adèle, Hellé, H.G. et moi, mais c'était moi qui entretenais les relations entre lui et le reste de la maison, au cas où des voisins ou des amis se prendraient à venir nous voir à l'improviste, comme c'était habituellement le cas, car, selon une bonne tradition méditerranéenne, nous avons toujours, en ces temps difficiles, tenu maison et même table ouverte. Ce qui, avec le recul, me paraît assez comique compte tenu de notre niveau de vie assez limité. En fait, nous faisions illusion et vivions au-dessus de nos moyens. Néanmoins, faire preuve

d'hospitalité en toutes circonstances a toujours été une caractéristique de la famille.

Notre visiteur était courtois, calme, peu bavard, lisant beaucoup. Que pouvait-il faire d'autre ? Il se tenait au courant de la situation politique et m'avait chargé, chaque jour, de lui ramener une petite collection de journaux, dits collaborationnistes, comme le « Je suis partout », hebdomadaire d'avant-guerre devenu quotidien pro-nazi et violemment antijuif, y compris le journal de langue allemande, « *Die Pariser Zeitung* » que j'achetais dans ma petite boutique-librairie où je découvrais mes livres russes. Je remplissais cette mission sans faillir, et généralement avant de me rendre au Lycée. Ce qui me causa une aventure désagréable lors d'une alerte aérienne sur Paris. Dans ces cas-là, il était prévu que notre classe, comme toutes les autres, devait aller se réfugier dans un abri désigné au préalable tout près du Lycée, sur l'avenue Henri Martin. Nous devons prendre toutes nos affaires dans l'abri et ne voilà-t-il pas qu'un jour un de mes condisciples m'arrache mon cartable, l'ouvre et trouve le *Pariser Zeitung*. Un chahut s'ensuit. Je suis pris à partie par mon camarade dont les parents étaient contre les occupants, ce qui me le rendit encore plus sympathique qu'avant... mais cela risquait de devenir violent. Il me fallut quelques secondes pour me trouver une défense et la répartie qui allait calmer le jeu : « *Laissez-moi tranquille, cela ne vous regarde pas, et puis de toute façon mon père est à Londres !* » Ce fut l'une des rares fois, sinon la seule, où je me trouvais obligé d'invoquer mon père !

Ma récompense, pour lui apporter ces journaux, était d'aller tous les quinze jours à La Madeleine, chez Hédiard, lui acheter des pâtes de fruits que nous nous partagions. Monsieur L. gardait en lui sa souffrance de l'isolement, sa femme et ses deux filles étant ailleurs, en dehors de Paris, en sécurité. Il subissait, comme tant d'autres – dans la liberté d'une chambre –, les conséquences de la législation antijuive promulguée en octobre 1940. Il faisait partie de cette population française, dite « *israélite* », qui s'élevait, au moment de la défaite de la France, à deux cent vingt-cinq mille personnes, sans compter les vingt-neuf mille juifs d'Alsace et Lorraine.⁸⁵ En outre, il fallait savoir que près de trois cent trente mille ressortissants français de religion israélite avaient été recensés en Afrique du Nord – Algérie, Tunisie et Maroc. Nous avons pu ensemble engager des conversations autour de ce sujet. Il avait été profondément meurtri par la propagande antijuive des années précédant la guerre et que l'Occupation amplifia. Il fallait « combattre le péril juif » en s'abonnant au Cahier Jaune, publié toutes les quinzaines. Une grande revue mensuelle de l'Institut d'Étude des Questions Juives était aussi lancée, de même que des éditions d'enfants de bandes dessinées, sur les « Youpins », voulant nous faire croire que « *... Tout petit Youpino voulait les jouets de ses jeunes camarades et quand il devenait plus grand et plus fort, il cafardait à l'école pour se faire bien voir, parce qu'il était juif... et plus tard et plus vieux,*

⁸⁵ Les faits, chiffres, et déclarations ci-contre et suivantes proviennent des Archives Nationales AN 72/AJ/260 et 266.

il trichait et faisait toutes sortes de combinaisons pour se faire réformer du service militaire, pour faire des affaires, pour acheter des politiciens véreux, etc. » Ni lui ni moi n'avions su que de l'autre côté du pont, face à « notre » chambre, du 12 juillet jusqu'au 15-16 juillet 1942, vingt-huit mille hommes, femmes et enfants avaient été emmenés, par la police française, de chez eux au Vélodrome d'Hiver. Hommes, femmes et enfants avaient été séparés. Le « Vel d'Hiv » allait devenir l'un des points de rassemblement vers le Camp de Drancy, puis ceux de la mort, en Allemagne. C'est horrifant de savoir qu'un tel évènement s'était déroulé tout près de chez nous ! Monsieur L. avait échappé au ramassage sans imaginer ce qui se passait à Drancy et partout en France, ni sans rien connaître des camps de la mort. Il était cependant tout à fait au courant de l'ampleur de la propagande antijuive, et se doutait bien des mesures et opérations préventives et punitives prises par le commandement militaire, en France, pour lutter contre le sabotage. La presse collaborationniste avait dû mentionner l'échange de congratulations, le 16 avril 1943, sur « *les principes de coopération étroite entre la police allemande et la police française contre les forces que nous considérons comme des ennemis communs* », entre le Secrétaire Général de la police, René Bousquet, et le général Auberge, commandant supérieur de la police et des S.S., successeur de l'horrible Général Heydrich dont il avait été l'adjoint jusqu'à son assassinat par la résistance tchèque. En revanche, il n'a pas dû lire que, ce même 16 avril, René Bousquet rendait hommage au prédécesseur de Oberg et se félicitait que « *nous ayons pu travailler avec franchise et avec efficacité et étroitement dans l'intérêt de nos deux pays et de nos deux polices dans les domaines où elles ont à lutter contre des adversaires communs et notamment en matière de répression terroriste.* » Donc contre la Résistance ! René Bousquet, futur haut fonctionnaire de la Quatrième République et « relation amicale » de François Mitterrand, tenait à ajouter que la tâche devenait de plus en plus difficile depuis que nous devons couvrir l'ensemble du territoire « libre » et « occupé » et depuis que la police française se souciait de l'insuffisance de l'armement et des « *conditions psychologiques résultant de la situation nouvelle de l'agression anglo-américaine en Afrique du Nord...* » Cela, ajoutait Bousquet, ne nous empêchera pas de lutter « *comme vous contre les terroristes, les communistes, les juifs, les gaullistes et les agents de l'étranger.* » Bien entendu, avoir caché « chez nous » un de ceux, parmi des milliers, recherchés avec tellement de haine, a créé une complicité entre lui et moi... Il me parlait de la politique, des affaires internes et externes dont il prenait connaissance dans les journaux. J'étais loin de tout comprendre. Le *Pariser Zeitung*, qu'il tenait à lire tous les jours, était un quotidien allemand qui diffusait des nouvelles d'Allemagne et le message nazi. Il lisait aussi, parfois, les fameux organes de droite et d'extrême-droite dont la publication s'est poursuivie après la défaite. J'avais déjà un intérêt pour la politique, Monsieur L. m'a, en quelque sorte, initié aux intrigues de la vie intellectuelle française de l'avant-guerre, prémonitoires de celles durant l'Occupation. Il était

scandalisé par l'importance du journal « *Je suis partout* » dont le rédacteur en chef, Robert Brasillach, un ancien élève de l'École Normale Supérieure, s'était fait la main dans la presse et l'action politique, bien avant la guerre, en collaborant avec le mouvement et organe de presse nationaliste, royaliste et raciste de l'Action Française, tout en étant un critique très fin et très apprécié de la plupart des intellectuels d'avant-guerre. Monsieur L. se souvenait de l'engouement, de l'exaltation devant les nuits de parades aux flambeaux, de Nuremberg, dans l'Allemagne nazie, auxquelles Brasillach avait assisté. Il m'a appris à connaître un peu l'intellectuel percutant, le critique féroce, outrancier et sans pitié envers ceux qui n'étaient pas de son avis : antijuif, antifrancs-maçons, antisocialiste et bien entendu anticomuniste et contre la résistance. Il ne m'a jamais encouragé à le lire. C'est plus tard, après la libération de Paris, lorsqu'il fut arrêté, jugé et condamné à mort, puis fusillé, que se posera une foule de problèmes de principes et de morale. Par ailleurs, Monsieur L. m'avait fait part de sa tristesse de voir un autre critique et romancier, encore plus doué, plus fin, dont il appréciait beaucoup les romans, suivre le même chemin : Drieu La Rochelle. Il me conseilla un jour de lire le « Feu follet » et « Gilles ».

Comme l'écrit Herbert R. Lottman, un très bon historien américain, dans son livre intitulé « la Rive Gauche »⁸⁶, les intellectuels fascistes, comme ceux que je viens de citer, ont préféré vivre à Paris, car « *ils y sentaient leurs prises de position mieux définies et défendues* » qu'à Vichy. Un fait, que j'ai appris bien plus tard et que ne pouvait savoir Monsieur L., est le rôle pour autant assez particulier de Drieu La Rochelle qui chercha, coûte que coûte, à préserver la qualité, la tenue et l'esprit de la fameuse revue des éditions Gallimard, la NRF – *La Nouvelle Revue Française* – dont il avait pris la direction –, Gaston Gallimard s'étant replié dans le sud de la France d'où il poursuivait les activités de sa maison d'édition. Elle avait été lancée entre les deux guerres. Monsieur L. lisait la NRF, que je lui achetais aussi, sans savoir que le rédacteur en chef d'avant-guerre, que Drieu respectait beaucoup et dont il avait besoin, avait été officiellement maintenu dans ses fonctions. Pendant toute la guerre, Jean Paulhan ne joua jamais le jeu de l'Occupation ni de Vichy, mais préserva l'esprit des intellectuels, dits de gauche, et donc de la résistance. Drieu le savait, mais protégea Paulhan pour qu'il ne soit pas arrêté. Drieu avait d'ailleurs lui-même son protecteur et en quelque sorte mentor, je crois même son parrain, en la personne d'André Malraux qui chercha à le sauver au lendemain de la libération. Mais Drieu n'a pas suivi ses conseils et préféra une fin plus noble, celle du suicide. Nous savons que Malraux avait fait la guerre d'Espagne du côté des républicains, sur laquelle il écrivit son fameux roman, publié chez Gallimard, « l'Espoir ». Pendant que Malraux se trouvait du côté de la République, Brasillach, lui, était du côté de Franco et publiait le « Siège de l'Alcazar », l'histoire d'une bataille de l'insurrection royaliste contre les républicains. Ainsi que l'a si bien analysé Herbert R.

⁸⁶ Voir note 88.

Lottman, célèbre en France par sa biographie sur Camus, on ne peut comprendre la France d'entre les deux guerres et de l'après 1945, sans insister sur la division profonde gauche-droite.⁸⁷ Si nos amis anglais le comprenaient, nos amis américains simplifieraient trop vite : qui dit gauche, dit marxiste léniniste, stalinien et socialiste, ils sont tous pareils. Avant la guerre, Malraux et Gide visitent l'Union Soviétique ; Brasillach, lui, et beaucoup d'autres, se rendait à Berlin pour rencontrer Otto Abetz, Goebbels, et Hitler. Il consolidait la position de « *Je suis partout* », que nous connaissons. Une certaine opinion américaine majoritaire ne voyait rien de mal à ses visites, comme Charles Lindbergh ou Joe Kennedy, le père de John F. Kennedy, ambassadeur de Roosevelt à Londres. Le mal était davantage à Moscou qu'à Berlin. Et puis, complication supplémentaire, les Soviets – pour gagner du temps et prendre une partie de la Pologne – s'alliaient aux fascistes : c'était à ne rien comprendre...

Ce qui m'a attristé le plus, au lendemain de la guerre, c'est de ne plus jamais avoir de nouvelles de Monsieur L. qui, un jour de 1943, a quitté notre appartement comme il était venu. S'il a survécu à l'après-guerre, qu'a-t-il pensé en apprenant l'acquiescement de Bousquet par la Haute Cour, en 1949, conséquemment à son soutien, en diverses occasions, à la résistance et au fait qu'il n'avait pas accompli « *d'actes de nature à nuire à la défense nationale...* » ? Après avoir poursuivi sa carrière de haut fonctionnaire, Bousquet⁸⁸ a été poursuivi pour crime contre l'humanité, le 1^{er} mars 1991, notamment pour des arrestations et séquestrations arbitraires à l'encontre d'individus apatrides ou d'étrangers d'origine juive. Il ne sera pas jugé : l'action contre lui s'étant éteinte à la suite de son assassinat, le 8 juillet 1993, par Christian Didier, né en 1944, écrivain et poète, mythomane, non publié ou mal publié, se faisant imprimer à compte d'auteur.

Mes brèves conversations avec notre invité caché ont été un épisode important pour le jeune garçon que j'étais. Grâce à lui, j'ai compris bien des choses après la fin de la guerre. J'ai appris à raisonner, à me poser des questions. Je me rendais compte que jusqu'à la présence oh ! combien discrète de notre invité, nous vivions au Quai de Passy en demi-teinte, si l'on peut dire, comme si nous voulions rester repliés sur nous-mêmes. Aussi n'est-il pas étonnant de ne pouvoir, par exemple, évoquer ou avoir entendu les deux femmes qui m'entouraient parler ensemble ou avec moi de la question juive. Nous n'étions pas des résistants ni des collaborateurs. Étions-nous neutres ?

⁸⁷ Herbert R. Lottman, connu en France par sa biographie sur Camus, devrait être aussi admiré et apprécié par son « *The Left Bank* » (Boston, 1982) sur les écrivains, les artistes et la vie politique de la France du Front Populaire à la Guerre Froide.

⁸⁸ Le livre de Patrick Péan « Une jeunesse française, François Mitterrand 1934-1947 » (Fayard 1994) a fait sensation en insistant sur les relations amicales entre Mitterrand et Bousquet. Mitterrand aurait affirmé que Bousquet n'était pas un « *Vichyssois fanatique comme on l'a présenté... C'était un homme d'une carrure exceptionnelle. Je l'ai trouvé plutôt sympathique, direct, presque brutal. Je le voyais avec plaisir. Il n'avait rien à voir avec ce qu'on a pu dire de lui.* »

Non, nous attendions la victoire des Alliés, mais nous nous contentions de survivre... Hellé ne se mêlait pas des initiatives de sa mère, elle avait d'autres priorités. Elle avait son travail et ses sorties, comme une vraie gamine. Constamment « amoureuse », elle avait des amants et elle aimait en avoir, sans aucun scrupule, sans timidité, tout en donnant l'impression d'une certaine fragilité. Sans cela, comment pourrions-nous expliquer l'aventure qu'elle a eue avec Charles, le neveu de Georges, mon père, le fils de la sœur aînée de mon père, Virginie, ma tante. Hellé avait connu Charles avant notre retour à Paris, en 1937, lorsqu'elle avait été, de Liège, visitée l'Exposition Universelle. Dès notre réinstallation dans la capitale, elle m'a emmené rendre visite à ma tante, qui habitait près des Grands Boulevards, rue Bergère, je crois. Virginie avait près de cinq ans de plus que mon père, donc près de soixante-douze ans. Ses cheveux étaient tout blancs sur un beau et bon visage. Pendant une certaine période, nous avons pris l'habitude de lui rendre visite le dimanche. J'y allais avec plaisir, par gourmandise surtout, car son fils Charles faisait des brioches de toute beauté, grosses et onctueuses. Il aimait faire la cuisine, surtout la pâtisserie. Ressemblait-il à son oncle, mon père ? Peut-être. Comme lui, il avait un grand front, des yeux perçants, noirs et des cheveux noirs peu abondants. D'une belle prestance, il était relativement jeune, de quelques années plus âgé que ma mère qui avait, en 1939, trente-quatre ans. En dehors des brioches, je ne puis dire que Charles m'ait apporté grand-chose, ni Virginie non plus, sinon le sentiment d'avoir une famille de l'autre côté, celle d'où provenait mon père, mais une famille typiquement des bords de la Méditerranée orientale. Française de naissance et par son mariage, Virginie était veuve d'un certain Monsieur Jacovides. Sous l'Occupation, Charles a dû choisir entre se porter volontaire ou risquer d'être affecté par les Allemands au *Service du Travail Obligatoire*.⁸⁹ Le STO avait d'abord été institué pour les jeunes ayant eu vingt ans en 1939, 1940 et 1941. Puis les ouvriers sans travail avaient été invités à se porter volontaires, au début de 1941, pour travailler en Allemagne, attirés par de hauts salaires, des primes d'éloignement, une garantie de réemploi à leur retour en France, et des avantages sociaux. Enfin, en contrepartie de ces engagements volontaires, les Allemands faisaient miroiter la libération de prisonniers militaires français. Ce système de volontariat n'a pas répondu aux espoirs et plans des nazis, et le besoin de main-d'œuvre devenant impératif, en Allemagne, une loi vichyste du 4 septembre 1942 rendit obligatoire la répartition de la main-d'œuvre « par voie d'autorité » en vue de « l'intérêt supérieur de la nation ». Un décret du 19 septembre obligeait donc tout ressortissant français, sans emploi régulier ou correspondant à moins de trente heures par semaine, à se déclarer pour le STO – hommes de dix-huit à cinquante ans et femmes célibataires de vingt et un à trente-cinq ans. Charles fera très vite son choix. Ne voulant pas être parmi les cinq cent mille travailleurs requis par les Allemands, il préféra se cacher et entrer dans la Résistance. C'est du reste l'instauration du STO qui démontra,

⁸⁹ Archives Nationales STO 72/AJ 255.

d'une manière décisive, aux Français, les véritables intentions des Allemands, comme celles des autorités de Vichy. Ce fut un tournant pour le mouvement de Résistance en France. Le STO devenant l'acte le plus détesté du régime de Vichy et des occupants, il eut pour conséquence de renforcer ses forces. Ainsi, alors que cent soixante-dix mille hommes nés, par exemple, en 1920-1922, avaient quitté la France pour l'Allemagne, il y en avait deux cent mille qui auraient dû les rejoindre, mais qui, au contraire, disparurent dans la nature.⁹⁰ La police française répugnera vite à engager une chasse aux « STO » qui ne répondaient pas à l'appel ou à ceux qui s'étaient évadés de leur camp de travail. Charles ne reviendra pas de la Résistance. Il mourra d'un cancer, ce qui affecta beaucoup Hellé. C'est du reste ainsi que je me suis rendu compte combien elle semblait avoir tenu à lui. Quant à Virginie, elle disparut aussi de notre vie. Avait-elle été prise dans une rafle ? Selon des recherches dans le fichier installé depuis peu aux Archives Nationales et à celles du Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), sur les déportés juifs et le centre des déportés, il m'a été affirmé que Jacovides n'est pas un nom juif. Mais cette relation passagère avec des membres de ma famille montre une fois de plus combien leur histoire était raturée. J'aurais pu m'entendre dire – puisque je l'avais connue – que ma tante était décédée de maladie ou de mort naturelle... Non, rien, le vide total. Pourtant, c'est probablement ce qui s'est produit. Que Charles et Hellé se soient plu, était-ce inévitable ? Oui, pourquoi pas ? Hellé se considérait définitivement séparée de Georges, guerre ou pas guerre. Qu'ils soient devenus amants ne m'a donc pas autrement choqué. Par contre, ce qui m'a fait beaucoup de peine, et enfin profondément meurtri – j'en parle, je crois, pour la première fois –, c'est que ma mère se soit affichée avec un Allemand, venu la chercher, un soir : un « monsieur » très poli, en complet gris, blond, âgé d'une quarantaine d'années. Un civil auquel j'ai eu le malheur d'ouvrir la porte et de faire entrer dans notre vestibule. Était-ce vraiment nécessaire ? Était-ce une façon d'affirmer son entière liberté, puisque, après tout, sa mère et son fils dépendaient de son travail. Adèle en a souffert. Pour ma part, ce fut une profonde déception ! Même si ce n'était pas une vraie aventure, un simple rendez-vous, sans plus.

Hellé manquait de la fougue et de cette conviction de ma grand-mère que les Allemands, au bout du compte, se feraient battre. Les Français devront boire leur honte d'avoir si vite abandonné leurs alliés anglais et d'avoir accepté si facilement la défaite, jusqu'au point, pour nombreux d'entre eux appartenant à l'Establishment et à l'intelligentsia, d'aller jusqu'à trahir cette idée de notre pays si chère à un De Gaulle, à un Jean Moulin ou à un Vercors. Hellé aurait sans doute répliqué à mes critiques que, comme des milliers de Parisiens, elle n'avait eu, en 1940, aucun autre choix que d'accepter l'irréparable et de

⁹⁰ Parmi les meilleurs livres sur cette période, voir Robert O. Paxton, "*Vichy France, the Old Guard and New Order*", 1940-1944, Columbia University Press, New York, 1972 and Michael R. Maurus and Robert O. Paxton, *Vichy, France and the Jews*, Schocken Books, New York, 1983.

vivre. Toutes se sont mises à travailler : les épouses des prisonniers en Allemagne et leurs mères. Ceux qui avaient pu s'échapper de l'emprisonnement et des camps de prisonniers, ouvriers, instituteurs, ingénieurs, fonctionnaires, artistes se sont mis aussi à s'affairer pour survivre. Un des nombreux visages de la France sous l'Occupation et sous Pétain. Finalement, le drame de la France occupée peut se résumer en trois points :

- Tous les beaux restes de la puissance économique, industrielle et agricole d'avant-guerre, en commençant par les usines Renault, ont été obligatoirement exploités au bénéfice de la population et de l'économie allemande ;
- Les profiteurs et collaborationnistes étaient beaucoup trop nombreux par rapport aux premiers résistants passifs ou actifs. Ces derniers ont trop souvent joué le double jeu et ont trop lentement commencé à résister, en particulier à partir du moment où l'Allemagne a envahi l'Union Soviétique ou de l'attaque par le Japon de Pearl Harbor qui a enfin précipité les États-Unis dans une guerre sur les deux fronts. Mais on ne peut en fin de compte blâmer tous ceux et celles qui ont cherché par tous les moyens à passer au travers de l'Occupation en cherchant à vivre, certains à survivre, le plus « normalement » possible, compte tenu des circonstances. Seuls sont à condamner ceux et celles qui se sont affichés avec l'occupant, ceux et celles qui se sont tus devant les crimes de guerre, qui ont participé aux atrocités de l'Occupation et aux ignominies des Laval, Doriot, Bonnard, Bousquet, Papon et consorts.
- La crise intellectuelle et sociale qui a ébranlé la société française dans ses racines les plus profondes, au cours de l'entre-deux-guerres, explique en partie les errements sous Vichy. À la suite du « faux » armistice, épouses et mères des prisonniers en Allemagne ont dû travailler ; les ouvriers, de retour chez eux ou ayant échappé aux camps de prisonniers, se sont retrouvés à l'usine ; et puis a suivi, pour les plus jeunes et les mieux portants, le travail obligatoire. Journalistes, artistes, intellectuels, universitaires, professeurs, fonctionnaires devaient survivre en territoire occupé. Mais tous ceux qui ont joué la carte de Vichy, ou pire, celle des nazis, ont fait preuve de lâcheté, de cupidité et d'avidité pour le pouvoir, et, dans le cas de certains intellectuels, d'abandon à des fantasmes en faveur d'une éphémère union entre la France et le national-socialisme allemand.

VII

Bientôt la libération

La guerre pour la paix...

Au début de l'année 1942, nous espérions de toutes nos forces le départ des Allemands et la victoire totale des Alliés. Convaincus qu'Hitler ne pouvait gagner, nous n'étions pas du tout influencés par la propagande de Vichy et des « collaborateurs ». Non seulement cette conviction m'a marqué, enfant, puis adolescent, mais elle a intimement influencé ce qui allait devenir ma « conscience politique ». Après l'invasion, en juin 1941, par les troupes du Reich, de l'Union Soviétique, ma petite famille et nos amis proches réalisent que l'Angleterre, sur laquelle pesait tout le poids de la guerre, ne serait plus seule. Nous n'avions pas beaucoup de détails, sinon aucun : les informations étaient passées au peigne fin par la presse et la propagande nazie et vichyste, mais les événements allaient devenir inexorables. L'attaque de Pearl Harbor, en décembre, à Hawaï, par les sous-marins et avions japonais, précipite les États-Unis dans la guerre contre l'axe Tokyo, Berlin et Rome. La machine militaire américaine allait progressivement se mettre en place et forcer méthodiquement la fin du nazisme, en coopération avec les autres puissances alliées et avant tout l'armée soviétique.

Les hivers 1941 et 1942 sont marqués par la résistance forcenée des Russes, devant Leningrad (Saint Petersburg), Stalingrad (Volgograd) et Moscou. Les forces de Rommel, victorieuses jusqu'ici en Afrique du Nord, et proches de la frontière égyptienne, allaient être arrêtées une bonne fois pour toute, grâce à la victoire d'El Alamein. En Tripolitaine, cette belle et dure victoire donne l'avantage aux armées du Général Montgomery, avec un support important de troupes du Commonwealth et d'éléments français – ces derniers démontrant leur courage et leur volonté en faisant leur jonction avec les Anglais, en Cyrénaïque, arrivant du Tchad ; ils allaient former les premiers éléments de la future et célèbre 2^e division blindée du Général Leclerc.

L'opération, dite « Torch », est la première opération de débarquement amphibie des Américains, qui a lieu le 24 novembre 1942 en Afrique du Nord. Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, tous territoires sous obédience vichyste, sont « libérés » par les troupes américaines – alors que dans le Pacifique, les États-Unis ont la tâche de contenir le déferlement japonais et de reconquérir progressivement, île par île, tous les territoires conquis par les troupes de l'Empereur Hiro Hito. Cette opération américaine servira d'abord à exposer pour la première fois à la guerre les troupes américaines formées, pour la

majorité, d'appelés. Ensuite, elle établira des têtes de ponts pour affronter les troupes de Rommel en Tunisie, les expulser de l'Afrique du Nord, et préparer, en 1943, un premier front en Europe, d'abord par la Sicile, ensuite à Naples et le sud de l'Italie, puis, en 1944, à Saint-Tropez et sur la Riviera Française. Sans parler du GRAND projet en Normandie.

L'entrée en guerre des Américains a deux conséquences immédiates. L'une, l'invasion par les Allemands et leur contrôle de toute la zone non occupée. L'État français et le gouvernement du Maréchal Pétain sont encore plus que jamais sous la coupe des nazis. L'autre permettra au Général de Gaulle d'affirmer sa détermination de consolider et pérenniser la France Libre et la Résistance, puis de déstabiliser le régime de Vichy. Son objectif : créer en territoire « français », c'est-à-dire à Alger, un Comité français de libération nationale sous sa présidence, représentatif des forces du combat pour la liberté et la libération. En dépit des efforts de Roosevelt de se débarrasser de celui qu'il considérait comme un « dictateur », qu'il voulait expédier comme gouverneur à Madagascar et remplacer par un Général Giraud ou un Catroux bien plus accommodants vis-à-vis des Américains,⁹¹ ce comité est constitué dans le courant de 1943, puis formellement reconnu le 26 août par les Anglais, les Soviétiques et les Américains. Il faut ajouter que Charles de Gaulle a manœuvré admirablement bien pour mobiliser la France Libre en Afrique du Nord, en visitant la Tunisie et le Maroc et en s'installant en territoire français, à Alger. Par ses contacts avec le Bey de Tunis et le Sultan du Maroc, et sa présence à Alger, par son obstination devant les deux grands leaders anglais et américain, il surmonte toutes les difficultés et les chausse-trappes accumulées devant lui. Par ses appels, il fascine, il convainc, il rallie les foules qu'il harangue. Le 14 juillet 1943, comme De Gaulle l'écrit dans ses mémoires,⁹² « ... c'est Alger, capitale de l'Empire et de la France combattante qui offrit la démonstration de la renaissance de l'État et de l'unité nationale recouvrée... En saluant les troupes qui défilaient, je voyais en une sorte de flamme monter vers moi leur immense désir de prendre part aux prochaines batailles... Ainsi donc, déclarai-je [devant la foule innombrable], après trois années d'indicibles épreuves, le peuple français reparaît. Il reparaît en masse, rassemblé, enthousiaste, sous les plis de son drapeau. Mais cette fois, il reparaît uni. Et l'union

⁹¹ Il faut lire dans le « De Gaulle » (tome I) de Jean Lacouture (le Seuil Paris, 1984) toute cette histoire grotesque et irréaliste, mais hélas ! vraie, qui mit en danger Charles de Gaulle par suite des projets des États-Unis de « libérer » tous les territoires occupés par les Allemands et d'y installer « provisoirement » une administration sous contrôle américain (AMGOT) en préparation d'élections ou de réinstallation d'institutions « démocratiques ». L'idée que la France Libre et son chef puissent prendre la suite en toute légitimité était impensable pour les Américains et notamment pour F.D. Roosevelt qui avait même convaincu son ami Winston Churchill « d'éliminer de Gaulle ». L'adresse et la présence du chef de la France Libre et, il faut le souligner, le soutien au sein du cabinet anglais du Vice Premier Ministre, Clément Attlee, et du ministre des Affaires étrangères, Antony Eden, ont été déterminants pour empêcher Winston Churchill de « faire la plus grosse bourde de sa carrière ».

⁹² Page 153, « Les Mémoires de Guerre », tome 2, « L'unité 1942-1944 », Livre de Poche, Plon 1956.

que la capitale de l'Empire prouve, aujourd'hui, d'une éclatante manière, c'est la même que prouveront, demain, toutes nos villes et tous nos villages dès qu'ils auront été arrachés à l'ennemi et à ses serviteurs... »

À mesure que la France était libérée, de Gaulle et ses amis tenaient à insister sur le fait qu'une masse de Français avait résisté pendant l'Occupation et que les mesures prises par Vichy avaient été « imposé par l'occupant nazi ». Ce fut un grand lavage de cerveau. Pourquoi ? Par honte de la réalité ? Les recherches pendant et surtout après la libération donnaient le chiffre de près de quarante mille résistants au cours des deux premières années de l'Occupation. La Résistance proprement organisée, celle des mouvements de tous bords politiques et des réseaux, n'a pas dépassé deux cent cinquante cartes de membres. Il y avait aussi la « politique » : ne pas faire éclater la France en plusieurs groupes disparates ; recréer une unité autour, bien sûr, du Chef de la France Libre ; punir certes les pires personnages de l'Occupation, mais savoir préserver le fonds, la substance de la France profonde, avec sa vieille et longue histoire et civilisation, ses traditions républicaines et patriotiques ; s'entourer de tous ceux qui ont résisté, mais ne pas rejeter ceux qui se sont « trompés ». La réalité a été dure à accepter et les Français et Françaises avaient un long chemin à remonter. À partir de 1943, nombreux sont ceux qui ont senti le vent tourner et se sont empressés de se porter volontaires et de soutenir la Résistance. Vu de notre petit observatoire, nous en étions conscients. Nous le comprenions aussi en ce qui concerne tous ceux qui, tout d'un coup, se sont rendu compte de l'existence ou de la présence dans leur propre famille, au lieu de travail, au milieu de leurs connaissances, chez leur curé, ou leur pasteur, qu'il existait ce petit nombre qui leur a permis, pendant les premières années de l'Occupation et de Vichy, de ne pas perdre leur âme et leur honneur. Mais combien peu réconfortant fut-il de constater, avec tristesse et dérision, même avec dégoût, que des collaborationnistes étaient devenus tout d'un coup « résistants » peu de temps avant la libération de Paris, retournant ainsi facilement et lâchement leur veste.⁹³

N'est-il pas vrai que notre « Mémoire » nous a joué des tours pendables. Dans un survol de «cette mémoire » entre les événements de l'immédiate

⁹³ Les archives sur cette période sont de plus en plus importantes, y compris une masse de publications en toutes langues. Les bibliothèques, dans les Universités américaines, sont particulièrement riches et rassemblent des sources en provenance de France. Elles rectifient la vérité n'en déplaise à certains. Elles démystifient ce que nous avons un moment cru, à savoir que Pétain jouait le double jeu entre Allemands et Anglais et le « méchant » était Laval, pro nazi au même titre que l'infâme ex-socialiste Doriot. On voulait minimiser le fait que Vichy et les pétainistes aient voulu avoir leur revanche sur Léon Blum et le Front Populaire. Pire encore, à mes yeux, au lendemain de la guerre jusqu'à aujourd'hui, il y avait une volonté d'oublier, de rayer quatre années de l'Histoire de la France. Heureusement, depuis 1970 et en particulier des ouvrages comme celui de Robert Paxton, « La France de Vichy », traduit en 1973, ou celui, traduit en 1968, de l'allemand de E. Jackel, « la France dans l'Europe d'Hitler », sur la base d'archives allemandes, ou enfin le merveilleux film de Marcel Ophuls (le fils du cinéaste autrichien Max Ophuls) et son « Le Chagrin et la pitié » (1970) ont rectifié cette fausse mythologie cocardière et mensongère.

avant-guerre, puis de la guerre et de la défaite, de la collaboration, de la fin et de l'après-guerre, plus précisément de l'après collaboration et de l'après Shoah, nous nous sommes trouvés confrontés à une foule de difficultés eu égard aux acteurs qui nous ont entourés, aux personnages qui nous ont influencés. Quels paradoxes, quelles contradictions entre les différents événements et surtout dans leur interprétation ! Quand nous relisons les paroles de notre premier résistant, n'éprouvons-nous pas un besoin d'oublier, de biffer la Mémoire pour pouvoir assurer une plus grande union dans nos divisions !? Pour consolider notre pays et son peuple. Quitte à accepter de ne pas poursuivre ni punir, la mémoire s'ajuste en conséquence. Tout au moins, c'est ce qui s'est passé. Par exemple, la Paix signée, nos dirigeants, dans leur ensemble, ont préféré assumer, quelles qu'en soient les suites et les conséquences, les aventures indochinoises et surtout algériennes.

Le Quai de Passy à l'orée de la libération

À la maison, nous sentions que les événements allaient dans le bon sens. Néanmoins, ma grand-mère nous engageait à vivre avec prudence. L'inquiétude l'a toujours rongée et elle affirmait perpétuellement : « *pour être heureux, de grâce, vivons cachés.* » J'ajouterais : ne parlons pas trop, soyons discrets. Nous pouvions comprendre cela dans l'ambiance de l'Occupation et de la guerre. Plus tard ce sera bien difficile. De vivre dans la crainte et l'incertitude ne seront jamais mon mode de vie en tant qu'adulte, pour la bonne raison que « Mémé » avait trop vécu ainsi. La vie l'avait meurtrie et sa fin de vie n'a pas été meilleure. J'avoue avoir par moments de l'angoisse et des inquiétudes, notamment pour ceux que j'aime et qui me sont proches – cela ne me semble pas anormal –, mais j'arrive à les surmonter par un besoin constant d'activités et un regain d'énergie. En tout cas, à Paris, sous l'Occupation, les sujets d'inquiétudes ne manquaient pas pour les « grands », et, pour les « petits », la gamme de joies ou de distractions était assez limitée. En rentrant de l'école, les moments de détetes étaient lassants. Nous nous amusions en groupe, au retour de l'école, en flânant et gambergeant. Mais le quartier du XVI^e n'était pas l'endroit idéal pour se distraire à l'instar du V^e ou du III^e ou bien du XX^e et du VIII^e. Rue de Passy, il y avait un cinéma et des magasins d'alimentation et de produits divers. Rien n'était plus plaisant pour moi, lorsque j'eus treize, quatorze ans, de longer la Seine, sur la rive droite, vers l'avenue d'Iéna, de bifurquer vers les jardins du Trocadéro et aller sur l'esplanade admirer le spectacle, surtout sur la Seine et autour de la Tour Eiffel. Puis, m'aventurant un peu plus, prendre l'avenue Kléber ou celle d'Iéna et me rendre aux Champs Élysée. L'attraction majeure était le cinématographe ! Il faut ajouter qu'entre 1940 et 1945, comparé aux années qui suivront, il y avait bien moins de monde et de circulation. Le vélo et toutes les formes de cycles étaient les rois, avec de sales camions, camionnettes et voitures et leur fameux gazogène qui puait, mais aussi quelques voitures officielles ou privées. À la

maison, il n'y avait pas de « télé » mais la radio et la lecture. La radio, c'était bien sûr les nouvelles : les « officielles » et la propagande, Radio Paris et Jean Hérold Paquis ; la BBC, la France Libre avec les voix de Maurice Schuman et de Pierre Dac, et les messages, dits personnels, pour la Résistance. C'était aussi la musique classique. Hellé était plus proche de ce qui plaisait au public, et aux jeunes en particulier. Aussi étrangement que cela puisse paraître, Paris et son public étaient toujours séduits par les rengaines d'avant-guerre, notamment celles de Piaf ou de Damia, par les succès des « musicaux » américains et surtout par cet appel d'air venant des États-Unis, celui du jazz et de ce qui est devenu la mode « Swing ». En 1940, 1941, on était « *swing* », on était « *zazou* » dans Paris occupé. Les « jeunes » garçons s'habillaient avec un veston ample et des chaussures renforcées, de petites cravates étroites avec un tout petit nœud ; portaient une moustache à la Clark Gable et surtout avaient d'horribles cheveux gominés, tirés en arrière et gonflés sur le devant. Les filles, elles, avaient de grosses chaussures « *lourdes et plates et des cheveux poisseux exagérément longs* ». On était tous swing, tous zazous, fréquentant les salles de concert aussi connues que la salle Gaveau, pour écouter du jazz qui, aussi curieusement que cela paraisse, n'était pas censuré. Le Hot Club de France et son secrétaire général, Charles Delaunay, organisaient des festivals avec la guitare de Django Reinhardt – « ce gitan sans culture » comme la presse des collaborateurs le nommait –, avec des Hubert Rostaing et Alix Combelle. Ceci ne plaisait pas à tout le monde et comme les temps étaient durs – c'est le moins que l'on puisse dire ! – on s'habillait comme on pouvait, les jeunes en particulier. Du reste, Vichy prit des résolutions pour permettre au « comité d'organisation du vêtement » d'inciter les Français à échanger deux complets usagers contre un « costume national », bleu, noir ou gris ! Ce qui leur permettait d'économiser des coupons de rationnement de textile et ainsi pouvoir contrer l'image de ces jeunes « *sans éducation, images de notre décadence face aux autorités allemandes*. » Ces « *pitres gouailleurs* », selon le ministre de Pétain de l'éducation nationale, Abel Bonnard, sont « *des prétentieusement raisonneurs, des plaisantins de mauvais aloi, incapables de gaieté et de sérieux, derniers restes d'une société*. » Une société, ajoutait-on, puisant ses modèles dans le comédien Jean Marais, aux cheveux décolorés, et reflétant une « jeunesse dévirilisée ». En tout cas, si les zazous étaient considérés par beaucoup, autour de nous, comme des « phénomènes », ils ne nous gênaient pas du tout. Jean Marais, protégé et ami de Jean Cocteau, devint bel et bien une des grandes vedettes du cinéma et du théâtre de l'Occupation et de la libération.⁹⁴ Il devint aussi la coqueluche des filles, comme j'ai pu le constater lorsque j'allais, vers 1945-1946, au Racing Club de France pour jouer au tennis et passer quelque temps à la piscine. Par contre, si Jean Cocteau a eu le tort, au début de l'Occupation, d'entretenir quelques « bons » rapports avec des responsables, cela n'a pas vraiment duré. Ses relations avec

⁹⁴ Voir page 351, « La Comédie Française sous l'Occupation », par Marie-Agnès Joubert, Paris Tallandier, 1998.

Jean Marais n'étant pas conformes à la nouvelle moralité française, ils seront vite persécutés par les partis d'extrême-droite, notamment par le parti de Doriot, le PPF – parti populaire français. Une scène célèbre du « Dernier Métro », film de François Truffaut, montre un acteur personnifiant Jean Marais giflant un chroniqueur « collabo ». C'est Jean Marais qui gifle et Alain Lambreaux qui reçoit : évènement authentique, Lambreaux ayant diffamé Cocteau dans l'organe de propagande provichyste et de la révolution nationale, « *Je suis partout* », de Brasillach. Il faut ajouter que Lambreaux se félicitait de l'interdiction des représentations « sacrilèges » d'Andromaque, « spectacle pédérastique » qui est un des premiers succès de théâtre de Jean Marais, qui tenait à défendre ses rapports avec le poète et l'homme de théâtre. En outre, lors de sa première prestation à la Comédie-Française, dans Andromaque, Marais est conspué par des éléments de la LVF – Légion des Volontaires Français –, ayant participé aux combats en Union Soviétique aux côtés de bataillons S.S., et par des éléments du PPF. Sur Radio Paris, Philippe Henriot, un des « grands » chroniqueurs de l'époque, avec Jean Hérold Paquis, proclame que « *les poses plastiques prises par M. Marais et M. Cuny – celui que j'avais remarqué chez le libraire-marchand de journaux que je fréquentais lorsque j'achetais mes livres russes –, dans Andromaque, nuisent plus à la France que les bombes anglaises.* »⁹⁵ Ceci pour insister sur le sort de ceux qui ont voulu poursuivre leur métier tout en prenant des risques. Nombreux se sont pris au jeu des occupants, mais pour d'autres, ce fut une longue galère. Par exemple, Harry Baur, le grand acteur de Volpone, pièce de Ben Johnson, dans le film sur un scénario de Jules Romains, « accusé » d'être juif par l'horrible Lambreaux. En réalité, il était Alsacien germanophone et mourra en avril 1943, à soixante-deux ans, après avoir fait, sous l'Occupation, un autre beau film, « L'Assassinat du Père Noël ». Avant la guerre, Baur avait excellé dans « Carnet de Bal » et « Poil de Carotte ». De même, Charles Trenet est considéré par la presse comme un « *radoteur* » qui ressemble à des « *clowns judéo-américains* ». Pourtant, notre poète fou chantant, sur les ondes et la scène, nous mettait tant de baume au cœur par ses succès d'avant-guerre comme « Y'a d'la joie, bonjour, bonjour les hirondelles » et « Je Chante » (1937), et ceux écrits et composés sous l'Occupation, tels « Douce France, cher pays de mon enfance... je t'ai gardé dans mon cœur » (1943) ou « Que reste-t-il de nos amours, que restent-ils de ces beaux jours » (1942) ou « La Mer », en 1945. De même, les refrains d'un autre de nos meilleurs artistes, Maurice Chevalier, qui avait fait sa carrière avant la guerre tant à Paris qu'aux États-Unis. En 1940, il reste au pays et ne s'exilera pas en Amérique du Nord, comme il aurait pu le faire. On le lui a reproché à la libération ! Il n'empêche qu'il a continué à chanter pour notre plaisir à tous, « son » public, pour nous donner en tout état de cause de « *l'espoir* ». « L'espoir »... « Un maçon chantait une chanson »... « La Marche de Ménéilmontant »... « La Symphonie

⁹⁵ « Le Monde du Cinéma sous l'Occupation » par Pierre Darmon, chez Stock 1997, pages 283 et suivantes, Heurs et malheurs des vedettes au quotidien.

des semelles de bois »... : toutes ces chansons nous ont fait plaisir ou rire et Maurice a bien droit à sa « Place Maurice Chevalier » aujourd'hui dans le XX^e arrondissement, près de la rue Ménilmontant. Mais nous avons eu droit aussi aux vedettes d'avant-guerre, que ce soit Suzy Solidor, Damia, Édith Piaf, ou Marie Bizet, une fantaisiste – « J'y va-t-y, j'y va-t-y-pas » – et Andrex, un autre fantaisiste – « On ne danse plus chez Bébert qu'a les pieds plats... » –, Tino Rossi – « Quand tu reverras ton village... » – ou, avant, Georges Guéthary qui lance « Robin des Bois » et qui animera l'après-guerre ; le malheureux André Dassary, qui aurait pu se passer de chanter ce que tous les écoliers de France ont dû chanter à leur tour dans leurs écoles, « Maréchal nous voilà... » Tous se produisent dans les cabarets, les revues, les music-halls. Le public est mixte : les Allemands, leur soldatesque et leurs souris grises, et les Parisiens et les gens de Vichy qui s'y ennuiant. *Gross Paris* a un public de tous genres. Mais tous ces gens de la balle, du cinéma et du théâtre, ces artistes, devaient-ils s'arrêter de chanter, jouer, filmer, mettre en scène, bref ! de faire leur métier ? Se font aussi entendre de nouvelles voix comme Léo Marjanne, André Claveau – « J'ai pleuré sous vos pas... » – et la grande Lucienne Boyer, déjà célèbre avant-guerre, qui chante à ce moment-là « Je ne crois plus au Père Noël », et son compagnon Jacques Pills. Enfin, en 1944, à l'ABC, un tout jeune marseillais d'origine italienne allait faire entendre parler de lui dans le monde entier, pendant quatre décennies : Yves Montand, qui chante déjà deux grands succès : « Dans les Plaines du Far West » et « Quand vient la Nuit ». Hellé connaissait et aimait tous ces artistes. Elle me les a faits aimer.

Notre quotidien était malgré tout dominé par les activités de ma grand-mère, un sacré personnage. À l'image de ces femmes aux vies et passés mouvementés d'autant plus troublés qu'elles ont subi malheurs, déconvenues, désillusions et aussi aventures, amours, et drames. Elle était capable de passer d'un extrême à l'autre : de cacher des juifs et de se mettre en quatre pour profiter du marché noir – à l'inverse de nombreuses familles qui, pour des raisons de principes, ne s'abaissaient pas à profiter du marché noir et se refusaient, par crainte ou par hostilité, à aider des juifs. L'après-guerre, quoi qu'il en soit, nous fera connaître les nombreux exemples de catholiques pratiquants, de prêtres, curés, évêques, pasteurs, bourgeois, ouvriers, qui ont utilisé toutes leurs astuces et courage pour protéger quelques malheureuses familles des camps de concentration. Dans la même trempe, Mémé était une femme de principe. Ses priorités avaient, depuis toujours, été avant tout ses enfants – par rapport à son mari –, c'est-à-dire ceux qui lui restaient proche, son fils, sa fille et son petit-fils. Elle se montrait quasiment dominante et passionnée vis-à-vis d'eux et de son petit-fils en particulier. Elle était la « mama » italienne. Ceux qui ne vivaient pas avec elle ou n'étaient pas de son « sang » l'adoraient. Au fil des ans, elle s'était fait une foule d'amies venant la voir pour se confier à elle, obtenir ses conseils et créer une intimité assez spéciale, proche d'une confidente et d'une diseuse de bonne aventure. Elle

avait le don – ça en est probablement un – de lire dans le marc de café ou d’interpréter la signification des feuilles de thé ou de lire dans les cartes. Il y avait un côté « gypsy » ou « Madame Rosa » chez la Mémé, en plus du courage qu’elle manifestait pour nous faire bien vivre et manger, et pour affirmer ses convictions. Je la vois renversant la petite tasse de café sur la soucoupe, attendant quelques minutes, puis dévoilant et interprétant ce qu’elle voyait : faisant cela pour elle, pour moi ou pour Hellé. Bien entendu, quand elle lisait le marc de café pour ses amies, je n’étais pas censé être là. Par contre, j’étais présent, parfois, quand sa sœur Laetitia venait nous voir et se faisait lire son « avenir ». La dernière fille Draghi, la plus jeune, serait restée à Adana après le départ de ses sœurs aînées, Adèle et Olympe, et aurait retrouvé Adèle, par la suite, après que toute la famille Draghi ait éclaté, qui vers la Syrie, qui vers l’Italie. Encore un non-dit. C’est en arrivant, petit garçon de dix ans, à Paris, que j’apprenais que j’avais une tante vivante à Rosny sous Bois et mariée à un Vincenzo Borelli, veuf avec une fille, Franca, et un fils, Louis. Je n’oublierai jamais cette petite villa de banlieue et ce vieux monsieur – il paraissait bien plus vieux qu’Adèle –, négociant en pierres et surtout en corail, petit, difforme, laid, parlant plutôt l’italien que le français et, lors du déjeuner, m’incitant à « *manga, manga la pasta* » en quantité phénoménale pour moi et, qui, en plus, était moins bonne que celle que cuisinait ma grand-mère. Vincenzo ne m’a jamais fait une grande impression. En plus, selon sa femme, ma grand-tante, qui se plaignait à sa sœur chaque fois qu’elle venait chez nous, il était tyrannique et la faisait souffrir. Ses enfants n’étaient pas très gentils non plus. Personnellement, j’ai souvenir de m’être toujours entendu avec eux. Nous les avons vus assez régulièrement lorsqu’ils déménagèrent de Rosny à Paris, au Boulevard des Filles du Calvaire, où se trouvait leur magasin de corail en gros et dans lequel l’immeuble avait un logement plus que convenable. Pendant l’Occupation, Vincenzo a fait de très bonnes affaires et son fils, à sa majorité, a travaillé avec son père. Franca et Louis avaient six et huit ans de plus que moi ; aussi, lorsque j’ai eu mes quinze, seize ans, Franca m’a assez troublé physiquement, mais sans grand espoir. Et puis, quelques années après la libération de Paris, ils se sont tous installés à Alassio, une des grandes stations balnéaires de la côte d’Azur italienne. Ma tante Laetitia a dû les suivre malgré sa situation intolérable : elle était la bonne de son mari et de ses beaux-enfants. Elle n’avait aucun métier, personne d’autre pour la prendre en charge, aucune ressource. Adèle avait vu, dans les cartes et le marc de café – sans rire –, le triste destin de sa sœur. Pour la bonne raison que, contrairement aux deux aînées, la personnalité de Laetitia prêtait à l’échec, à la tristesse, à l’absence de courage et d’énergie.

Ce fut toujours des moments très particuliers de voir ma grand-mère prédire l’avenir aux unes et aux autres. De jeunes femmes qui avaient des aventures amoureuses et pour l’équilibre desquelles son conseil était absolument essentiel. La plupart du temps, elles avaient une vie de femme mariée et de femme au foyer, mais elles s’ennuyaient ou aspiraient à d’autres

émotions. Je ne comprenais pas grand-chose aux jeux de cartes, sauf les jeux classiques de solitaire et de patience, en particulier la fameuse patience de Napoléon pour laquelle on utilisait tout le jeu sur la table, mais lorsque Mémé m'expliquait ce qu'elle voyait dans une tasse de café qu'elle avait bu ou celle d'une de ses amies, c'était fascinant. Les nuages, les sites, les interrogations ou les espoirs et drames qu'elle y voyait ou devinait ! Pour le thé, cela n'était pas évident, car les feuilles de thé n'ont pas la finesse du marc de café : c'est la dureté ou la souplesse des feuilles laissées dans une tasse vide ou apparaissant sur une tasse qui avaient leur signification propre.

J'ai été, il faut le dire, influencé par tout cela. Quand j'avais de treize à quinze ans, je fus mis dans la confiance, mais c'était plutôt un jeu. Quand je passais le cap de la puberté et approchais du baccalauréat, de la libération de Paris et de mon entrée à l'Université, en fait, cela devint plus compliqué, plus intime, plus dangereux, d'autant que nous nous sommes retrouvés seuls, comme nous le verrons plus tard, tous les deux, dans ce grand appartement et dans une situation quelque peu aléatoire. Mémé était acceptée ainsi : elle était parfois une excentrique pleine de remords et d'angoisses, mais elle était aussi foncièrement attachante. Pour finir cette évocation de «ma Mémé », je me souviens d'elle parcourant le vaste appartement du Quai de Passy en y faisant brûler dans une pelle, ou une petite tablette, du buis ou des feuilles de palmiers, un an après la Passion, pour effacer les erreurs de l'année passée, pour se faire bénir, ou, plutôt, pour faire disparaître les esprits malsains de toutes les pièces du foyer. Elle m'a semblé être, à cette occasion... comme possédée. À la longue, j'étais devenu et suis toujours superstitieux, comme Adèle. Je ne prends pas du sel ou une salière que quiconque me tendrait, pour ne pas provoquer de disputes. Pour conjurer le sort, par essence mauvais, Mémé jetait toujours à droite et à gauche des poignées de sel, si elle en avait par mégarde renversé. J'en fais autant. Renverser du vin à table, également par mégarde, vous oblige à en humecter vos doigts et à toucher la tête de votre voisin ou voisine de table pour lui porter bonheur. Ne jamais passer sous une échelle, pour ne pas recevoir quelque chose sur la tête. Veiller aux évènements les treizièmes jours du mois, ce qui, du reste, peut être un signe ou un jour faste ou néfaste. Plus tard, au début de mes nombreux déplacements professionnels, j'évitais de voyager un treize du mois. Depuis, l'habitude aidant, voyager un treizième jour, et surtout un vendredi, me laisse indifférent. Vous savez aussi que si quelqu'un vous fait cadeau d'un couteau – un canif, par exemple –, vous devez tout de suite lui donner une pièce de monnaie en guise de paiement. C'est indispensable pour conserver son amitié. Je ne puis supporter que l'on m'offre un couteau ou tout objet pointu ou coupant ! Ni que l'on m'offre des mouchoirs, à part d'une très bonne amie, les acceptant alors seulement après lui avoir piqué la main, le bras ou un doigt avec une épingle ou un couteau, sans lui faire mal, pour m'empêcher de pleurer, éviter une occasion de souffrir ou vivre des évènements malheureux entre nous. Toutes ces manies, je sais, semblent assez stupides !

Adèle avait, en elle, beaucoup d'outrance et de passion. Elle se considérait comme une fidèle de l'Église catholique et apostolico-romaine, mais n'allait pas souvent à la messe. Elle pria it tout autant et assez régulièrement, invoquant le Seigneur à tout bout de champ. En même temps, elle sortait des énormités et des injures sur les prêtres, le Pape –il faut dire que nous n'étions pas gâtés avec Pie XII – et le catholicisme –, l'attitude de l'Église officielle gallicane, si proche, en tout cas la hiérarchie du Maréchal et de ses acolytes, ne nous incitaient pas à l'obédience et au respect. Quoi qu'il en soit, Mémé avait ses fidèles. Ainsi, notre voisine, « bon chic, bon genre », B., au demeurant très drôle et plaisante, celle au rez-de-chaussée du 16 Quai de Passy, dans l'aile droite plus noble, qui possédait le piano sur lequel j'ai fait mes premières gammes, est devenue très proche de nous – ainsi que son mari R. qui était aussi très sympathique –, au cours de la guerre et de l'après-guerre. Hellé considérait B. et R. comme de bons amis. En fait, nous les avons régulièrement reçus chez nous, de 1940 à 1948, pour passer une soirée ou un dimanche après-midi, pour casser une vague croûte et, surtout, vers la fin de la guerre et après l'Occupation, pour jouer aux cartes. Nous allions rarement, sinon jamais, chez eux. Ils nous amenaient des cadeaux : par exemple des vins, de l'alcool. R. avait une belle situation de famille dans les Sablières de la Seine et l'entreprise de son père travaillait, comme tant de chefs d'entreprise, par obligation, pour les Allemands, ce qui n'a pas empêché son père de faire de la résistance et de passer un an, jusqu'à la libération par les Américains, au camp de Buchenwald. Il y avait aussi un couple russo-français, assez pittoresque, qui formait, avec nos voisins de palier, les habitués du Quai de Passy. Un ami de longue date d'Adèle, qu'elle avait retrouvé à Paris avec sa femme, G. et J. de S. et à qui elle tirait les cartes, mais à des moments tout à fait différents, car eux-mêmes avaient une vie assez divergente. En fait, nous nous voyions assez régulièrement soit chez nous, soit chez eux : ils avaient un bel appartement près de l'avenue Pierre 1^{er} de Serbie, pas loin du Musée Galliera. Nous avons continué à les voir après l'Occupation. Il était dans « les affaires », et avait été – il s'en vantait beaucoup – un petit page à la cour de la Russie Impériale. Il n'était pas jeune quand je l'ai connu et je me rappelle surtout de lui vers la fin de mes études au Lycée, ayant voulu me donner des « conseils » pendant mon adolescence, sans grand succès, sinon de mieux me tenir, en marchant bien droit et les pieds mieux rapprochés et non en éventail ou en pattes de canard ! Il me faisait faire des exercices sur l'esplanade du Trocadéro. Il n'était pas vraiment ma tasse de thé alors que B. et R. me bottaient bien. Et puis, qu'il fût page à la cour de Nicolas II ne m'impressionnait pas. J'étais plus impressionné qu'il eût été, avant la guerre, un officier supérieur de la Légion étrangère, dans les « Bat d'Af » – les bataillons d'Afrique – et qu'il eût servi en Tunisie, aux confins de la Libye. Il se plaisait à nous raconter ses aventures et sa vie dans le désert : loin d'avoir été facile et plaisante, il s'y était pourtant beaucoup plu. Beau de sa personne, il le savait et savait plaire aux femmes, que ce soit ma mère ou B., pour ne citer que

celles-ci, se prétendant très sportif et notamment un « bon » joueur de tennis. Il aimait faire la cuisine et faisait en particulier un merveilleux riz. Bref ! le petit groupe franco-russo-italien, assez disparate, qui se retrouvait chez « la Mémé », a fait partie de mon univers.

Si de nombreuses après-midi étaient consacrées, par ma grand-mère, à la lecture de l'avenir, je la revois plus facilement faisant des réussites sur la grande table de la salle à manger, et dans sa cuisine pas du tout moderne, comme on les conçoit de nos jours, mais suffisamment spacieuse pour y prendre nos repas du soir et surtout en hiver : il y faisait bon, grâce à la grosse cuisinière aux bois et charbon qui permettait de faire de bons petits plats et de se chauffer. J'ai savouré tout particulièrement sa cuisine, dite grecque, qui en fait était turque ou de l'Est méditerranéen. Exemples : la base était toujours faite d'huile – d'olive, en principe –, d'ail, d'oignon, de tomate fraîche et de purée de tomate en conserve, de feuilles de laurier, avec soit des haricots verts, soit des haricots blancs, soit des courgettes, et des aubergines, voire alors, tout à fait à part, des lentilles. Le tout créant un plat de légumes sublime, quand bien préparé, qui pouvait devenir, dans certains cas, ce que les Français appellent une ratatouille. On les accompagnait soit de Kefteh – boulettes de viande, de mouton de préférence, ou un mélange de mouton et de veau ou mouton-veau-bœuf, avec persil, coriandre ou autre épice –, soit de « slouvakia », une forme de saucisse de viande hachée de bœuf ou d'agneau, soit un poulet, soit une épaule de mouton ou un gigot (au four). Une autre recette est celle d'un grand poisson, daurade de préférence, au four avec de gros oignons, des pommes de terre, des champignons, de l'ail, du laurier et des tomates fraîches. Tout cela précédé, parfois, d'un potage au citron : soupe à l'avolegmono. Ces plats faisaient partie d'un certain ordinaire particulier des années 1943, 1944 et 1945 et surtout de l'après-guerre. Au quotidien, on se nourrissait surtout de patates, de carottes, de riz et de pâtes. Suivis, dans des circonstances exceptionnelles, de desserts turcs, là encore plus que délicieux. L'un, à base de sésame, le halva, qui pouvait se manger avec du pain, n'était pas fait chez ma grand-mère ; il était, est toujours, un délice, mais très, trop riche. Une autre sorte de halva, que ma grand-mère faisait assez régulièrement, est fait à base d'une semoule particulière, très légère : un gâteau réservé notamment à Pâques ou plutôt aux Pâques russes. Elle faisait aussi un très beau « pain » de Pâques, plutôt proche de celui que feraient des Orthodoxes ou des Juifs à l'occasion de leurs propres Pâques. Avec un peu de confiture ou simplement du beurre, très agréable, mais assez bourratif. Par contre, les deux desserts dont je raffole encore aujourd'hui, abominables pour la ligne, sont à base de philo,⁹⁶ miel et noix, très typiques de la cuisine orientale : les baklavas et les kadaïffs. Un jour, vers la fin de la guerre, Paris étant libre, avec très peu de circulation, je me souviens avoir pris ma bicyclette et être allé, le long des bords de la Seine, du Quai de Passy au Boulevard Saint Michel, puis dans la

⁹⁶ Pâte feuilletée avec laquelle on peut faire des beignets aux épinards, ou des gâteaux aux noix et au miel.

petite rue de la Huchette où se trouvait, à cette époque-là, un boulanger grec qui faisait des pâtisseries orientales, mais qui vendait aussi de la pâte philo toute fraîche. Il se trouvait exactement face à ce qui est, toujours aujourd'hui, le Théâtre de la Huchette où j'ai assisté, bien plus tard, à une des premières représentations de la « Cantatrice chauve » d'Eugène Ionesco. Je me souviens encore du nom de la boutique : « Chez Lambro ». Elle n'existe plus de nos jours, remplacée par une de ces pâtisseries qui peuplent la rue, devenue piétonnière.

Inutile de dire que ces plats ont fait non seulement ma joie, mais celle de tous ceux qui venaient chez Mémé. La pâtisserie orientale, par contre, était seulement réservée à des amateurs, des connaisseurs.

VIII

Nous ne serons plus des enfants

*« Sur mes cahiers d'écolier
Sur mon pupitre et les arbres
Sur le sable sur la neige
J'écris ton nom...
...Et par le pouvoir d'un mot
Je recommence ma vie
Je suis né pour te connaître
Pour te nommer
Liberté. »
Paul Eluard⁹⁷*

J'approchais de mes quinze, seize ans... J'allais entrer en seconde, puis en première et enfin en philosophie. L'Université était à la portée de mes mains. Pleins d'espoirs et d'ambitions, les débarquements de juin 1944, en Normandie, et d'août 1944, sur la Côte d'Azur, tout aussi décisif pour la libération du Sud et du Centre de la France, renforcent enfin notre conviction que fascisme et nazisme seront vaincus ! Ce qui encourageait d'autant plus ma génération non combattante à se concentrer encore davantage sur l'importance de la vie culturelle, littéraire, et intellectuelle dans laquelle nous nous étions tous complu sous l'Occupation. Elle nous a progressivement imprégnés et nous nous y sommes plongés avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle compensait en partie le fait que nous n'avions pu faire autrement que subir la guerre et l'Occupation.

Au Lycée Janson de Sailly, j'ai eu la grande chance d'avoir des professeurs que je n'ai pas oubliés depuis. Ainsi, Maurice Rat, connu pour ses manuels plaisants à lire et étudiés en classe de 6^e et 5^e. Non seulement il nous a fait aimer le latin et l'histoire romaine, mais il nous a aussi donné de très bonnes bases en littérature. Il nous a fait aimer la classe, le travail et l'école. Au fond, il était le professeur classique, typique produit de l'enseignement de première qualité de l'avant Première Guerre mondiale, basé avant tout sur l'instituteur, puis sur le pédagogue-chercheur. Idéal pour préparer des enfants au secondaire tout en les rendant heureux. Sa position et ses idées politiques ne nous intéressaient pas. En tout cas, il n'en parlait pas, ce qui pouvait laisser penser qu'il se trouvait du « bon côté ». Paul Guth, notre professeur de latin et de français, en 4^e, a aussi contribué à notre amour du français et de l'esprit.

⁹⁷ Édition Paris 1985, « Le Cherche Midi », Collections Espaces.

Plein de malice et de fantaisie, nous l'aimions tous beaucoup. Il avait pourtant une personnalité un peu particulière. Il ne nous cachait pas qu'il ne voulait pas faire toute sa carrière dans l'enseignement : il voulait être écrivain et journaliste, et nous en parlait volontiers. C'est ainsi que nous avons appris qu'il participait, à ses moments perdus, à un film intitulé « Les Dames du Bois de Boulogne », par Robert Bresson, qui devait sortir juste après la guerre et au scénario duquel il avait contribué.⁹⁸ Bresson est mort en 1999, à 93 ans, après avoir développé un cinéma très original, par exemple « Pickpocket », en 1959 ; sur le procès de Jeanne d'Arc, en 1962 ; « Au hasard Balthazar », en 1966 ; « L'Argent », en 1983, pour ne citer que ceux-là. Le New York Times a célébré l'homme tout à fait unique qu'il était, au lendemain de sa mort, en le citant ainsi : « *C'est en présentant une situation propre et précise que nous pouvons forcer l'attention des yeux et des oreilles inattentives* ». Tous ses films racontent la même histoire : celle d'un individu à la recherche, consciente ou inconsciente, d'une voie de sortie ou d'une issue de secours, sans nécessité d'être un saint ! Guth n'a pas tout à fait suivi la voie de Bresson, mais quelques années plus tard, après la libération, j'ai vu sa signature dans des articles du Figaro. Il était devenu journaliste et écrivain ! Outre son Journal sur les *Dames de Boulogne*, il écrit « l'Académie imaginaire », en 1954, puis « le Chat botté », un roman, en 1973.

Mes études à Janson ont été celles d'un élève moyen, sans plus. J'ai surtout raté ma classe de Philosophie pour la bonne raison que mon professeur – qui s'appelait Vial et n'était pas, au demeurant, bien méchant – ne nous faisait pas comprendre ni débattre la philo : d'une voix monocorde, il nous dictait simplement son cours. Résultat : il m'en a complètement dégoûté, ce qui m'a marqué toute ma vie ; je n'ai jamais aimé ou été attiré par la philosophie. Heureusement, je me suis rattrapé dans mes quatre dernières années du secondaire, dans les langues, l'histoire et la géographie. Ce qui m'a incité à m'intéresser et à étudier, plus tard, et à m'emballer pour les sciences et la sociologie politique. Mais parmi les professeurs les plus aimés, admirés et appréciés de Janson, la palme revint à notre professeur de français de Première, Aman, qui a su s'imposer à nous. Nous l'avons tous admiré. Intelligent, aimant nous transmettre son amour pour le théâtre, la poésie et le roman, voulant que nous soyons tous de bons élèves, réunis dans la réussite et l'amour de la Littérature. Grand maître, son empreinte reste indélébile.

En définitive, tous ces personnages, aussi différents les uns des autres, nous ont permis de passer des études profitables et heureuses, à la portée de notre génération, et ce, malgré l'Occupation. Ces quelques années dans le secondaire ont été une période cruciale pour nous, mes camarades et moi, et notre avenir. Nous avons vu nos aînés faillir dans la défaite, mais se ressourcer, pour certains dans la Résistance, et finalement dans la victoire : ils nous ont inspirés. En particulier, les sacrifices des Jean Moulin, Brossolette, Jacques Decour, Jean Prévost, pour ne citer que les plus connus.

⁹⁸ Paul Guth publiait en 1945 son Journal sur le film.

Pour nous consoler de nos craintes, et parfois de nos idées noires, nous avions nos rencontres et nos échanges entre condisciples. Bernard Decaux, qui fait partie de ceux qui ont formé, en 1944-1946, le journal de classe «*Entre Nous*», comme Gérard Bernheim de Villers, Michel Pollac, Michel Coquelle et un ou deux autres camarades fidèles que ma mémoire a oubliés, dont un poète, faisaient partie de notre petit groupe. Bernard Decaux et moi-même continuons à nous voir aujourd'hui. J'ai perdu de vue Gérard et Michel Pollac, lequel a eu sa célébrité, mais suis resté particulièrement très proche de Michel Coquelle. C'est durant de telles rencontres que nous avons pris plaisir à discourir de notre avenir et à débattre de tout, entre nous, au-delà des difficultés et des obstacles qui allaient s'accumuler devant certains. Il fallait s'en sortir. Nous devons construire notre vie le plus solidement, le plus positivement possible. Si l'un s'intéressait davantage à l'Art, Michel Coquelle avait une grande admiration pour Saint-Exupéry, qui disparaît en 1944 en Méditerranée, au cours d'un vol de reconnaissance ; un autre fourmillait d'idées sur la culture, le cinéma et l'amour ; et notre poète cherchait à écrire, nous permettant aussi de connaître la poésie moderne, nous initiant à Aragon, à Cocteau, aux poètes de la Résistance. L'un des grands poètes dont il nous parlait était Paul Eluard (1895-1952). Non seulement Eluard a été avant tout l'un des princes du Surréalisme, mais il avait aussi pris position, dès la guerre d'Espagne, et notamment le bombardement de Guernica, contre le fascisme, en réponse à la haine des républicains espagnols. La défaite de 1940 l'a poussé de suite du côté des premiers résistants.

Nous nous réunissions régulièrement chez les uns et les autres pour discuter et bavarder de tout et de rien. Nous avions à terminer nos études secondaires et nous vivions avec un poids en moins, celui de vivre dans un Paris non occupé même si la guerre n'était pas finie. Grâce au père de Bernard, qui nous fournissait le papier, nous sortions régulièrement notre journal de classe : «*Entre Nous*». Nous écrivions de petites anecdotes, publions des poètes, discussions cinéma, théâtre, romans et poésie. À ma connaissance – mes souvenirs sont très vagues –, nous ne parlions pas vraiment de politique. Mais nous célébrions ou nous découvriions des figures de la Résistance qui, comme Eluard, avaient tenu à prendre parti. Parmi elles, Robert Desnos, poète surréaliste, au début de sa vie, puis défenseur des droits consensuels de l'homme. Il sera aussi reconnu en tant que franc-tireur, journaliste, scénariste, homme de radio et, enfin, parmi les résistants de la première heure. Il sera arrêté tout au début de 1944, par la Gestapo, et envoyé au camp de concentration de Terezin, en Tchécoslovaquie, où il mourra du typhus.

Nous parlions tous de la plus belle aventure de l'édition dans la clandestinité : la création des Éditions de Minuit, stimulée par un petit livre écrit par un dessinateur et graveur, Jean Brullet, qui, depuis 1942, n'est plus connu que par son nom de plume et de Résistance, Vercors. Il a pris le nom du massif du sud-est de la France, célèbre pour avoir été l'un des grands centres de combats entre les troupes S.S. et l'armée de la Résistance, au cours desquels

fut, en particulier, tué le journaliste, écrivain et poète, Jean Prévost, le 31 juillet, la veille de la disparition, dans son avion de reconnaissance, de son ami Antoine de Saint-Exupéry. Entre mes camarades de Janson nous avons pu parler et lire des extraits du « Silence de la mer ». Ce petit livre, avec quelques autres, a constitué la base de ce qui est devenu les Éditions de Minuit. Il fut d'abord imprimé manuellement à trois cent cinquante exemplaires, en 1942, puis plus tard à mille cinq cents. Un exemplaire fut envoyé à Londres où on en fit une édition spéciale. Je dois dire que c'est encore aujourd'hui une des œuvres les plus pures de cette époque. Un petit livre, lu en quelques heures, que l'on ne peut oublier. Venant de le relire, je ne puis m'empêcher d'en parler : l'histoire de cette famille de Bretagne, obligée de loger un officier allemand, Werner von Ebrennac, d'une politesse exquise, grand amoureux de la culture française et persuadé que les événements de 1940 vont enfin rassembler nos deux grandes cultures. L'officier, originaire d'une famille émigrée, parle le français avec un léger accent et, tout au long du livre, cherche à entretenir un dialogue avec ses hôtes, un vieil homme fumant gravement sa pipe et sa nièce, « *une statue animée, mais une statue...* » En vain. Tous deux affichent un silence pesant tout en l'écoutant aussi poliment qu'il l'est vis-à-vis d'eux. C'est l'atmosphère que voulait créer Vercors⁹⁹ et je ne peux m'empêcher de citer un extrait qui, pour moi, jeune étudiant et jeune vieillard, situe si bien notre littérature : l'officier allemand affirme que pour les Anglais, on pense à Shakespeare ; les Italiens, à Dante ; les Espagnols, à Cervantès, mais pour nous, les Allemands, c'est Goethe qui vient tout de suite à l'esprit, après il faut chercher. Par contre, si on demande : et la France ? Qui surgit à l'instant ? Molière ? Racine ? Hugo ? Voltaire ? Rabelais ? ou bien d'autres ?... Pour la musique, chez nous, ce sera Bach, Haendel, Beethoven, Wagner, Mozart... mais quel nom vient le premier ? Vercors a écrit ces lignes en 1941. Le message s'adressait à la majorité des Français, alignés auprès du vieux Maréchal, et qui ne pouvaient comprendre un tel message, venant d'un officier qui devait se rendre sur le front de Russie, en disant adieu à ses hôtes silencieux et muets. Et ce petit livre de se terminer par « *je vous souhaite une bonne nuit... Adieu.* » Auquel répond du bout des lèvres la jeune nièce, pour la seule et unique fois : « *Adieu* ». ¹⁰⁰ Avec le recul et l'expérience, nous sommes persuadés – comme nous l'avons constaté dans d'autres circonstances – que des impressions et des rapports, tels que ceux que nous venons de souligner, ont été essentiels dans notre formation d'adultes ; pour moi en particulier, compte tenu de l'environnement familial dans lequel je vécus jusque dans les années 1950.

Relire le « Silence de la mer », au milieu de l'an 2000 et, dans une certaine manière, se retrouver aussi, sinon plus ému, que soixante ans auparavant, n'est pas seulement dû à l'émotion du passé. C'est dire à très haute voix que le passé nous apporte constamment des données fondamentales.

⁹⁹ Page 29, 30, « Le Silence de la mer », Éditions de Minuit, Paris 1945.

¹⁰⁰ « Le Silence de la mer », pages 80, 87, 89.

Nous avons encore, nous les jeunes, les moins jeunes et les vieilles générations, beaucoup à apprendre de la cybernétique, de l'espace, de la génétique et trans-génétique, du virtuel, et, surtout, à ne pas oublier. Et puis, comme le pensait si fort mon ami Michel, il n'y a pas seulement Vercors, il y a aussi Saint-Ex. qui nous apporte tant aujourd'hui. En effet, sous un autre registre et dans d'autres circonstances, Saint-Exupéry fait publier en 1942,¹⁰¹ en France, son « Pilote de guerre », interdit en 1943 à la demande des autorités allemandes. Antoine de Saint-Exupéry n'a pas voulu choisir, au lendemain de la défaite de 1940, ni au moment et après l'installation du gouvernement provisoire d'Alger, entre une France de Vichy et une France du Général de Gaulle avec lequel il n'a jamais accroché. Comme Jean Monnet, il a préféré s'installer à New York. « Pilote de guerre » est un autre « Silence de la mer », plus long, plus complexe, avec des passages très beaux et très durs sur la France, sur l'homme, sur la défaite. Ils sont prémonitoires de la disparition de Saint-Ex. et de son avion, dans la Grande Bleue, au large de la Corse, en 1944.

Le contact et les rapports avec mes professeurs de Janson, mes amitiés, même passagères, mes échanges de vues et ma vie en commun avec des camarades de Lycée et ensuite d'Université, prennent aujourd'hui, davantage qu'hier, une grande importance. Plus que mon contexte familial, ils auront enrichi avec bonheur les enseignements et expériences culturelles qui ont marqué ma vie, entre la fin de l'Occupation et de la guerre, et la première décennie de 1950. D'une part, il faut admettre cette évidence : les situations de conflits et de tensions ont stimulé la Résistance et les forces de l'ombre ; elles ont été des sources de créativité tout au long des années quarante et au-delà ; elles ont suscité cette unique phosphorescence d'intellectuels, journalistes, universitaires – des femmes et des hommes comme, par exemple, Paulhan, Vercors, Aragon, Dominique Desanti et Jean Toussaint, Lucie et Raymond Aubrac, Albert Camus, Jean Grenier, Paul Eluard, François Mauriac, Henri Michaux, Raymond Queneau. D'autre part, nous nous sommes rendu compte bien plus tard, comme de nombreux historiens et chercheurs l'ont démontré, vingt, trente, quarante ans après, quelle profonde ambiguïté a perduré dans la vie culturelle de la France occupée et non-occupée (« nono ») ! De fait, cette ambiguïté, ces attitudes paradoxales ont subsisté au lendemain de la guerre et de l'Occupation, se sont confortées au cours de la guerre froide et n'ont mis du temps à sortir de leur cocon qu'après la chute du mur de Berlin. On en a parlé abondamment, on les a discutées de gauche à droite, entre résistants et anciens collaborateurs, non résistants et opinions passives – il y en a eu beaucoup. On s'est efforcé d'éviter toute dramatisation, toute diabolisation, afin de préserver cette « idée de la France » si chère à De Gaulle, et à laquelle une majorité de la classe politique et intellectuelle s'était ralliée. Ce qui apparaît une vraie révolution, au moment

¹⁰¹ Pilote de Guerre est d'abord paru en anglais, en février 1942, à New York, sous le titre Flight to Arras.

où j'écris ces lignes, c'est que depuis l'an 2000, le souci de retrouver *sa mémoire* ait pris enfin corps. Parmi les générations de la Seconde Guerre mondiale et celles qui les ont suivies au travers de la guerre froide, des guerres coloniales et de l'après communisme stalinien, il y a de plus en plus de soif et de volonté de dire la vérité. Au départ, quels faux-semblants, mais depuis lors, enfin, quel appel d'air, après cinquante ans de silence ! C'est pourquoi je voudrais revenir, ici, sur Drieu La Rochelle et, plus tard, sur Robert Brasillach.

Nous savons que Drieu a cherché, de 1940 à 1944, à préserver la Nouvelle Revue Française pendant que son éditeur, Gaston Gallimard, s'était réfugié dans le midi. Drieu était un ami de longue date d'Otto Abetz. Ce dernier promet à Drieu de l'aider dans ses efforts de remettre sur pied la NRF. La revue doit continuer à publier des articles et études de personnages éminents, comme André Gide, qui accepte que soient publiés des extraits de son Journal. Cet accord est de courte durée, car Gide se refuse à partager la couverture de la revue avec des auteurs comme Jacques Chardonne, qui approuvent entièrement la philosophie de la collaboration.¹⁰² Chose extraordinaire – et typique du climat des années d'Occupation –, Drieu, qui se dit un collaborateur fasciste « *par suite de la décadence de l'Europe* », ferme les yeux sur les activités de Jean Paulhan.¹⁰³ Aussi surprenant que cela puisse paraître à certains, Drieu défendra toujours Paulhan et le sauvera des griffes nazies lorsqu'il sera arrêté, pour son activité de résistant, au Musée de l'Homme, en mai 1941. Savait-il que Jean Paulhan avait aussi installé, chez Gallimard, dans son bureau à la NRF, tout prêt du sien, un noyau de résistance produisant tracts, livres, bulletins de nouvelles mimographiés ? Probablement. Dans la mesure où la NRF et les Éditions Gallimard n'étaient aucune nouvelle ou ouvrage d'auteurs juifs vivants ou morts, la maison Gallimard pouvait fonctionner comme par le passé. C'était conforme à l'ignoble marchandage passé entre la *Propagandastaffel* et la soi-disant Association des Éditeurs Français.¹⁰⁴ Il ne faut pas oublier, même si cela n'a pas plu aux plus purs d'entre les résistants – ce qui est tout à fait compréhensible –, que ce marchandage permit la publication d'ouvrages importants, tels que, en 1941, une sélection de poèmes de Jean Paulhan ; en 1942, « L'Étranger », d'Albert Camus ; en 1943, « Les Voyageurs de l'Impériale », d'Aragon. Ces trois auteurs n'étaient pas du tout des « collaborationnistes » : ils faisaient partie de la Résistance. La publication de « L'Étranger », du reste, est tout un roman en soi. Il représente, pour ma génération, le livre culte, bien plus que le « Silence de la mer ». Camus a influencé notre jeunesse et notre maturité, et continue de fasciner par son talent, par son action, par ses positions, et sa personnalité.

¹⁰² Ouvrage déjà cité supra, sur la Rive Gauche, « *The Left Bank* » par Herbert R. Lottmann, Boston 1982.

¹⁰³ Pages 206 et suivantes du chapitre sur Paulhan dans « Ce que le Siècle m'a dit », mémoires de Dominique Desanti, Plon, Paris 1997.

¹⁰⁴ « *The Left Bank* », page 148.

Albert Camus écrivait son premier roman à Alger, dans sa ville, tout en faisant de menus travaux, au moment où Pascal Pia, un frondeur de la métropole, de dix ans son aîné, s'y installait pour diriger le quotidien « L'Alger Républicain ». Pascal Pia n'y reste pas longtemps et rentre à Paris pour travailler dans le « Paris-Soir » de Pierre Lazareff, qui accepte d'embaucher aussi son nouveau grand copain, Camus. Nous sommes en 1939. En 1940, Albert Camus rentre à Alger tout en continuant de travailler sur « l'Étranger ». Pia, qui s'était installé à Lyon, après la Défaite, lance la revue de combat, « Prométhée », mais commence à entretenir des rapports avec Gaston Gallimard et Paulhan. Quand il lit enfin « l'Étranger », emballé, il le passe au comité de lecture de Gallimard qui l'accepte. L'ouvrage passe la censure allemande. Il est publié en 1942 au moment même où Pia et Camus – qui est revenu d'Alger – entrent dans « Combat », célèbre organe clandestin de la Résistance, promu à un grand succès à la Libération et dont Albert Camus aller devenir le rédacteur en chef. Pour nous, adolescents à l'approche de la vie adulte, nous nous sommes vite identifiés à Camus qui se présente à nous sous une autre bannière que son concurrent éminent dont il sera question quelques lignes plus bas. À dire vrai, c'est d'abord le personnage plus que l'écrivain qui nous fascine. Son allure, son côté « décontracté » et « sérieux », sa présence. Albert Camus n'est-il pas devenu une légende ? Pour moi, c'est avant tout le personnage, le méditerranéen, l'amoureux du soleil, de la mer, des femmes, et de cette vie qu'il allait stupidement perdre à quarante-sept ans, en 1960, à la suite d'un malheureux accident de voiture, conduite par un des fils Gallimard. Et puis, c'était le défenseur de l'homme. « L'Étranger », c'est tout cela, mais en seconde lecture. À la première, on s'emballa pour le texte et on s'imprègne de l'histoire grâce à la touche de Camus, l'enchaînement des faits, l'absurdité du drame et du procès. Les dialogues sont d'une sobriété et d'une force qui présagent la beauté de sa première pièce, « le Malentendu », dont le drame est esquissé en quelques lignes dans le roman.¹⁰⁵ Meursault est un incompris de la société qui l'a rejeté en interprétant à tort son attitude passive et contraire aux usages devant les circonstances de la mort de sa mère. C'est aussi un faible qui ne cherche pas à se défendre, sauf ceux qui l'aiment, comme sa petite amie Marie ou celui avec lequel il déjeune régulièrement, Céleste, et surtout son copain Raymond qui l'accueille, avec Marie, dans son cabanon à la plage. Enfin, c'est « un » étranger qui ne sait pas ou ne veut pas se défendre contre ses juges et surtout contre le procureur. Il accepte d'être ignoblement méprisé et avili au cours de son procès, pour un crime qu'il a commis pour son ami Raymond sans vraiment s'en rendre compte. Meursault sera conduit sur l'échafaud, pour avoir la tête tranchée. Albert Camus incarnait notre modernité en s'étant toujours opposé à la peine de mort. En 1957, il fait publier ses réflexions sur « la Guillotine »¹⁰⁶ : cette année-là, la France,

¹⁰⁵ Page 76, Oeuvres Complètes, Imprimerie Nationale, Sauret Éditeur Paris, 1962.

¹⁰⁶ Réflexions sur la Peine Capitale, par Arthur Koestler et Albert Camus, Calmann Lévy, Paris 1957.

avec l'Angleterre et l'Espagne, gardait encore « *la peine de mort dans son arsenal de répression* ». Camus trouvait la peine de mort « inutile » et un supplice insupportable, notamment sous la guillotine, car, disait-il, la mort n'était pas immédiate. En outre, il n'acceptait pas le principe de l'exemplarité. Camus tenait ainsi à dénoncer la fausseté de l'État et de la Société : « *L'État camoufle les exécutions... Il ne croit donc à la valeur exemplaire de la peine, sinon par tradition, et sans se donner la peine de réfléchir. On tue le criminel parce qu'on l'a fait pendant des siècles et, d'ailleurs, on le tue dans les formes qui ont été fixées à la fin du XVIII^e.* » Qu'aurait-il dit aujourd'hui des procédés de mise à mort des criminels aux États-Unis et notamment au Texas ? Il aurait parlé d'un raffinement barbare : celui de pratiquer dorénavant des injections mortelles plutôt que la guillotine, la pendaison, le lynchage ou la chaise électrique. Il aurait été révolté de la pratique du supplice d'incarcération pendant plusieurs années avant d'assassiner les prisonniers.

Dans un tout autre ordre d'idées, une attitude aussi ambiguë, pour le moins, que celle d'un Drieu, était celle du fameux couple de l'après-guerre, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Dans notre petit groupe d'étudiants, nous étions familiers de Sartre par ces deux pièces produites quelques mois avant le départ des Allemands : « les Mouches » et « Huis Clos ». Je les ai vues, pour ma part, au Théâtre Sarah Bernhardt – le nom de la grande artiste ayant été effacé du fait qu'elle était juive –, pour la première, en 1943-1944, et au Théâtre du Vieux Colombier, pour la seconde, en 1944-1945. Deux évènements dramatiques qui propulsent Sartre sur la scène de la célébrité. Quelques mois auparavant, en 1943, un premier tirage de « l'Être et le Néant » paraissait chez Gallimard. Le paradoxe est que, de conserve, l'organe allemand nazi, « *Die Pariser Zeitung* », et l'organe communiste, dans la clandestinité, les « *Lettres Françaises* », font tous les deux l'éloge de ces pièces.¹⁰⁷ Sartre a voulu produire et non pas agir. Il s'est racheté, si l'on peut dire, plus tard dans sa vie, en devenant un militant de gauche... lorsqu'il avait tout écrit, sauf son admirable « les Mots ». Il est, en cela, différent d'un Albert Camus qui produit et agit. Sa première pièce de théâtre, le « Malentendu », est montée quelques semaines avant la libération, et rencontre un grand succès au Théâtre des Mathurins. Sartre, lui, préférait enseigner et écrire. Soyons pourtant justes, ses œuvres, et « les Mouches » en particulier, étaient sa façon de résister.¹⁰⁸ Quant à Simone de Beauvoir, son rôle est plus flou.¹⁰⁹ Recrutée

¹⁰⁷ Page 168. J'ai vu la pièce, à l'époque. Je ne connaissais pas, et pour cause, l'éloge qu'elle avait reçu dans la presse, mais le succès dans la salle suffisait, pour les deux pièces. « Les Mouches » avait un message politique et dramatique qui nous plaisait. « Huis clos » avait un cadre, un sens du tragique et des conflits de sentiments qui nous plaisait tout autant, sans avoir vraiment de message politique.

¹⁰⁸ À lire en particulier, l'analyse très pertinente sur l'ambivalence du couple Sartre-Beauvoir, pendant la guerre, qui sans être pétainistes attachaient beaucoup de prix à leur carrière et à leur liberté d'écrire, dans le livre passionnant de Jean-François Sirinelli, « Sartre et Aron, deux intellectuels dans le siècle », chez Hachette, collection Pluriel, Paris 1995.

¹⁰⁹ Page 167 et ibidem page 168, du même ouvrage.

par René Delange, collaborationniste, directeur également de l'hebdomadaire *Commœdia* pour lequel Sartre aurait fourni deux articles, elle a produit un programme culturel de son invention sur Radio Vichy. Une série d'émissions qu'elle aurait elle-même trouvée par la suite « insipide ». Par ailleurs, son premier roman, « l'Invitée », publié chez Gallimard, est bien accueilli par la presse, et notamment dans *Commœdia* et dans l'émission « *Le livre de la semaine* » de François de Roux. Il sera également question qu'elle soit sur la liste des livres capables de recevoir le Prix Goncourt, composée bien entendu d'auteurs à majorité « collaborationniste ».

Sur le plan culturel et plastique, l'autre grand évènement de la saison 1943-1944, à la Comédie-Française, est le « Soulier de satin » de Paul Claudel. Souvenir grandiose que j'ai partagé avec ma mère, un après-midi, de seize à vingt et une heures. La première eut lieu le 27 novembre 1943, dans une mise en scène de Jean-Louis Barrault, qui avait finalement obtenu l'accord de Paul Claudel – refusant jusqu'alors de voir représenter sa pièce. Barrault l'a convaincu à l'usure et, comme il l'écrit, je crois, dans ses mémoires, ce ne fut pas sans mal, mais ce fut un travail en commun. « Le Soulier de satin » est monté dans une version raccourcie, agréée entre Paul Claudel et Jean Louis Barrault, de la version intégrale de la pièce représentant quatre journées, en deux parties. Sa distribution était superbe : Marie Bell,¹¹⁰ dans le rôle de Prouhèze et Jean-Louis Barrault, dans le rôle de Don Rodrigue ; également membre du réseau, Pierre Dux, futur administrateur de la Comédie au lendemain de la guerre, dans le rôle de l'Annoncier et dans celui de Donna Musique, Madeleine Renaud, la future femme de Barrault avec laquelle il va monter, en 1946, sa fameuse troupe. Monter le « Soulier » était-il un acte de Résistance ? Dans un sens, oui : cela nous mit un tel baume au cœur de voir des scènes et d'entendre des voix si belles, que cela permit, à tous ceux qui croyaient à la défaite des nazis, de continuer à les supporter en sachant bien que leur chute était éminente. Certes, le faire en ces moments-là fut en soi une gageure. Paul Claudel écrivait, à propos de la première représentation, en 1943 : « *Je sors étourdi et bouleversé de la première répétition du Soulier de satin à laquelle il m'ait été possible d'assister. Je me fais l'effet d'un de ses religieux de la Renaissance qu'un ordre du Pape remplaçait brusquement au plus tumultueux de la vie civile...* »

En résumé, comment vouloir mettre en cause, pour collaboration, la présence de toutes ces forces créatrices ? Elles ont toutes « dynamisé » la volonté de tous ces gens qui ont tenu à survivre, au-delà de l'infamie d'une défaite, d'un faux gouvernement et d'une collaboration. En cela, sans même s'en rendre compte, ces forces n'ont pas été du tout passives, elles ont résisté par l'esprit. Notre mémoire ne doit pas oublier qu'une grande majorité¹¹¹ des

¹¹⁰ Connue à la libération pour avoir participé et dirigé, avec Pierre Blanchard – un autre acteur de théâtre et de cinéma très célèbre – le réseau de résistance de la Comédie Française.

¹¹¹ Dans son ouvrage « Sous l'Occupation », Éditions Claire Paulhan, Jean Grenier précisait que « 60 % des Français étaient pour eux. Les Allemands firent des promesses ; ils placardèrent

Français et Françaises – soixante pour cent – avaient accepté ce drame ; pour eux, la guerre était perdue. Il a bien fallu deux bonnes années pour que certains commencent à se rendre compte qu'ils avaient tort. Notre chance étant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, d'avoir évolué – sous une Occupation sauvage et un contrôle nazi et vichyssois implacable – dans une ambiance extrêmement dynamique et enrichissante sur le plan culturel. Après la défaite, nous avons eu à entretenir une vie intellectuelle marquée tant à gauche qu'à droite. Disons simplement qu'il est encore aujourd'hui affligeant d'avoir eu notre histoire souillée par des positions prises en faveur du fascisme et du nazisme. Mais ces positions d'hommes de talents, comme Drieu La Rochelle et Brasillach, et de très grands talents comme Céline, avaient été prises avant la guerre. Comme Montherlant, ils avaient été fascinés, absorbés par la vision nazie de l'Allemagne et d'une nouvelle Europe. En revanche, il était triste que, dans un registre plus léger, Sacha Guitry se soit fait également séduire. Il n'y avait pas de quoi. Il aurait pu continuer son métier sans s'engager. Au fond, il a poursuivi son rôle d'avant-guerre d'auteur de théâtre de boulevard, d'acteur et de metteur en scène de cinéma, pour donner quelques distractions aux Parisiens et à son ancien public. Il a aussi sauvé le fameux Tristan Bernard des camps de concentration. On pouvait, par contre, se féliciter du succès, sur plusieurs années, de la pièce de Jean Giono, « Le Bout de la route », et de la renaissance du cinéma. En effet, les années noires ont été pour le cinéma français un havre à tous les égards : il faisait chaud, en hiver, dans les salles, grâce à l'affluence ; on y était bien en été, car il y faisait frais ; on y était protégé en cas de filature et on y a ressenti de nombreux élans de cœur et d'émotions incontestables. Deux cents vingt films ont été conçus et produits, notamment en zone libre, sous la réglementation du Comité de l'Organisation de l'Industrie cinématographique d'inspiration conservatrice, dirigiste, corporatiste et bien pensante de Vichy, et, à Paris, sous contrôle de la Continental Film dirigée par Alfred Greven. La Continental n'a produit que trente films non soumis aux directives morales de Vichy. Tous ceux qui, au lendemain de la guerre, se sont penchés et ont analysé la production française, sous l'Occupation et sous Vichy, ont conclu qu'aucun film n'a servi l'idéologie nazie et fasciste. Selon François Truffaut : « *Alors qu'entre 1940 et 1944, le cinéma italien était entièrement en faveur de Mussolini et du fascisme, 98 pour cent du Cinéma Français s'est arrangé pendant l'Occupation pour ne pas être d'inspiration pétainiste.* » Quant à l'industrie et la création cinématographiques, et grâce notamment au producteur André Paulvé et sa société Discina – ancien « secrétaire » de mon grand-père Socrate avec lequel, si surprenant que cela puisse paraître, ma mère et ma grand-mère ont eu peu de rapports, sauf après la libération – elles ont pu faire un bond en avant par leur qualité, leur imagination, leurs acteurs et metteurs en scène. Sans honte, j'ai été fou du cinéma et tous les jeudis je m'achetais le

des affiches qui représentaient des mères et des enfants, distribuèrent du chocolat et des gâteaux et le firent savoir par la TSF, etc. » page 86.

Film Français – ou un autre titre de ce genre – pour me tenir au courant. Paulvé, avec Marcel Carné et Prévert, et avec Delannoy, a pu produire, dans des conditions toujours aussi difficiles, dans la pénurie et de petits moyens, des chefs-d'œuvre qui ont marqué ma jeunesse et sont devenus des classiques : « les Visiteurs du soir », « l'Éternel retour », et l'admirable « les Enfants du Paradis ». Bien sûr, la propagande allemande, par la Continental Film, se félicitait de soutenir la production d'autres chefs-d'œuvre tels que le « Corbeau » de Clouzot, avec Pierre Fresnay et Ginette Leclerc ; « l'Assassin du Père Noël », de Christian-Jaque ; ou « Remorques » – datant d'avant-guerre, mais sorti après la défaite de 1940 –, de Jacques Grémillon, avec Jean Gabin, Michèle Morgan et Madeleine Renaud. Tous ces films ont été tournés ou distribués sous l'Occupation et j'en passe. Cependant, on ne pouvait, ni ne peut encore, accepter et tolérer ceux, parmi littérateurs, écrivains, auteurs, qui tombaient dans la collaboration pure et simple avec l'occupant, contre les Alliés.

Beaucoup d'acteurs et d'artistes se sont laissés séduire trop facilement, acceptant de se rendre à Berlin, à l'invitation de leurs collègues allemands. Faux pas que certains ont eu à payer cher.

IX

Nous sommes libres !

« Pourquoi voulez-vous que nous dissimulions l'émotion qui nous étreint... ? Non ! nous ne dissimulerons pas cette émotion profonde et sacrée... Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! Libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France et le concours de la France entière, de la France qui se bat, de la seule France... »

Charles de Gaulle, extraits du discours à l'Hôtel de Ville de Paris, 25 août 1944

Depuis début août, nous les attendions. Nous ne connaissions pas les détails du débarquement du 6 juin ni les combats acharnés qui s'en sont suivis sur les plages de Normandie et ses falaises ; nous n'avons entendu que bien plus tard les fameux noms d'*Utah, Omaha, Gold, Juno, et Sword Beaches*. Nous ignorions l'ampleur des exploits ou des drames des parachutistes américains envoyés au soir, et au cours du débarquement, derrière les lignes allemandes. Nous ne connaissions pas le rôle et les actions des réseaux de combat de la Résistance auxquels un message personnel, sur la radio, avait donné le signal du débarquement à la Résistance : « ... *les sanglots longs de l'automne bercent mon cœur d'une langueur monotone...* » Nous apprendrons bien plus tard le coût en hommes, en villages et villes détruites, causé notamment par la ténacité dans les combats, des Allemands et des forces alliées. Pourtant, chez nous, l'espoir d'une libération de la France et de Paris n'était plus un vain mot. Nous attendions Américains, Anglais, Français avec plus d'impatience encore depuis que nous avons appris, le 15 août, le débarquement en Provence. Nous ne connaissons le détail des exploits des troupes alliées que plusieurs mois et années plus tard, par la presse, par des livres, par des interviews, le cinéma et la télévision.

Ces journées d'août 1944 seront la revanche de celles de juin 1940. Les Allemands allaient à leur tour connaître les affres de la défaite. Le 24 août, les Alliés étaient aux alentours de Paris ; le 25, aux portes. C'est ce jour-là que nous apprenons, au Quai de Passy, que les troupes de Leclerc allaient entrer dans Paris à la suite d'une forte « pression » du Général de Gaulle qui voulait, exigeait qu'ils y entrent « les premiers », **avant** les Américains du Général Patton. Ce qui était essentiel pour **affirmer** la légitimité de la France et du gouvernement provisoire du général de Gaulle, et, avant toute chose, afin d'empêcher l'installation d'un gouvernement sous contrôle allié, sous prétexte de contrer l'installation d'une dictature gaulliste ou d'un ou de gouvernements

d'obédience communiste. De notre appartement, où nous nous étions de nouveau calfeutrés, nous n'avions pas du tout mesuré l'importance des événements. Encore une fois, nous nous trouvions dans une situation qui rappelait 1940, avec une différence essentielle : nous n'avions pas peur. C'est grâce au mari de notre concierge que nous apprenions que la police parisienne avait décidé de se mettre en grève, le 15 août, et qu'elle allait prendre le contrôle de l'Hôtel de Ville. En dix jours, Paris retrouve sa ferveur révolutionnaire. Il se déclenche une insurrection de tous les réseaux de Résistance de la capitale. Les mouvements qui se mettent en place s'attendaient à l'arrivée rapide des Alliées. Ils durent cependant attendre jusqu'au 23-24 août pour s'assurer que leur insurrection allait faire la liaison avec les troupes alliées. Tout ne fut pas aisé. D'importants combats auront lieu, dont on voit encore des traces aujourd'hui, soit de balles, soit par des plaques commémoratives en l'honneur de ceux et celles morts au combat pour la Libération de Paris. J'ai, pour ma part, un souvenir tout particulier. Le 25 août est célèbre par ces combats particulièrement vifs et, enfin, par l'entrée de la colonne Leclerc par toutes les portes de l'ouest de Paris, celles d'Orléans et de Gentilly et notamment celles du Pont de Sèvres, de Saint-Cloud et d'Auteuil.¹¹² Le matin du 25, nous apprenons qu'un détachement passera sur la rive gauche de la Seine, juste en face de chez nous qui étions sur la rive droite. Je décide, comme tant d'autres, d'aller accueillir « nos » troupes. Ne pouvant pas prendre le pont de Passy, c'est-à-dire le chemin le plus direct, en raison des *snipers* qui pouvaient se trouver sur la ligne du métro – des soldats allemands ou miliciens isolés voulant en découdre avant de se retirer –, je fais le tour par les berges de la Seine, rive droite, et traverse le pont du Trocadéro, en dépassant, sur ma gauche, le tunnel du Quai de Passy – devenu depuis Quai Kennedy –, un point sensible de la Résistance ; je passe rapidement l'esplanade de la Tour Eiffel et reprends, sur la rive gauche, un passage gazonné et buissonneux, surplombant la voie ferrée reliant le centre de Paris à Versailles. Nous étions plusieurs badauds, jeunes et vieux, marchant vers le pont de Passy.¹¹³ Nous savions que le détachement était obligé de passer par-là : nous voulions le voir. Nous le vîmes, mais au milieu d'un échange de coups de feu et de tirs provenant du Pont du métro et des fenêtres des immeubles alentour, auxquels répondaient les mitrailleuses françaises. Je me souviens de ma frayeur, causée par le bruit des armes et des estafettes blindées, et, surtout, pour avoir été plaqué au sol par un voyeur, comme moi, soucieux que nous nous protégions d'une balle perdue. Puis les échanges se turent et furent remplacés par nos vivas, nos acclamations, nos cris de joie. C'était fantastique... émouvant !

Ce que nous ne savions pas est que De Gaulle, depuis déjà quelques jours, suivait les mouvements des armées du Général Patton auxquelles

¹¹² Voir les belles pages de Jean Lacouture dans le premier volume de son livre sur « De Gaulle, le Rebelle », pages 823-829.

¹¹³ Aujourd'hui, pont de Bir Hakeim, du nom de la belle victoire, en Cyrénaïque, du bataillon Kœnig, la première depuis nos défaites de la campagne de France.

étaient rattachés les quatre groupements techniques de la division de Leclerc, tous sous le haut commandement du Général Bradley. Charles de Gaulle voulait arriver à Paris quelques heures après sa Libération, pour affirmer sa présence et prendre les choses en mains. Il détache ses plus fidèles compagnons pour faire la liaison entre tous les réseaux de Résistance, gaullistes et communistes, et préparer la capitulation allemande, notamment celle du commandant allemand du *Gross Paris*, von Choltitz. Le bruit courut, pendant des jours, que les Allemands allaient faire sauter, avant de partir, tous les ponts sur la Seine. Personne n'y crut vraiment. Du reste, resté en arrière, le haut commandement allemand, n'avait jamais eu vraiment l'intention de les faire sauter. Le 24 août, de Gaulle se trouve à Chartres et passe la soirée et la nuit au Château de Rambouillet. En début d'après-midi du 25, la reddition des troupes allemandes du *Gross Paris* est signée par von Choltitz et contresignée par Leclerc. En milieu d'après-midi, le Général de Gaulle, accueilli par Leclerc à la gare Montparnasse, où il avait installé son QG, s'empresse ensuite de se rendre rue Saint Dominique pour se réinstaller dans le bureau, quitté en mai 1940, qu'il avait occupé lorsqu'il était Secrétaire à la Guerre du gouvernement Reynaud, le dernier de la Troisième République, puis il retrouve, à l'Hôtel de Ville, tout le dispositif mis en place pour rendre Paris libre. Enfin, le 26 août 1944, c'est la descente des Champs Élysée, autre souvenir encore bien présent dans ma mémoire. Quel moment et quelle page historique ! De Gaulle, dans ses Mémoires de Guerre,¹¹⁴ décrit mieux que quiconque l'événement :

« ...Devant moi les Champs Élysée.

Ah ! c'est la mer ! Une foule immense est massée de part et d'autre de la chaussée. Peut-être deux millions d'âmes. Les toits aussi sont noir de monde... Si loin que porte ma vue, ce n'est qu'une houle vivante, dans le soleil, sous le tricolore... Puisque chacun de ceux qui sont là a, dans son cœur, choisi Charles de Gaulle comme recours de sa peine et symbole de son espérance, il s'agit qu'il le voie, familier et fraternel, et qu'à cette vue resplendisse l'unité nationale... Je vais donc, ému et tranquille, au milieu de l'exultation indicible de la foule, sous la tempête des voix qui font retentir mon nom... Il se passe, en ce moment, un de ces miracles de la conscience nationale, un de ces gestes de la France qui parfois, au long des siècles, viennent illuminer notre Histoire... Et moi, au centre de ce déchaînement, je me sens remplir une fonction qui dépasse de très haut ma personne, servir d'instrument au destin. »

Bien sûr, ce n'est que bien plus tard, et bien plus vieux, que j'ai lu ce texte qui révèle, oh ! combien le personnage qu'était ce grand chef d'État de notre pays... Mais j'ai eu aussi, en tant qu'adolescent, une perspective toute particulière de cette fameuse marche comme, j'en suis sûr, tous ceux qui se sont rendus aux Champs Élysée ce jour-là. Car ce 26 août, comme la veille, en début d'après-midi, j'ai quitté seul le Quai de Passy et j'ai marché vers le

¹¹⁴ Charles de Gaulle, tome II, « Mémoires de Guerre », pages 311-312, Éditions Plon, Paris, 1959.

Trocadéro, mais sans traverser la Seine. J'ai pris le chemin que j'ai emprunté si souvent sous l'Occupation, pour me rendre au cinéma aux Champs Élysée ou bien pour retrouver mon copain Raphaël, c'est-à-dire en traversant l'avenue Albert de Mun, prenant le tout début de l'avenue d'Iéna, puis à droite, l'avenue Pierre 1^{er} de Serbie qui traverse tout droit l'avenue Marceau et l'avenue George V pour devenir la rue Pierre Charron et tomber en plein sur l'avenue des Champs Élysée. Je vois encore le monde, j'entends les cris, je vis la folle ambiance qui me met au diapason de cette foule heureuse, électrifiée, hurlant sa joie, et applaudissant ses libérateurs. Comme l'a écrit Jean Lacouture, du *Rebelle* qu'il était depuis 1940, de Gaulle est devenu le *Souverain*.¹¹⁵ Sa force permit à la France de retrouver son honneur, tout en créant une position et une ambiguïté dont notre société et notre vie politique ne se sont pas encore tout à fait dégagées de nos jours, et qui expliquent son coup d'État et son retour aux Affaires, en 1958 : il n'y a qu'une France, celle du combat, de la Résistance. Tout en punissant les coupables, il ne faut pas diaboliser la collaboration – qu'il faut épurer, affirme de Gaulle dès son arrivée à Paris. Il n'est pas non plus question, dans ces jours de fin août 1944, du soutien de la France et la libération de notre pays par les Américains et les Anglais. Or, la guerre était loin d'être finie et la capacité de ripostes du régime nazi ne devait pas être sous-estimée, notamment les ripostes militaires et aériennes avec l'arme « totale » des V1 et V2, dont a tant souffert la population civile anglaise.

Quand je me suis retrouvé aux Champs Élysée et que j'ai vu le Grand Homme descendre de l'Arc de l'Étoile et de la Tombe du Soldat Inconnu sur lequel tombé, du haut de l'arc, un superbe et énorme drapeau tricolore, j'ai été émerveillé et stupéfait, comme tous ceux qui m'entouraient. J'ai descendu les Champs Élysée jusqu'au Rond-Point, en suivant tant bien que mal le cortège. Je ne me suis pas rendu en Place de la Concorde d'où de Gaulle devait prendre une voiture pour assister, à Notre Dame, à une Messe solennelle. Je suis rentré chez moi, toujours à pied, plein d'agitations et d'exaltations. Le lendemain matin, quelle a été ma stupeur – et l'effarement de ma mère et de ma grand-mère à l'idée que j'aurais pu aller à la Concorde – d'apprendre, par la radio et la presse, les coups de feu qui avaient marqué la fin de cette grande journée. Des coups de feu de tireurs sur les toits, autour de la Place de la Concorde, puis sur le Parvis de Notre Dame et dans la cathédrale. Une fusillade, non « une tartarinade » écrit de Gaulle à sa femme restée à Alger. On parle d'une machination communiste. On met dans le coup – ce qui ne paraît plus vraisemblable – une réaction de dernière minute de collaborateurs, miliciens, extrême-droite, nazis. Comme l'analyse si bien Jean Lacouture,¹¹⁶ ce qui importe, en fin de compte, c'est la signification donnée par De Gaulle à « l'affaire », et qui nous permet, avec le recul, de comprendre mieux le gaullisme politique : « *Elle résume tout ce qui fait alors sa stratégie politique, à laquelle il n'apportera, en un quart de siècle, que peu de retouches : tout*

¹¹⁵ Lire le dernier chapitre, « Le Sacre », de son ouvrage « De Gaulle ».

¹¹⁶ Volume 2, page 13 et 14 du même ouvrage.

désordre ne saurait être qu'incongruité dérisoire ou complot maléfique, tout désaccord avec lui ne saurait être qu'une atteinte à l'unité nationale. La revendication péremptoire d'une légitimité fondée sur le principe d'unanimité est à la fois contredite et confortée, en tout cas complétée, par une dramatisation constante : l'homme de la nation est constamment en butte aux démons de la division. »

Deux à trois jours après la libération de Paris, les Américains arrivent et entraînent un embouteillage terrible, des explosions de joie et une énorme vague de Parisiens et Parisiennes qui veulent les connaître, leur parler, les toucher. En me rendant en dessous de la Tour Eiffel, je trouve des gamins un peu plus grands et vieux que moi, sur leurs chars, nous interpellant, nous lançant des bonbons, des chocolats, des chewing-gums et des cigarettes. Nous découvrons de nouveaux noms : *bubble gum, candy* ; de nouvelles marques : *Wrigley's Double Mint, Charms...* et puis une autre découverte, celle d'une boisson étrange, qui va avoir un succès mondial et devenir, en un sens, une sorte de drogue, heureusement inoffensive à condition d'être bue telle quelle : le coca-cola. Ces grands gamins-là, si bons enfants, si détendus et cool, vont faire la conquête de Paris, dans un autre registre que les armées d'Occupation. Certains ne vont faire que passer pour poursuivre la libération du pays et repousser les troupes allemandes au-delà de leurs frontières. D'autres devront assurer l'administration de ce que représente la grosse machine de guerre de nos alliés du débarquement de Normandie, sous le haut commandement du général Eisenhower. Une coordination devra être assurée avec le front Sud et les armées franco-américaines, sous le haut commandement du général américain Patch et du général français de Lattre de Tassigny, à la suite du débarquement en Provence. De même, il importera d'assurer une coordination efficace avec le front Nord – France, Belgique, Pays-Bas –, avec une prédominance anglaise, sous la conduite du Maréchal Montgomery, Monty, célèbre pour son combat contre et sa victoire sur le Maréchal Rommel, en Afrique du Nord.

X

Paris libéré vu du Quai de Passy

Paris libéré m'apparaissait sous la forme d'une étape, d'un seuil à partir duquel quelque chose de positif allait être franchi. Un rétablissement ? Une sorte de contrepoids à nos angoisses de l'Occupation ? Nous n'étions plus face à un mur insurmontable mais devant une borne, une étape vers quelque chose de meilleur, du moins nous le pensions. Ce fut certainement une époque de « folies ». Récemment, une vieille amie très chère insistait sur le fait que pour elle, qui était un bébé au cours de l'Occupation, les années fin quarante, cinquante avaient été une période d'austérité, de pauvreté, de répression. J'étais personnellement convaincu que les générations nées juste à la veille, pendant et immédiatement après la guerre, ne pouvaient pas imaginer l'ampleur des « fractures », des « ruptures » auxquelles nous avons dû remédier, qui ont dû être comblées au cours des cinq années qui ont lentement, péniblement, conclu le drame de la défaite de 1940. En fait, cette remise en état s'est déroulée non pas sur plusieurs années mais sur des décennies. Nous en tirons encore aujourd'hui des enseignements.

La France, les Français et Françaises étaient divisés sous tous les plans : physique et géographique, économique, moral et intellectuel. Nous avons été coupés entre deux territoires, l'un sous Occupation allemande-nazie, l'autre, non occupée, sous une administration, dite vichyste. L'autorité centrale et ses ramifications, le nouvel « État » français, et non plus la République, s'était installé dans cette petite ville d'eaux du centre de la France, Vichy, où l'habitude avait été prise, depuis un siècle, d'y venir soigner son foie et sa bile. Le vieux monsieur, héros de la Première Guerre mondiale, Philippe Pétain, Maréchal de France, qui allait être condamné à mort, en 1945, à la suite d'un procès célèbre, assez unique – condamnation commuée en détention perpétuelle à l'île d'Yeu –, avait décidé de « nous » faire le « don de sa personne » afin que, au-delà de la défaite, nous œuvrions de conserve pour une nouvelle France « régénérée » (sic). La condition qu'il y mettait est que Françaises et Français se pressent à ses côtés, qu'ils lui chantent de « belles » chansons, qu'ils l'applaudissent dans ses voyages et visites à travers toute la France. Or, paradoxe perfide, l'Administration de Vichy avait, par délégation auprès de ses hauts fonctionnaires, le « devoir » de veiller sur l'ordre et sur l'application de l'Armistice du 22 juin de Rethondes, en zone occupée et non-occupée, donc de « collaborer » inconditionnellement avec les Allemands et les officines nazies. C'est ce qui a permis aux autorités françaises de participer, entre autres choses, aux répressions des juifs. Les générations postérieures à la mienne ne savent tout ceci que depuis peu de temps.

Dans notre histoire, il y a toujours eu deux France, celle de la Révolution et celle de l'Ancien Régime : celle du mouvement et celle de l'ordre, et en simplifiant un peu, celle de la droite et celle de la gauche. Mais je crois ne pas exagérer en disant que cette cassure n'a jamais été aussi perfide que celle que nous avons vécue au cours de la Seconde Guerre mondiale. En effet, il y a eu la France du refus de la défaite, en opposition à la France de l'abdication. Cette division a progressivement mis les Français dos à dos, les uns contre les autres. Elle a fait ses victimes parmi les gaullistes, communistes, antigauillistes, pétainistes et fascistes. Aussi surprenant que cela puisse paraître, elle a aussi entraîné un clivage entre dreyfusards. Certains ont choisi de pactiser avec la Collaboration et les nazis pour des raisons difficiles à comprendre – un pacifisme intégral, une intransigeance, une volonté « d'occultation » ? – même si, déjà à l'époque de l'Affaire, dans sa phase finale, après la grâce accordée enfin à Dreyfus, il y avait eu des « trahisons » ou des « passages à l'ennemi. »¹¹⁷ Beaucoup plus sérieux, il y a eu la France Libre, qu'elle ait été à Londres, puis à Alger, la France Combattante d'Afrique du Nord, de l'Afrique Noire et du Moyen-Orient, enfin la France Résistante, celles des forces de l'intérieur, territoire occupé ou non. Tout au moins, jusqu'à la libération, la France la plus pure a été celle, dite de l'ombre, celle de l'intérieur.¹¹⁸ Inutile de trop insister là-dessus, pourtant, ce dédoublement de la personnalité de notre patrie nous a affectés dans notre vie de tous les jours, dans notre moral. Malgré des actes de résistance, de réels et beaux sacrifices, Françaises et Français ont dû composer. Nombreux sont ceux, pour survivre, qui ont dû ravalier leur écœurement et prétendre supporter l'Occupation et ses occupants. J'ai déjà mentionné cela en insistant sur la créativité de nos artistes et intellectuels. J'aurais pu aussi insister sur celle de cette minorité de travailleurs et résistants de l'ombre : cheminots, imprimeurs, courriers, dactylographes, fabricants d'explosifs, organisateurs de réseaux, espions, agents doubles, hommes et femmes – que sais-je !? –, qui ont aidé à forger la Résistance, à appuyer le débarquement, à retrouver l'honneur perdu. Jean-Paul Sartre aurait assez étrangement dit, dans « la République du Silence », que nous n'avions jamais été aussi libres que sous l'Occupation allemande, alors que nous avons perdu nos droits, notamment celui de parler, et que nous devions accepter de nous faire insulter et de garder le silence. Mais nous avons conservé notre liberté parce qu'on n'a pas pu nous empêcher de penser ni d'écrire.¹¹⁹ Alors, en cette fin d'été 1944, nous avons continué d'écrire et enfin nous avons pu aussi parler, crier, rire et dire tout ce que nous voulions. Nous pouvions enfin chanter librement et non pas à la gloire du Maréchal.

En 1944, j'étais toujours un gamin adolescent, mais j'allais vite devenir un jeune « homme ». J'avais une soif d'être au fait et au milieu des événements. Avidé de cette presse, jusqu'ici clandestine, qui inondait Paris et ses

¹¹⁷ Lire « Les Dreyfusards sous l'Occupation » de Simon Epstein, Albin Michel, Paris 2000.

¹¹⁸ Peter Novick, *The Resistance versus Vichy*, New York, Columbia University, 1968.

¹¹⁹ *Ibidem*, page 21, « *The Republic of Silence* ».

kiosques. Bien que nous ayions, en bas de chez nous, près du café, un marchand de journaux, c'était des vendeurs individuels qui distribuaient « leur presse », chacun à plusieurs coins de rue, tout au moins pendant les premiers jours de la Libération de Paris. *Franc Tireur, Combat, Le Figaro, Le Parisien Libéré, Le Monde* — anciennement *Le Temps* —, *l'Humanité* et j'en passe. Tous ces quotidiens du matin et du soir sortaient de l'ombre et se vendaient à la sauvette. Pour assouvir mon besoin, mon avidité de connaître, d'apprendre, pour combler notre manque de nouvelles libres, quels que soient leurs messages politiques, j'en achetais plusieurs à la fois.

Je voudrais à présent situer les faits sur deux registres : l'un, à mon niveau, celui d'un garçon de quinze, seize ans ; l'autre, en tant qu'adulte, avec un long passé derrière lui.

De ce Quai de Passy, en vérité un assez bon poste d'observation, ma petite famille a été aux premières loges pour voir comment les Parisiens réagissaient face aux événements. Nous nous sommes amusés, d'abord, à découvrir ceux qui affichaient, le 28 ou 29 août 1944, leurs brassards « tout neufs » de FFI – Forces Françaises Libres. Effectivement, quelques-uns, dans le quartier, étaient des FFI tout nouveaux, en particulier de vagues connaissances de ma grand-mère, jusque-là bons pétainistes sans états d'âme. Nombreux, aussi, étaient ceux qui devenaient ridiculement et lamentablement gaullistes, par peur ou par nécessité. Ne nous leurrions pas : même s'il y avait eu un sursaut de patriotisme et d'héroïsme progressif depuis 1943, les purs, les vrais, les démocrates, étaient minoritaires. Du reste, combien d'années ont passé avant que l'on puisse s'exprimer ouvertement dans la presse, à la radio, à la télévision et écrire de « bons » livres et ouvrages de recherches sur la question ? Combien de temps a-t-il fallu pour que le très beau film de Marcel Ophüls, «*Le Chagrin et la pitié* », soit diffusé librement à télévision, sans rencontrer d'opposition. Des considérations ont hélas ! prévalu pour que le pétainisme, la collaboration ne soient considérés que comme « des accidents de parcours ». Il valait bien mieux renforcer la légitimité et l'honneur de la France au travers de ses nouvelles instances provisoires : le Conseil National de la Résistance (CNR) et le Comité Français de la Libération Nationale (CFLN) et son gouvernement d'Alger, puis celui de Paris. On a affiché son gaullisme, son américanisme, sa volonté de rétablir les instances de la République. De Gaulle devint l'arbitre suprême, après avoir supplanté Giraud et « convaincu » les Américains. J'y ai déjà fait allusion : de Gaulle, à juste titre, ne voulait en aucun cas que la France tombe sous des dispositions étudiées et décidées par le gouvernement de F.D. Roosevelt, établissant une nouvelle administration dans les territoires européens libérés des nazis. Cette Administration se serait appelée, « Gouvernement militaire allié » – ou pire, en anglais, AMGOT, *Allied Military Government in Occupied Territories*. Les Américains avaient prévu une telle structure, avant même d'entreprendre le débarquement en Normandie. La raison principale étant d'empêcher une main

mise de l'extrême gauche et permettre aussi une neutralisation d'éléments de droite et d'extrême-droite.¹²⁰ Ils ont échoué dans leur entreprise par suite des réticences des Anglais et surtout de l'opposition de Charles de Gaulle. Bien sûr, un tel gouvernement était impensable pour ce dernier, pour la France libre et la Résistance. En outre, de Gaulle avait pris conscience de ce dont nous-mêmes, de chez nous, près de la Seine, ne pouvions nous rendre compte : les conséquences du débarquement, des combats et des bombardements, l'ampleur du désastre, la nécessité d'une reconstruction totale, notamment dans les provinces et départements de l'Ouest, du Nord, puis de l'Est, tout le circuit routier, ferroviaire, industriel et agricole de notre pays, sans compter les villes et villages. Tous les axes stratégiques devaient être remis en état. Il fallait aussi rétablir un pouvoir et une administration forts, afin de parer à l'anarchie, aux divisions et désirs de se venger et donc de punir. Un homme de vision comme Charles de Gaulle était bien entendu le plus lucide pour juger de l'état d'esprit de notre pays, désuni et malade dans ses forces vives. Il s'était promis qu'une France libérée retrouverait son unité et bâtirait sa renaissance sur de nouvelles bases. Il faut savoir que de Londres, et ensuite d'Alger, il avait tenu à constituer des groupes d'étude et de travail clandestins, puis, dès la formation de l'Assemblée d'Alger et du gouvernement provisoire, des comités ou commissions plus formelles. Il avait fait promulguer des ordonnances pour mieux organiser l'appareil économique et politique futur de notre pays et de nos territoires d'outre-mer. L'État devait être organisé, avoir le support d'un Commissariat Général au Plan, d'une Banque de France et de grands établissements financiers nationalisés. En fait, le financement de nouvelles infrastructures et du développement économique devait revenir à l'État sous la surveillance d'établissements et d'organismes publics.

Sensibilisé par ses nombreux voyages, pendant la guerre, en Afrique et au Moyen-Orient, Charles de Gaulle se rend compte aussi que la France doit faire, après la paix, un effort tout exceptionnel pour développer ses richesses d'outre-mer. Il décide ainsi de créer la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer. De même, il tient à nationaliser les établissements de l'industrie automobile Renault, en Régie Renault, non pas seulement en guise de sanction – Renault ayant, pendant la guerre, suivi la tendance pétainiste et produit du matériel pour les Allemands, faute de fermer l'usine et de mettre à pied des milliers de travailleurs – mais pour placer sous la coupe de l'État cette « usine-pilote » par excellence.¹²¹ Il faut aujourd'hui déplorer cette suprématie de l'État. Cette centralisation convenait à De Gaulle, selon sa propre personnalité, mais faisait aussi son affaire en attirant à lui, et en les contrôlant, les forces communistes qui exigeaient des postes en contrepartie de leur rôle dans la

¹²⁰ En 2003, le gouvernement du Président G.Bush junior prévoyait ce type d'Administration en vue d'installer un nouveau régime et gouvernement irakien démocratiquement élu, à la suite de l'écrasement de Sadam Hussein.

¹²¹ Charles de Gaulle – Mémoires de Guerre – Le Salut 1944-1946, pages 108-153, l'Ordre. Livre de Poche, Plon 1959.

Résistance. Maurice Thorez, nommé Ministre de la Fonction publique, a fait passer des lois, au profit des fonctionnaires et des syndicats, dont la société civile française et son économie souffrent encore de nos jours.

Au lendemain de la libération et de la fin de la guerre, «on» nous offrait des images idylliques et optimistes de l'avenir auxquelles nous devons croire, en dépit des destructions, de la pauvreté, de la misère. Mais nombreux sont ceux qui, à Paris et en province, ressentaient le besoin de punir et de réprimer, prétendant devoir se venger des autres, de ceux qui nous ont fait tant de mal en nous privant de notre liberté. Alors, on hurle avec les loups et on veut conspuer ceux qui ont collaboré avec l'ennemi. À tous les niveaux, pour de bonnes ou mauvaises raisons, dénonciation et épuration deviennent des mots d'ordre. Et parmi ceux qui dénoncent ou «épurent», il y a aussi ceux qui le font pour se dédouaner. Je me souviens, avec dégoût et incompréhension, avoir vu une célébrité, vivant rue Beethoven, au coin du Quai de Passy, à cent mètres de notre immeuble, se faisant tondre sa célèbre chevelure blonde colorée. Accusée d'avoir chanté devant son public, qui comprenait bien évidemment des représentants des forces d'Occupation – comme ailleurs, cabarets, boîtes de nuit, Opéra, Comédie-Française – et surtout d'avoir couché avec des officiers allemands. Elle n'était pas la seule à l'avoir fait, que ce soit à Paris ou ailleurs, dans toutes les villes de France, petites villes et villages. Elle ne fut pas, non plus, la seule grande artiste à être punie. Arletty, la grande vedette des «*Visiteurs du soir*» et «*des Enfants du paradis*», en a été profondément ulcérée et surtout anéantie. Elle qui, je crois, disait... «*mon cœur est français mais mon cul est international*», insistant : «*je l'offre à qui je veux. Cela ne regarde personne.*» Pour ma part, l'adolescent que j'étais se demandait pourquoi. À quoi bon ? À quoi servait ce traitement «innommable», inutile ? À se donner bonne conscience ? Pour avoir pris part tout autant aux avantages de l'Occupation ? Ceux qui faisaient du marché noir avec les occupants, sur le dos des pauvres occupés, ont-ils été punis ? Je n'ai pas souvenir d'avoir vu impliquer le boucher ou l'épicier, ni aucun autre commerçant de la rue de Passy que fréquentait ma grand-mère. Leur boutique a-t-elle été saccagée ? Bien au contraire, ces Messieurs-Dames BOF – beurre, œufs et fromage –, trop utiles, ont poursuivi leur commerce, pour le bien de tous, au lendemain de l'Occupation, sans aucun d'états d'âme !

Au niveau des anecdotes purement personnelles et, si on peut dire, plus réjouissantes et futiles, un dimanche soir de septembre 1944, avant la fin des vacances, je rentrais de chez mon ami Fernand, à Garches, où je venais de passer quelques jours. En montant l'escalier de l'immeuble, avant d'entrer chez moi, j'entends une musique de jazz, entremêlée de mélodies américaines, qui semblait venir de notre appartement. Un véritable capharnaüm. Ce n'était pas possible, il y avait une «boum» chez nous ! Nous qui avions juré, par la radio et le cœur, pour les Anglais et leur Victoire, Adèle et Hellé avaient

accueilli des Américains, littéralement à bras ouverts ! D'où venaient-ils, qui les avaient amenés ? Était-ce ma mère, ma grand-mère ? Pourquoi faire une fête au Quai de Passy ? Surprise, soupçon. Quelle réputation allions-nous avoir ? Qui dansait ? Qui riait ? Plus je me rapprochais de la porte de l'appartement, plus « on » parlait fort, plus « on » chantait. En ouvrant la porte, le petit homme que j'étais, d'origine méditerranéenne, put voir sa mère, et encore mieux, sa grand-mère, dans un état de ripailles, de rigolades, de danses – charleston, tango, boogie-woogie, etc. C'était peu banal, c'était même époustouflant. Certes, je fus introduit au colonel Bob Holmes, au sergent-chef Paul Targenski – ou quelque chose dans le genre – et au caporal Philip Fauerso. Tous avaient l'air à l'aise et bon enfant. Faisant « comme chez eux », « chez moi » ou « chez elles », ils semblaient déjà connaître la maison et être tout à fait au courant de mon existence. Pour un peu, c'était eux qui m'accueillaient ! Comment vas-tu, par-ci, comment vas-tu, par-là ? Un peu trop poussé, à mon goût ! Heureusement qu'en anglais il n'y a pas de différence entre le tu et le vous ! Et bien qu'au demeurant très gentils, il fallait l'admettre, ils étaient, pour moi, de parfaits inconnus. Leur présence me stupéfiait et même me perturbait. Surtout leur sans-gêne. Je me disais : des Anglais auraient été mieux élevés, plus coincés, plus timides, plus arrogants, peut-être, mais plus policés. Ceci me traversant l'esprit très rapidement, ayant dû me ressaisir : après tout, ils étaient nos « libérateurs » ! Je me trouvais seulement dans un autre monde, si loin de la réalité. Par la suite, ce fut un vrai choc. Ils prirent l'habitude de venir régulièrement, amenant boissons, boîtes de conserve américaines, « Spam », du « singe » comme on disait à Paris – c'est-à-dire du « corned beef » – et puis de l'antipunaise : nous découvrions le whisky américain (Bourbon), les cigarettes, le chocolat... etc. Ils venaient le week-end, dans la semaine, en début de soirée ; ils firent connaissance avec nos voisins et amis habituels et notre salle à manger devint un véritable tripot, où je fus initié à la canasta, au gin-rummy et au poker. Le colonel venait moins souvent que les autres. Le sergent-chef, lui, eut un béguin plus que sérieux avec « Mémé », à tel point que j'eus l'épreuve douloureuse de perdre, pendant quelques mois, ma chambre ronde et de partager celle de ma grand-mère. J'étais jeune, très peu dégourdi, imaginez ma surprise lorsqu'une nuit je me réveillais et voyais le lit de ma grand-mère inoccupé. Ma chère Mémé avait retrouvé les plaisirs de l'amour dans les bras d'un « jeune sergent » d'origine polonaise ! Quelle affaire ! Cela ne dura aussi qu'un temps. Bien plus sérieux fut la liaison de ma mère avec Philip Fauerso, installé dans un camp militaire dans les environs de Saint-Cloud, à l'ouest de Paris, et qui, de profession acteur, faisait partie d'une troupe de théâtre des armées. Vous imaginez ma fleur bleue de mère, fascinée déjà par l'Amérique, tombant follement amoureuse d'un bel américain, acteur de surcroît – elle ne se doutait pas qu'il était complètement fauché –, natif de Californie, de parents d'origine danoise et surtout ayant les traits d'un Gary Cooper. Si cette liaison avait été une amourette de passage, passe encore, j'en parlerais à peine, mais le drame est

qu'elle dura jusqu'en mai 1945, V Day en Europe, pour se poursuivre ensuite... Mais n'anticipons pas. Inutile de dire, néanmoins, que ce fut pour moi, qui, dès la fin de 1944, avait retrouvé ma chambre en ronde, une situation que j'ai dû vivre contre mon gré. Quant à ma Mémé, elle avait perdu sans larmes son sergent polonais, transféré à l'Est, en janvier 1945, au moment de l'invasion de l'Allemagne, de même que notre ami colonel.

Ce dont je me souviens, de cette époque, est une vie un peu trop agitée et bohème qui ne pouvait durer. La guerre se terminant, nous n'étions plus occupés, tout devait aller bien, sinon mieux. Chose nouvelle pour moi, nous vivions dans une certaine aisance. Hellé travaillait toujours chez Raphaël et gagnait sa vie. Mais de l'argent frais semblait tomber du ciel... – sous forme, en particulier, de billets de l'AMGOT, copies de dollars, mais en francs français. Nous ne semblions pas trop penser à l'avenir ! Ma grand-mère se mit à me donner de l'argent de poche. Petit à petit, du haut de mes quinze ans, j'affichais davantage d'assurance et d'indépendance. Je sortais toujours avec Raphaelito. Ces parents, avant la rentrée des classes de 1944-1945, nous avaient emmenés, pour quelques jours, sur une des plages, au nord de Rouen, de la Mer du Nord, à Fécamp, qui attirait un tourisme modeste et sans danger. Nous nous mêlions à d'autres estivants, surtout des filles un peu plus vieilles que nous. Un tout début de rencontres que nous allions poursuivre à Paris. Nous avons formé un petit groupe à quatre et allions au ciné, dans les coins sombres, au café et en promenade aux Buttes Chaumont : elles étaient de ce quartier que nous ne connaissions pas et profitaient de nos générosités. Nous nous sommes, du reste, bien vite aperçus combien nous étions naïfs et bêtes tant elles profitaient de nous ! Nos rapports, assez peu poussés, se sont terminés quelques mois après. Plus près de chez moi, sur le Quai de Passy, j'avais pris l'habitude de prendre un verre dans un bar – aujourd'hui, station-service – et découvrais ainsi l'atmosphère des bars et des habitués, des femmes bien plus âgées que moi ; une, en particulier, très sympa. Je ne pouvais m'empêcher de fréquenter cet endroit. Un lieu interdit par ma grand-mère qui avait peur que son petit-fils se laisse entraîner et attrape de mauvaises habitudes : « *Attention aux filles et aux maladies !* » me disait-elle, se lançant dans de grandes explications. Je trouvais son attitude bête et bizarre.

Au lendemain de la libération et tout au long de l'année 1945, mes impressions quotidiennes devenaient de plus en plus floues et complexes. Je me sentais comme isolé par rapport à ma grand-mère et ma mère. Certes, elles étaient ravies de voir Paris libéré et de la victoire des Alliés, mais je ne peux pas dire que nous ayons discuté ensemble des conséquences de l'après-guerre. Comprenaient-elles ce que je ressentais ? Je n'ai pas souvenir qu'elles fussent touchées par les événements dramatiques dont j'étais moi tout à fait conscient : l'ampleur des destructions, les purges, l'état dans lequel sont rentrés, en France, les prisonniers, les déportés, résistants, juifs, étrangers, etc. L'horreur, au milieu de l'été 1944, du village d'Oradour sur Glane, au centre de la France, près de Tulle : le massacre, par un groupe de Waffen S.S. de la division

Das Reich – composé par des troupes alsaciennes obligatoirement enrôlées pendant la guerre –, hommes d'un côté, femmes et enfants de l'autre, dans l'église du village délibérément incendiée ; bref ! un charnier de six cent quarante-trois personnes. Atrocité gratuite, meurtre gratuit. Puis, au fur et à mesure que l'Allemagne est envahie, le retour, à partir de 1945, des prisonniers de guerre et des déportés, se retrouvant tous pour les dernières formalités, tout au moins à Paris, à l'Hôtel Lutétia, un des quartiers généraux des occupants, pendant la guerre. Du côté de nos libérateurs, des atrocités, des violences involontaires, décrites par des anciens de la Division Leclerc, qui ont participé au débarquement, en Normandie : « ... *villes éventrées, tordues, désespérées... des troncs d'arbres calcinés...* »¹²² Barbara, le merveilleux poème – et chanson – de Jacques Prévert évoquant le martyr des habitants du port de Brest : les Allemands s'obstinant, à partir d'août 1944, pendant plusieurs mois, à y rester assiégés, leur obstination et les bombardements de l'artillerie alliés entraînant la mort de centaines de civils, hommes, femmes et enfants. Ce qui n'est pourtant qu'une conséquence de la guerre. À bas la guerre ! mais aussi à bas ! ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu l'empêcher, à bas les envahisseurs ! Ce qui me trouble, ce qui est désespérant, est que, dans mes souvenirs, pour survivre, nous passions au travers de ces horreurs de la guerre sans états d'âme ! Ce besoin de vivre et de survivre a été, je crois, une caractéristique majeure de ma vie de jeune homme et d'adulte de vingt ans. Ce qui n'était pas propre à moi-même et à ces deux femmes qui m'entouraient et me cajolaient à leur manière, non, pas du tout : nous étions tous ainsi ! Nous nous trouvions libres, nous n'avions plus de forces d'Occupation, nous n'avions plus la crainte de la police, des perquisitions, nous allions oublier la crainte des bombardements, nous savions que la guerre n'était pas terminée, mais nous étions tous confiants : l'écrasement et l'invasion de l'Allemagne n'étaient qu'une question de mois. Nous en étions convaincus, jusqu'à cette soirée du premier Noël libre de 1944, que nous passions chez des « amis » arméniens de ma grand-mère, dans un petit hôtel particulier de la rue de la Faisanderie, près de l'avenue Victor Hugo, dans le XVI^e. Ce jour-là, nous avions emmené avec nous notre petite « bande américaine ». Personne ne montrait de gaîté malgré la musique, la « bonne bouffe » et le vin : nous étions inquiets. Nous venions d'apprendre l'offensive von Rundstedt – vingt-cinq divisions allemandes, dont onze blindées, contre six divisions américaines – dans les Ardennes et la bataille des Ardennes, dite des « Bulge », en anglais, près d'une petite ville belge luxembourgeoise, « la poche de Bastogne ». Nous savions que si les Américains, qui y étaient encerclés, ne réussissaient pas à tenir, les Allemands allaient reprendre le dessus et regagner du terrain dans toute la région. Strasbourg, que les Français avaient repris, et l'Alsace, qui subissait aussi une contre-offensive allemande, allaient être aussi en danger. En vérité, c'était un formidable et imprévisible pari de Hitler que de chercher à neutraliser la machine américaine et à empêcher à tout prix que le Rhin ne

¹²² In Pierre Bourdan, « Carnet de retour avec la Division Leclerc », Paris 1945.

soit franchi et l'Allemagne envahie à son tour. Ce soir-là, 24 décembre, et les jours suivants, ont été remplis de morosité, de crainte et de tristesse. Ce jour de Noël 1944, de neige et de froid partout en Europe occidentale, à Paris, mais surtout en Belgique, à Bastogne, cette atmosphère de peur profonde, sont restés figés dans notre mémoire. Heureusement, les Américains, bien qu'encerclés, ont tenu bon. Leurs troupes ont bloqué l'offensive allemande de von Rundstedt, à Dinant, dans ces mêmes collines boisées où en mai 1940, les « *panzer-divisionen* » allemandes avaient déclenché la « *blitz krieg* » – la guerre éclair – qui nous fut fatale pour quatre ans. Le temps se lève le 26 décembre, et permet à l'aviation de pilonner les positions allemandes et de permettre à des renforts américains de porter secours aux positions américaines et de donner un répit à ceux de Bastogne. Nous saurons après, par la presse, et plus tard par les actualités et le cinéma, quels grands faits d'armes ont marqué cette période cruciale de la fin de la guerre. Le courage des Américains, leur obstination à tenir leurs positions, les éclaircies et le soleil de neige des derniers jours de l'année, permettant à l'aviation d'apporter son soutien : toutes ces conditions permirent en fin de compte de prévenir le pire. Bastogne a tenu. De même, la contre-offensive en Alsace est également arrêtée, mais il faudra trois semaines, en janvier 1945, pour que Français et Américains, et puis Anglais, reprennent l'offensive, franchissent le Rhin et se lancent à la course, pour traverser le plus vite et profondément possible le territoire allemand, en vue de rencontrer les troupes soviétiques et, paradoxalement, d'arrêter leur propre offensive.

À la suite de la prise en tenaille et de l'invasion de l'Allemagne, entre janvier et mai 1945, par les troupes américaines et russes, soutenues par les armées anglaises et françaises, la défaite est consommée par la capitulation de la Wehrmacht, à Reims, le 7 mai 1945, et à Berlin le 9 mai. Suivie par la conférence de Potsdam de juillet-août 1945, qui marque la fin du régime nazi et la division de l'Allemagne et l'Autriche en quatre zones d'Occupations : américaine, anglaise, française et russe.

XI

L'avenir était devant nous

La porte de la paix franchie, en Europe, en mai 1945, ce sera, en août 1945, celle de l'Asie. Mais au début de 1945, nous ne savions pas que deux bombes, deux seulement, mais combien terrifiantes, destructives, infernales, allaient précipiter la fin de la Seconde Guerre mondiale au prix de plus de deux cent mille victimes, hommes, femmes et enfants, sans compter ceux qui mourront plus tard des suites de leurs blessures. Horrible prix, horrible résultat des bombardements atomiques des 6 et 9 août 1945 sur Hiroshima et Nagasaki.¹²³ Ce qui, d'après les experts, évita des pertes japonaises et américaines plus considérables, car le conflit se serait poursuivi bien plus longtemps. Je me souviens des journaux qui glorifiaient cette « grande nouvelle » de la science et « l'écrasement » du Japon, sans parvenir pour autant à m'en réjouir. Sans pouvoir en donner les raisons, les bombes A, et la nouvelle énergie qu'elles déployaient, auguraient mal de notre futur. Sans comprendre non plus ni me douter que cette bombe allait dorénavant influencer les relations internationales. Quoi qu'il en soit, la fin de la guerre nous ouvrait une belle route toute droite, pleine de confiance et d'espoir ! C'est ce que tout le monde imaginait. C'est certainement ce à quoi Adèle pensait qu'il fallait croire. Elle n'avait jamais entendu de Gaulle et n'allait jamais lire les Mémoires de Guerre. Mais ce que le Général proclamait dans ses écrits, c'est bien ce à quoi il voulait que nous pensions tous : à la paix, à la victoire et à la renaissance, à la force retrouvée de notre pays, à la France libérée. Pour ma part, il valait mieux que j'y croie aussi : j'avais la vie devant moi. Finalement, les classes reprennent en octobre 1944. J'entre en 1^{re}. L'année suivante, après avoir passé

¹²³ Alors que je relis ce passage, une pensée plus que provocatrice me vient à l'esprit. En 1945, les Américains, donc les Alliés, étaient toujours en guerre contre le Japon. Cet acte de guerre sur deux villes du Japon, deux villes remplies de civils, est donc accepté. En 2002, nous sommes en Europe, depuis plusieurs années, confrontés à des actes de terrorismes. Comment interpréter l'horrible acte de prise en otage par des « fous de Dieu » de quatre avions dont trois détruisent des symboles de la puissance et de l'économie américaine, le Trade Center de New York et une aile du Pentagone à Washington ? Deux mille six cents victimes civiles. Les Américains se trouvent alors en première ligne dans une guerre contre le terrorisme. Aussi n'hésitent-ils pas à s'engager dans une « guerre sauvage » contre l'Afghanistan et les mouvements terroristes musulmans. En outre, pour assurer leur super puissance et préserver leurs intérêts, ils s'opposent à un soi-disant « axe du mal », en tête duquel est placé l'Iraq qu'ils veulent déstabiliser et « démocratiser ». Est-ce leur réponse à l'horreur du 11 septembre ? Quant aux conflits ignobles, injustes, fous, entre Palestiniens et Israéliens, pourquoi l'administration américaine les accepte-t-elle ? Ne se rend-elle pas compte que tous ces actes insensés ne feront que renforcer la haine parmi le milliard de musulmans de notre planète contre nos sociétés occidentales ?

la première partie du baccalauréat sans notes extraordinaires, j'entre, en octobre, en philo pour la seconde partie, que je réussis en 1946, mais en deux fois, avant et après les vacances. J'entre en Sorbonne en octobre de cette même année.

À Janson, je retrouve mes copains, notre petit groupe et notre « Entre Nous ». Grâce à un super professeur de français, nous poursuivons nos discussions littéraires et poétiques, mais les réalités prennent le dessus et nous plongent assez vite dans un débat davantage politico-social. Un premier point à souligner : au lendemain de l'Occupation ou de la guerre, nous n'avons aucun souvenir d'avoir été sensibilisés par nos professeurs, sur les conséquences du nazisme et de la collaboration. Quant à De Gaulle et ses compagnons, ne voulant pas mettre d'eau sur le feu et inciter aux purges, aux lynchages et aux épurations, ils encouragent davantage les réactions et le soutien populaires. Toutefois, surtout au lendemain de la libération de notre pays, n'oublions pas non plus que de Gaulle ne s'est pas opposé aux mesures d'épuration, voire aux exécutions sans procès de *vedettes de la trahison* – simples opérations de police, en réponse à la position de l'OCM (Organisation Civile et Militaire). Second point : tout ne nous a pas été décrit ou expliqué, que ce soit au Lycée ou plus tard à l'Université. Bien au contraire, le consensus est plutôt de cacher, biffer les actes inadmissibles ou intolérables vis-à-vis des juifs, des étrangers soi-disant indésirables – réfugiés socialistes et communistes allemands –, des résistants, les camps d'internement administrés par les autorités françaises – créés, pour certains, avant le régime de Pétain, sous la Troisième République, notamment pour les réfugiés espagnols. Au nom de l'unité retrouvée, on ne souhaite pas non plus insister sur les actes d'épurations sauvages qui ont été commis au lendemain du départ des Allemands, y compris des représailles incontrôlées au mépris de la justice. Les actes les plus brutaux et expéditifs sont commis au cours de la transition entre le régime de Vichy, la Libération et l'installation des institutions provisoires de la République – Assemblée constituante, gouvernement du Général, son départ, dégoûté par les luttes et exigences des partis politiques et celles de ses propres amis, installation de la IV^e République. Dans cette période de transition, selon certaines sources, dix mille exécutions sommaires auraient été perpétrées, dont un tiers avant la capitulation de l'Allemagne. Près de douze à quinze mille personnes auraient été fusillées pour des actes de terrorisme, activités collaborationnistes et fascistes. Plus précisément, sept cent quatre-vingt-onze condamnations à mort auraient été prononcées, sur deux mille six cent quarante affaires traduites devant les tribunaux français.¹²⁴ Si à Janson de Sailly, nous suivions le programme de 1^{re} et de Philo fixé par l'Éducation nationale, il était hors de question de se référer aux événements que nous avons vécus, c'était tout au moins l'attitude de nos professeurs, même celui que nous aimions et admirions tant, notre professeur de français. Le programme, uniquement le programme !

¹²⁴ “*The Politics of Retribution in Europe, The Past is Another Country*” by Tony Judt, page 301 et suivantes.

Quelques années plus tard, à l'Institut des Sciences politiques, en travaux pratiques, en exposés oraux de dix minutes, nous avons pu choisir, par exemple la crise de Munich, origines et conséquences, ou la position de Winston Churchill dans l'opposition de 1936 à 1939 qui l'a mené au pouvoir en mai 1940. Mais dans des cours magistraux, il n'aurait pas été question que les causes, conséquences, et drames de la Seconde Guerre mondiale puissent être présentés en détail. C'était hors du programme. Nous en étions encore à étudier les causes et les résultats de la Première Guerre mondiale, dans un cours remarquable de Pierre Renouvin, professeur extraordinaire par son talent, son érudition et sa présence, qui avait vécu 1914-1918 et en était sorti avec un bras en moins. En Allemagne, l'attitude allait être pire, tout au moins quand les établissements scolaires purent ouvrir et fonctionner de nouveau. L'étude de l'histoire s'arrêtait à Bismarck, la guerre franco-allemande de 1870 et celle de la Première Guerre mondiale. Du reste, ces non-dits, ces trous de mémoire, ces oublis, ont perduré tout au long de notre XX^e siècle, jusqu'à la chute du mur de Berlin. Ce n'est que tout récemment que sont dévoilés les incidents et horreurs des guerres coloniales de notre pays, en particulier de la guerre d'Algérie. Pendant dix ans, les autorités françaises ont interdit la projection, sur les chaînes de télévision nationales, de nouvelles, d'évènements sensibles ayant trait à notre histoire et notre vie politique. Louis Malle, dans « Lacombe Lucien » – film sorti en 1973 sur les écrans –, situe, avec talent, la vie et les problèmes d'une ville de province, en France, avec les Allemands et ses collabos, la résistance et une jeunesse quelque peu perdue par les contradictions qu'elle a vécues au cours de la guerre ; tout ceci décrit avec beaucoup de finesse et de pudeur. En 1969, le metteur en scène, Marcel Ophuls, sort son « le Chagrin et la Pitié », images de la France occupée et sous Vichy, à partir d'évènements survenus dans le centre de la France, notamment à Clermont-Ferrand. Une large diffusion de cette œuvre de près de trois heures apparaissait, pour certaines autorités, assez difficiles à accepter... Le syndrome de Vichy tenait l'opinion française. La France de l'après-guerre refuse de regarder en face la collaboration avec les nazis et les camps de concentration. On ne parlera de l'Holocauste et on se référera à la Shoah que bien plus tard. On se refuse à discuter des responsabilités de certains de nos dirigeants. Depuis la libération et encore plus depuis la paix, Français et Françaises avaient décidé d'évoluer au milieu ou autour de certaines zones grises. Distinguons ainsi ceux qui ont collaboré, tout en étant résistant ou en devenant progressivement résistant, et ceux qui ont résisté tout de suite et avant tout, parmi eux, ceux qui ont choisi immédiatement la clandestinité à leurs risques et périls pour eux et leurs familles, ceux qui décident d'agir en exil, à partir de Londres, de New York, d'Afrique du Nord, ou au combat – colonne Leclerc, Deuxième Division Blindée, le Levant, Bir Hakeim. L'un des personnages les plus honnêtes est la grande, la courageuse, l'audacieuse Germaine Tillion,¹²⁵ pour son combat et son épopée digne d'une héroïne du

¹²⁵ « *Éthnologue formée par deux maîtres, Marcel Mauss et Louis Massignon, elle part en*

Moyen Âge, au cours de la Seconde Guerre mondiale et pendant la Guerre d'Algérie. Distinguons aussi la foule de ceux qui ont vécu sans agir, sans trahir leur pays, tout en gardant leurs opinions, de tous ceux qui ont été viscéralement vichystes mais pas forcément pronazis, et de ceux – de Hérold Paquis, Laval, Doriot, Hanriot, Déat aux centaines et milliers d'autres – restés pendant et après la guerre de vrais collaborateurs. Ce qui n'a pas empêché Bousquet et Papon de servir la IV^e République. N'a-t-il pas fallu attendre la fin du XX^e siècle pour poursuivre un Papon et auparavant un Bousquet ou un Touvier ? Faut-il ajouter que c'est seulement dans les dernières années du XX^e siècle, et depuis l'an 2000, que les affaires de spoliations de biens des juifs sont en cours d'examen et de règlement, tout au moins pour une minorité. Ainsi, en vue d'organiser l'indemnisation des orphelins de déportés juifs, un décret du 13 juillet 2000 a enfin été rédigé.

Il faut bien admettre que tout ceci explique aussi bien la position d'un De Gaulle et de ses disciples que celle d'un François Mitterrand, à quelques décennies de distance : jouer le jeu de l'amnésie générale pour assurer un certain équilibre et calme politique. Ne devrions-nous pas mettre cela, plutôt, sur le compte de « la fourberie politique » : une incapacité à regarder les choses en face pour mieux calmer son monde et mieux régner !? Depuis 1970, heureusement, les Archives se sont ouvertes. Après un silence total, alors qu'Américains et Anglais publiaient depuis longtemps – Américains, Anglais et même Allemands ont eu accès aux propres archives de leur pays respectif – des historiens français ont commencé à travailler et à écrire, puis des hommes et des femmes, ayant vécu cette période ou ayant eu accès à des archives de parents ou grands-parents, ont tenu à transmettre leur mémoire ou celle de leurs proches. Un exemple, parmi d'autres, le gros ouvrage, en plusieurs volumes, sur la vie de Jean Moulin, par son ami et collaborateur, Daniel Cordier.

Plus récemment, par contre, les écrits évoquant cette période me semblent être d'un flot continu.¹²⁶

Algérie en 1937. Elle y accumule des quantités de notes et d'analyses sur l'ethnie berbère des Chaouiâs en vue d'une thèse (ce travail sera confisqué lors de sa déportation en Allemagne). Elle rentre de sa quatrième mission au moment même de la demande d'armistice formulée par le maréchal Pétain. L'idée de résistance s'impose alors, se structure, et Germaine Tillion anime, avec d'autres, le réseau du Musée de l'homme, qui travaille à l'évasion de prisonniers et au renseignement. Parmi les membres du réseau, certains seront fusillés, d'autres seront déportés comme elle. » Violaine Ripoll, *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.

¹²⁶ Exemples de livres récents : « Nous étions faits pour être livrés, la résistance avec De Gaulle et Jean Moulin » par Claude Bouchinet-Serreules, Grasset, Paris 2000 ; « Journal d'Occupation, Paris 1940-1944 » par Liliane Schroeder, F.X. de Guibert, Paris 2000 ; « Le Témoignage est un Combat », une biographie de Germaine Tillion, par Jean Lacouture, Seuil, Paris 2000 ; « Vichy 1940-1944 » par Jean-Pierre Azema et Olivier Wieviorka, Perrin, Paris.

XII

La Paix et la Réalité

« ... je ne sais pas si tu penseras à moi, à nous tous, avec pitié, avec mépris ou avec ennui, et si ce qui a été la substance même de notre vie ne sera pas pour toi que vieilles lunes. Mais je me dis que le conseil impie de Renan au jeune et bouillant Déroulède, à la fin de l'autre siècle (le conseil dont, quoique tu penses, je sais d'avance que tu ne voudras pas), il reste d'une amère et profonde vérité : jeune homme, la France se meurt, ne troublez pas son agonie... »

Robert Brasillach : « Lettre à un soldat de la classe 60 »

31 décembre 1944

Revenons à 1944-1945 : la presse et nos bavardages, en récréation et hors du Lycée, nous ayant permis de faire le point entre nous, nous n'avons pas réprimé nos sentiments. Nous étions seulement trop innocents ou trop peu expérimentés pour évoquer ce problème de mémoire ou syndrome de Vichy. Nous n'avons pas pu ou voulu discuter du procès de Pétain. C'était un sujet complexe pour une famille française « normale » – ne parlons pas de la mienne, bien entendu, mais de celles de mes camarades. Après tout, Philippe Pétain était un des héros de 1914-1918, un Ambassadeur de France – chez Franco ! – un maréchal, un membre de l'Académie française. En conséquence des impondérables de l'histoire et de ses propres initiatives – réelles, sincères, machiavéliques ? – il se retrouve à la tête de « l'État Français », se montre avec Hitler, accepte un Armistice honteux. Pour quoi ? Pour sauver notre pays, pour réduire le nombre de nos prisonniers, pour préserver la France, convaincu qu'il était de la défaite de l'Angleterre et de la victoire de Hitler et du nazisme ? Il a aussi un mauvais génie à ses côtés – surtout dans la seconde partie de l'Occupation –, Pierre Laval, homme politique de la III^e République, Auvergnat habile, ambitieux et perfide, qui va diriger un gouvernement fasciste et dont la fin sera tragique, mais inévitable et méritée. Le vieux maréchal s'est trompé, et notre pays s'en sort. Lorsque tout sera vraiment fini, d'Allemagne, où Pétain s'est enfui et réfugié, poussé par son gouvernement, il se met, grâce à la Suisse, entre les mains des nouvelles autorités de la France, redevenue République. Philippe Pétain est traduit en justice, devant la Haute Cour. Malgré de remarquables défenseurs, tels que l'avocat Isorni, et grâce à l'intransigeance talentueuse de l'Avocat Général Mornet, Philippe Pétain est condamné à mort pour trahison et complicité avec l'ennemi. Charles de Gaulle commuera cette peine en réclusion à perpétuité à l'île d'Yeu, au large de la Bretagne. Pétain mourra en 1951, à quatre-vingt-quinze ans.

Suivre le procès dans la presse, pendant les vacances, en août 1945, fut passionnant. Mes camarades et moi n'avons pas vraiment eu l'occasion d'en discuter, sauf Michel Coquelle et moi-même puisque, de tout le petit groupe, nous étions les seuls à nous voir, chez lui, rue de l'Université, ou chez moi. La politique nous faisait vibrer. Nos vues n'étaient pas trop opposées, bien qu'il fût, par contre, moins agressif que moi, plus réfléchi, plus calme, nous dirions de nos jours, en français, plus « cool ». Au fond, nous parlions d'un vieux monsieur de quatre-vingt-neuf ans qui avait été toute sa vie un subtil et assez extraordinaire manipulateur. Mais comment, Michel et moi-même, pouvions-nous avoir de la haine pour ce vieillard dont nous avions chanté la gloire et les louanges au cours de notre enfance !? À seize ans, nous ne connaissions que peu de choses sur ses ambitions et ses intrigues. Savions-nous qu'il avait été le premier colonel sous lequel Charles de Gaulle avait fait son apprentissage de jeune officier ? Savions-nous que de Gaulle avait fait partie du cabinet du Maréchal, jusqu'au moment où celui-ci devint Ministre de la Guerre, après un de ces nombreux et fréquents remaniements ministériels de la III^e République ? Pétain reprochait à De Gaulle son infidélité, ayant fait publier études et livres – *l'Armée de métier* – sans avoir obtenu son autorisation. Savions-nous que Pétain et de nombreux membres de son entourage se moquaient des théories de De Gaulle sur l'importance des blindés dans de futurs conflits ? Bien sûr que non. Nous ne savions que ce que nous avons vu sur l'écran et lu dans la presse, cet engouement de la majorité des Français pour ce vieillard, pour ces discours et sa présence. Il n'y avait aucune haine envers Pétain dans l'opinion publique, contrairement à ce qu'elle éprouvait pour Laval.

Soixante ans après, Pétain reste l'une, sinon la plus triste des figures historiques de notre pays, au XX^e siècle. Il n'a pas laissé de mémoires pouvant l'expliquer devant l'histoire, si ce n'est de nombreux articles et discours, et sa déclaration faite le 23 juillet 1945, devant la Haute Cour de Paris, au Palais de Justice, et rédigée d'un commun accord avec ses avocats et notamment maître Jacques Isorni, est un monument en soi. Deux feuillets exposent la position du Maréchal depuis 1940 :

« ...Je ne ferai pas d'autre déclaration.

Je ne répondrai à aucune question... vos accusations, qui veulent me salir, n'atteignent que ceux qui les profèrent... »

Curieusement, la position et la ferme conviction du Maréchal me rappellent une position identique, celle de Charles I^{er} d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Charles I^{er} fut traduit en justice pour haute trahison, au Palais de Westminster, en janvier 1649, pour complicité avec l'ennemi, en l'occurrence les armées écossaises et irlandaises. Il refusa de répondre aux questions de « son Parlement » et fut condamné à mort et exécuté, à la suite de l'opposition et des agissements du futur et unique, dans l'histoire anglaise, « Lord protecteur d'Angleterre », Oliver Cromwell, qui a eu le mérite d'établir les bases institutionnelles et modernes du Royaume-Uni.

Pétain avait à faire face à ses compromis avec les nazis et à ceux des

partisans de la collaboration, du fascisme et d'une alliance avec « la Grande Allemagne ». Sa responsabilité était incontestable. Il avait reçu Franco à Saint-Jean-de-Luz et, en route pour Vichy, il s'était entretenu avec Hitler à Montoire, en territoire occupé. Pétain pouvait-il vraiment s'expliquer en toute bonne foi et sérénité ? Encore moins que le Roi Charles avec Cromwell, qui était prêt à pactiser, dans le but de préserver l'unité et la force du Royaume de la grande Élisabeth I^{re}. En tout cas, dès fin 1944 et en 1945, Michel et moi, et notre petite bande de Janson, nous sommes sentis plus à l'aise pour débattre des cas, bien plus troubles et troublants, de certaines personnalités littéraires. Nous nous prendrons même au jeu, dans les années qui suivront la paix. De nos jours, nombreux sont ceux qui remettent toute cette période en question, dans un souci de vérité et de compréhension. Pierre Drieu La Rochelle, encore lui, dans ses romans, a tenu à souligner la décadence de sa classe sociale, au lendemain de 1914-1918. Ce qui l'a conduit à s'enticher du mythe du Fascisme et à montrer une grande admiration pour Mussolini. Mais s'il a certes admiré l'Allemagne et sa puissance, il n'a pas vraiment pris fait et cause pour le nazisme. Comme il l'a décrit dans son Fragment de Mémoires,¹²⁷ dans de nombreuses conversations avec Otto Abetz, il a toujours insisté sur le fait que si « *l'Allemagne veut jouer un jeu large avec la France, il n'y a qu'un point sur lequel elle peut le prouver d'une façon précise et efficace : c'est celui du parti unique...* »¹²⁸ Chez Drieu, c'était une obsession qui explique son attitude pendant la guerre. Contrairement au principe de base de la démocratie, il croyait en un État fort sous le contrôle d'un parti unique. C'est, disait-il, le seul moyen politique pour un gouvernement et un État de « s'établir et de se fortifier ». Il croyait en une Europe forte. Il fallait donc une alliance franco-allemande. « *Si l'Allemagne ne veut pas sauver la France, cela lui coûtera fort cher, car la France désespérée et toute livrée à une sombre fureur anarchiste et négatrice, sera le modèle pour toutes les autres nations d'Europe d'une résistance passive, sourde, et à la longue terriblement efficace contre tout ce que l'Allemagne essaiera de faire dans un sens plus ou moins européen.* » Et de conclure : « *Nous pourrions votre Europe.* »¹²⁹ Drieu n'a pas fui vers l'Allemagne, comme tant de collaborateurs français, en 1945, à la veille de la capitulation : il a préféré se cacher. Il n'a pas cherché à se livrer aux autorités françaises non plus, comme on le lui conseillait. Faisant un retour en arrière sur ce qu'il avait écrit avant la guerre, sous forme de romans, puis sur ses actes et écrits politiques, Drieu s'était-il rendu compte qu'il s'était trompé ? Sans doute pas. Tombé dans une dépression profonde, dans son cœur et dans sa tête, il a préféré se tuer plutôt que de subir un procès. Même si quelques-uns lui assuraient qu'il pouvait s'en sortir, il savait que sa vision de l'Allemagne s'était effondrée et que son rêve d'une Europe inspirée

¹²⁷ Pierre Drieu La Rochelle, Fragment de Mémoires 1940-1941, précédé d'une étude sur « Le Parti Unique et Pierre Drieu La Rochelle » par Robert O. Paxton, Gallimard 1982.

¹²⁸ Fragment de mémoires 1940-1944.

¹²⁹ Ibidem, page 40, dans une sorte de dialogue entre Drieu et Abetz.

par une alliance franco-allemande était devenu inaccessible. Il savait que son projet de parti unique était aussi du domaine du rêve. Il cherchera trois fois à se suicider, la troisième sera la bonne. Il avait cinquante-deux ans.

Néanmoins, celui qui nous a le plus troublés, et tout autant et peut-être plus encore aujourd'hui, est Robert Brasillach, critique littéraire, puis rédacteur en chef, sous l'Occupation, de « *Je suis partout* ». Sa mère, restée à Paris, est arrêtée : Brasillach ne pouvant le supporter, afin qu'elle soit libérée, se livrera à la justice, sachant bien qu'il sera condamné à mort. Fusillé en février 1945, il avait trente-quatre ans. Cette exécution expéditive d'un homme de lettres et d'un intellectuel, alors que tant d'autres s'étaient enfuis, a bouleversé la majorité de notre petit groupe, quels que soient les torts gravissimes du personnage. Je me souviens de notre réaction, sachant que nous ne connaissions pas grand-chose de lui, sinon qu'il avait du talent, qu'il était un collaborateur et que la vie lui avait été ravie trop tôt. Comme le conclut un ouvrage américain¹³⁰ remarquable : oui, il fallait condamner Brasillach à l'emprisonnement maximum ; non, il ne fallait pas le fusiller. Je le crois encore davantage aujourd'hui : à la lumière des noms de tous ceux, parmi les « collabos », qui s'en sont sorti et de tous les efforts de mémoire et d'explication relatifs à cette période d'avant et d'après la Seconde Guerre mondiale et de la IV^e et V^e République.

La condamnation à mort de Brasillach ne nous a pas convaincus. Elle nous a plutôt effrayés, car elle était une imitation des meurtres nazis et du *fascio*, au même rang que les meurtres des soviétiques. Le jury, qui a voté sa mort, aurait pu se contenter d'une peine à perpétuité, ce qui lui aurait permis de refaire sa vie, comme tant d'autres, plus responsables d'atrocités que lui, ont eu la possibilité de le faire. Ce jury, comme le montre bien Alice Kaplan, était formé d'anciens résistants et d'hommes de terrain, entrepreneurs, ouvriers. La plaidoirie du défenseur de Brasillach, Jacques Isorni – avocat de la défense dans le procès de Philippe Pétain – faisant un portrait « intellectuel » de l'écrivain, du critique littéraire, de l'auteur du premier livre sur l'Histoire du Cinéma, a été fort acclamée, toutes tendances confondues. Elle est passée au-dessus de la tête des jurés, qui n'ont pas voulu en tenir compte, comme si leur position était déjà prise avant même d'entrer dans l'hémicycle de la cour de justice.

Dans les œuvres complètes de Robert Brasillach,¹³¹ j'ai découvert un texte court et très émouvant, adressé à un petit garçon de quatre ans, qui allait faire son service militaire en 1960, à vingt ans. Il commence cette « *Lettre à un soldat de la classe 60* » au camp de Noisy le Sec, en novembre 1944, après qu'il se soit constitué prisonnier, et l'achève à la prison de Fresnes, le 31 décembre 1944. Cette lettre contient des analyses et affirmations inacceptables comme, par exemple, cette citation – page 601 des œuvres complètes – : « ...*Sans l'armistice, on sait bien qu'il y aurait eu cinq millions de prisonniers*

¹³⁰ “*The Collaborator, the trial and execution of Robert Brasillach*” par Alice Kaplan, The University of Chicago Press, Chicago 2000.

¹³¹ Œuvres complètes, première édition annotée par Maurice Bardèche, tome V, « Les Sept Couleurs » 1936, 1939, 1960, Le Club de l'homme honnête, Paris 1963.

au lieu de deux millions dont la moitié était rentrée au bout de deux ans. Sans la collaboration affichée, il y aurait sans doute eu beaucoup plus vite les révoltes, le terrorisme, les francs-tireurs, donc des répressions de plus en plus dures, et un pillage méthodique de nos richesses. » Cette lettre est en fait le plaidoyer qui prépare la défense de Brasillach à son procès. Elle présente, au demeurant, en quelques pages, le fonds de sa pensée. Un nationaliste admirateur de Charles Maurras qui n'était pas pour autant un admirateur de l'Allemagne ; un français dont les goûts le portaient beaucoup plus vers l'Espagne, l'Italie, les pays du soleil. Un admirateur total de la littérature anglaise. Mais aussi un admirateur sans concession du fascisme. Il affirme que dans cette Révolution fasciste « ... *la nation a eu sa place plus insolente, plus marquée, et c'est aussi une poésie que la nation...* Et moi qui ces derniers mois me suis si fortement méfié de tant d'erreurs du fascisme italien, du nationalisme allemand, du phalangisme espagnol, je ne puis dire que je ne pourrai jamais oublier le rayonnement merveilleux du fascisme universel de ma jeunesse, le fascisme, notre mal du siècle. » Enfin, dans la perspective de l'évolution des relations européennes depuis 1945, tous fascistes qu'ils étaient, Drieu et Brasillach ont vu l'importance, à long terme, de maintenir une Allemagne forte – de faire le contraire de ce qui avait été décidé dans le Traité de Versailles, en 1918, en voulant mettre à genoux l'Allemagne vaincue sous un programme de réparations léonin. Dans sa Lettre, Brasillach écrit qu'il avait été un « *collaborationniste de raison* ». Il faut que la querelle entre la France et l'Allemagne cesse une bonne fois pour toute. Seule une réconciliation assurera l'avenir et donc la paix. Ô ironie, il se réfère même au général de Gaulle qui écrivait, en 1934, « *qu'on se prenait à rêver aux grandes choses que les deux peuples pourraient faire ensemble* ». De Gaulle ne rêvait certainement pas de pactiser avec le diable puisqu'en 1934 Hitler entra en scène. Quoi qu'il en soit, en décembre 1944, Brasillach disait à ce garçon de la classe de 60 qu'il faudra bien en arriver là, c'est-à-dire après « *la tâche manquée par la génération de 1918, puis par celle de 1940, il faudra bien la reprendre un jour, et que cette tâche demeure celle de la réconciliation franco-allemande, c'est-à-dire la tâche de la paix* ». Morts en 1945, Brasillach et Drieu La Rochelle auraient bien pu suivre Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi, Konrad Adenauer, dans le lancement de la construction européenne. Ils auraient suivi Giscard d'Estaing et Helmut Schmitt, comme ils auraient peut-être poussé la logique de cette Europe européenne vers une Europe fédérale. À moins qu'ils aient refusé cette voie et se soient fâcheusement pris de sympathie pour un fascisme à Le Pen, plus proche, d'après moi, d'un Jacques Doriot et Marcel Déat.

Pour des jeunes qui cherchaient à se placer sur de nouveaux rails, et à faire leur vie, nous ne suivions pas, en 1944-1945, nous n'imaginions pas de telles idées, de telles visions dramatiques. Elles s'ajoutaient à toutes celles dont nous avons déjà parlé, et à d'autres qui allaient surgir. Ce qui nous marquera à jamais, ce seront nos manifestations, nos cris, nos pleurs ; ce

seront les répercussions des retours des camps de résistants, de la Shoah et des guerres coloniales. De même, nous serons bouleversés et en colère, au lendemain de la libération et de la paix, par les troubles sanglants en Indochine et les exigences de Ho Chi Minh, ainsi que par l'échec d'un compromis possible entre lui et le général Leclerc ; nous serons horrifiés, en Algérie, par les horribles massacres de 1944 de Sétif, prémonitoires des années cinquante, sans oublier les troubles de 1944, dans la grande et belle île de Madagascar.

XIII

Adèle

Ne sont-ce pas les souvenirs et l'atmosphère entourant son enfance et son adolescence qui marquent le plus ? Il semble pourtant difficile de l'admettre. Seuls prennent une grande importance les souvenirs les plus récents, les péripéties professionnelles et sentimentales, les étapes en tant qu'amant, mari, père. Au moment où j'écris ces lignes, c'est ma grand-mère maternelle, Adèle, qui devient le personnage central de « ma Mémoire ». Elle m'a élevé à sa manière, m'a protégé, couvé. Elle m'a appris une certaine forme de culture, de style de vie qui m'ont influencé tout au long de mon existence, même quand nous nous sommes séparés, que j'ai décidé, plutôt, de « rompre » avec elle. Entre 1946 et 1951, nous serons à la fois proches et loin de l'autre : proches parce que nous aurons à continuer à vivre ensemble, loin parce que des événements – dont nous serons en partie les acteurs – vont décider de notre séparation. Cette évolution sera normale : je devais vivre de mes propres ailes. Adèle ne sera pas l'acteur principal, mais sa présence sera constante, positive et négative à la fois. Sa personnalité, je serais tenté de dire son esprit, va exercer sur moi une influence dont je n'avais souligné, jusqu'ici, que le côté « oriental » ou original. Je ne m'étais pas rendu compte de l'importance de cet aspect : à cet effet, des extraits de sa correspondance seront très révélateurs.

J'ai déjà insisté sur la personnalité de Mémé, comme toutes ses amies l'appelaient : au cours de l'Occupation, elle avait prouvé son énergie et sa patience ; au lendemain de la paix, elle sera obligée, par des circonstances imprévues, dont elle n'a pas pu changer le cours, de faire preuve d'encore plus de force, mais aussi d'abnégation, de patience et de courage.

En 1945, Hellé était devenu la maîtresse de Philip Fauerso. Ma grand-mère le trouvait gentil et drôle, sans plus. Pour ma part – et c'était normal pour un fils – j'étais jaloux, d'autant plus que Hellé et moi avions eu des moments mémorables ensemble. Nous sortions, pour aller voir des spectacles, ou, après la fin de l'Occupation, faire une longue promenade à bicyclette – comme dirait Yves Montand –, à deux, en petites étapes, pour visiter le Château de Chantilly. Ce qui fut un long et bon moment inoubliable. Le dernier, en fait. Un soir, Fauerso et Hellé sont venus dans ma chambre, au moment où j'allais éteindre la lumière. Un peu éméché, il parlait plus qu'elle : ils voulaient se marier et se retrouver le plus vite possible aux États-Unis. Suivit toute une salade sur la beauté du pays, sur les possibilités de gagner de l'argent, Hellé allant représenter Raphaël, amener des maquettes et des toiles pour lancer du prêt-à-porter et le faire connaître à Hollywood (sic), etc. Et

puis nous – Adèle et moi – viendrions les rejoindre ; j’irai au Collège en Californie, et puis et puis... Je n’avais pas beaucoup de sympathie pour ce bavard que je ne trouvais pas à la hauteur de ma mère. Le lendemain, Fauerso parti, elle voulut nous expliquer son projet. Il fallait la comprendre, elle aimait Philip ; c’était un garçon bien, avec beaucoup de qualités personnelles et professionnelles... et puis, depuis que Socrate y avait été, avant et après la Première Guerre mondiale, elle avait toujours voulu aller aux USA... La Californie, c’est fantastique ! La mode de Paris y a une réputation unique. Elle y fera son trou. Elle pourra tout de suite aider Mémé et la faire venir, et moi avec, si j’y tiens, compte tenu de mes études. Ce babillage ne convainc nullement Adèle. Qu’est-ce qui prouvait qu’il était le bon choix ? Un soldat change lorsqu’il retrouve la vie civile. Après tout, c’est un acteur, et surtout connu à l’armée : il n’était rien à Hollywood ; de cela on se doutait bien. Et puis Hellé devait divorcer de mon père. Tous les arguments d’Adèle n’y suffirent pas, même celui, inattaquable, qu’en cette période d’après-guerre, que ce soit en Europe ou chez les grands vainqueurs américains, ce n’était pas facile de retrouver un métier : il y aurait, devant soi, pour au moins trois années de transition et de réajustement. Adèle parlait vrai. Hellé avait un *job* en or, avenue Georges V, chez Raphaël, qu’elle aille plus tard aux États-Unis ! Peut-être ! En tout cas, ce serait mieux que de claquer la porte et de quitter son boulot, ses amis, son fils et sa mère. C’était fou.

— Tu ne sais rien, Hellemou (*en grec*), sur ce garçon, tu ne connais pas ses moyens, sa famille... Qui te dit qu’il a de quoi au moins subvenir à tes besoins... et aux nôtres (*sic*). Tu ne peux vraiment pas nous abandonner ainsi, juste au moment où ton fils va, très bientôt, entrer à l’Université. Ce n’est pas possible. C’est fou !

Ces paroles sages se heurtaient à un mur : Hellé avait déjà pris sa décision. Malgré une répétition journalière de ce refrain, rien ne la fit changer d’avis. Même pas ses amies ! La dernière tentative de Mémé, pour la convaincre de rester, fut de lui tirer les cartes. Ce qu’elle y vit ne modifia pas les plans de sa fille. Je l’ai alors – sans Mémé – accompagné à la gare Saint-Lazare, pour prendre le train bateau. C’était en mars 1946, le mois de mon anniversaire... Elle s’embarquait sur un Liberty Ship, Cunard n’ayant pas repris ses voyages transatlantiques...

Mémé et moi étions effondrés lorsque nous nous sommes retrouvés seuls, Quai de Passy. Et puis à la longue, les cartes d’Adèle se sont révélées tout à fait exactes ! Quelques années plus tard, après sa mort et celle de Hellé, je suis entré en possession de la correspondance qu’avait entretenue Adèle avec elle. Je découvrais, en lisant ces quelques feuilles et lettres, qu’Adèle en savait plus que moi en 1946, et pour cause. Elle savait que sa fille avait obtenu un visa de séjour temporaire de trois mois, au Consulat des États-Unis. Elle ne savait peut-être pas qu’elle avait dû attester avoir des moyens pour y vivre, pour au moins la durée de son séjour. Ne pouvant attester qu’elle allait se marier puisqu’elle était toujours mariée. Ainsi, elle emportait avec elle

cinquante dollars en espèces et onze cent cinquante dollars en chèque. Sommes importantes et confortables, pour l'époque, qu'elle avait empruntées, et allait devoir rembourser à une de ses collègues de chez « Raphaël », auquel elle avait remis, en gage, des bagues de famille. Ce remboursement prit du temps, puisque ses rêves allaient se changer en cauchemars : après six mois de vie commune, Fauerso quittait Hellé pour une autre femme plus vieille et plus riche. Ce qu'il avait déjà fait avec ses deux premières épouses. Au fond, c'était un mauvais acteur et un gigolo. Il était pire que ce que nous avons imaginé à Paris. Ce qui l'attirait, outre le charme de Hellé, est qu'elle s'appelât « Comtesse de Lusignan » : ainsi annonçait-il l'arrivée prochaine de France de sa « fiancée », la « Comtesse de Lusignan » (sic), *top designer* de Paris (sic), dans la gazette de Santa Barbara, à deux heures de voiture au nord de Los Angeles où ils avaient l'intention de s'installer. Il faisait aussi part de leur futur mariage, après l'avoir accueillie en Lasalle Cadillac décapotable, à son arrivée à New York, en provenance du Havre, et avoir traversé les États-Unis, de New York à Santa Barbara, pour lui montrer «son» futur pays – et j'ajoute, en traversant l'état du Nevada pour y divorcer de son mari français, mon père. Hellé, sans doute toute honteuse ou peut-être encore amoureuse et espérant qu'il lui revienne, n'a pas songé à rentrer en France : la Californie était superbe et même si elle l'eût souhaité, faute de moyens – ayant dépensé ce qu'elle avait gagé, puisque Philip s'était avéré être sans le sou –, elle n'aurait pu retourner à Paris. La chance et la providence l'accompagneront : toute la famille de Fauerso, et en particulier la sœur aînée, Monica, prendra son parti. Comme celle-ci me l'a écrit, après la mort de ma mère en 1982, elle avait été, en 1946-1947, accueillie dans leur petite ville danoise de Solvang, dans les collines, au nord de Santa Barbara. La famille Fauerso, elle, n'allait pas « divorcer » de Hellé. Au contraire, elle continuera à en faire partie, épaulée par Monica, en particulier, et la sœur cadette, Annette, qui avait, en 1946, le même âge que moi et suivait des cours au collège universitaire de Santa Barbara. Puisque ma mère était mariée à un Américain, maintenant, elle pouvait prolonger son séjour, tout en renouvelant son passeport français avec son nouveau nom de femme mariée, Fauerso, née Zaharoff, et, bien sûr, un nouveau livret de famille, daté du 31 octobre 1946.

Je ne sais pas si Adèle a suivi par le menu toutes ces péripéties. Elle acceptait, en tout cas, avec une certaine philosophie toutes ces déconvenues et changements. Ce qui dominera leurs relations, à présent, sera une longue correspondance qui ne cessera qu'à sa mort. C'est, du reste, entre parenthèses, assez remarquable pour des natifs de Turquie, d'origine grecque et italienne, d'avoir choisi le français comme langue de communication – déjà mentionné, concernant la correspondance entre Socrate et Adèle. Nos générations ont eu une certaine tendance à oublier que «cette exception culturelle», que nous cherchons à préserver de nos jours, provient en partie de ces centaines de milliers, que dis-je, de millions d'exilés et de réfugiés que nous avons acceptés, parfois hélas ! avec peu d'enthousiasme, d'accueillir chez nous et

d'absorber dans nos sociétés. Des extraits d'une lettre de Paris, datée du 9 octobre 1948, pour l'anniversaire de Hellé, qui aura quarante-trois ans le 17 octobre, sont un premier exemple typique.

« Ma chérie, mon enfant adorée,

Heureux anniversaire, que tu le commences avec joie et confiance, Dieu et nos Saintes Âmes ne cessent de te protéger et veiller sur toi et te donnent la réalisation de tes désirs. Toujours mes pensées sont vers toi, je peux dire sans cesse, chaque heure. Je soupire, oui, mais c'est parce que tu luttas, et je ne cesse de prier Dieu pour faciliter ta tâche... »

« ... Tous les soirs, je supplie Dieu de te donner la santé et de bonnes affaires... de plus en plus, je prie... pour nous trois. Ton Guy adoré, il bâche... et mon coeur est un peu serré, pour son épreuve [le bac]. Quel bon garçon si courageux et sérieux... Que la Sainte Vierge l'aide... »

Toutes ces lettres ont ce style propre à Adèle, invoquant le Seigneur et la destinée, en général sombre. Par ailleurs, elle mentionne aussi, dans la plupart, ses besoins matériels, ses difficultés, ou sa gratitude pour les petits envois que Hellé lui fera régulièrement parvenir à partir du moment où elle trouvera sa place à Santa Barbara, dans un grand magasin de cette ville de Californie d'origine espagnole. Elle expédie des petits paquets de conserves, des mouchoirs, parfois quelques billets en dollars qu'elle glisse dans ses lettres. Du reste, Adèle lui envoie aussi des cadeaux, quand elle peut, de Paris, des gants, par exemple. Deux autres extraits révélateurs de cette lettre, choisis à dessein, reflètent les centres d'intérêt d'Adèle. Elle écrit : *« Oui, je souris, quand tu me racontes ta petite vie – petite – mais je la trouve «mouvementée». Tes recettes m'amuse, et je me suis dit est-ce ma petite fille qui fait tout ce fourbi... Et le camarade, avec sa bouteille sous le bras, quel âge a-t-il ? et son travail, qu'est-ce qu'il fait, tu vois je suis curieuse... »* Elle est curieuse et inquiète, car elle connaît le caractère fantaisiste de sa fille, c'est pourquoi elle ajoute : *« Ah Hellémou... Si tu pouvais avoir la chance de trouver un homme, avec une situation qui compte, il n'y a que ça qui compte... »* Cette remarque est très importante. Adèle ne tient pas à ce que Hellé fasse la même bêtise qu'avec Fauerso. Plus loin, elle lui fait un gros appel du pied, en faisant allusion à son amie et ex-collègue, Renée, qui projette *« ... d'avoir une maison à Paris. »* Du prêt-à-porter : Renée, ayant travaillé, comme Hellé, chez Raphaël, avait acquis une certaine expérience. Donc, Adèle exprime ce qu'elle pense, depuis le désastre Fauerso : *« Reviens à Paris ma chérie, retrouve-nous ; travaille avec ton ancienne copine ; d'ailleurs, ajoute-t-elle, j'ai appris qu'il y avait rue Cambon une nouvelle maison d'une ancienne de chez Raphaël qui marchait bien et qui avait déjà une succursale à Deauville et à Biarritz... »* Elle se réfère à une certaine Madame Andrée qui travaillait *« paraît-il sous tes ordres et Renée, en*

quittant, Raphaël lui avait laissé une partie de sa clientèle et que maintenant Renée et cette Andrée songeaient à faire quelque chose ensemble. » Et pour conclure, maladroitement, elle continue : « Je souhaite que nous ayons le bonheur de te voir revenir, mais ce serait dans des moments difficiles et au fond là-bas, tu n'es pas à plaindre ; mais ce n'est pas non plus une vie... Paris c'est unique et on ne sait pas ce que le destin nous apportera... En attendant, soyons patients et prions Dieu... »

XIV

Les « passagers » du Quai de Passy

Adèle n'avait pas attendu d'avoir des nouvelles de Hellé, et de connaître ses intentions, pour agir. C'est ce qui faisait sa force. Dès le départ de sa fille, elle avait deux soucis et problèmes immédiats : d'une part, améliorer ses finances ; d'autre part, obtenir l'émancipation de son petit-fils pour éviter qu'il ne tombe, selon la loi, sous la coupe de son père, après le divorce de sa mère.

Pour améliorer ses finances, elle aide des amis arméniens – ceux chez qui nous avons passé le jour de Noël 1944 – qui risquaient d'être poursuivis, pour profits illicites, par les nouvelles autorités françaises. Ils ne le seront pas, mais ils demandent à Adèle de cacher, pendant un certain temps, quelques lingots, bijoux, titres et monnaies papier. Elle n'a jamais voulu me mettre au courant des détails. Elle restait vague, mais lorsque le « danger fut passé » et nos Arméniens éclipsés de Paris, sinon de France, ils laissèrent derrière eux, en guise d'appréciation, d'amitié et de soutien, une somme largement suffisante pour remettre à flot nos finances pour au moins un an. Après quoi, en vue de « libérer » son petit-fils, Adèle invitera Georges, mon père, au Quai de Passy, pendant quelques mois. Son objectif : négocier son accord pour que j'obtienne mon émancipation dès que j'aurai eu dix-huit ans, la date légale.

Ai-je revu mon père en mai ou juin 1946, presque dix ans après son passage à Liège ? Cela semble vraisemblable. J'allais alors revoir un père sur lequel j'avais accumulé des idées arrêtées à la suite des remarques de ma mère et surtout de ma grand-mère. Par ailleurs, je me trouvais dans un état d'esprit peu disposé à des retrouvailles de circonstances, surtout depuis la formidable déception causée par ma mère lors de son départ. Je me retrouvais dans la situation du fils sans mère, après avoir toujours été un fils sans père. En réalité, j'aurais dû me dire que cette situation était encore plus pesante et plus dure pour mon propre père, qui vécut lui-même sans père, puisqu'à partir de l'âge de sept ans il fut orphelin de père en conséquence du décès, en 1880, à l'âge de cinquante ans, de Charles Simon. Comment, ensuite, a-t-il été élevé ? Sans doute par sa mère, Agathe, ma grand-mère paternelle, mais où, comment, combien de temps ? Je n'ai jamais pu le savoir. Une chose est certaine : aujourd'hui, en plus de sa tristesse, je puis mieux imaginer le désarroi d'Agathe. À la suite de cette mort soudaine, malgré le jugement de séparation de corps, Marie Caplan demeurait la « légitime ». Sa situation a dû alors devenir pour le moins complexe et plus que difficile. Même si Charles Simon lui avait laissé des moyens de subsistance et une maison à Prinkipo, où sont nés tous les enfants. Georges avait trois frères et une sœur : sont-ils restés à Prinkipo ou sont-ils venus sur le continent, même si Agathe n'était pas

reconnue par la famille Roux ni par la société de Constantinople. On ne peut que faire des suppositions sur la base de méchantes querelles familiales – compréhensibles, surtout à cette époque-là – et avant tout sur celle des « non-dits ». Pour ma part, je n’ai eu de trace de ma grand-mère que par le livret militaire français de mon père, indiquant le lieu de résidence de sa mère, au Caire, en 1893. Était-elle venue au Caire immédiatement après la mort de Charles Simon, ce qui serait une première hypothèse, ou plus tard ? Avait-elle de la famille dans la colonie grecque ? Faute de traces, faute de mémoires, malheureusement, tout n’est que suppositions. Par des amis qui vivent en Égypte, j’ai appris que le nom de Joannides était rare et grec. À l’époque, à Alexandrie, un Joannides avait monté la plus importante pharmacie du pays. Ce qui renforcerait l’idée d’un retour d’Agathe dans sa famille d’origine. Il y existe un cimetière orthodoxe grec où des Joannides pourraient avoir été enterrés, mais Agathe n’en fait pas partie. Serait-ce alors au Caire qu’elle aurait fini ses jours ? C’est seulement depuis que j’ai entrepris l’écriture de ce livre que j’ai pris conscience que mon attitude à l’égard des Lusignan, des Roux, de mon père, était trop entière et négative. En tout état de cause, la personnalité et le caractère de mon père, et surtout son mode de vie, n’avaient jamais pu me rendre bien compréhensif. Son passage au Quai de Passy est cependant le seul moment de sa vie, et de la mienne, où j’ai pu, à dix-sept ans, ressentir, avoir une idée de lui et, surtout, en garder un souvenir. Trois impressions me reviennent. Il faut dire que Georges, au Quai de Passy, restait fidèle à ses habitudes, ce qui était sans doute normal pour un homme de soixante-quatorze ans. Étant une personne de nuit – des clubs de jeu, en particulier –, il se levait tard, déjeunait parfois avec nous – ou avec Adèle quand j’étais « aux études » – et ne dînait pas. Je me souviens de l’avoir vu le plus souvent lors du petit-déjeuner qu’Adèle lui amenait au lit... dans ce grand lit qui fut parfois le mien, mais qui fut surtout celui de ma mère pendant son séjour de huit années au Quai de Passy. Ce devait donc être surtout le week-end, et une ou deux fois en semaine, que je l’entrevois. La première impression qui m’est restée, et que je continue souvent d’avoir quand je me regarde dans un miroir, après m’être rasé, par exemple, ou quand je tombe sur de vieilles photos, est notre ressemblance. Un peu les yeux, durs, perçants, surtout le front et l’implantation des cheveux. Il les avait presque blancs – plus que moi, âgé de soixante-douze ans, au moment où j’écris ces lignes – et ondoyants. Un homme qui ne faisait pas « vieux monsieur », qui aimait s’habiller, veiller à sa tenue et à l’assortiment des formes et des couleurs, à la coupe de ses habits, et qui aimait sans aucun doute le luxe, même s’il a fini dans la misère, tout en gardant une mise impeccable. Second souvenir plutôt qu’une impression : la malle qu’il possédait, la pièce la plus importante et essentielle de ses bagages, sinon la seule. On ne fait plus ce genre de malle. Caractéristique des bagages de luxe, dans les premières classes des Orient-Express ou des Paquebots transatlantiques et autres voyages au long cours. Ces grosses malles élégantes avaient une partie gauche qui servait à pendre

complets, vestes, manteaux et tiroirs pour chaussures, et une partie droite à compartiments pour chemises, robes, sous-vêtements, mouchoirs, cravates, trousse de toilette, etc. Un vrai monstre de luxe ! Enfin, ce qui m'a au fond le plus marqué, c'est son intérêt pour mes études, sa connaissance et son envie de discuter littérature ; son besoin de m'inciter à changer mon point de vue sur la philosophie, insistant sur les grands philosophes du XVIII^e, de Montesquieu, de Condillac à Locke, ou à Diderot, aux géants que sont Rousseau et Voltaire. Je n'imaginai pas mon père aussi cultivé, aussi ouvert. Cela m'a fait du bien. De rentier, semble-t-il au départ, il a dû devenir agent de change ou courtier. Puis le flambeur a pris le dessus, gagnant parfois pas mal au jeu, mais perdant tout autant. Ce devint son vice, et il y perdit son âme. La fin de sa vie sera triste. Il ne semblait pas avoir d'amis, que ce soit à Londres ou à Paris, encore moins, à ma connaissance, d'amies. C'était un solitaire... un ours solitaire ! Un jour, dans les dernières semaines de 1946, il décida de nous quitter et de partir pour Monte-Carlo. Nous n'en fûmes pas vraiment surpris. Je ne l'ai revu qu'en 1954, huit ans plus tard. En tout cas, la première mission d'Adèle était accomplie : j'allais être émancipé, tout à fait légalement, à dix-huit ans.

Pour se constituer un revenu plus régulier, Adèle décide ensuite d'accueillir des locataires, des « *paying guests* », comme on dit en anglais. Tout se faisant sans contrat, mais sur des bases amicales, d'un commun accord. Elle les connaîtra grâce à des amis d'amis et leur offrira le gîte – une partie de notre appartement pour certains ; une chambre pour d'autres, à titre exceptionnel –, et parfois le couvert – au minimum, le petit déjeuner. La situation de l'appartement se prêtait à un tel arrangement : j'abandonnais ma rotonde, comme je l'avais déjà fait sous l'Occupation pour Monsieur L., et m'installais dans la grande chambre à coucher. Pour les commodités, je me contentais de la salle de bain de ma grand-mère, sans les sacs de charbon de la guerre, et nos locataires avaient leur propre salle de bain, les toilettes étant partagées par tous. Cet arrangement devait marcher, sous réserve du caractère, de la politesse, de l'aménité de nos visiteurs, qui venaient en « amis » et, étaient, en principe, de passage. Naturellement, cet accommodement ne devait pas revenir aux oreilles de notre propriétaire, mais, au fond, cela ne le regardait pas puisqu'on s'acquittait régulièrement du loyer.

Nos premiers locataires arrivèrent quelques mois après le passage de mon père. Un couple. Je ne sais plus du tout qui nous les avait recommandés. Peut-être nos amis arméniens. L'homme, en tout cas, avait une sale gueule : peu causant, pas aimable, très discret – ce qui est un avantage –, il n'était jamais là, ou disons plutôt qu'il se faisait tout petit et peu visible, comme s'il était traqué. Il avait un accent proche de l'allemand ou d'une langue slave, passait ses nuits dehors, et se levait très tard. Était-ce un joueur ou un trafiquant ? Nous ne nous posions pas de questions. En revanche, sa « femme » était charmante, fine, française, simple. Elle sortait peu et tenait compagnie à Adèle. Ce qui finalement était une bonne chose pour toutes les deux. Ajoutons qu'elle était jeune, dans la trentaine. Son mari étant souvent absent, elle

s'ennuyait – était-ce, du reste, son mari, ou un compagnon avec lequel leur vie, pendant et après la guerre, avait créé des liens particuliers, peu importe ! Elle avait sans doute ses raisons de se faire aussi toute petite et discrète et de ne pas fréquenter « le monde », mais elle parlait volontiers. Lorsque je n'étais pas à l'Université – j'avais commencé ma première année de droit et de langues vivantes –, elle se mettait, par moments, à bavarder avec moi. Deux, trois fois, nous avons été ensemble dans un cinéma du quartier. Puis un soir où j'allais lui dire bonne nuit, je la trouvais dans la chambre à coucher avec Adèle. J'étais en robe de chambre et je me souviens de la façon dont cette jeune femme m'avait discrètement effleuré la hanche au moment où je lui disais mon « bonsoir » habituel. Quelques instants après, elle grattait à la porte de ma chambre et ce qui devait arriver m'arriva. J'eus ma première aventure et expérience sexuelle. Ce qui ne se reproduisit pas souvent mais périodiquement, d'une façon très discrète et très agréable. C'est elle qui en prenait toujours l'initiative. Elle avait de beaux seins, une bonne peau douce et... de l'expérience. Et puis un jour, le couple fit part à Adèle qu'il devait quitter Paris immédiatement ! Pourquoi ? Par peur ? Aucune explication ne fut donnée. Cela m'a bien chagriné, d'autant plus que je n'ai pu la revoir une dernière fois. De nous deux, seule Adèle ne semblait pas surprise !

Notre second locataire, recommandé par une connaissance de ma grand-mère, avait été mobilisé sur le front du Pacifique, dans l'armée américaine. Il avait fait des études musicales et jouait au piano. Après sa démobilisation, à moins de trente ans, il avait profité des allocations et bourses d'études, dont bénéficier tout militaire américain doté d'un certain bagage, pour entrer au Conservatoire de Musique, à Paris. Travaillant le piano depuis son plus jeune âge, il était d'abord entré à la Julliard School, une des grandes écoles de musique des États-Unis, immédiatement après sa démobilisation. Un an après, il s'était débrouillé pour venir passer l'année scolaire de 1947 au Conservatoire de Paris. Je ne sais comment il a atterri chez nous, au printemps, au deuxième ou troisième mois de son séjour. Encore une fois, je mettais la rotonde à la disposition de ce jeune homme, que nous appellerons Tom. Il parlait à peine français, s'installer chez nous l'arrangeait donc. J'ai accepté de rompre la location du piano droit, que nous avons depuis plusieurs années, mais que, depuis mes études supérieures, j'avais eu le tort d'abandonner peu à peu. À la place, Tom fit amener un piano de concert, moyen calibre, qui prenait la moitié du salon rouge. Ce fut un plaisir de l'entendre travailler et jouer, en tout cas de temps en temps, car j'étais à peine à la maison, me rendant la plupart du temps à mes cours de deuxième année. J'avais commencé à donner de « petits » cours en anglais et à faire, à titre d'essais, des traductions pour me faire de l'argent. Ces petits travaux sont devenus, à la longue, si rémunérateurs qu'ils allaient couvrir mes dépenses quotidiennes, y compris les déjeuners et mes sorties et, par la suite, mes frais de voyages. Ce qui allait alléger ma dépendance vis-à-vis de ma grand-mère, qui n'apprécia qu'à moitié.

Durant l'été 1948, cinq mois environ après son installation chez nous,

Tom demanda à Adèle si je pouvais l'aider à organiser un voyage, pour qu'il se détende un peu, au cours de mes propres vacances universitaires. Il voulait surtout aller dans l'Ouest de la France et avant tout en Espagne. En dehors de son piano et de ses sorties assez régulières, le soir, il n'avait pas beaucoup de distractions. Il était gentil, sans plus ; a priori timide – ce qui se révélera tout à fait faux –, pas très malin. Bref ! je n'étais pas du tout excité à l'idée d'aller en vacances avec lui. J'en voulais aussi à ma grand-mère de m'avoir embarqué dans cette galère, mais, me disait-elle : « *Fais cela pour moi ; il est gentil, il se sent un peu perdu de partir seul parce qu'il ne sait parler que l'anglais, que c'était notre paying guest ; ce serait correct de faire cela, etc. Fais-le pour moi, s'il te plaît.* » Que pouvais-je vraiment dire dans ces conditions ? Par ailleurs, je ne tenais vraiment pas à me rendre dans l'Espagne de Franco et de la Guardia Civil. Je lui fis comprendre que j'avais déjà décidé, et arranger, d'aller retrouver, vers la seconde moitié de juillet, des amis en Bretagne, à La Baule. Il me proposa de traverser la France, dans une petite Fiat, direction l'Espagne, le long de la côte ouest de la France, et, au retour, de me déposer à La Baule en temps voulu. Nous arrangeâmes l'itinéraire en conséquence, avec des arrêts rapides. Nous avons vu de beaux endroits, à une époque où, si les routes étaient étroites par rapport aux autoroutes d'aujourd'hui, la circulation n'était pas si intense. Nous pouvions admirer les paysages à loisir et les files des arbres, selon les régions : chênes, hêtres, bouleaux, cyprès. De ce point de vue, et pour moi qui connaissais peu mon pays, ce fut un grand plaisir : Paris, Orléans, Saumur, Lusignan – quelle vilaine ville ! mais il fallait y passer –, Poitiers, Saintes, les Landes – en évitant Bordeaux –, Bayonne, Saint-Jean-de-Luz, et la frontière, San Sebastian, Burgos, Leon et son plateau désertique, Gijon sur l'Atlantique et au retour, Santander, Biarritz. Voilà le périple que nous avons fait. Je me souviens d'un beau temps, de paysages durs et beaux à la fois, de la mer et de la côte espagnole et basque. Mais j'ai eu à supporter Tom qui conduisait comme un fou tout en buvant comme un trou du cognac espagnol, à la bouteille, m'incitant à le joindre, ce que je fis modérément. Il n'avait pas de grandes idées sur la cuisine, mais le dollar étant la monnaie du siècle, on pouvait acheter tout ce qu'on voulait. Par contre, j'ai dû bien vite reconnaître que Tom ne voulait pas, comme moi, draguer les filles. Un soir, dans la chambre que nous partagions dans un de ses superbes hôtels de la Côte, à Santander, il a voulu me *sauter dessus*. Il s'est vite rendu compte de son erreur, même s'il était persuadé que « *cela aurait agrémenté le prix de ma ballade avec lui.* » Le retour vers la Bretagne a été encore plus rapide que l'aller et un peu froid. Inutile d'insister sur nos relations, qui étaient bêtement devenues très distantes, car, pour des raisons tout à fait différentes, nous l'avions mal pris. Quand nous nous sommes retrouvés, plus tard, au cours de l'été, Quai de Passy, nos rapports n'étaient plus les mêmes et Adèle avait du mal à comprendre notre froideur. Elle le comprit plus tard, lorsque Tom nous quitta, en fin de compte avant la fin de son séjour à Paris.

La dernière locataire, Marie Lequesnay, resta chez nous de fin 1947 au

début de 1950. Étrangement, le Quai de Passy avait retrouvé son ambiance de bonne humeur, de week-end de poker de l'après-guerre. Marie, finalement, n'était pas vraiment une locataire, même si elle contribuait aux dépenses quotidiennes et au loyer. Elle s'était installée dans la chambre de ma mère et j'avais repris ma rotonde. Canadienne, de Québec ville, avec un accent qu'elle prétendait être le vrai accent de la belle et douce France – le nôtre étant à consonance allemande, en tout cas le mien –, nous nous sommes souvent disputés à cet effet, pour rire, bien entendu. Elle avait une petite trentaine et venait pour la première fois en France, pour le compte de son pays. Elle avait le statut de diplomate canadien, à l'Ambassade du Canada, si je me souviens bien, n'étant pas loquace sur ce qu'elle faisait. De taille moyenne, un peu plus grande que moi, svelte sans être vraiment sportive, avec des cheveux et des yeux noirs, elle était souriante, confiante et très aimable. Adèle et Marie se sont entendues de suite. Une amitié profonde s'est développée entre elles, une affection plus proche d'une relation mère-fille. Adèle avait finalement retrouvé une fille, mais plus jeune que Hellé, avec laquelle elle allait avoir des rapports extrêmement chaleureux et surtout une complicité. Marie devint vite la confidente d'Adèle, ce que Hellé n'a jamais été. Pour Adèle, c'était une locataire idéale ; pour moi, ce fut une copine. Adèle lui reprochait d'être casanière, de ne pas sortir assez, de ne pas avoir de flirt – ce qui était à moitié vrai, comme je l'ai su plus tard lorsqu'elle m'a avoué qu'elle sortait parfois avec un Français, un homme « mûr » et marié qui avait des affaires au Canada. Je me souviens des nombreuses soirées que nous avons passées avec les P., voisins de droite du Quai de Passy – R., le mari et B., sa femme, grande amie de Hellé qui regrettait beaucoup son départ – et nos amis de l'avenue Pierre de Serbie – J. et G. de S. Soirées à l'occasion de fêtes et des week-ends, où nous jouions au poker avec des jetons et où l'on s'amusait bien. Parfois, nous mettions de la musique et on faisait un petit tour de danse. Je me souviens d'une soirée, au cours des premières fêtes de fin d'année de Marie, à Paris, où nous jouions aux cartes : à chaque grand coup, celui ou celle qui avait gagné et celui ou celle qui avait perdu allaient se faire un bisou sous les branches de gui, qui, selon la tradition, pendaient au lustre de l'entrée de l'appartement. Tout était gai. Nous étions heureux, Adèle et moi, d'avoir repris cette tradition d'accueil que nous avions observé pendant l'Occupation – pour garder le moral – et au lendemain de la libération – pour ne pas penser à l'avenir... Nous l'avions abandonné après le départ de Hellé.

Dans une lettre datée du 28 septembre 1948, donc près d'un an après l'installation de Marie chez nous, Adèle disait à Hellé combien elle se félicitait d'avoir Marie et de pouvoir la garder plus longtemps, celle-ci souhaitant demeurer à Paris jusqu'au printemps 1949 et même un peu plus : « ... tout dépendra si elle doit quitter Paris pour un autre poste ou pour retourner au Canada. Si cela pouvait être qu'elle reste à Paris encore un bon moment, ce serait une solution idéale, car cela coïnciderait à peu près à la fin des études de Guy, car cette année est décisive pour lui... » Dans cette même

lettre, Adèle disait qu'elle continuait à lire les cartes, soit seule, lorsqu'il s'agissait de sa fille ou de ses chers absents, soit, ayant acquis une certaine réputation, en présence d'une de ses nombreuses visiteuses ou visiteurs. Sans s'en rendre compte, elle faisait du bien à B. ou R. ou G., ou, en l'occurrence, à Marie. Au fond, elle remplaçait le psy ! Toujours aussi caractéristique d'Adèle, cette lettre nous apprend aussi que Hellé qui, à cette date, avait repris son travail dans un de ces grands magasins de luxe de Santa Barbara où elle s'était installée – Nieman Marcus ou Bloomingdale, que sais-je ! chacun ayant un important département de prêt-à-porter de luxe –, était toujours mariée à Fauerso tout en ne vivant pas avec lui. Mais laissons parler Adèle... : « ... *Je comprends très bien que ta situation est délicate. Mais tout de même il faut vouloir te libérer. Je crains tant pour toi ma chérie. Je ne suis pas bonne avec les cartes, ma tête est fatiguée, pourtant j'ai fait hier quelques tours (comme tu me le demandes). Je crains que Philip ne revienne... c'est sa mère, et une mère ne peut que pardonner... j'ai vu donc qu'il a envie de venir et il ne faut d'aucune façon que tu reprennes la vie avec lui... J'ai vu que tu ne l'aimes plus mais la pitié, cette horrible maladie nous fait faire des choses malgré nous... Ton travail est fatigant, mais cela va changer... une femme te propose un changement, n'accepte rien avant d'avoir ton divorce... deux hommes tournent autour de toi, selon les cartes bien sûr... mais ce n'est pas cela... Il faut patienter, cela ne veut pas dire qu'il faut se laisser aller... vouloir, ma chérie, vouloir...* » De cette manière qui lui est propre, Adèle décrit comment elle s'imagine la voir, du haut d'une fenêtre, se rendre à son travail, là-bas si loin de l'autre côté du globe, et qu'elle la suit ainsi sur une route toute en pensées et en amour pour elle et... pleure. Elle écrit encore : « *Quand tu allais à Paris travailler, mon enfant, j'ai si souvent pleuré... Qui m'aurait dit que j'aurai versé des larmes bien plus amères... ton sort est triste, mais pas aussi mauvais. Dieu t'a protégé... tu as passé le plus terrible (sic)... la vie est une lutte perpétuelle...* »

Cléon était venu à Paris, une première fois avant que Georges ne revienne de Londres, puis une seconde fois après son départ. Je crois qu'il est venu aussi en 1947 et vraisemblablement en 1948 entre les différents *paying guests* qui se sont succédé chez nous. Bref ! lorsqu'il y avait de la place dans l'appartement. De toute façon, il était normal qu'il vienne à Paris après cinq ans de guerre. Nous étions contents de le voir. Certes, nos rapports étaient différents de ceux que nous avons eus à Liège, mais j'ai passé de bons moments avec lui. Bien meilleurs que ceux que nous allions avoir lors de mon propre séjour à Londres. Handicapé, il avait malgré tout un bon moral et était un bon tonton jovial, gai, aimant jouer aux machines à sous et, dans ce but, aller de bistrot en bistrot. Malgré sa jambe gauche qui était la plus touchée, et son obésité, il aimait faire des promenades : nous les faisions ensemble dans le quartier. Quand nous voulions aller au cinéma, nous prenions le métro. Il ne semblait pas lire beaucoup, n'avait pas d'envie particulière de discuter, parfois

un peu de politique, souvent de football et de cyclisme. Il adorait le Tour de France et le suivait de près, connaissait les grands d'avant-guerre, comme le grand champion italien Bartali, et tenait à le suivre de nouveau après la guerre, le Tour ayant été supprimé sous l'Occupation. Il connaissait mieux que moi les prouesses du football français et bien entendu anglais. Je ne me rappelle pas que nous ayons eu des échanges de vues très poussés. Limité à tous les égards, il gagnait sa vie surtout dans des affaires de spiritueux appartenant à un ami d'enfance, et il la gagnait mal. Cela semblait tout juste l'aider à vivre. Sa santé avait aussi des hauts et des bas, en conséquence des traitements qu'il avait parfois à suivre ; puis son penchant pour l'alcool, et non pas seulement la bière, n'améliorait pas non plus son état de santé. Le moins que l'on puisse dire est qu'il vivait en solitaire. Avant-guerre, il aurait épousé une femme, à un moment où il n'était pas tout à fait en possession de ses moyens. À cause de la réputation de son père, elle croyait qu'il était fortuné. Quand elle s'est rendu compte de sa situation réelle, elle l'a littéralement laissé tomber. Il a dû en souffrir, même si elle n'en valait pas la peine. Adèle me disait souvent que Cléon aurait préféré mourir avec son frère et que hélas ! cela aurait peut-être été préférable, compte tenu de la détérioration de sa santé et de sa vie. Les bombardements et les restrictions alimentaires avaient certainement entamé son mental, son état général, et son moral. Sa solitude lui pesait, mais il n'en parlait pas. Au lendemain de la guerre, il était loin d'être le seul dans ce cas... Aussi, à mon entrée à l'Université, ma vision sur ma situation familiale était peu engageante : un père absent et flambeur, une mère absente, une grand-mère certes pilier essentiel, près de moi, mais pilier aux fondations peu solides à long terme, et un oncle malade. Je mets de côté les sœurs d'Adèle, mes grand-tantes, qui vivent leurs propres destinées, hors du rayon d'Adèle. Alors, suivre des cours à la Faculté de Droit, la seule de Paris sur la place du Panthéon – aujourd'hui Paris 1 – même si je ne préférerais vraiment que le droit constitutionnel – et des cours de littérature anglaise à la Faculté des Lettres de la Sorbonne, rue de l'École de Médecine, me changeait complètement la vie. J'y rencontrais de nouveaux camarades, garçons et filles – surtout en cours d'anglais ; en droit nous étions trop nombreux, sauf en travaux pratiques. Et puis, nous avions des activités para-universitaires. Cela dit, j'aurais tort de ne pas insister sur le fait que, dans un tel environnement, j'ai eu la chance d'avoir auprès de moi ce grand personnage qu'était Adèle. Tant que je serai près d'elle, elle fera partie de mon univers, de mon cadre. Elle ne cherchera pas à m'influencer outre mesure – elle aurait pu pourtant m'éviter de faire quelques erreurs. Elle me laissait mener ma barque, dans la mesure où elle voyait la somme de temps que je consacrais à mes études, et qu'elle pouvait imaginer, à tort, ce que lui rapporterait (sic) mon passage à l'Université. De 1946 à 1950-1951, sa présence dans ma vie fut très bénéfique, mais vers la fin de cette période, elle deviendra plus que pesante. Dans ce contexte, la présence de Marie fut très salutaire, pour elle comme pour moi. Cela évita les tensions.

Premières relations, premiers signes d'indépendance

J'approchais de mes dix-neuf, vingt ans. Je voulais voler de mes propres ailes. En 1^{re}, à Janson, juste après l'Occupation, outre notre bande, j'avais la présence, quasi permanente, de mon vieil ami Fernand, de Garches, ses parents l'ayant mis dans mon lycée. Il complétait, sans en faire partie, le groupe de ceux que je considérais comme mes intimes, au même titre que Michel, dont il a été déjà fortement question, et puis Jacques Meyer et Jean-Jacques Hartman. Je voyais individuellement ces quatre amis : ils venaient au Quai de Passy – Fernand bien entendu depuis 1938 – et j'allais chez eux. Ce qui, déjà, était une forme d'indépendance ! Mais j'allais acquérir, après le Baccalauréat et à l'université, une marge de liberté, avec le soutien financier, certes modeste, que j'allais obtenir grâce à de petits travaux – leçons particulières et traductions d'anglais en français, qui m'obligeront à apprendre à taper à la machine à écrire. Ma connaissance de la langue anglaise se renforçait par les cours de littérature et d'histoire que je suivais à la faculté, mais surtout par la pratique de la langue. En dehors des voyages que j'ai faits en 1948 et 1949, à Oxford, pour la Sorbonne, je me suis rendu à Londres pratiquement tous les ans, entre 1948 et 1951. En 1947, j'avais déjà passé deux mois, au cours de l'été, chez une famille dont les enfants avaient été recueillis à Québec, au cours de la guerre, chez les parents de Marie. Ce fut donc une excellente expérience pour moi, d'autant plus que la fille de la maison, plus vieille que moi de deux ou trois ans, m'emmenait visiter Londres et ses banlieues quand elle le pouvait. Megan a été une véritable amie et ses parents ont été délicieux avec moi. Ils m'ont, du reste, accueilli une seconde fois pour un séjour plus court, en 1950.

Je n'ai jamais autant marché, je crois, qu'au cours de mon premier séjour londonien. En dehors des quelques sorties avec Megan, j'étais seul. J'ai donc visité cette ville immense et passionnante ainsi que ses sites de banlieue, de fond en comble. Et puis, à Londres, je retrouvais mon oncle Cléon qui aurait dû a priori s'occuper de moi, me sortir, me gâter, me faire connaître les endroits où il aimait aller, si ce n'était un vieux bistrot, un pub, un resto sympa. Adèle s'y attendait et comptait sur lui pour assurer un peu mon « intendance ». J'ai malheureusement le souvenir d'un pauvre homme paumé, avec très peu de moyens, vivant comme un oiseau sur une branche. Comme nous nous doutions, il jouait au démarcheur de spiritueux pour la maison de whisky dirigée par un de ses vieux copains de classe. En tout cas, les promesses faites à Adèle, lors de son séjour à Paris, de s'occuper de moi, sont restées vaines. Mon argent de poche et mon petit pécule parisien m'ont permis de prendre le métro ou le bus ou le train pour me déplacer autrement qu'à pied. Je déjeunais

la plupart du temps de « *fish and chips* » à deux *shillings six pence*. Heureusement que j'avais mes adorables hôtes anglais et amis de Marie, qui vivaient dans le nord-ouest de Londres, près d'une station de métro qui me reliait au centre de cette grande ville, à *Baker's Street*. Malgré cela, ce premier séjour d'après-guerre à Londres m'a laissé une certaine amertume. Certes, il ne fallait pas non plus oublier que l'Angleterre sortait de la guerre et qu'elle avait été aux premières lignes, en 1940 et 1941, seule contre l'Allemagne nazie et sous les coups de bombardements insensés dont il restait partout des traces, en particulier autour de la Cathédrale Saint Paul. Le premier côté positif de ce séjour a sans aucun doute été de découvrir, dans son détail, une grande métropole industrielle, forte, malgré ses blessures de guerre, avec une densité de population active, laborieuse, peu riche – les inégalités de ressource étant très frappantes. L'avenir montrera que la Grande Bretagne n'a jamais pu vraiment récupérer la position de « véritable » grande puissance qu'elle avait avant-guerre. Petit à petit, ses liens profonds avec les États-Unis, et son entrée bien plus tard dans l'OTAN et les Communautés Économiques Européennes, lui permettront de retrouver un peu de son auréole, mais jamais plus celle d'avant 1938. Le second côté positif sera bien évidemment d'avoir pu renforcer mes connaissances de la langue anglaise et de me pénétrer de cette civilisation britannique et ses coutumes dont, tout petit, j'avais eu un aperçu à Notre Dame de Sion et chez mes grands-parents. Du point de vue négatif, il a renforcé mon besoin de prendre le large par rapport à cette petite famille composée d'Adèle et de Cléon, qui allait s'y retrouver, à un moment ou un autre, par la force des événements. Contrairement à mes amis et camarades parisiens, à mes fréquentations tellement plus sûres, j'étais seul dans une famille bancale, fragilisée, qui allait devenir de plus en plus meurtrie, et sur laquelle il ne s'agissait pas que je m'appuie, malgré l'amour et le soutien, à sa manière, d'Adèle. Contrairement à mes camarades de lycée ou d'université, je ne pouvais trouver « chez moi » le support de parents qui avaient fait des études, parfois préparatoires à de grandes écoles – Normale, Polytechnique, Administration, Commerce-HEC, Arts et Métiers, Architecture. Il ne fallait donc pas que ma vie dépende de cette famille ou soit influencée par elle. Je ne me trouvais pas, de prime abord, doué pour faire ces écoles préparatoires : mes résultats très moyens au Baccalauréat en furent une preuve. Aussi, acquérir une forme d'indépendance à tout égard, trouver des voies compensant ces manques, allait être mon objectif et m'obliger à en accepter les conséquences, mêmes si elles avaient leur prix.

J'ai terminé mes deux premières années de droit, toutes mes années d'anglais, ce qui me permit, en obtenant la licence de lettres, d'entrer directement en seconde année de l'Institut d'Études Politiques, rue Saint Guillaume. Autant le droit n'était pas « ma tasse de thé », autant l'histoire contemporaine, la littérature, les courants politiques, l'histoire des civilisations allaient devenir mes filières préférées. Ayant eu aussi, au fond, des années secondaires relativement ternes, j'ai voulu, en Université, prendre ma revanche et m'agiter,

peut-être un peu trop. Ainsi, jeune étudiant à la Sorbonne, je me suis trouvé à la tête du Club des Étudiants d'Anglais de la faculté, de 1948 à 1950, rue l'École de Médecine – à ce titre, nous faisons partie de la fédération des étudiants de lettres, et suivions tout le mouvement étudiant de l'après-guerre, y compris ses tendances politiques. Avec un petit groupe de volontaires, nous avons surtout cherché à organiser des manifestations culturelles en rapport avec nos études anglaises et américaines. Je garde encore aujourd'hui de très bons souvenirs de cette époque, qui m'a fait sortir « dans le monde ». Adèle se rendait-elle compte – elle qui ne suivait pas du tout mes études ni ses activités parallèles – que mes activités m'aidaient à apprendre à m'organiser, à animer des groupes, à les mobiliser, à gérer – car rien n'était gratuit – même si cela me détournait parfois un peu de mes études proprement dites ? Par exemple, nous avons organisé au Musée de l'Homme, au Trocadéro – qui avait une salle de projection – des séances de cinéma, pour découvrir les œuvres littéraires de langue anglaise adaptées au cinéma, qu'elles fussent américaines ou anglaises. Nous avons surtout et périodiquement des conférences dans l'Amphithéâtre Descartes, à la Sorbonne. Ce qui nous permettait de prendre contact avec les services culturels anglais – British Council – ou américains. Ce dont je me souviens le mieux, c'est d'une conférence d'André Maurois, romancier – « les Silences du Colonel Bramble » et « Climats » –, mais surtout biographe de Shelley, Victor Hugo, Balzac. Il y fera salle comble en parlant de la littérature aux États-Unis, je crois : Melville, Hawthorne, Henry James. Inutile de dire que nos professeurs de cette époque, notamment Las Vergnas et Farmer, pour les Anglais, et Le Breton et Landré, pour les Américains, nous félicitaient de ces initiatives qui attiraient un monde fou : étudiants et leurs parents, non étudiants, visiteurs étrangers. La plus folle de nos initiatives est d'avoir invité André Gide pour nous parler de Hamlet, dont il venait d'écrire une nouvelle version française et que Jean Louis Barrault et Madeleine Renault allaient mettre en scène et jouer au Théâtre Marigny. Ils avaient quitté la Comédie-Française et avaient monté leur troupe, « La Compagnie Jean Louis Barrault et Madeleine Renault », avec un répertoire brillant et une troupe époustouflante. L'un de leurs grands succès était Hamlet. D'où cette démarche démente et assez culottée auprès de Gide. Nous nous en sommes surtout rendu compte lorsque nous l'avons rencontré. Une de mes camarades du Club en avait eu l'idée et avait réussi, grâce à un contact, à le joindre. Nous nous sommes alors rendus chez lui, à sa demande, dans son appartement de la Rue Vaneau. Nous étions dans nos petits souliers. Après tout, Gide était une des gloires de la littérature française. Notre génération et plus encore celles qui l'avaient précédée le vénéraient. Pour ma part, tout en le trouvant un grand homme de lettres pour son « Voyage au Congo » et surtout « les Caves du Vatican » et « les Faux Monnayeurs », je ne me considérais pas faire partie de cette génération. C'est lorsque nous l'avons vu dans son fauteuil, ratatiné, les yeux perçants, derrière ses lunettes, le visage plissé, la voix cassée, que nous avons compris qu'il était impossible de l'avoir comme

conférencier. Plus qu'aimable et intéressé par ce que nous faisons, il est resté très net et sec dans son refus de contribuer à notre soirée. Nous venions en effet de comprendre qu'il n'en avait plus l'âge ni la force. Nous ne sommes pas restés longtemps, nous sommes retirés, timides et contrits. Je n'ai jamais, depuis, oublié cette rencontre ! J'ai trouvé, en tout cas, très noble de sa part d'avoir souhaité nous recevoir.

Une autre manifestation, dont j'avais pris cette fois l'initiative, pour remplacer Gide, a été tout à fait remarquable. Je ne sais plus à quelle date elle a eu lieu, mais ce fut une conférence avec projections, sur l'œuvre du poète et peintre William Blake, qui a marqué la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, par Anthony Blunt, ancien élève et professeur d'art à Cambridge. Spécialiste de l'art baroque, de la Renaissance italienne, et grand admirateur et spécialiste de Poussin, Sir Anthony Blunt devint, dans les années soixante, le Directeur de l'Institut Courtauld, à Londres. Durant une très belle et passionnante soirée, le conférencier a conquis, avec Blake, par son talent, son érudition, par sa classe et ses manières, tout l'auditoire : étudiants, professeurs, grand public. J'en garde, pour ma part, qui l'ait connu brièvement, toujours grâce au British Council, un très bon souvenir. « Un Grand Monsieur ». Il était introduit, du reste, auprès de George VI et de la haute société britannique, non pas seulement par sa position mais par sa famille. D'apprendre ensuite qu'il était homosexuel ne m'a pas choqué. Mais d'apprendre bien plus tard, par la presse, qu'il était devenu, à partir de 1937, un espion soviétique et, surtout, qu'il avait fait parti du groupe Kim Philby, Guy Burgess, Donald Maclean et John Cairncross, tous de Cambridge et tous marxistes et espions anglais, pour le compte de l'URSS, même sans les avoir suivis à Moscou, fut une surprise de taille. Ceci n'enlevait pas pour autant son talent de conférencier et d'historien.¹³² Je me souviens encore de cette soirée où l'art et la poésie s'enchaînaient si merveilleusement bien. Comme je n'ai pas oublié non plus nos débats interuniversitaires franco-anglais qui n'étaient pas tout simples. Il faut se rappeler que nous sortions de la guerre et que les relations culturelles, entre nations, commençaient tout juste à reprendre. Le British Council avait ses bureaux tout près de la Sorbonne. Je m'y rendais de temps en temps. Un jour, ils m'ont proposé de participer à un débat classique à l'anglaise, à Oxford. Ce qui consistait en un débat précédé ou suivi, selon les cas, d'un repas, sur une motion présentée et approuvée par une partie, et opposée par une autre, sur laquelle l'assemblée votait selon la tradition du Parlement britannique. Aussi, en mars 1948, quatre d'entre nous partirent du Bourget, sur un avion à hélices Latécoère d'avant-guerre, pour Londres, Gatwick, pour nous rendre à Oxford pour quatre jours. Nous étions installés chacun dans un Collège – University College, pour moi, dans une grande belle chambre froide où il fallait mettre des pièces dans un tout petit appareil à gaz qui chauffait à peine ; les commodités étaient non pas au même étage mais tout en bas avec les douches : tout à

¹³² Pour en connaître davantage sur Blunt et sur sa vie, lire "*Conspiracy of Silence, the secret life of Anthony Blunt*" par Barrie Penrose et Simon Freeman, New York, 1987.

fait à la dure et un peu moyenâgeux... Notre débat a eu lieu le second soir, au siège de l'Oxford University Union : très formel, en tenue de soirée pour filles et garçons – le British Council nous avait prévenus – le thème du débat, en français, choisi par nos amis anglais, étant « *On ne badine pas avec l'amour* ». La délégation anglaise était composée de trois représentants d'Oxford, et un quatrième de Cambridge. La Sorbonne était représentée par nous quatre qui devions nous opposer à la motion de nos hôtes.

La Sorbonne et le Club des Étudiants anglais leur rendirent l'invitation en mars 1951. D'abord, le 15 mars, le débat, entrée libre à l'Amphithéâtre Descartes : la Sorbonne proposait une motion à laquelle allait s'opposer une délégation composée d'un représentant des Universités d'Oxford, de Cambridge, de Londres et de Yale. Je n'étais plus le Président du Club, mais, avec trois autres camarades, nous défendions notre motion en anglais puisque le débat était dans la langue de nos invités, selon laquelle « *Social perfection resides in good cooking and not in table manners* ». ¹³³ À la suite du débat, devant un amphithéâtre plein, nous avons invité nos amis anglo-saxons à dîner. Puis le 17 mars, dans les salons de la Maison des anciens élèves de l'École Centrale, nous offrions un Bal en l'honneur des quatre Universités et de leurs représentants, tenue de soirée de rigueur – quoique costume bleu marine accepté – et entrée payante. Bien entendu, toutes ces activités m'éloignaient de plus en plus de la « maison ». D'un côté, Adèle l'acceptait de bon cœur, car elle voyait combien je me sentais à l'aise et puis je ramenaient de plus en plus souvent des amis à la maison, en tout cas, ceux qui allaient s'entendre avec la Mémé. Un jour, pour un petit moment, j'amenais à l'improviste une camarade de l'Institut d'Anglais, d'origine grecque, par sa mère, comme moi, et qui s'appelait Christine. Brune, petite, cheveux nodules, très grecque, bien que son père fût à cent pour cent français et de religion protestante. Nous avons le même âge. Ce fut un flirt qui aurait pu, à la longue, devenir sérieux. Certes, j'avais eu quelques bonnes et courtes aventures avec nos « passagères » du Quai de Passy, qui s'ennuyaient et étaient plus vieilles que moi, mais j'étais niais, timide, et ma grand-mère m'avait toujours mis en garde. Et puis notre éducation, celle des jeunes en général, n'avait aucun rapport avec la liberté de mœurs en vigueur aujourd'hui. Avec Christine, ce fut sans aucun doute une amourette, une vraie, mais en tout bien tout honneur : nous nous voyions tous les jours, nous suivions les cours de littérature, nous travaillions ensemble, en première année de licence. Très brillante et plaisante, nous sortions, prenions le thé dans une maison de thé sur le Boulevard Soufflot. Elle vint une autre fois au Quai de Passy, cette fois-ci dîner ; j'allais chez elle deux fois, je crois, au moment où ses parents n'étaient pas là. Elle habitait dans une petite rue, près de la rue Vaugirard et de la rue de Rennes. Elle allait à l'université à pied alors que moi je prenais le métro aérien, changeant à Montparnasse pour descendre à Odéon. Fille unique, comme moi, nous avons

¹³³ La perfection sociale réside dans la qualité de la cuisine et non pas dans la façon de se tenir à table.

eu, pendant un an, je crois, des relations très plaisantes. J'étais heureux. Bien que je fus plus timide avec les « jeunes filles » qu'avec les deux passagères du Quai de Passy. Ai-je déçu de ne pas m'être montré plus entreprenant ? Pourtant, nous fûmes un jour surpris, chez elle, croyant que nous étions seuls, en train de nous embrasser avec passion. Ce qui n'arrangea pas nos affaires avec Madame Mère avec laquelle, déjà, ma première rencontre n'avait pas été très encourageante. Un autre soir, où Christine était venue dîner au Quai de Passy, et où elle avait plus longuement vu et parlé avec Adèle, visité notre environnement, j'ai senti un changement d'attitude. Nous n'étions pas du même milieu que ses parents : pas de père avec « une situation », une grand-mère qui avait épousé un Zaharoff, dont le père de Christine avait eu des échos par la famille ou les affaires ; enfin, une mère qui avait quitté la France pour se remarier en Amérique ; et puis, c'était quoi ces Grecs d'Asie Mineure ? Bien que je n'aie jamais caché ma situation personnelle à Christine, petit à petit, nos relations se sont très tristement distendues. Ce qui était très dommage, m'y étant attaché. En fait, malgré les autres développements de ma vie affective, j'ai toujours gardé un beau souvenir de ces relations toutes platoniques. Nous avions tant de sujets d'intérêt commun en littérature ! La voir devint de ne plus difficile. Quelques années plus tard, j'ai appris, dans les listes de mariage, qu'elle allait en faire un beau, dans le sens où le souhaitaient ses parents. Au fond, c'était mieux ainsi, pour tous les deux.

Pendant la saison des vacances de Pâques 1948, j'assistais au congrès des Étudiants de France qui comprenaient les Fédérations de toutes disciplines, notamment Lettres et Droit. Ce congrès commençait au Touquet Paris Plage et se terminait, le troisième jour, à Lille, d'où on prenait le train pour Paris et autres villes universitaires. Bien évidemment, en tant que président d'un groupe d'études, j'ai dû me plonger, sans beaucoup d'enthousiasme, dans les « problèmes ou revendications étudiantins », qui étaient loin de nos rapports entre étudiants anglo-saxons, loin de nos conférences. On n'était pas très sensible aux problèmes des bourses d'étudiants, des cantines, des débats de politique intérieure, etc. Le Club d'Anglais était peu à gauche, pas du tout communiste et plus centré vers la tendance MRP, de centre-droit-droit, influencé par le Centre Richelieu très « tala » – catholique pratiquant « allant à la messe » –, responsable de la marche et veillées pascales sur Chartres. Je dois avouer qu'à ce moment-là, sur le plan franco-français, j'avais peu d'idées, sinon celles proches des études et des activités culturelles. Lorsque, avant de nous rendre au Congrès du Touquet Paris Plage, mes autres camarades du Club, plus sensibles aux « problèmes de l'Université » que moi, m'ont poussé à poser ma candidature à la présidence de la Fédération des étudiants de lettres de la Sorbonne, pour empêcher ou bloquer la candidature d'un étudiant en lettres – français/latin –, de tendance communiste, au demeurant très capable et intelligent, ils se sont trompés. Je n'ai pas été fichu de défendre les droits sociaux des camarades. Le camarade communiste est passé, c'était mieux ainsi, compte tenu de l'ambiance du moment. Ce qui

aussi m'arrangeait. J'allais, plus tard, m'engager sur un plan plus international ou anticolonial. Ma tendance était plus conventionnelle et disons assez « bourgeoise », bien que je ne me sois jamais considéré comme tel. En réalité, je garde encore aujourd'hui de ce Congrès un souvenir qui a confirmé mon dégoût envers tout ce qui était provocateur, sale, de mauvais goût, faussement, très faussement paillard, et vulgaire à souhait. Ainsi, dans la Fédération des étudiants de droit, la section représentant la faculté de droit de Paris était dirigée par un personnage fort en gueule, grand, massif, parlant à haute voix, qui allait faire une carrière d'avocat, de militaire et d'homme politique assez tonitruante. Au Touquet Paris Plage, il s'était composé, par sa grossièreté, la caricature de celui qu'il allait devenir le fasciste par excellence de la V^e République, en fait celui qui a défrayé la chronique de notre vie politique de la fin du XX^e siècle. Un jour, je ne sais à quel moment, ne voilà-t-il pas que l'avenue où notre hôtel était situé, se trouve jonché de bidets que Le Pen, Jean Marie – il s'agit bien de celui-là, l'unique – et sa bande avaient dévissés d'une partie des salles de bain... soi-disant pour rigoler ! Spectacle scatologique qu'on n'oublia pas de si tôt. Jean Marie Le Pen allait, de toute façon, se faire connaître par ses frasques et ses outrances.

Autre expérience, que je crois avoir vécue, si je me souviens bien, par l'intermédiaire d'une de ces représentations universitaires américaines qui existaient déjà avant-guerre, comme *Reid Hall*. Ces associations avaient pour but, soit d'organiser des échanges interuniversitaires entre les États-Unis et la France, soit d'organiser des séjours courts, en été, pour des étudiantes, afin de se familiariser avec la langue et la culture française. Le British Council faisait de même, mais au niveau scolaire. Je me suis laissé embarquer dans les deux systèmes. Bien payé, cela me permit aussi de connaître ma capitale, Paris ! Ainsi, je me suis mis à guider, entre autres lieux, de la Tour Eiffel à Notre Dame, puis de la Tombe de l'Empereur aux Invalides et au Jardin zoologique du Bois de Boulogne, des groupes d'écoliers anglais de dix à quatorze ans, bruyants, mais charmants, accompagnés de leurs professeurs.

L'autre souvenir, qui m'est resté cher, est la rencontre, en 1948, de trois Américaines. Ayant été sollicité pour faire des conférences à *Reid Hall*, j'y suis allé deux ou trois fois sur petit contrat. L'une avait pour objet de faire, au cours d'une matinée, un tour d'horizon sur l'histoire de la France ! Vaste sujet. Suivi de questions et réponses. Ce qui donne une idée du niveau. Ce fut plaisant, en tout cas, sauf quand une de ces jeunes filles me demanda ce qu'était l'existentialisme ! C'était l'époque où Sartre devenait une personnalité dans le vent. « *Être et le Néant* » avait été publié sous l'Occupation, en 1943. S'étant rendu sur invitation aux États-Unis, en 1946-1947, la presse américaine s'empare de son œuvre théâtrale et de ses théories philosophiques, qui paraissent si nouvelles aux intellectuels américains et si proches de Kierkegaard. J'ai pu parler de lui et de son œuvre théâtrale, mais pas tellement de sa théorie existentielle. Après la conférence, celle qui m'avait posé la question, une petite brune aux airs « d'intellectuelle », est venue vers moi

avec deux autres amies, l'une grande et blonde, et une troisième aux cheveux châtain clair. Elles ont tenu à me revoir pour parler davantage et m'ont demandé si je voulais bien leur montrer les merveilles de Paris. Ce qui a bien duré quatre jours pleins. Parfois accompagnées de trois *boys friends*, le plus souvent nous étions sans eux, surtout quand elles m'ont demandé de leur choisir un spectacle où elles pourraient me convier. Je garde un souvenir assez gai de ce petit groupe. Nous avons parcouru les Champs Élysée, je les ai menées à l'Arc de l'Étoile et au Trocadéro, au Musée de l'Homme, un des musées intéressants de Paris et l'un des premiers centres de la Résistance française, dont j'avais trop vite parlé lors de ma conférence. Enfin, je leur ai montré le Quartier Latin, les berges de la Seine, du Pont neuf à l'île de la Cité, et bien sûr la Tombe de Napoléon. Nous avons marché dans les Tuileries après avoir traversé la Place de la Concorde. Elles pouvaient ramener chez elles une foule de souvenirs qu'elles pourraient partager avec leurs parents et amis. J'ai toujours une photo d'elles, prise sur le Pont de la Concorde, au début de notre équipée, avec leurs copains qui ont quitté ensuite Paris. Enfin, le clou de leur séjour a été de découvrir ensemble, au Théâtre Marigny, le meilleur spectacle de ballet, que j'ai vu ensuite plusieurs fois, les Ballets Roland Petit avec Zizi Jeanmaire dans Carmen. Je ne puis exprimer à quel point mes trois amies américaines ont été éblouies et enchantées ! Il n'y a pas vraiment eu de flirt, peut-être un petit avec la plus âgée, qui semblait plus libre et lutine, et la belle blonde, un peu trop grande pour moi, avec laquelle j'ai entretenu une correspondance assez longue et qui travaillait à me convaincre de venir poursuivre mes études aux États-Unis. Celle-ci vivant à Chicago, son idée me tentait beaucoup et je me suis dit : pourquoi pas ? En tout cas, avec une bourse d'étude pour un an, après ma licence et après avoir commencé Sciences Po. Jamais il ne m'est venu à l'esprit de m'installer aux États-Unis, encore moins d'y retrouver ma mère. J'ai fait une demande de bourse d'un an auprès de la commission d'examen franco-américaine de demandes de bourses. Encore une fois, je faisais cela en toute indépendance, sans demander conseil sur le sujet de travail sur lequel faire un mémoire – la bourse l'exigeant –, ni à un de mes professeurs de Sorbonne et de l'Institut d'Anglais, encore moins à une des membres américains des services culturels, membre de la commission, que je connaissais par le Club d'Anglais de la Sorbonne. Je voulais combiner ce que j'avais étudié en Civilisation américaine et ce que j'étudiais à Sciences Po sur les États-Unis, notamment grâce aux cours et ouvrages du grand spécialiste de l'époque, André Siegfried. Mon idée était d'analyser le problème noir aux États-Unis, dans les années fin quarante, début cinquante. Pauvre de moi ! Si je n'ignorais pas que c'était un sujet sensible, j'étais assez naïf pour penser qu'on allait me laisser le traiter. Trop sensible, en effet : la commission rejeta ma demande et ma bourse, trop inquiète d'attirer un « révolutionnaire ». Les membres de la commission, qui me connaissaient, n'ont pas cherché à me repêcher en me suggérant un autre sujet. Ce fut une grande déception : j'ai eu du mal à l'accepter. Ce refus allait

m'ancrer en France et me laisser faire d'autres erreurs de jugement. Heureusement, j'avais un groupe d'amis fidèles. Il y avait toujours Fernand, que je continuais à voir en famille. Germaine et Denis venaient régulièrement au Quai de Passy, même depuis le départ de Hellé. Denis, notamment, avait une grande affection pour Adèle ; ils étaient proches l'un de l'autre : lui, Grec de Constantinople ; elle, Italienne et Grecque de cœur. Nous allions néanmoins suivre différentes voies : Fernand, l'architecture ; moi, les affaires diplomatiques et internationales. Progressivement, je me rapprochais de plus en plus de Jean-Jacques, de Jacques et de Michel. Tous les quatre nous retrouvions chez les uns et les autres, mais jamais ensemble. J'étais le contraire de celui qui sortait en bande. Ainsi, très vite, je laissais tomber Raphaël junior, surtout après le départ de Hellé. Rien ne m'attachait plus à la maison de couture qui, graduellement, au lendemain de la guerre, allait décliner et se reprendre un peu, dans un autre lieu de Paris, dans le prêt-à-porter. La mort tragique, en couches, de la mère de Raphaël, avait causé un vide, non seulement au sein de la famille, mais aussi au sein de la maison de couture. Elle tenait un grand rôle dans l'entreprise par sa présence, son goût, ses choix, son sens des relations publiques, son mari étant l'artiste et le couturier. Sa disparition lui porta évidemment un coup terrible qu'il aura du mal à remonter. Et puis, si Raphaël et moi avons pu, en tant que gamins et adolescents, « jouer » ensemble, sortir au cinéma, au théâtre, nous avons maintenant d'autres préoccupations, sinon, pour ma part, les études et les activités universitaires. J'allais y rencontrer tant de nouvelles têtes. Malgré tout, je restais fidèle à mes amis. Par exemple, Jean-Jacques, mon voisin, qui habitait avenue de Lamballe, tombant sur le Quai de Passy, dont le père était médecin. Nous nous connaissions depuis la cinquième et nous nous perdîmes seulement de vue lorsqu'il entreprit ses études de médecine, au moment où je rentrais moi-même à Sciences Po, fin 1950. Jusque-là, nous nous voyions régulièrement, chez lui ou chez moi. Mémé le recevait très volontiers, tout autant qu'un autre ami, Jacques.

La rencontre avec Jacques fut un pur hasard. Nous nous retrouvâmes côte à côte, en classe de Première, après la libération de Paris. Son père était le patron et créateur d'une entreprise d'horlogerie-bijouterie qu'il allait pouvoir récupérer après l'Occupation et qui allait devenir une importante affaire de gros. C'est grâce à la famille Meyer que j'allais compléter mon apprentissage sur la question juive, commencé avec Monsieur L., sous l'Occupation. Jacques était le seul fils d'une famille qui comprenait trois filles, dont l'aînée, plus âgée de deux ans que moi et Jacques, était une beauté aux beaux yeux et cheveux noirs, pas trop grande mais bien en chair. Les parents, très plaisants, m'ont tout de suite accueillie dans leur famille, comme un second fils. Ils revenaient tous les six de Suisse où ils s'étaient réfugiés quelques mois, après la prise de Paris. Le père de Jacques m'a raconté leur aventure qui les amena dans les Alpes, d'abord en voiture, puis leur traversée de la montagne, avec l'aide d'un passeur peu sympathique. Ce qui fut loin d'être facile, surtout en portant les deux dernières filles qui avaient respectivement quatre et six ans,

les deux aînés étant âgés, l'une de quatorze et l'autre, Jacques, de douze ans. Durant le dur hiver de 1940-1941, ils ont dû tous passer à pied la campagne, vers la Suisse, à travers la montagne enneigée. Jacques et moi allions nous voir très souvent, d'autant qu'il avait besoin de mon aide, en classe, son séjour en Suisse lui ayant fait prendre du retard, surtout en français, en dissertation et en histoire. Il dut redoubler sa philo pendant que j'entrais à l'université, mais nous continuâmes à nous voir très régulièrement. Cela me faisait très plaisir de voir vivre une famille unie qui m'avait pris en sympathie. À toute heure, au sortir du Lycée, j'allais chez eux, Avenue Victor Hugo, où je partageais, selon les cas, le goûter ou les repas auxquels ils me conviaient. Comme je ne cachais rien à Jacques des difficultés de « ma famille » – il était l'un des rares à les connaître, parmi mes amis et surtout relations –, comme nous étions proches et en confiance, je fus, au fond, adopté, et sa famille, par exemple, pendant les grandes vacances, m'invitaient dans une villa pas loin de la plage, à Trouville, voisine et jumelle de Deauville, en moins huppée. J'y ai accumulé des moments de calme, de liberté et de plaisir. En dehors des jeux de plages, des réunions de famille, je me souviens d'heures de repos et de lecture dont je pouvais jouir pendant le mois ou les trois semaines de séjour. Je me souviens aussi des deux semaines pendant lesquelles nous avons vécu – les enfants, y compris l'aînée – dans un gîte de montagne pour sportifs musclés convertis à la nourriture saine et abondante, aux bons lits superposés, mais aux commodités plus que réduites dans la neige. Dans la Maurienne, qu'ils avaient probablement connue pendant la guerre, loin des stations de ski. Pour retrouver les pistes de ski, il fallait mettre des peaux de phoque sur les skis que nous avions loués. Quelle galère, pour moi ! Quelles chutes ! Je ne pouvais manier ces skis en peaux de phoque, et puis c'était la première fois que j'allais en montagne... Je n'ai jamais été un grand sportif, sauf quand j'étais gamin, puis je suis vite devenu très maladroit... Quel bonheur, quand nous reprîmes le train ! J'aurais été complètement dégoûté du ski et de la montagne, si, un an plus tard, Fernand et ses parents ne m'avaient invité à les rejoindre à l'Alpe d'Huez où je pus prendre des leçons et me réconcilier un peu avec elle... et surtout savourer le luxe ! Jacques, qui s'entendait bien avec Adèle, venait aussi chez moi au Quai de Passy. Lorsqu'il passa son bac, son père, pour célébrer son succès, nous invita pour une soirée, chez lui, en famille, et nous emmena, sans nous dire où, assister à un show au Bal Tabarin à Pigalle, afin, disait-il, que nous connaissions la vie nocturne du « Gay Paris ». Jacques et moi étions très surpris de cette idée « farfelue ». Tous deux un peu intimidés par l'ambiance, nous savions bien que, si Jacques l'avait demandé, son père nous aurait donné de quoi coucher avec une des filles du bar. En fait, nous nous contentâmes de voir le spectacle, essentiellement de nus, de boire je ne sais plus quoi, un alcool quelconque, et de rentrer dans nos maisons respectives... non sans, bien sûr, remercier le père pour la surprise. Par la suite, nous avons continué à nous voir régulièrement, mais moins souvent, son père ayant décidé de faire de Jacques une sorte d'apprenti stagiaire dans son affaire, pour apprendre le

métier sur le tas, et être capable de reprendre un jour sa succession. Ce qui finira par se concrétiser plus tôt que prévu. Tragiquement. Je ne me souviens pas vraiment de la date exacte, ne m'y trouvant pas, mais son père se noya, un été, à Trouville. Ayant pied là où il nageait, il avait probablement eu une attaque. Ce fut bien évidemment très dur et dramatique pour toute la famille. Je fus moi-même bouleversé par cette fin si soudaine qui me rapprocha encore plus de Jacques. Malheureusement, je ne fus pas d'un grand secours dans leur peine. J'ai toujours eu, dans ma jeunesse, des sentiments très mitigés sur tout ce qui touche à la mort, à la maladie, au malheur, et même plus tard, pendant de nombreuses années, sinon décennies. Est-ce le résultat, encore une fois, de l'ambiance, de l'esprit, des invocations et des craintes perpétuelles d'Adèle, qui ne s'était jamais relevée de la mort de son fils Milon ? Au fond, on se sent si maladroît devant le malheur des autres : on ne sait comment participer à leur peine. Ceux qui ont à surmonter plusieurs décès parlent de « leurs morts ». La mort de mon père, celle d'Adèle ou de Cléon, je les ai vécues, comme on le verra plus loin, « bêtement », je ne puis trouver un autre mot... comme si cela devait arriver, comme si c'était normal. J'ai été plus touché par la mort lente de ma mère, atteinte de la maladie d'Alzheimer. Avec l'âge, on prend conscience que les années passent et qu'elles ne seront pas éternelles, même à notre époque où la durée de vie est plus longue. On se prépare soi-même à la fin. Ainsi, mon petit accident cérébral vasculaire de janvier 2000 sera un choc inattendu. Ou bien plus encore, lorsqu'en 1995-1996, j'ai eu à me rendre plusieurs fois auprès de mon fils aîné, Christophe, frappé du SIDA, aux hôpitaux Cochin et Sainte-Anne. J'ai appris à accepter et à connaître ces endroits que, dans d'autres circonstances, j'avais pendant des années abhorrés, et même évités, par peur du destin, même quand je rendais visite à un ami. J'ai aujourd'hui une tout autre attitude, plus « humaine », surtout plus compréhensive. Ce fut aussi le cas à l'occasion de la dramatique fin, en 2001, de mon ami François L., mort à Washington d'un cancer du cerveau, alors qu'il avait plus de dix ans de moins que moi.

Après le bac et la licence de lettres obtenus sans grands éclats, j'entre directement en seconde année à l'Institut des Sciences politiques. Le contenu de son enseignement était, en tout état de cause, passionnant. Sciences Po était la meilleure voie pour préparer le très difficile concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration, qui venait de se créer en 1946, remplaçant tous les grands concours d'avant-guerre, pour entrer dans la diplomatie, les finances et les grands corps de l'État. À un moment donné, j'ai rêvé de l'École des Langues orientales, sans savoir que cela m'aurait mené à une carrière de fonctionnaire pour les Affaires d'Orient. Mais, là encore, vide total : je n'ai eu personne pour me conseiller, pour me pousser vers une voie ou une autre. Alors que j'étais déjà à Sciences Po, un fonctionnaire est venu m'interroger, Quai de Passy, pour une inscription au concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration qui se trouvait, à l'époque, contiguë au bâtiment de Sciences

Po, mais sur la rue des Saints-Pères, plus ou moins parallèle à la rue Saint Guillaume.

Rêvais-je ?

XVI

D'Adèle à Françoise : quelles péripéties !

Non vraiment, je ne rêvais pas. Au fond, j'étais lucide. Je savais qu'entrer dans une grande école telle que l'École Nationale d'Administration serait dur. J'avais une certaine rigueur et force de travail ; je voulais aussi avoir une vie remplie d'activités diverses, il fallait donc que je trouve une voie qui me mène à la réalisation de mes aspirations et ambitions. Les contraintes que j'ai dû subir et résoudre résultaient avant tout de mon inexpérience, d'une certaine timidité, mais surtout de cette vie instable, de ce manque de sécurité familiale. Sans vouloir ressasser les lamentations matérielles d'Adèle, elles ont influencé, pesé sur ma vie de jeune étudiant si ce n'est sur le plan basement pratique de ma vie de tous les jours, du besoin de me vêtir, de me chausser. Des contraintes tout à fait au ras du sol, dont j'avais acquis l'habitude à contrecœur, en obtenant souvent des habits usagés que ma grand-mère s'arrangeait à me trouver. Il apparaissait évident que du jour où j'ai commencé à fréquenter « du monde », dans les milieux universitaires et culturels, où j'ai commencé à voyager, il me fallut un minimum. Des tenues de base, mais convenables et pratiques. Bien évidemment, les litanies quotidiennes telles que « *ton oncle est un incapable ; ta mère m'oublie ; elle ne veut pas de moi ; toi, tu n'attends qu'une occasion pour me quitter* », me pesaient. Ma mère nous envoyait régulièrement des chèques, même lorsque nous avions nos *paying guests*, dont Marie qui était et est restée, après son retour au Canada, pleine de générosité. Il n'y avait donc pas vraiment de quoi se plaindre, mais, malgré des économies accumulées en cas de besoin, Adèle vivait dans une angoisse perpétuelle. Ses lettres et jérémiades, quasiment quotidiennes, à sa fille, m'accablaient et m'incitaient à me renfermer dans mon égoïsme, tout en me convainquant qu'il fallait me sortir de cette situation coûte que coûte. Ainsi, s'expliquent toutes les initiatives que j'ai prises, certaines plus sages que d'autres, tels que les travaux divers qui me permettaient petit à petit de me prendre en charge, étant entendu que j'avais un toit qui ne me coûtait rien. Quel qu'en soit le prix moral, il a fallu s'adapter à cette ambiance d'insécurité. C'est ce qui, aujourd'hui, avec ce grand recul, me donne un sentiment de culpabilité vis-à-vis d'Adèle, qui m'agresse avec violence au moment où j'écris ces lignes, alors qu'elle repose en paix auprès de ces fils, à Windsor, depuis plus de trente ans.

En juin 1950, je termine ma licence et je rentre en octobre en seconde année de Sciences politiques. Puis, je tombe amoureux. À partir de cette année-là, une foule d'activités et d'évènements vont illustrer mon mode de vie, mais d'un point de vue tout à fait positif et en dépit des « bêtises » commises. Finalement, cette période restera concluante et payante.

Je « crois » tomber amoureux d'une jeune fille de deux ans plus jeune que moi, Françoise, rencontrée comme toujours, par hasard, à la Sorbonne. Assez jolie, élancée, avec une jolie frimousse et une chevelure châtain clair. Nous avons presque la même taille. C'était son avant-dernière année de licence et pour moi la dernière. Nous nous rencontrions d'abord en dehors des cours, surtout dans un salon de thé de la Rue Soufflot, à deux pas du Panthéon et de la Bibliothèque Sainte-Geneviève où il nous arrivait de nous retrouver pour travailler. Je voulais lui faire aimer les auteurs anglais que j'appréciais moi-même ou, au moins, les lui faire découvrir. Les John Donne, William Blake et surtout tout le groupe des poètes modernes de T.S. Eliot, Auden, et Dylan Thomas, sur lequel elle écrira un mémoire après sa Licence. Nous nous sommes vus de plus en plus souvent et semblions avoir des points communs. En tout cas, nous aimions nous voir. Toute jeune qu'elle était, elle apportait un certain calme dans ma vie. Elle m'accompagnait aux activités du Club d'Anglais, pour lequel je n'avais plus de responsabilités. Nous allions parfois au cinéma. Pour faciliter notre vie, elle me présenta à ses parents, les sachant très soupçonneux et « vieux jeu ». Son père avait environ l'âge du mien, un regard très profond et sévère. C'était un vieux monsieur à la barbe noire grisonnante, très typique des estampes du XIX^e siècle, de l'époque d'Émile Zola ou de Victor Hugo. Il était à la retraite, à la suite de la nationalisation, au lendemain de la Libération, de son entreprise dont il était le président directeur général. Au lendemain de la guerre, en effet, le premier gouvernement de coalition gauche-droite avait décidé de mettre en place une politique de planification de l'économie française et de nationalisation les secteurs les plus sensibles. Ainsi, le secteur de l'électricité tombait sous une agence de l'État, l'EDF – Électricité de France – qui regroupait les différentes entités privées d'avant-guerre. Le père de Françoise, qui avait dirigé la compagnie d'électricité de l'ouest de Paris, s'était retrouvé d'office à la retraite. Ce qui ne l'empêchait pas, pour s'occuper, d'avoir quelques activités dans les « affaires ». Mais l'impression qu'il m'avait faite était celle d'un vieillard sévère, à principes, soucieux d'un certain train de vie et de respectabilité. Encore une fois, très homme de l'avant Première Guerre mondiale. Il s'était marié avant 1914, avaient trois enfants d'une femme qui petit à petit était tombée sérieusement malade. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, recrutant une nouvelle secrétaire nettement plus jeune que lui, avec les capacités et les références adéquates, il s'éprit d'elle. Comme il n'était pas question de divorce, contraire aux usages, lorsqu'il apprend, en 1931, qu'elle attend un enfant – Françoise –, il l'installe non loin du Lycée Victor Duruy, après qu'elle ait quitté son poste. En 1934, une seconde fille, Marie-Claude, naîtra. Toutes deux feront leurs études dans cet établissement, et porteront le nom de jeune fille de leur mère, jusqu'à la mort de la femme légitime du père de Françoise, c'est-à-dire, je crois, en 1944.

Quand je rencontre Françoise, elle me raconte, au bout de quelques mois, ces péripéties, qui ne lui ont pas facilité la vie, surtout lorsqu'elle a pu

changer de nom et prendre celui de son père. Ainsi, des incidents communs, qui avaient compliqué notre enfance et notre adolescence, ont dû nous rapprocher. Toujours est-il que je fus assez rapidement invité chez ses parents. Sa mère et moi nous sommes vite bien entendus. D'un abord facile et agréable, elle devint, au fils des mois, une sorte de confidente. Me considérant un peu comme un fils, chaque fois que je venais dîner chez eux, elle me faisait toujours des petits plats, comme les endives au jambon, le veau marengo ou encore la blanquette de veau. Peu à peu, je suis devenu un habitué et j'ai rencontré la demi-sœur et les demi-frères, dont l'un était un des directeurs de la fabrique de cristal de Daum, à Nancy. De mon côté, j'ai pris l'habitude d'inviter assez régulièrement Françoise chez nous, pour rencontrer Adèle. On ne peut pas dire que cela ait accroché entre elles, comme s'il y avait une forme de rivalité, comme si Mémé craignait que je m'engage trop et que je l'abandonne. En première instance, je n'en avais pas du tout l'intention : il n'y avait aucune raison que cela soit sérieux. Pour ma part, Françoise était devenue une amie, sans qu'il me vienne à l'esprit que nous puissions devenir amants. Ce qui, du reste, à nos âges, n'était pas dans les mœurs de l'époque. En principe, une jeune fille restait une jeune fille. Notre éducation et nos principes l'exigeaient, la crainte « de faire des bêtises » y ayant sa part de responsabilité et l'attitude de ses parents nous rendant machinalement prudents. Les événements seront toutefois plus rapides que nous et nous prendront de court. En avril 1951, aux environs de Pâques, je suis invité par l'Oxford Union à participer aux premiers échanges et débats de l'après-guerre entre étudiants anglais – Oxford, Cambridge, Londres –, français – Sorbonne et Institut des Sciences politiques –, et allemands – Gottingen, Bonn. Je m'arrange, avec le Club d'Anglais de la Sorbonne, pour que Françoise joigne la délégation française. Le thème de la Conférence est « *The survival of democracy in Western Europe* » – la survie de la Démocratie en Europe occidentale. Nous sommes un groupe de trente-cinq. Je n'ai plus le détail de la Conférence, mais je sais que nous avons beaucoup parlé de la nécessité impérative de rapprocher progressivement les points de vue de tous les pays de l'Europe occidentale pour assurer un mieux-être, la Paix, et l'entente entre les peuples, ainsi que des politiques économiques communes. Le clou de la Conférence étant un événement sur lequel nous avons mis une partie de nos espoirs : la conclusion des pourparlers entre Français et Allemands, c'est-à-dire entre Jean Monnet, Robert Schumann et Konrad Adenauer, sur la constitution de la Communauté du Charbon et de l'Acier (la CECA) dont le siège sera à Luxembourg. Ce fut, pour nous, étudiants français et allemands, une grande nouvelle que nous avons célébrée par de nombreuses fêtes, bien entendu avec également nos camarades et amis anglais qui se rendaient compte de son importance pour la démocratie en Europe et la reprise d'une véritable amitié entre la France et l'Allemagne. Certes, la CECA était une affaire « continentale » et ne traversait pas la Manche, mais mes amis anglais ont été « *good sports* », d'autant plus que plusieurs étaient de vieilles connaissances de

réunions précédentes à Oxford et Paris que j'ai malheureusement perdues de vue avec les années. Aussi, dans l'enthousiasme de la fin de la Conférence, nos camarades allemands nous invitèrent tous, y compris nos camarades britanniques, à nous rendre à Bonn et à Göttingen au cours de l'été.

Avant de rentrer sur Paris, sans rien dire à nos familles respectives, Françoise et moi décidons de passer deux nuits à Londres. Nous prenons une chambre, comme *paying guest*, dans une jolie maison de *Sloane Square*. En dehors de promenades, visites de cette ville en pleine rénovation que Françoise ne connaissait pas, le clou de notre séjour fut de nous rendre aux *Saddler's Wells Ballets* pour voir et admirer la grande ballerine, Margot Fonteyn. Cette « initiative » a pesé par la suite sur nos vies, même si après les vacances de Pâques, nous sommes retournés à nos habitudes de tous les jours ; elle, à la Sorbonne, et moi, à Sciences Po. et mes activités pécuniaires. À ce propos, toujours dans le souci de devenir peu à peu financièrement indépendant et aussi dans le but d'apprendre, je posais ma candidature au service de l'Organisation des Nations Unies, à Paris, qui s'apprêtait à tenir sa sixième Assemblée générale annuelle au Palais de Chaillot, et pour laquelle on était en train de construire des bureaux et locaux provisoires tout autour des jardins et de l'ensemble des Jeux d'eau et des fontaines du Trocadéro. En 1948, Paris avait déjà reçu la Troisième Assemblée annuelle, en aménageant une partie de l'intérieur du Palais ; aménagements qui, à la longue, s'étaient avérés insuffisants. Les bâtiments définitifs de l'ONU, à New York, étaient en cours de construction – ce qui deviendra le fameux bâtiment de verre. De là, ses installations provisoires pour réunir les délégations des pays membres. Londres avait aussi joué ce rôle d'hôte, en 1949. Pour la durée de l'Assemblée, de septembre 1951 à mars 1952 environ, ma démarche, auprès des services administratifs, était bien modeste. Compte tenu de l'horaire et de la proximité de mon domicile, je savais que je pouvais mener de front ce boulot avec ma troisième et dernière année de l'Institut. Je savais aussi que, quel que soit le type de travail de contractuel temporaire, parlant couramment l'anglais, il serait relativement bien rémunéré. En fin de compte, je signais mon contrat avant la fin de l'année universitaire et je me retrouvais, à l'automne, au service de la documentation et de la distribution des documents de travail des commissions de l'Assemblée. Travail plus mécanique qu'intellectuel. Au départ, tout au moins, le chef du service, un Irlandais, allant vite se rendre compte de mes « capacités » (sic) pour, au bout de quelques semaines de présence et de pratique, me confier en octobre, sous sa direction, la supervision d'une des unités du service chargé des documents en langue anglaise seulement. Aussi, cette année 1950-1951 se poursuivait fort bien à tout égard. J'aimais Science Po et les conférences en amphithéâtre, que je suivais dans le cadre de la section des relations internationales, qui avait eu ma préférence et au sein de laquelle je me trouvais très à l'aise. J'aimais encore plus les travaux de groupes. Nous y étions environ une quinzaine et nous avions de bons rapports ensemble et avec notre directeur de groupe – dont le nom était, sauf erreur,

Monsieur Morellet, qui provenait des Affaires étrangères. Je me débrouillais assez bien, notamment dans les travaux de recherche que nous faisons sur l'entre-deux-guerres, suivis d'exposés oraux pour nous apprendre à couvrir, en dix à quinze minutes, des sujets pointus qui nous obligeaient avant tout à faire des efforts de synthèse.

Les vacances scolaires de l'été 1951 arrivant, nous partons de nouveau ensemble, Françoise et moi, pour répondre à l'invitation de nos camarades allemands de Bonn et de Göttingen. Nous faisons des visites en groupes ; nous vivons chez l'habitant ; nous prenons des cours d'allemand ; nous allons danser, Françoise ayant beaucoup de succès, surtout avec un jeune grand allemand de Göttingen rencontré à Oxford, à tel point que cela me rendit jaloux... Ce qui a toujours été dans ma nature : mon côté latin. Au demeurant, cela me montrait que je tenais à elle. Et puis les parents de Françoise, qui leur avait donné une adresse postale, ont, semble-t-il, imaginé plein de choses sachant que nous étions ensemble... Comment l'ont-ils su ? Par Adèle ? C'est possible, mais surtout par Marie-Claude, la sœur de Françoise... Au retour d'une escapade en bateau sur le Rhin, nous trouverons une lettre adressée à Françoise : une remontrance de son père en bonne et due forme, l'obligeant à revenir de suite sur Paris et exigeant, soit de mettre un terme à nos relations – sans vraiment savoir ce qu'elles étaient, mais doutant du pire pour leur chère fille –, soit de songer sérieusement et au plus vite à nous marier. Notre réaction, à tous deux, fut la même : surprise et effarement, puis agacement devant l'attitude du Père et de sa folle idée de vouloir nous marier ! La tonalité de la lettre nous prit, du reste, complètement par surprise et nous a affligés, compte tenu du ton plutôt menaçant : soit vous arrêtez de vous voir, soit vous vous mariez. J'imaginai le père me dire « *nous pourrions craindre que ma fille soit enceinte à cause de vous* », se souvenant de ses rapports, vingt-cinq ans auparavant, avec celle qui allait devenir la mère de Françoise. Or, il était facile de démontrer qu'il avait tort. Par ailleurs, au retour, je me suis demandé s'il n'y avait pas eu, aussi, une manœuvre d'Adèle. Quand nous rentrons, Françoise est expédiée, avec sa sœur, dans la propriété de famille, en Auvergne, à Nérès-les-Bains où « les parents » passaient chaque année leurs vacances d'été. Sans l'ultimatum du père, cette séparation provisoire, entre Françoise et moi, n'aurait posé aucun problème. Mais étions-nous disposés à nous marier ? Admettons-le, nous n'en avons jamais parlé. Je ne me souviens pas du tout, même, y avoir songé. Une série d'incidents ou d'évènements vont cependant précipiter le cours des choses. Adèle se trouve prise entre, d'une part, son Cléon, qui se trouve à Londres dans un centre de réhabilitation pour alcooliques ; d'autre part, son propriétaire qui, au cours du mois d'août, veut reprendre l'appartement et prendre des mesures pour l'expulser, sous prétexte qu'elle ne paie pas son loyer en temps voulu, ce qui se révèle faux. Adèle tient à conserver le bail, si ce n'est pour elle, pour moi. Bien évidemment, tout cela la désespère. Elle ne peut pas non plus se rendre à Londres, comme cela, tout d'un coup. Ne voulant pas lâcher l'appartement, elle tient à se défendre. Elle

fait alors appel à son vieil ami, ancien conseil juridique de Socrate, Louis T., pour négocier avec avoué, avocats, huissiers. Ensuite, un échange de lettres, entre Françoise et moi, va montrer que nous tenons à nous voir et que nous croyons nous aimer – cela veut-il dire jusqu'à se marier ? De nos jours, une telle situation serait impossible, les enfants en feraient à leur tête, se mettraient en ménage hors du mariage, avec le consentement et même, éventuellement, le soutien de leurs parents. En 1951, c'est une tout autre affaire. Aussi, les parents de Françoise, qui aiment leur fille et tiennent à la caser, poussent au mariage. Adèle, quant à elle, se laisse facilement circonvenir par la mère de Françoise. Elle y voit un moyen, croit-elle, de « caser » aussi son petit-fils dans une « bonne » famille, sachant bien qu'elle continuera à l'avoir toujours près d'elle, au Quai de Passy, avec « sa » Françoise, tout au moins pendant un certain temps. Le 19 septembre, nous passons, en petit groupe familial restreint – il n'était pas question de faire un « grand » mariage ! –, à la mairie du 6^e et à l'église Notre Dame des Champs. Dans l'intimité la plus restreinte et à la sauvette. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, j'ai eu un sommeil agité, dans ma chambre ronde du Quai de Passy : je rêvais que je faisais une grosse bêtise en me mariant, en perdant ma liberté, en étant soi-disant obligé de me marier, que ce n'était ni dans mon intérêt ni dans celui de Françoise, mais pour répondre à une réaction bourgeoise et archaïque. Je devais m'enfuir, disparaître, comme dans ces comédies cinématographiques américaines. Je me suis réveillé avec toutes ces idées en tête... Par lâcheté, par peur du scandale, par « amitié » pour Françoise, etc., je suis parti en taxi avec Adèle qui, elle, paraissait très heureuse. Après le déjeuner, encore selon la coutume, nous – les nouveaux mariés – prenions le train à la gare Montparnasse pour l'Auvergne, et la villa de Nérès-les-Bains. Triste et froide, spacieuse, sa face nord avait une vue sur le cimetière du coin, ce qui me gêna encore plus ma journée. Inutile de souligner que notre première nuit « sans entraves ou contraintes » fut, si on peut dire, ratée... La soi-disant lune de miel de trois jours, car je devais retrouver mon job aux Nations Unies, fut en fait désastreuse. C'est le sentiment que j'en ai toujours gardé. Bien triste union qui s'est brisé pour de bon, moins de quatre ans plus tard, et officialisée par un divorce, rendu le 27 septembre 1955 par le Tribunal civil de la Seine.

À partir de cette année 1951, les mois et les années sont passés vite et de plus en plus vite. Si nous nous sommes installés au Quai de Passy, nous y sommes restés moins de quatre mois. J'allais travailler très tôt le matin au Trocadéro six jours sur sept. Françoise, poursuivant sa licence d'anglais, se rendait, selon son emploi du temps, à la Fac ou chez sa mère. Nous dînions, du reste, deux fois par semaine chez ses parents. Le reste du temps, nous étions près d'Adèle pour laquelle la mère de Françoise s'était prise d'amitié. Elle se rendait compte, néanmoins, que cette cohabitation ne pouvait pas durer, d'autant plus qu'Adèle parlait tout le temps de sa fille, qu'elle espérait toujours retrouver aux États-Unis, ou encore plus de son fils qui se trouvait dans une situation pathétique à Londres. En plus, il y avait cette histoire

d'appartement. Je pense aussi que ma grand-mère s'est confiée à la mère de Françoise dans les mêmes termes qu'elle s'exprimait en écrivant à Hellé. Elle trouve que nous vivons dans ma rotonde, sans faire grand-chose pour la maison, que malgré cela – tous les avantages qu'ils ont d'être avec elle – ils n'ont pas l'air très heureux pour « de jeunes mariés », et ce qui lui fait encore plus mal, c'est qu'ils sont « *si renfermés* », mais « *Dieu, j'espère, les aidera* ».

D'une certaine manière, le Bon Dieu nous a aidés. À la suite de démarches auprès du chef de service des langues étrangères du Quai d'Orsay, ami de longue date du père de Françoise, il m'est proposé, à titre de contractuel, un poste d'attaché – presse et protocole – à Copenhague, à l'Ambassade de France. L'attrait du voyage, de l'emploi relativement bien rémunéré, surtout l'expérience professionnelle, me fait accepter. La seule déception profonde est que je me vois refuser, par le Directeur de l'Institut d'Études politiques, de poursuivre mes études, en continuant ma préparation de troisième année – second semestre –, en accord avec mon maître de conférence, moyennant un voyage, une ou deux fois par mois, à Paris. Quel gâchis ! Mes suppliques sont inutiles et je quitte dépité et contre mon gré Sciences Po., désolé aussi de laisser les nombreux amis que je m'y étais faits et qui, tous, m'incitent à préparer le concours de l'ENA, ce que je ferai péniblement à Copenhague, avec les conseils d'un jeune énarque des services commerciaux de l'Ambassade. Si la perspective de mon départ et notre séparation chagrinent profondément Adèle, elle se rassure et reprend courage en pensant qu'elle pourra ainsi plus facilement régler ses histoires d'appartement, sans frais d'avocat, et retrouver son fils Cléon, chez lui, à Londres. En outre, sans nous demander notre avis, les parents de Françoise décident d'acheter, pour nos passages annuels à Paris, et notre retour, un petit pied-à-terre de cinquante mètres carrés, dans une rue très calme du XVI^e, pas loin du Lycée Janson, sur la rue de Montevideo, avec l'objectif de l'aménager et de le meubler progressivement. Bref ! notre jeune couple ne pouvait guère se plaindre. Et tout compte fait, les parents de Françoise avaient de bons côtés.

XVII

Un séjour en Scandinavie

Je n'ai jamais regretté ce séjour au Danemark. Il a été le premier poste que j'ai eu hors de France, une sorte de préface, d'introduction à une vie professionnelle de Français résident hors de sa patrie, sur plusieurs décennies. Étrangement, j'ai pu m'adapter facilement à ce nouvel environnement. Françoise s'est adaptée aussi vite que moi. Ensemble, nous avons pu avoir des contacts et des relations plaisantes, tant amicales que professionnelles, avec plusieurs groupes, diplomates français et danois, étrangers, journalistes, hauts fonctionnaires, professeurs, etc.

Nous sommes partis en train de Paris via Liège, Aix-la-Chapelle, Cologne, Hambourg, Kiel, Esbjerg, chef lieu de la presqu'île du Jütland, Odense – lieu de naissance du merveilleux Hans Christian Andersen –, chef lieu de l'île de Fionie, pour arriver un jour et demi plus tard à Copenhague, dans la grande île du Sjaelland. Dès notre arrivée, on nous a proposé de louer un petit appartement meublé dans les quartiers bourgeois et modernes de la ville, pas loin du centre, en route vers la côte. Malheureusement, faisant face à un cimetière, j'ai refusé de vivre près d'un tel site. Nous avons cherché par nos propres moyens et avons trouvé un appartement assez grand dont la disposition et le mobilier ressemblaient à celui du Quai de Passy. Il n'était pas plus cher que celui qui nous avait été offert, mais sa situation bien plus pittoresque : face à une partie du port, avec une vue très dégagée. Le quai, devant l'immeuble, n'accueillait qu'un bateau, venant d'Écosse, y faisant chaque semaine escale pour décharger sa cargaison de scotch whisky. Notre immeuble et notre rue n'étaient pas loin du superbe et vieil immeuble de la bourse « Borsen » de Copenhague et de la Bibliothèque Royale – *Kongelige Bibliotek*. De là, nous trouvions tous les tramways possibles en partance pour les endroits les plus divers de la ville, que ce soit Tivoli, Ostergade, la rue commerçante et centrale de la capitale, à moitié piétonnière, qui allait vers Nyhavn, le vieux port où tous les marins de tous les pays, ainsi que les touristes, faisaient « escale » et ripaille au cours de leurs brefs séjours. En ce qui me concernait, je trouvais un tram qui me menait directement à Kongens Nytorv, la superbe place royale du XVII^e siècle où se trouvait, à l'est de la place, l'Ambassade de France – bureaux et résidence – et, à l'ouest, l'Hôtel d'Angleterre. L'Ambassade de France de Copenhague est, avec celle du Palais Farnèse de Rome, parmi les plus belles ambassades françaises au monde. Sa situation est restée exceptionnelle : d'un côté, au-delà de l'Hôtel d'Angleterre, on peut aller vers la ville « marchande et commerçante », magasins, cinémas, restaurants et, de l'autre, au coin même de l'Ambassade, vers le Château

Royal de Christianborg et vers Amalienborg Plads, la mer et la petite Sirène – *Langelienne* –, tout cet ensemble frappant les gens de passage par son superbe cadre exceptionnel du XVII-XVIII^e siècles, délice de simplicité et de beauté.

Nous avons eu beaucoup de chance en nous installant à Copenhague. Accueillis avec beaucoup de prévenance et de gentillesse par le Chargé d’Affaires a.i., Emmanuel d’Harcourt, qui attendait lui-même une nouvelle affectation, à la suite de l’arrivée, à six mois de là, d’un nouvel Ambassadeur, Jean Bourdeillette, en poste depuis quatre ans à Caracas, Venezuela. Pendant les premiers mois de notre séjour, Emmanuel d’Harcourt et sa femme, Alix de Vogué, nous ont pris sous leur protection. Il m’a appris les rudiments du métier, avec une grande gentillesse, mais aussi beaucoup de rigueur. Par exemple, m’ayant confié le chiffre, pendant le congé du Chancelier, il « me réprimanda vertement » parce que je n’avais pas tiré les rideaux ni baissé les stores de mon bureau. La fenêtre ouverte, quiconque, me dit-il, pouvait, à l’aide de caméras, photographier notre chiffre. Furieux contre moi, j’ai encaissé la leçon une bonne fois pour toute. En ce temps, il n’y avait pas encore de machines sophistiquées, mais de très grands livres imprimés par ordre alphabétique que l’on devait ouvrir et déplier comme de grandes cartes, contenant les mots ou demi-mots, ou signes correspondants à des codes. Quoi qu’il en soit, les d’Harcourt ont été charmants avec nous. Je me souviens de cette traversée en ferry, du Sound, entre Copenhague et Malmoe, en Suède, et de ce pique-nique en famille dans les collines et la campagne suédoise de Skanie. Nous y avons déjeuné en plein soleil de printemps et au milieu des fleurs des champs, à la manière, pour citer Emmanuel d’Harcourt, « du général Dourakine », le héros de la comtesse de Ségur, c’est-à-dire avec les doigts ! Tous les deux avaient de vrais grands noms de la noblesse de France, et pour Emmanuel, aussi d’Angleterre. D’Harcourt avait été célèbre par ses prouesses dans la Résistance, où il s’était grièvement blessé et avait perdu une jambe. Après Copenhague, il devint Ambassadeur à Prague, puis à Dublin, en Irlande, où il accueillit le Général de Gaulle et sa femme pendant leur séjour en mai-juin 1969, au moment où – le Général ayant décidé de « prendre sa retraite » – se déroulait la campagne présidentielle à l’issue de laquelle Georges Pompidou sera élu. Comme premier patron, j’ai eu la chance et l’honneur de connaître et de servir quelqu’un que j’ai pu estimer. Avant son départ de Copenhague, Jean Bourdeillette prit ses fonctions et quelques semaines après le départ des d’Harcourt pour la France, un nouveau premier conseiller prenait son poste, un célibataire qui passa tout son séjour à l’Hôtel d’Angleterre. Le hasard, qui, au fond, fait toujours bien les choses, permit que nous devenions amis de la fille unique des Bourdeillette qui avait un ou deux ans de plus que Françoise et ne nous quitta plus jusqu’à notre retour à Paris, faisant elle-même de nombreux aller-retour entre la France et le Danemark. Elle fut une très bonne compagnie pour Françoise.

J’ai toujours aimé Copenhague, en dépit des journées d’hiver où, à partir de seize heures, il faisait nuit, le jour se levant aux environs de huit heures,

plus tôt au printemps et surtout au début de l'été. Le soleil inondait alors la Place et la façade de l'Ambassade où, à midi, à l'heure du déjeuner, Danois et Danoises se calaient contre les murs du bâtiment, les yeux fermés face au soleil qu'ils absorbaient. Mois par mois, année après année, j'ai appris à connaître ce pays industriel et plaisant, à dominance rurale, agricole et maritime, ce pays accueillant grâce à ses habitants, ses plages, ses ports de toute taille, ses plaines, bois, collines et lacs. J'ajouterais, grâce à ses femmes plaisantes, jolies, agréables... Pendant mon séjour, j'ai surtout découvert la Sjælland, la grande île où se trouvait un quart de la population du Danemark, dont un million pour Copenhague et sa banlieue. Après mon séjour, j'ai été invité par l'Institut Français – les services culturels de l'Ambassade – à revenir pour faire une série de conférences, en automne 1954 – en permission de mon service militaire.¹³⁴ Ce qui me permit de visiter le Jütland, la plus grande province, avec sa frontière à cheval sur le Slesvig Holstein, germano-danois, sources de conflits perpétuels entre les deux voisins et sa petite ville frontière d'Aabenroo, Edjbaerg, sur la Mer du Nord, et la capitale de la province, Aarhus, un port à l'est du Kattegat. Pour se rendre à Götteborg, en Norvège, il fallait partir de Frederikshavn, tout au nord de la presqu'île. N'oublions pas que je venais d'un pays occupé par les nazis pendant quatre ans, et que je venais d'entrer dans un autre pays, bien plus petit, qui l'avait aussi été pendant la même période. Travaillant à l'Ambassade, attaché chargé avant tout de la presse, je me suis aussi trouvé en contact avec des journalistes danois. Je devais lire les grands titres de la presse locale, comme le Berlingske Tidings, grâce à mes notions d'allemand et surtout d'anglais, ainsi que les autres grands journaux de la presse anglo-saxonne et française. Je devais aussi connaître le passé récent du Danemark sous l'Occupation allemande et après.

En 1945, les Danois ont été libérés par Montgomery (Monty). En avril 1940, les Allemands ont traversé les frontières de ce petit pays pour mieux contrôler leur mainmise sur la Norvège et sur tout le pourtour maritime, étant entendu que la Suède avait, comme la Suisse, déclaré sa neutralité dans le conflit. L'Occupation allemande n'était pas prévue. Elle a eu un effet dévastateur, encore plus grand qu'en France ou en Angleterre, sur le peuple danois. Elle leur a donné un complexe de culpabilité, d'échec, de faiblesse : pris de court, ils n'avaient pas eu les moyens ni la force de se défendre. En réalité, les raisons de leur défaite n'étaient pas dues à leur faiblesse ni à leur manque de courage, bien au contraire : ce fut le résultat d'une vaste opération de sabotage, d'espionnage et de trahison des nazis qui, comme ailleurs, avaient installé leur Cinquième Colonne et avaient constitué un réseau de collaborateurs et de traîtres. Au départ, les Danois étaient convaincus qu'Hitler allait gagner. Pour l'Allemagne nazie, le Danemark devait l'approvisionner avant tout en denrées agricoles et alimentaires, au détriment du peuple danois. Il a eu son parti néonazi, le DNSAP, le parti national socialiste danois des travailleurs. Il a eu son

¹³⁴ J'avais déjà fait une conférence, pendant mon séjour en poste pour l'Alliance franco-danoise, sur Albert Schweitzer, l'organiste et le docteur de Lambaréné (Gabon), Prix Nobel de la Paix.

Laval, en la personne d'Erik Scavenius, de 1940 à 1943. Mais avant tout, le Danemark a gardé son roi et a eu sa Résistance, surtout à la suite des bombardements anglais de 1943. La Résistance danoise, ayant convenu d'un arrangement avec les Anglais, afin que ceux-ci cessent leurs bombardements aériens qui entraînaient trop de victimes civiles, s'était engagée à lancer systématiquement, à l'image de nos résistants, en France, appartenant au réseau ferroviaire, des actions de sabotages dans tout le pays, en vue de désorganiser tout mouvement de troupes allemandes. En contrepartie, les Anglais leur fournissaient aussi des armes. Le Roi Christian X, déjà aimé des Danois avant la guerre, est devenu le symbole de l'indépendance de la nation danoise et de l'opposition aux nazis. Il avait pris l'habitude de se promener dans la capitale à cheval et de saluer les passants et de leur parler : au cours de l'Occupation, il maintient cette habitude, pour donner du courage à son peuple dans l'adversité. Il a pu ainsi jouer un rôle essentiel, renforcer l'unité du pays et a lui-même conforté toutes les initiatives de la Résistance. On raconte qu'au début de l'Occupation un officier supérieur allemand avait été chargé d'informer le Roi que le drapeau allemand, avec le svastika, devait être hissé sur son Château. Dans ce cas, aurait-il dit, fou de colère, un soldat danois ira l'enlever du mas. Dans ces conditions, répliqua l'officier allemand, le soldat danois sera exécuté. Et le Roi de répondre : je serai ce soldat danois. Anecdote apocryphe ? En tout cas, de toute l'Occupation, le drapeau nazi ne pavoisera jamais sur le Château. Une autre anecdote, aussi forte, retrace le moment où les juifs danois seront obligés de porter l'Étoile de David sur leur bras. Pour défier les Allemands, le Roi Christian fera de même, notamment lorsqu'il se pavane à cheval dans les rues de sa capitale. Résultat : des milliers de Danois, pas forcément juifs, se promèneront également, dans leur ville, avec une étoile jaune sur le bras. Cette opposition aux lois antijuives a été un des faits de résistance dont on ne manquait pas de parler, à la moindre occasion, au cours de notre séjour à Copenhague. Un des exploits les plus extraordinaires de la Résistance danoise est la traversée du Sound par des milliers de juifs, cachés dans des bateaux de pêcheurs des ports danois, vers la Suède, notamment entre Copenhague et Helsingør, vers Malmö, port suédois à moins d'une heure de la Sjælland, et de Frederikshavn à Götteborg, face au nord du Jylland, mais bien plus large que le Sound. Il y avait, je crois, environ huit mille juifs danois recensés au début de l'Occupation. L'organisation de ce sauvetage a dû se faire progressivement à partir d'août 1943, date à laquelle on a su que les nazis se préparaient à organiser un rassemblement de juifs danois les 1 et 2 octobre, dans un camp en dehors de Copenhague, à la manière de celui du Vel d'Hiv, à Paris. On m'a très souvent raconté comment les Danois non juifs avaient fait preuve de solidarité en aidant leurs compatriotes juifs. Avec l'aide de la Résistance, avaient été aménagés des moyens de transport, des refuges provisoires – appartements et hôpitaux –, des caches dans les ports, petits et grands, tout au long notamment de la face maritime du Sound, entre le Danemark et la Suède, allant de Copenhague à Helsingør et

Horbæk, par Humlebæk. Des bateaux de pêche pouvaient aisément atteindre les côtes de Suède, certaines distances n'ayant pas plus de quatre milles marins. Il faut ajouter que la Suède, neutre, qui affichait des sentiments pro-allemands, avait officiellement accepté d'accueillir les juifs danois et de leur donner asile jusqu'à la fin de la guerre, s'opposant ainsi pour la première fois au Troisième Reich. Ajoutons que le grand savant atomiste danois, Niels Bohr, vivant à Copenhague, avait fait une démarche personnelle auprès du Roi Gustave de Suède en faveur des juifs danois. Une dernière anecdote, mettant en jeu le sens de la dérision des Danois, qui, allant au cinéma, au moment des actualités qui précédaient le film et montraient souvent des extraits de voyages ou de discours d'Adolf Hitler, poussaient des cris comme « *qui c'est celui-là ?* » ou bien, lors de la projection d'exploits des troupes allemandes, s'écroulaient de rires. Le Danemark est un des rares pays occupés qui ait su réagir avec un tel panache.

Mon séjour de deux ans et demi, environ, a été une expérience humaine et professionnelle qui m'a servi tout le long de ma vie. Certes, il y avait le côté protocolaire et diplomatique qui pouvait paraître futile, mais c'était le jeu. Je jouais au très jeune diplomate avec sa très jeune femme. Cela nous a permis d'être bien accueillis et de rencontrer beaucoup de gens. Nous vivions tous deux une vie aux antipodes de celle de Paris. L'éducation que j'avais reçue m'y a aidé. J'avais les bases des bonnes manières, bien que dans des déjeuners ou dîners officiels dans notre Ambassade, ou dans d'autres, il fallait assez souvent, et surtout en début de séjour, que je fasse attention aux habitudes des autres. Si ce n'est, un exemple risible, savoir couper un fruit, comme une pomme ou une pêche, avec un couteau et une fourchette. Par pure maladresse, j'ai vite compris que j'en étais incapable. Je préférais donc, quand il le fallait vraiment, prendre un fruit qui se coupait aisément : une banane, une tranche d'ananas, par exemple. Nous étions surtout invités pour des déjeuners en l'honneur de visiteurs de passage. Peu de dîners officiels. Nous étions de tous les cocktails et c'est ce qui nous a permis de nous faire des amis, ou plutôt des connaissances. Petit à petit, nous avons fait partie d'un groupe de premiers secrétaires ou conseillers, dans la trentaine ou plus. Je me souviens de sa composition géographique : un couple de diplomates turcs – très sympathiques – ; belges – je les ai retrouvés bien plus tard au Congo Belge et je sais qu'il a fini sa carrière comme Ambassadeur, ses parents ou grands-parents avaient été parmi ceux qui ont financé le métro de Paris, dans les premières décennies du siècle dernier – ; vénézuéliens (la quarantaine), argentins et espagnols, tous aussi plaisants les uns que les autres. Nous avons aussi connu des diplomates anglais et de nombreux journalistes, dont un Danois de mon âge, avec lequel j'ai lié d'amitié, et qui avait une très jolie petite amie. Nous avons continué à nous voir après mon séjour, puis nous nous sommes perdus de vue. Tous les mois, j'assistais à un déjeuner de l'association des journalistes danois et des correspondants des journaux étrangers. Grâce aux contacts que mes fonctions à l'Ambassade m'incitaient à avoir, j'ai beaucoup appris sur la

politique intérieure de ce pays et sur la politique internationale. La guerre froide s'intensifiant, le Danemark n'avait pas hésité à adhérer au Pacte Atlantique et son Parlement, le *Folketing*, avait approuvé, en mars 1949, son entrée à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). D'autre part, le Plan Marshall et les initiatives de Jean Monnet incitaient progressivement les États de l'Europe occidentale à prendre conscience de l'importance de constituer des liens économiques entre eux ; cela prendra du temps, mais le Danemark ne manquera pas de soutenir toutes ces initiatives et, plusieurs années plus tard, de faire partie de l'Union Européenne.

Mon travail étant de glaner des informations et de pressentir la position des médias danois, ce fut pour moi une expérience particulièrement enrichissante. Avoir la possibilité de suivre les dédales de la politique intérieure d'un petit pays et d'y retrouver toutes les tendances qui caractérisent la politique de mon propre pays était aussi une autre expérience. Ainsi, dès le lendemain de la guerre, et de plus en plus dans la période 1945-1957, notamment pendant notre séjour, la politique intérieure se caractérisait par une instabilité entre une foule de partis politiques ayant pris conscience de leur importance au sein du peuple danois. On peut citer, en particulier, à gauche, les communistes, qui avaient joué un rôle important dans la Résistance, ainsi que les sociaux-démocrates, puis les radicaux de gauche, et à droite, les libéraux et les conservateurs. Notre séjour a été marqué par des gouvernements minoritaires libéraux-conservateurs.

Je m'étends un peu sur ce sujet, car au cours de ma seconde année, plus précisément entre fin 1952, fin 1953, je me suis plongé dans l'étude d'un des sujets épineux de l'histoire du Danemark et de ses relations avec l'Allemagne, au sujet de la question de la province du Slesvig Holstein qui se trouve à cheval sur la frontière germano-danoise. Les Anglais et les Français, au cours du XIX^e et au lendemain de la Première Guerre mondiale, avaient toujours soutenu la position danoise, qui prétendait que cette province lui appartenait dans son entièreté. De même, cette question s'est posée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En effet, en 1920, le Slesvig du Sud avait voté, malgré une minorité danoise assez importante, de rester rattaché à l'Allemagne. En 1945, le sentiment de rattachement et de l'union entre le Slesvig du Sud et le Slesvig du Nord avait pris des dimensions plus unitaires. Pourtant, au cours des premières années de paix, une controverse à caractère fortement politico-politicienne avait envenimé le climat au sein des partis. Une opinion majoritaire de droite – libéraux et conservateurs – était en faveur d'une réunification et celle de gauche et du centre y était opposée. Son argumentation se fondait sur un certain bon sens : la minorité danoise du Slesvig du Sud avait eu un sentiment de rejet, à la suite des tragédies de la guerre ; les futures générations pourraient changer de position. Dans une vision à long terme, il apparaissait plus raisonnable et plus sage que le Danemark évite des modifications territoriales qui pourraient plus tard conduire à des conflits. Je passe sur les nombreuses bagarres internes, entre partis, qui ont marqué le

paysage politique danois et qui ont entretenu l'instabilité parlementaire. L'affaire du *Slesvig Holstein* s'est réglée au cours des années, à la suite de la formation progressive de l'Union Européenne. Par contre, lorsque j'étais en poste à Copenhague, cette question demeurait sensible. J'ai ainsi obtenu l'autorisation de l'Ambassadeur de préparer et de présenter un mémoire. L'ambassade possédait des archives passionnantes sur ce sujet, certaines remontant avant la Première Guerre mondiale et à l'époque où Paul Claudel était ministre de la France auprès du Royaume, après la guerre.

J'avais toujours, depuis mon arrivée au Danemark, cette amertume et cette colère rentrée contre la direction de l'Institut des Sciences politiques de Paris qui m'avait obligé à y interrompre mes études. J'en éprouve tout autant au moment où j'écris ces lignes, après avoir constaté, depuis plus de trente ans que je vis aux États-Unis, la souplesse des collèges américains d'enseignement supérieur. Bref ! pour compenser cette situation, j'ai commencé, sans beaucoup d'enthousiasme, par un système d'enseignement par correspondance, à me préparer au concours d'entrée à l'ENA. Ce qui n'a pas été suffisant pour réussir le concours. Si j'avais été mieux conseillé, j'aurais dû rester au moins quatre ans contractuel du Ministère des Affaires étrangères et essayer de passer soit le concours de l'ENA pour fonctionnaires, soit celui de l'École des Langues orientales, pour entrer dans les cadres des secrétaires d'Orient – cadres qui existent toujours de nos jours. J'aurais pu également utiliser le temps passé dans l'armée pour remplir mes obligations du service militaire – avant 25 ans. Si je n'ai reçu aucun conseil de mes « chefs », c'est qu'aucun d'entre eux ne connaissait les modalités d'entrer dans les services diplomatiques autres que celles fixées avant la guerre. Le seul haut fonctionnaire qui m'en ait donné est l'attaché militaire, colonel de l'armée de l'air, qui couvrait toute la Scandinavie à partir de Stockholm. Il venait régulièrement à Copenhague et m'avait engagé à faire mon service militaire à l'école des OER – Officiers Élèves de Réserve – de la base aérienne de Caen. Je devais y être affecté au plus tard en juin 1954, date de la fin de mon sursis. Son bureau allait faire le nécessaire. En attendant cette date, outre mes responsabilités à l'Ambassade, je passais mon Diplôme d'Études Supérieures (DES), aujourd'hui le DESS ou DEA d'histoire, en accord avec le professeur Félix Ponteil de l'Université de Strasbourg, connu entre autres pour son ouvrage sur les relations internationales au XIX^e siècle jusqu'à la fin de la guerre 1914-1918. Le DES était une étape obligatoire vers l'agrégation, pour ceux qui voulaient devenir enseignants, ou aller vers le doctorat, comprenant un mémoire sur un sujet bien précis et des recherches en profondeur, accompagné par un oral obligatoire sur un sujet différent de celui du mémoire. J'ai donc choisi, comme sujet de mémoire, « *Les relations entre la France et le Danemark sur la question du Slesvig Holstein, 1914-1945* », soutenu à Strasbourg, ville et université sympathique, en juin 1953. J'y ai aussi passé mon oral sur le sujet que j'avais choisi : « *Le Catholicisme social au XIX^e siècle* ». Je m'en suis sorti avec une mention bien. Ce qui fut, pour moi, un grand encouragement.

Pour terminer l'histoire de ce séjour scandinave, je voudrais évoquer quelques anecdotes qui me sont restées en mémoire. D'abord, le passage de François Mauriac. Pour se rendre à Stockholm, y recevoir le Prix Nobel de Littérature, il avait pris le train à la gare du Nord, le 8 décembre 1952, et avait fait une courte escale à Copenhague, le matin du 9 décembre, en pleine « nuit » d'hiver, pour se reposer et prendre le train bateau pour la Suède où il devait arriver le même jour, en début de soirée.¹³⁵ Le Chargé d'Affaires, le conseiller culturel, directeur de l'institut français, le premier secrétaire et moi-même avons été chargés de l'accueillir et, bien sûr, de le féliciter. Accompagné de sa femme Jeanne et de son fils Jean, il venait de passer près de vingt-quatre heures à voyager. Nous les avons ensuite amenés à la résidence pour se reposer. J'étais assez ému de rencontrer le grand romancier, personnage difficile et courageux, rempli de si belles convictions. J'étais aussi surpris par sa voix, ne sachant pas qu'il avait un cancer de la gorge, contre lequel il a combattu une grande partie de sa vie.

Une autre occasion, parmi les nombreux déjeuners donnés en l'honneur de visiteurs de passage, fut, par l'Ambassadeur, l'invitation à déjeuner d'André Cluytens, chef d'orchestre français, directeur musical des Concerts du Conservatoire de Paris auxquels je m'étais rendu si souvent, pendant l'Occupation et surtout depuis la libération : il avait remplacé, avec talent, le grand Charles Munch qui, lui-même, avait quitté Paris pour Boston. J'ai eu grand plaisir à le rencontrer et à lui parler.

Une autre fois, c'est un groupe de parlementaires qui venaient rendre visite au Danemark et faire un tour chez leurs autres collègues, en Norvège et en Suède. Ce fut un petit choc de côtoyer ces messieurs, lors d'un cocktail à la résidence. Certains, en particulier, avaient peu de classe et, un peu éméchés, demandaient, après la réception, au plus jeune des membres de l'Ambassade où ils pouvaient trouver des femmes pour finir la soirée. J'avoue avoir été pris de court et les avoir trouvés assez grossiers.

Autre moment important, qui a réuni presque tout le corps diplomatique, celui de la messe solennelle, à l'occasion de la mort d'Evita Perón, en l'église Saint-Louis-de-France, où nous allions régulièrement le dimanche.

La dernière note, moins réjouissante, est le retour d'un de mes fantômes, auquel j'avais cru échapper, d'abord en me mariant, et ensuite en quittant Paris. Celui de mon père. Ce ne fut pas Adèle, encore moins ma mère, avec lesquelles je correspondais très peu, je dois l'avouer, mais mon père, dont je n'avais vraiment aucune nouvelle depuis son passage Quai de Passy, qui me réservait une fameuse et fâcheuse surprise, dont sans doute il n'a jamais dû être informé. Ce qui, du reste, m'a donné une bonne leçon, me montrant combien les gens pouvaient être lâches dans leurs relations, soi-disant de bienséance, de délicatesse, voire de décence. Une dépêche – c'est ainsi que nous appelions le courrier, les lettres – arrive avec tant d'autres, du Quai

¹³⁵ Voir page 446, dans le livre de Jean Lacouture sur François Mauriac, Éditions du Seuil, Paris 1982, l'atmosphère dans laquelle le nouveau Prix Nobel arrive dans la capitale suédoise.

d'Orsay, transmettant une demande de l'Assistance publique me concernant, au sujet de la situation de mon père. Selon la procédure, tout le courrier – délicat ou important – est transmis chez l'Ambassadeur qui le distribue. Cette dépêche, dont le contenu aurait dû rester confidentiel et m'être transmis par l'Ambassadeur, m'est révélée non pas par lui mais par le premier conseiller. Par gêne, par timidité – il l'était – l'ambassadeur a préféré lui confier cette affaire à laquelle je ne m'attendais pas. Imaginez mon désarroi, ma honte ! Cette « dépêche » notifiait que mon père avait été recueilli par l'assistance publique : faute de ressources, il leur avait demandé asile. En tout cas, c'est ce dont je crois me souvenir, ne l'ayant jamais eue entre les mains. Mon père avait dû savoir que j'étais marié et en poste à Copenhague ou travaillant aux Affaires étrangères... Par qui ? Par Adèle ? Je ne sais plus ou ne l'ai jamais su. L'assistance publique voulait savoir si j'étais capable de subvenir aux besoins de mon père. Ce qui devait entraîner des explications, de ma part, auprès de l'Ambassade, lesquelles j'aurais préféré avoir avec l'Ambassadeur lui-même, qui avait une famille. Au contraire, on m'a forcé à voir ce premier conseiller mielleux, hypocrite, onctueux, tout content de remettre à sa place le jeune diplomate amateur que j'étais. J'ai dû raconter mes relations avec mon père, c'est-à-dire la « négation » que j'avais de ce père, qui ne s'est jamais occupé de moi, sinon pour m'accorder mon émancipation. Je n'ai jamais encaissé cette démarche, qui m'a mis hors de moi. « L'on prit note », de toute façon, de mon refus d'être redevable en quoi que ce soit de ce supposé père. L'assistance publique sera obligée de s'occuper de lui jusqu'à sa mort, mais dans des conditions satisfaisantes, comme je l'ai constaté à Paris, où il pouvait se promener sans restrictions.

Pendant l'été de 1953, la sœur de Françoise, Marie-Claude, nous a rendu visite et, outre les visites de la capitale danoise et de ses alentours, notamment le long de la côte jusqu'au Château d'Helsingør, nous l'avons emmené visiter la très pittoresque île danoise de Bornholm en Mer Baltique.

Chaque année, nous revenions à Paris pour les vacances. Nous avons aménagé l'appartement que les parents de Françoise nous avaient trouvé, rue de Montevideo. Au rez-de-chaussée d'un petit immeuble de trois étages, dans une rue tranquille, non loin du Bois de Boulogne. Très bien conçu et plaisant ; certes, nous avons été gâtés par les beaux-parents. Une fois, nous sommes venus à Paris en catastrophe pour trouver le père de Françoise en clinique, avec un fémur brisé, en conséquence d'une très mauvaise chute : essayant d'attraper un autobus sur le point de démarrer. À l'âge de mon beau-père, la chute lui fut fatale malgré l'opération tentée. Il était, après tout, dans la seconde partie de sa septantaine. Ce fut si soudain et je n'en ai, je dois l'avouer, que de vagues souvenirs, mais je crois que nous sommes arrivés quelques jours avant les funérailles. Ce furent de durs moments pour Françoise et sa famille. Après l'enterrement de mon beau-père, j'ai laissé Françoise avec sa mère et suis rentré reprendre mon poste. Quelques mois avant notre départ définitif, fin mars 1954, elle reviendra me rejoindre pour participer à de

nombreux dîners en l'honneur de notre départ. Nous allions vraiment laisser de bons amis derrière nous. L'Ambassadeur a tenu à nous convier à un déjeuner de départ, au cours duquel m'a été remise une boîte en argent, signée par l'Ambassadeur et tous ses collaborateurs, commerciaux et culturels compris.

XVIII

Adèle et Cléon

Certes, le départ de son petit-fils a été très dur pour Adèle. Si elle a écrit régulièrement et sur de nombreuses années à Hellé, elle m'a reproché de ne pas correspondre suffisamment avec elle, de ne pas venir à Londres, où elle a été retrouvée son fils, ses amis et même sa belle-sœur. Ma mère qui, en 1949, s'était remariée avec un résident de Santa Barbara, Marv Midby, de descendance norvégienne, m'a aussi reproché de ne pas lui écrire régulièrement. En 1952-1954, et même plus tard, je n'avais pas changé d'avis à son égard. Ce remariage, qui consacrait sa décision de finir ses jours aux États-Unis, ne m'avait pas surpris, mais ne m'avait pas non plus enchanté. Il faudra encore près de dix ans pour que je lui rende enfin visite, en Californie, et rencontre son troisième mari. En revanche, nous avons correspondu au sujet d'Adèle, notamment lorsqu'il a été question qu'elle l'accueille aux États-Unis.

La vie de ma grand-mère, à Paris, est passée par des hauts et des bas. Nous l'avons bien constatée. Elle a eu des accès de tristesse, des phases d'impuissance, de découragements et de désespoir, qu'elle a surmontés par sa force de caractère, grâce aux objectifs qu'elle s'était fixés toute sa vie. Son séjour à Londres en sera la dernière tranche, marquée par son déclin, sa chute progressive et inévitable – *seule* ! Véritable tragédie, dont la correspondance régulière, entre elle et sa fille, restera le seul témoin. Je ne prendrais vraiment conscience de cette chute que lorsque je me rendrais brièvement à Londres, par deux fois, en 1960 et 1962 alors que je me trouvais en poste à Brazzaville et à Alger. Mais c'est surtout bien plus tard, après la mort de ma mère, à la lecture et relecture de toute cette correspondance quasi journalière, que j'allais vraiment découvrir et prendre conscience de la tragédie d'Adèle. En prenant une position de recul, j'avoue ne pas avoir eu le beau rôle. Ayant ma propre vie et famille et mes nombreux voyages, j'ai parfois montré, sans m'en rendre compte, une profonde indifférence et surtout beaucoup d'égoïsme.

En insistant ainsi sur « la fin tragique d'Adèle », je veux reconnaître la place et le rôle essentiel que ma grand-mère a joué dans nos vies.

En arrivant à Londres, à la fin de l'hiver, en mars-avril 1952, Adèle retrouve sa belle-sœur anglaise, Mable Warren,¹³⁶ chez qui elle s'installe, et son amie de trente ans, Miss Aimée Hymans, avec laquelle Adèle a toujours

¹³⁶ J'avais souvent entendu Adèle parler de Mable, que ce soit avant et après la guerre. Elle semblait la considérer comme une bonne et vraie amie. C'est en lisant ses lettres à Hellé que je découvre que Mable, qui est mariée à un anglais, Alfred Warren, était sa belle-sœur. La sœur de qui ? De Socrate ? Peut-être, bien que probablement d'un des frères Draghi... [?]

eu des relations orageuses ; on dirait en anglais des « *love-hate relations* » – des rapports amour-haine. Elle ne pouvait s’installer ailleurs. Se trouvant face à une situation sur laquelle elle n’avait aucun contrôle, elle avait besoin plus que jamais d’un soutien. À Paris, elle avait su que Cléon était dans un centre de réhabilitation. C’est en retournant à Londres qu’elle en connut les détails. À la suite d’une série de sorties et de cuites, Cléon avait eu plusieurs crises d’éthylisme. Arrêté par la police, pour troubles causés dans des lieux publics, son patron, Clayton, négociant et exportateur de scotch whisky et vieil ami d’enfance de Cléon et de Milon,¹³⁷ s’arrange pour le faire hospitaliser dans un établissement de désintoxication, aux environs d’août-septembre 1951. Adèle apprend les détails sur l’état de son fils par sa belle-sœur, en rentrant à Londres, début 1952. Elle ne peut pas alors, ni ne veut le voir. Il faudra plusieurs semaines avant que Cléon soit capable de reprendre une vie quasi normale. Nous verrons que « l’ange gardien » de Cléon, jusqu’à sa mort, sera à la fois son copain et patron. Régulièrement, il le sauvera des « bêtises » au sein desquelles il se fourvoyait. À Liège, et après la guerre, à Paris, Cléon venait demander de l’argent à sa mère ; à Londres, j’imagine qu’il emprunte à ceux qui pouvaient l’aider. Joueur, parieur invétéré de courses de chevaux ou de lévriers, il l’avait toujours été. Depuis la mort de son frère jumeau, Milon, il n’allait jamais plus mener une vie normale. Pour oublier sa tragédie d’avoir survécu à son jumeau, il prit la fâcheuse habitude de boire et de se soûler. Il s’était marié, une fois – nous en avons déjà parlé – en 1938, mais très brièvement, à la suite d’une beuverie, avec une femme qui ne cherchait qu’à se caser. J’avais déjà pris conscience des vices de Cléon lorsque je le voyais à Londres, lors de mes voyages, après la guerre, mais, rentré à Paris, je n’en dis rien à Adèle. D’ailleurs, ce n’était pas nécessaire, elle connaissait les vices de son fils : elle l’excusait. Elle savait combien il ne pouvait supporter la mort de Milon. Cléon, du reste, allait régulièrement sur sa tombe, à Windsor, pour y pleurer. Au moins trois fois par an : le 2 novembre – ce jour des Morts de 1931, marqué par l’accident de voiture sur la route de Windsor –, le 4 mars, jour de la naissance des deux jumeaux, et le 11 novembre, journée de recueillement sur les morts de la guerre 1914-1918. Cléon revenait du cimetière complètement meurtri, accablé, voulant mourir, et se consolant dans l’alcool.

Adèle retrouve Londres avec plaisir – elle a toujours aimé cette ville et les Anglais –, mais s’attendait bien à y rencontrer des problèmes. Ce n’était plus Paris où, après tout, pendant près de quatorze années, elle avait survécu dans un seul logement de qualité, en dépit de la guerre et de l’Occupation. Bref ! dans de bonnes conditions, grâce à son courage et à ses astuces et, évidemment, grâce à Hellé et son emploi chez Raphaël. À Londres, elle survivra non pas grâce à Cléon mais par les chèques mensuels et les colis que lui adresse Hellé, de Californie. Adèle tenait à vivre avec Cléon, en espérant qu’un jour elle irait rejoindre sa fille au soleil de Santa Barbara, comme elle

¹³⁷ Ils avaient formé une bande à trois, au pensionnat privé de la Rugby School où ils suivaient leurs études secondaires, en vue d’entrer à l’université d’Oxford qui était proche de cette école.

lui écrivait, en se moquant d'elle-même : « à moins qu'elle trouve un veuf bien sous tous rapports, de son âge ou presque, qui veuille l'épouser... » Pour ne pas rester chez Mable, mais pour être dans un quartier pas trop éloigné de chez elle et des beaux quartiers, Adèle trouve deux chambres à louer, dans l'arrondissement de Saint John's Wood, au nord-ouest de Londres, dans une vieille maison, appartenant à un veuf qui louait ces chambres avec une salle de bain, moyennant finance. D'une soixantaine d'années, il tenait une bijouterie dans le quartier de Soho. Comme Adèle lui avait expliqué la situation de son fils et la sienne, il lui avait demandé, en contrepartie d'une réduction du loyer, qu'elle se charge de toute son intendance, linge, vaisselle, ménage. La maison étant assez grande et plaisante, Adèle a dû penser que c'était une occasion à ne pas manquer, au lieu de louer un deux-pièces dans un appartement qui aurait coûté bien plus cher avec les charges. Elle n'avait pas peur de remplir ses obligations de ménagère, voire de cuisinière, d'autant que Cléon, apparemment remis de ses frasques, avait retrouvé son travail de broker en whisky, qu'il avait l'habitude de se rendre une à deux fois par mois à Glasgow, en Écosse, pour son patron, Clayton. À tel point que dans une de ses lettres à Hellé, Adèle écrivait : « *Cléon est redevenu si sage, comme [quand] il était petit et il a été si puni de s'être si mal conduit juste au moment, sans qu'il le sache, que je quittais Paris et revenais à Londres.* » Néanmoins, tout n'était pas parfait. S'ils avaient un logement apparemment décent, le propriétaire, selon Adèle, était un vieux « grigou ». Dans ses lettres, elle se plaignait qu'il l'exploitait, l'obligeait à faire son linge, à préparer son dîner, à répondre aux coups de téléphone pendant son absence au bureau et prendre les messages téléphoniques. Elle ne voulait pas admettre que ces tâches faisaient partie de l'accord entre elle et le « vieux » – comme elle le nomme. Elle se répète de plus en plus avec l'âge, notamment depuis son retour à Londres, invoque le Seigneur et ses Anges – Milon et Socrate – et remercie sa fille, tout en se plaignant à longueur de journée du *vieux*. Par contre, elle disait à Hellé : « *Fais attention ma fifille... ne te fatigue pas, ne travaille pas trop... tu es ma raison de vivre...* » Hellé continuait à aider sa mère, non pas seulement en envoyant des colis de vêtements et de friandises, mais en lui adressant régulièrement des chèques conséquents. Le hasard a voulu que je puisse récupérer, à sa mort, en 1992, cinq lettres qu'elle avait adressées à sa mère en 1954 – en mars, mai et juin – année où je rentrais en France, de Copenhague, pour faire mon service militaire.

Dans une première lettre du 15 mars, Hellé fait des remarques sur l'attitude du « vieux monsieur », le « grigou ». Elle note d'abord qu'Adèle et Cléon doivent faire preuve de « *patience (et) subir votre entourage, malgré les bizarreries de votre hôte, mais dans la vie rien n'est parfait...* » Puis, elle tient à répondre à Cléon, qui se plaint de son boss, bien qu'il soit un copain, ne semble pas heureux de son boulot, et rechigne à la tâche... Elle écrit avec bon sens : « *...il faut que Cléon se fasse à cette vie de travail régulier parfois un peu monotone, mais, avec de l'enthousiasme, on arrive à se résigner en*

pensant à la fin du mois : à la paye... un salaire continu rapporte bien plus que le mirage des affaires soi-disant importantes. » Elle parlait d'or, surtout connaissant les travers de son frère. Elle ajoutait, en anglais « ...*go to work dear brother with cheerfulness. I have done it for a dozen years now.* »¹³⁸ Eh oui ! Hellé avait travaillé six ans chez Raphaël et sept ans à Santa Barbara. En 1954, elle avait quitté Paris depuis huit ans déjà. Elle ajoutait encore – ce contre quoi je me suis toujours insurgé : « *Je ne regrette rien à part la séparation, mais c'est écrit, les enfants naissent, grandissent, se marient, s'envolent comme les oiseaux. C'est humain. C'est la même chose pour les guerres, après une, on se dit, il n'en faut plus, mais le globe se peuple de trop de nations [de gens] qui deviennent exigeantes et il faut recommencer...* » Vue peut-être un peu simpliste mais pas fausse...

Dans une autre lettre du 23 mars, Hellé répondait à une lettre d'Adèle du 13 mars et à un mot de Cléon en provenance de Glasgow. Elle disait à Adèle « ...*tu vas voir, Cléon se fera une situation solide dans ce milieu commercial et votre vie sera bien plus heureuse. Tu dois l'encourager et ne pas faire cas des bizarreries du vieux. Heureusement que vous êtes dans un flat*¹³⁹ *chaud, confortable avec des voisins charmants... Tu ne dois pas grogner, ma chérie, il y a pire, lave le linge, nettoie en chantant. La vie est cruelle, mais la roue tourne... courage et patience.* » Ma mère écrivait presque comme Adèle quelques années plus tôt. Dans sa lettre du 11 mai 1954, elle répond à celle de sa mère du 5 mai. Cléon a été assailli par de jeunes *hooligans*, comment, pourquoi ? Nous n'en savons rien, sinon qu'ils l'ont poussé et fait tomber, ce qui, dans son état d'infirmité, est terrible pour Cléon. Il n'a pas été transporté à l'hôpital. Hellé, qui voudrait en savoir plus, demande combien de temps lui faudra-t-il pour reprendre son travail ; y a-t-il eu un témoin, est-ce que le *policeman* a pris les noms des gosses ; qui réglera les frais ? Et d'ajouter, dans un style pareil à celui d'Adèle : « *Mon pauvre Cléon, il faut qu'il se dise que c'est fini, que c'est le dernier vilain coup du destin, qu'il doit remercier la providence de ce qu'il n'a pas cassé un membre ; ayez courage ; je ne sais comment vous consoler, mais il faut reprendre confiance et oublier le cauchemar qui aurait pu être une tragédie. Vous avez de bons amis – lesquels, je me demande bien ? – et moi je vous aime et mon cœur, mes pensées sont près de vous deux...* » Elle ajoute, en terminant sa lettre à l'intention de sa mère : « *Sois énergique, calme, forte. Ne pleure pas, Cléon est comme moi. Quand on a mal, les larmes coulent, c'est meilleur pour les nerfs. Après on reprend courage avec plus de force...* » Une lettre du 13 mai donne de meilleures nouvelles sur Cléon. Il n'a rien eu aux jambes ni à la tête. Mais Hellé écrit : « *Le pauvre chou a dû bien souffrir, quelle frayeur pour vous deux, oui Dieu a été bon malgré qu'on se demande avec amertume pourquoi ces choses doivent arriver...* » Enfin, dans la

¹³⁸ *Va travailler, cher frère, la joie au cœur. Moi je le fais depuis une douzaine d'années déjà.*

¹³⁹ Appartement.

dernière en ma possession, datant du 4 juin, Hellé se félicite que Cléon aille nettement mieux et qu'il ait pu aller se reposer à la mer – j'imagine grâce à son copain de patron. Elle ajoute, en ce qui la concerne, combien elle a de la chance « *de vivre dans ce climat idéal, de pouvoir me promener au bord de la mer... de pouvoir admirer l'océan et les montagnes quand on a terminé sa journée de boulot. On se croit des touristes.* » Cette lettre se termine sur une remarque me concernant : « *Au sujet de Guy, je comprends que ton grand cœur prend son service militaire au sérieux. À mon avis, il est loin d'être à plaindre.* » Elle avait raison, je n'étais pas à plaindre et elle ajoute : « *c'est un grand bien qu'il soit militaire – elle ne savait pas de quoi elle parlait –, tu as eu tort d'envoyer quoi que ce soit – je ne me souviens de rien – lui qui ne pense jamais à sa mère qu'une fois au Jour de l'An.* » En effet, les rapports entre nous étaient pour le moins tendus et ne s'amélioreront pas à l'avenir, surtout après la mort de Cléon.

En lisant et relisant – c'était parfois nécessaire – les lettres d'Adèle, il me semble qu'il y ait eu un moment de calme, jusqu'à la moitié de l'année 1956. Cléon écrit, le 26 mars, à sa sœur, pour lui souhaiter, ainsi qu'à son mari Marv, « *a happy easter and every enjoyment and contentment. Forgive me, my sweet not to have sent a card... worthy of you... but my love and my thoughts are equally as good...* »¹⁴⁰ Puis il passe au français – le reste de la lettre étant adressée seulement à Hellé – pour se plaindre de moi : je ne le considérais pas comme son grand frère, j'avais oublié de lui souhaiter son anniversaire, le 4 mars, alors que lui n'a pas oublié le mien, etc. Ce qui m'a intéressé – je n'ai que deux lettres de lui dans mes archives – est son écriture : elle est aussi belle que celle de son père Socrate. Elle donne une impression de stabilité, de quiétude, alors que celle d'Adèle – comme la mienne – est laide, sinon parfois peu lisible, et « stressée ».

À la suite de la mort du « *vieux monsieur grigou* », la situation d'Adèle et de Cléon se dégrade tout d'un coup : ils ont dû chercher un nouveau logement. Comme Adèle l'écrit, le 23 mai 1956, ils ont eu du mal à se remettre de sa mort, bien qu'elle en ait eu, la veille, le pressentiment. En outre, depuis qu'il est parti, elle le « *sent tout le temps derrière... (elle) ... c'est bête, mais... c'est ainsi : lorsque mon papa est mort (comme un ange) je n'ai jamais eu peur, et pour ma maman aussi ; ils sont partis calmes avec le sourire doux. Mais celui-là, un vrai monstre, ses yeux hagards méchants...* » Adèle ne l'aimait vraiment pas. Ce qui m'a en tout cas intéressé, cette fois, c'est qu'elle invoque pour la première fois ses parents, sur lesquels j'ai très peu d'informations. J'en ai déduit qu'ils étaient décédés avant le départ définitif d'Adèle, d'Adana et de Smyrne, c'est-à-dire bien avant 1914, entre 1911 et 1913, vraisemblablement. En fait, la mère d'Adèle, mon arrière-grand-mère maternelle, Domenica, est morte, selon une autre lettre d'Adèle, à

¹⁴⁰ « *De joyeuses Pâques accompagnées de toutes joies et contentement possible. Pardonne-moi, ma douce, de ne pas t'avoir envoyé de carte... digne de toi... mais mon amour et mes pensées font aussi bien l'affaire...* »

l'âge de cinquante-quatre ans, donc en 1911. Supposons que ce soit aux environs de 1910-1911 que Socrate s'installe en Europe de l'Ouest – Paris et Londres – et pense à faire venir, en son temps, sa famille. Celle-ci le rejoint avec ses enfants, aux environs de 1912-1913. On pourrait supposer qu'après la mort de Domenica, mon grand-père Alessandro meurt, un ou deux ans plus tard, à l'âge de soixante-deux ou soixante-trois ans, avant que sa fille et ses petits-enfants ne partent pour l'Europe. J'en déduis aussi que le domaine des Draghi, dans les années précédant la Première Guerre mondiale, devait être sous la supervision d'un des frères d'Adèle, probablement Luigi, l'aîné de la famille.

Au cours de l'été, Adèle et Cléon trouvent un petit *flat* pas trop cher, près du pont de Putney, de l'autre côté de la Tamise – the Thames. Un endroit moins central que celui où ils vivaient jusqu'ici, mais de leurs fenêtres, ils ont une belle vue sur le fleuve. Dans une lettre du 5 juillet, Adèle confirme à sa fille sa nouvelle adresse, afin qu'elle puisse continuer à lui adresser les chèques mensuels. Le moral n'est pas au beau fixe, elle broie du noir. Dans une autre lettre, elle lui montre combien elle pense à elle. Cette correspondance exerce bien un certain rôle thérapeutique sur ma grand-mère. Elle va des pires pensées à celles qui lui permettent d'accepter son sort et d'alléger son sentiment oh ! combien élevé de culpabilité. Ainsi, elle écrit : « ... *ah ! mon Hellé, ma fille, tu ne peux t'imaginer ce que j'aurais donné, ma vie, pour te savoir tranquille... la vie (ma vie) devient si pénible et dire que tu me gâtes, ma fille. Parfois, (c'est moi qui souligne) je me demande, si Dieu me prenait, non, non, tu auras de la peine, tu es jeune... et tu as besoin de ta maman et les lettres nous consolent, n'est-ce pas ma fille, elles nous donnent le courage, elles calment notre peine de cette cruelle séparation et cet argent que tu m'envoies, tu le retrouveras, car Dieu te bénit de donner à manger à ta Maman...* » Dans une autre lettre, peu importe sa date, Adèle se rappelle tout d'un coup que cela fait plus de dix ans que ma mère a quitté Paris pour les États-Unis. Eh oui ! cela fait dix ans, mais Adèle se console, car après Fauerso, sa fille a trouvé le « brave » Marv pour lequel, une fois encore, Adèle remercie Dieu !

À partir du dernier trimestre de 1956, les évènements vont se précipiter. Adèle annonce que Cléon, sans se plaindre, a tous les jours mal au ventre et qu'il refuse de voir un médecin pour se faire soigner. Il continue à se rendre au bureau comme si de rien n'était. Malgré tout, sur les « supplications » de sa mère, il accepte de suivre un régime... pour perdre du poids. Le 16 novembre, Adèle écrit que son fils, parfois, « déraile » et lui dit : « ... *si je meurs, tu iras chez Hellé. J'ai envie de le battre...* » Cléon, pour une fois, voit juste : il sait combien sa mère souhaite retrouver sa fille aux USA, mais dans sa lettre, Adèle maquille, si on peut dire, le fond de sa pensée, en disant que Cléon lui avait téléphoné du bureau, un jour, pour lui dire de ne pas s'en faire, qu'il allait gagner de l'argent, ce qui leur permettra d'aller voir « *notre Hélé et le cher Marv* ». Elle ajoute qu'elle aimerait qu'ils viennent, eux, en Angleterre,

« *mais l'idée que vous repartiriez me serre déjà les entrailles. J'aime l'Angleterre mais la vie y est trop humide et le temps affreux...* »

Pour Adèle, 1957 sera une année terrible. Le 12 février, Cléon dort depuis dix jours. Il s'alimente à peine, il a constamment des vomissements. Le docteur vient tous les jours, même le soir. Il affirme que Cléon s'en tirera, mais Clayton insiste pour qu'il soit hospitalisé malgré les objections véhémentes de Cléon. Le 22 février, Adèle annonce à Hellé que son frère a eu une crise cardiaque. Le 2 mars, Cléon, dorénavant hospitalisé, a eu, deux jours avant son anniversaire – ses 50 ans – une petite intervention dans le bas ventre. Adèle est autorisée à demeurer à la clinique dont une partie des frais est prise en charge par les assurances-maladie gouvernementales et une autre, par Clayton, qui vient tous les jours les réconforter. Le 8 mars, Adèle précise que la crise cardiaque était un accident cérébral. Enfin, il est diagnostiqué que le foie est atteint. Résultat de tous ses excès, Cléon souffre d'une cirrhose du foie. Adèle insiste qu'elle reste confiante, que grâce au goutte à goutte, la pénicilline, le soutien des docteurs, les nurses, la présence régulière de son patron et ami Clayton qui, au fond, le considère comme son fils ou son frère, Cléon s'en sortira. Aimée Hymans vient aussi très régulièrement. Mais Clayton pousse Adèle à rentrer chez elle pour dormir. Elle ne doit surtout pas rester à la clinique la nuit ! Le 15 mars, de retour de la clinique, Adèle écrit à sa fille. Elle ne veut pas l'inquiéter. Elle sait seulement que des ponctions, qui le rendent abruti et épuisé, sont faites au ventre, pour vider l'eau qui s'accumule dans son corps. Elle se rend de plus en plus compte que ceci est le résultat de la cirrhose. Elle ne peut pas, ni ne veut pas trop en parler à Hellé. Mais elle ne peut pas ne pas la mettre au courant non plus. Elle doit décrire Cléon, avec non seulement son goutte à goutte, mais avec des tubes dans son nez pour lui permettre de respirer. Elle admet qu'il est très malade, mais, ajoutez-elle, ils disent tous que sa constitution est magnifique et qu'ils espèrent qu'il s'en sortira... Elle raconte que quand elle s'apprête, en fin de journée, à quitter l'hôpital, Cléon la supplie à mi-voix : « *Profite que la nurse ne soit plus là pour m'habiller et m'emmener avec toi...* » ; il ne veut pas qu'elle parte parce qu'après son départ on le bourre de piqûres pour calmer la douleur et le faire dormir. Elle ajoute, dans sa lettre du 15 : « *Ma chérie, ce sera long, mon Hellé, pourvu qu'on le sauve... quel destin cruel... je prie tous nos Saints...* » Le 24 mars, Adèle écrit à sa fille que cette eau dans le ventre de Cléon, au fond, est une très vieille séquelle de l'accident de Windsor... : « *Depuis des années c'est cette eau qui cause la maladie de son foie.* » Elle n'accepte pas que son fils, pour lutter contre la douleur que lui causait la mort de son frère jumeau, ait pu se consoler en buvant... tout en étant obligé, par son état général et son infirmité, de prendre toutes sortes de médicaments. Le 29 mars, elle cherche à se convaincre et à rassurer sa fille que Cléon va mieux... mais sa lettre est pleine de contradictions : elle ne peut pas ne pas dire que son fils reste très faible et que les médecins poursuivent tous les jours les ponctions qui sont, chaque fois, très douloureuses. Ceci étant, elle rêve, en

disant à sa fille : « ... Comme tu l'écris, il est solide, et avec l'aide de Dieu et tous nos Saints, je pourrai l'amener à la maison et puis il ira à la mer ou à la campagne... sa convalescence sera longue... Il n'a de cesse de me demander que je l'amène de suite avec moi... les docteurs refusent, car il pourrait avoir une rechute terrible... Je le console, je le supplie d'être courageux... Je ne sais comment je résiste à ce calvaire. Il y a des choses que je n'ai pas voulu te dire, à quoi bon, s'il va mieux ce serait énorme, il paraît que c'est un cas très sérieux... Cléon m'a promis qu'il ne pleurera plus ; il sera un homme sérieux (il l'était, mon Hellé...) ; le destin l'a cruellement... torturé... »

Malgré les efforts des médecins, la cirrhose du foie étant tellement avancée, Cléon Socrate Zaharoff meurt, à cinquante ans, au *Mayo Hospital* de Paddington. Selon l'acte de décès, la cause de sa mort est bien due à une cirrhose du foie causée par un alcoolisme excessif – traduction de l'extrait de l'acte. Le 29 avril, une lettre d'Adèle à sa fille annonce que tout est fini et que les funérailles ont eu lieu à Windsor. Cléon est enfin où il voulait être depuis des dizaines d'années, près de son frère jumeau, Milon. Adèle loge chez Aimée, pas chez sa belle-sœur Mable. Sachant que son appartement, près de Putney, est sens dessus dessous depuis plus de cinq mois, cette dernière l'a invitée, mais pour des raisons que j'ignore, Adèle préfère provisoirement s'installer chez Aimée, même si ses relations avec elle sont parfois orageuses. Pour ma part, j'écris à ma mère, le 25 avril, au lendemain de la mort de son frère, lui confirmant que vu son état, aggravé sur plusieurs années, il était trop atteint par sa cirrhose. Je lui explique également qu'après avoir appris le 24, par télégramme, la fin de Cléon, j'ai voulu tout de suite me rendre à Londres, mais faute de passeport valide, cela n'a pas été possible et j'en étais furieux. Je lui annonçais que Madame Aubert, qui aimait bien Mémé, allait y aller, que j'allais régler mes papiers et me rendre à Londres quelques jours après elle. Enfin, je terminais ma lettre ainsi : « Mais... que va devenir Mémé ?... Je sais bien que tu dois avoir aussi beaucoup de peines. Mais tu sais, il faut prendre la vie comme elle est, accepter ce contre quoi on ne peut rien faire et dominer les situations... » Je ne sais plus si Hellé m'a répondu. Je suis persuadé, avec le recul, qu'elle ne savait pas quoi faire et qu'elle était incapable de prendre une décision dans un sens ou dans un autre. Faire venir sa mère pour de bon aux États-Unis, le pouvait-elle ? Lui faire croire qu'elle serait la bienvenue dans son foyer ? Elle savait que dans son cercle, autour de Monica, la sœur aînée de Fauerso, par exemple, Adèle serait la bienvenue, mais pour un temps. Chez elle, dans sa petite maison de Foot Hill Road, au haut de Santa Barbara, Mémé serait bien, mais comment allait-elle s'adapter au rythme de sa petite vie avec Marv et surtout, surtout comment Marv allait-il cohabiter avec sa « belle-mère ». Hellé se doutait bien que ce serait sources de difficultés sinon de conflits, Marv étant très indépendant, un rapin, sans être un vrai artiste, mais sympathique.

Dès le début du mois de mai, Adèle, persuadée que sa fille ne saurait lui refuser « asile », un toit pour vivre, lui expédie sa malle de voyage, contenant

toutes ses affaires personnelles d'hiver et une partie d'été, sans compter colifichets, breloques, argenterie, etc. Avec l'aide de Clayton, qui se rend compte que la mort de Cléon entraîne Adèle dans une situation plus que précaire, et que seule une installation aux États-Unis est la solution, Adèle fait des démarches auprès du consulat américain. Elle s'attend à ce que Hellé fasse de même pour son séjour définitif.

Lorsque je me rends brièvement à Londres, après le départ de Madame Aubert, ma première tâche fut de consoler ma grand-mère le mieux possible, d'autant plus que je la trouve dans un état de détresse et d'agitation effrayant. Nous allons bien entendu à Windsor, sur la tombe des deux jumeaux réunis, rendons visite à Maple, Aimée et à Clayton. Ce qu'elle veut de moi, au fond, est de la soutenir pour qu'elle puisse retrouver Hellé aux États-Unis. Ce que j'ai toujours fait, avec malgré tout une certaine crainte que des obstacles administratifs, voire financiers, rendent son passage outre-Atlantique difficile. Néanmoins, de retour à Paris, j'ai peu suivi les différents épisodes qui rendront ma pauvre grand-mère extrêmement malheureuse. Une lettre du 14 mai, en réponse à une lettre de Hélé, du 9, dans laquelle elle lui dit qu'elle ne peut pas avoir un visa d'entrée aux États-Unis, si ce n'est pour un séjour de trois à six mois au maximum, laisse supposer à Adèle que sa fille a changé d'avis, ou que c'est son avocat, « *cruel et dégoûtant* ». Elle ajoute : « *Pourquoi les Girls, (Monica et ses sœurs et enfants, de Solvang) ne pourraient-elles pas me garantir, m'aider à venir... et puis je pourrais avant les six mois me rendre au Mexique et il paraît que je pourrais obtenir un nouveau passeport... c'est peut-être aléatoire, mais on ne peut pas réussir dans la vie si on ne se débrouille pas.* » Adèle est aussi certaine que Cléon lui a laissé de l'argent – qu'elle obtiendra d'ici deux mois – pour payer son voyage. Un leurre de plus, Cléon étant criblé de dettes, elle n'héritera de rien. Enfin, elle commence à avoir des doutes. Elle écrit : « *... je me demande ce que tu me caches ; ce n'est pas possible que tu crains que je n'aurais pas été heureuse auprès de vous ; je ne vous aurais jamais contrarié en quoi que ce soit, Marv a l'air si bon, si doux dans ces photos.* » Adèle imagine ce que sa fille pense réellement, en espérant que ce soit faux. Elle insiste pour lui dire, pour leur dire, qu'elle les aiderait dans le ménage et qu'elle se retirerait dans « *la petite, la jolie petite chambre dont tu m'as parlé...* » Et puis le couperet final : ne me cache rien ! Et puis, c'était un beau rêve ! il faut se résigner ! Il y a aussi la fameuse malle que Hellé est prête à lui renvoyer. Ce qui fait « hurler » Adèle qui veut qu'elle la garde, tout en lui renvoyant les objets d'hiver. Dans d'autres lettres, notamment celles du 8 et 10 juin, Adèle insiste : « *... j'oublie l'essentiel... je t'en prie, mon enfant, ne m'envoie pas la malle, garde-la ; je suis en plus superstitieuse ; elle me portera chance ; et dans un an, peut-être je pourrais aller vivre auprès de vous deux, je ne serai pas embêtante comme par le passé...* » Et persiste en écrivant qu'elle ne comprend pas du tout cette histoire de refus des avocats et de « *ces messieurs des visas américains* ». Adèle refuse de se souvenir que sa fille, pour entrer aux États-Unis, avait dû

justifier, sans engagement de prolongation de son visa, de moyens de survie pendant au moins six mois. Que c'est son divorce et son mariage à un citoyen américain qui lui ont permis de rester. Sa mère, en outre, était déjà âgée et sans moyens. Elle n'apportait rien de tangible aux USA. Dans les semaines qui suivent cette correspondance, pratiquement quotidienne, Adèle écrit aussi : « *J'ai la joie de recevoir une lettre gentille de notre Guy, il m'a remercié pour tout ce que je lui ai envoyé...* » En effet, c'est ainsi que j'ai pu avoir une belle photo encadrée de ma jolie maman, du temps de ses trente ans, que je garde encore...

XIX

Un Retour en Arrière

Pour mieux éclairer les évènements que nous venons de décrire et pour mieux comprendre ceux qui se sont produits à mon retour de Copenhague, à la mort de mon oncle, un retour en arrière s'impose.

Françoise et moi sommes rentrés de Copenhague, début avril 1954. Nous nous installons dans un hôtel particulier de cinq appartements, trouvé par les Aubert, au 16 rue de Montevideo, dans le XVI^e arrondissement. Nous étions dans le seul appartement du rez-de-chaussée, le plus petit, mais très confortable. La rue était calme, parallèle à la rue de la Faisanderie où, pendant la guerre, j'allais de temps en temps chez « nos » amis arméniens. L'avenue Victor Hugo et le Lycée Janson de Sully, ainsi que l'avenue Henri Martin n'étaient pas loin. Je connaissais bien le quartier. Peu de temps après notre retour, grâce à sa connaissance de l'anglais parlé et écrit, Françoise trouvait un travail dans un cabinet d'avocats américains. Pour ma part, mes mois de sursis étant arrivés à leur terme, je devais rejoindre, au plus tard le 5 mai 1954, l'École des Officiers de Réserve de l'Air de Carpiquet, près de Caen, capitale de la Normandie. Mon séjour n'a pas été très excitant, plutôt une « mauvaise pilule » à avaler. Je n'étais pas sportif, je ne l'ai jamais été, sauf jusqu'à ma bagarre à la « communale » qui m'avait cassé le nez et fait perdre le goût des exercices physiques. Certes, j'ai fait pendant un certain temps du tennis et de la natation, mais je ne cherchais pas à être compétitif. C'était plus un plaisir qu'autre chose. Or, à l'armée, il fallait apprendre à marcher au pas (passe encore), mais aussi à marcher vite avec un barda sur le dos, courir dans cette tenue dans n'importe quel terrain et ainsi apprendre à s'endurcir. Ce qui n'a jamais été mon fort. En revanche, bien que les grandes manœuvres ne fussent pas de mon goût non plus, j'apprenais aisément à manier les armes. Je faisais de mon mieux, ainsi qu'un brave copain, Henri Garidou, un avocat stagiaire du barreau de Paris, qui, parce qu'il était trop gros, avait beaucoup de mal à suivre. Lui était à la fin du peloton, moi... pas loin devant lui. Nos petits malheurs nous ont rapprochés. Les séances théoriques, en salles de classe, étaient certes plus à notre portée. Elles avaient lieu les après-midi, alors que les efforts étaient réservés aux matinées, sans compter les levées matinales. Nous n'étions pas surpris, nous les attendions. Étant à l'armée, sensés passer l'examen des futurs officiers de réserve. Ce qui nous accordait certains privilèges par rapport aux « troufions ». Par exemple, une chambre à deux, propre et confortable, où nous étions obligés de faire notre lit tous les matins au carré : ce que j'arrivais à faire... tout en me dégoûtant pour toujours, dans la vie civile, de faire correctement mon lit ! La cantine était à la mesure

de la bonne cuisine française pour futurs officiers. Nous ne pouvions pas nous plaindre. Ce qui nous pesait, néanmoins, était l'ambiance qui nous entourait : les lieutenants ou sous-lieutenants qui nous commandaient, sans compter les officiers supérieurs qui étaient nos conférenciers. Par exemple, le premier jour de notre séjour à Caen, l'officier général, ou colonel commandant la base, nous adresse la parole, non seulement à ceux qui venaient d'être affectés, mais aussi à ceux qui étaient à mi-parcours, à l'École, en disant d'une voix tonitruante : « *Où est Bigeard ?* » Et tout le monde de se lever et d'applaudir. Concernant certains d'entre nous, une minorité, nous n'étions pas dans le coup : soit nous ne savions pas, soit nous ne voulions pas savoir ni participer. Bigeard était le héros de la guerre d'Indochine et de Diên Biên Phu. Seuls « les communistes » et ceux qui lisaient le quotidien du soir, *Le Monde*, et bien sûr *l'Humanité* étaient contre la guerre d'Indochine. Ces journaux, entre autres, n'étaient pas disponibles, mais nous étions quelques-uns à vouloir lire *Le Monde* au lieu du *Figaro*... J'avais viré ma cuti à l'Université, mais sans vraiment faire de la politique ou chercher à penser « politique ». Je commençais simplement à comprendre le combat en cours, afin que les peuples se libèrent du joug colonial. L'Inde, la première, l'avait poussé aussi loin qu'elle le pouvait et les Anglais avaient trouvé un compromis qui pèse encore de nos jours, la divisant en deux territoires distincts : Inde et Pakistan, lequel dut, par la suite, se couper en deux, à deux extrémités du sous-continent, avec la création du Bangladesh. Sous le contre-coup de la guerre dans le Pacifique et l'Occupation japonaise, les Indonésiens ont aussi exigé et lutté pour leur indépendance et la Hollande a bien été obligée de la leur donner. Ce sera ensuite la Malaisie, puis la Birmanie, etc. En somme, ces moments passés au service militaire ont eu pour effet d'affiner ma pensée antimilitariste et avant tout et surtout mes positions anticolonialistes. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Étrangement, je me souviens aussi de deux bons souvenirs, au cours de ce séjour à la base aérienne de Carpiquet. Le 14 juillet 1954, notre bataillon de candidats officiers de l'armée de l'air a défilé, avec les autres corps, dans les rues de Caen, chef lieu du département, qui avait tant souffert et participé à la guerre de libération de la Normandie. Célébrer la Révolution française et notre France, en défilant, nous a tous conquis. Le second souvenir, paradoxalement, est le jour où quelques-uns d'entre nous se sont retrouvés dans une plus grande chambrée, à plusieurs lits superposés, ayant échoué à nos examens des EOR – élèves officiers de réserve. Tous diplômés de l'enseignement supérieur. Il y avait même un élève de l'École nationale d'administration qui aurait normalement dû devenir officier, ce qui, étant membre du parti communiste, lui fut refusé, du moins dans l'immédiat. Je ne sais plus par quel hasard nous avons pu lire nos dossiers – est-ce un week-end après le stage où nous étions consignés à rester à la base, en attente d'une nouvelle affectation ? – et pu savoir ainsi pourquoi nous avons échoué à l'examen. En ce qui me concerne, la raison invoquée était que je manquais de volonté et de motivation !

Enfin, comme d'habitude, le hasard a bien fait les choses. J'ai utilisé les relations que j'avais eues avec le colonel attaché militaire français, pour les pays scandinaves, que j'avais connu à Copenhague, pour lui faire part de mes déboires à Caen et ceux de deux de mes copains les plus proches, au cours de nos classes. Ainsi, à partir du 9 août 1954, j'étais affecté au cabinet du Ministre de l'Air de l'époque, Diomède Catrou, à la section-presse. J'étais responsable de la revue quotidienne de la presse anglaise et américaine. Mon copain de régiment, Henri Garidou, y fut aussi affecté, chargé de la presse espagnole, ainsi qu'un autre copain, Henri Schwam, chargé de la presse allemande : toutes des affectations nouvelles, demandées par le cabinet du ministre. La presse française était déjà confiée à un groupe de cinq rédacteurs qui faisaient aussi leur service militaire comme simples troufions et que nous appelions les « folles »... qui se sont avérées *charmantes* et bons camarades. Notre séjour normand nous a donné le grade de « sergent ». Nous devons arriver au Cabinet du ministre à sept heures du matin au plus tard, ce qui m'obligeait à prendre mon petit déjeuner en face du ministère, Boulevard Émile Victor, dans un des bistrots et, une fois, une fois seulement, j'ai fait comme les ouvriers des usines d'alentour, j'ai pris une gnole – eau de vie – ou un cognac. Cette imprudence m'a coûté toute une journée de nausée. Nous avons, en principe, un « superviseur » qui appartenait au cabinet du ministre et qui était la veuve d'un pilote d'essai. Venant plus tard dans la matinée, elle passait, trois fois par semaine, ses après-midi aux bureaux de la Croix-Rouge. Très aimable et agréable, sa supervision était pour la forme.

Je n'ai jamais eu à me plaindre de cette seconde partie de mon service militaire qui s'est terminé le 9 octobre 1955 ; en tout, la période légale de dix-huit mois, en ce qui me concerne, car j'étais de la classe de mars 1929. Né plus tard, j'aurais été obligé de prolonger mon service militaire de six mois (au minimum) à cause de la guerre d'Algérie, perspective qui ne me convenait pas du tout pour moult raisons idéologiques et pratiques... Bref ! tout compte fait, ce service, tant redouté pour beaucoup, s'est bien déroulé.

Pendant mon affectation à Caen, comme tout le monde, j'ai pu avoir des permissions. Par train, Caen est très proche de Paris. Au début, je retrouvais Françoise et nous nous promenions dans Paris, allions au cinéma et voyions sa mère, dans son nouvel appartement de la rue de l'Université, ainsi que sa sœur qui faisait ses études de médecine. J'aimais beaucoup notre appartement, qu'avec l'aide de la mère de Françoise nous avons bien arrangé. Au bout de quelques semaines et quelques permissions, j'ai très vite senti que notre relation battait de l'aile. J'avais noté, à Copenhague, combien Françoise était flirteuse ; je l'étais aussi. C'était de nos âges et nous avons fait la bêtise de nous marier. Un de nos amis diplomates d'Amérique latine avait commencé à la lutiner. Jusqu'au passage à l'acte ? Je n'ai jamais pu le démontrer, mais je sais que sa femme, qui avait l'habitude des frasques de son mari, sentait qu'il y avait anguille sous roche. Ils avaient tous deux la quarantaine et elle m'avait elle-même fait des avances pour que nous nous consolions ensemble.

Bêtement, je n'ai pas donné suite : très sympathique, nous avons beaucoup de plaisir à danser ensemble. Mais je lutinais de mon côté une jolie Danoise toute blonde, qui travaillait à l'Ambassade et qui venait souvent dans mon bureau... Quelque temps avant que je termine mon affectation à Caen, j'ai pu avoir la preuve que Françoise avait un autre homme dans sa vie. Comme je faisais mon service militaire, cela m'avait d'autant plus irrité et rendu jaloux. Nul n'aime être trompé, c'est bien évident... Cela me fit aussi de la peine. Mais faute d'être davantage liés, ce qui se produisit à Paris était inévitable. Nous n'aurions jamais dû céder à son père. Dès mon retour, pour remplir la seconde partie de mon service, qui devait durer encore environ un an, Françoise décida de quitter la Rue de Montevideo, donc le domicile conjugal. Je voulais demander le divorce aux torts de Françoise, ayant trouvé la preuve de sa liaison avec son patron – qu'elle a du reste épousé par la suite –, mon avocat, un confrère de mon copain de régiment, Henri Garidou, s'est montré sensible à ma situation et m'a du reste conseillé dans de nombreuses autres circonstances. Il s'ensuivit une période d'incertitudes. Mon avenir était plus que flou. Aucun arrière. Aucun soutien familial.

Au cours de ma seconde affectation, par contre, il s'est produit un incident tragico-comique : un matin, pendant que nous travaillions tous dans la salle de presse, un des camarades de la presse française et de province s'exclame et me dit : « *Dis donc ! lit ça, tu vas devenir millionnaire, si c'est bien ton père !* » Je crois me souvenir que c'était soit le *Parisien Libéré*, soit *l'Ouest France*, mais rien du titre, sinon que l'article annonçait qu'un sourcier avait affirmé qu'à Lusignan, ville à vingt kilomètres de Poitiers, sous les combles de la place de la mairie et de la Poste, il y avait un *immense* trésor. Celui du château du XIII^e siècle où la fée Mélusine avait attiré le seigneur Raymondin de Lusignan, l'avait épousé, sous réserve qu'il ne s'avise de savoir ce qu'elle faisait le samedi. Nous connaissons l'histoire des Lusignan. Or, la presse de l'époque annonçait d'abord qu'un descendant des Lusignan, Georges, prétendait être disposé à financer les fouilles sous réserve de l'auto-risation de la mairie. Ensuite, une autre information affirmait que ce Georges était un usurpateur et que les seuls prétendants et descendants directs des Lusignan étaient Charles Roux de Lusignan et son fils Roland. Nous avons déjà évoqué combien complexe, je dirais même, vulgairement, tordue, était l'histoire des Lusignan. Inutile de souligner que dans la salle de presse du Ministère, j'ai affirmé le plus profond étonnement et mon ignorance, dénonçant le bon scoop pour faire du papier et attirer des lecteurs. Je ne pouvais mieux dire, je ne découvrirais que plus tard des articles de Point de Vues, Images du Monde, sur ce sujet. De retour chez moi, j'étais assez intrigué, voire même furieux, par cette nouvelle et l'initiative de mon père. Mais l'existence de ces « autres » Roux de Lusignan, vendeurs de champagne millésimé et d'alcool de luxe, à Montparnasse, selon la presse, m'intriguait et m'inquiétait, car je n'avais jamais entendu parler d'eux. Je pris alors contact avec mon père, pour la première fois depuis mon retour à Paris. Je m'étonne de sa déclaration de

financer les fouilles alors qu'il est fauché, et lui demande qui sont ces gens qui renient notre nom et nous menacent dans la presse. Georges prend tout cela avec calme et philosophie et me fixe rendez-vous à Montparnasse, au Dome, au coin de la Rue Delambre et du Boulevard Montparnasse. Je l'y retrouve donc, un jour, après mon service. Il n'a pas trop changé, a même l'air en bonne forme, pour un homme de quatre-vingt-un ans : l'assistance publique de Bagnole s'occupait bien de lui. Il m'explique, en peu de mots, les liens que nous avons avec Charles et Roland, et, notamment l'adoption de son père, Charles Simon Roux, par Jacques de Lusignan, frère de sa mère Annunciata, etc. Inutile de dire que je tombe des nues. Ce n'était que le début ! Nous allons ensuite rue Delambre, à la boutique de vins et spiritueux, aux environs de dix-neuf heures ; le temps était maussade, la nuit tombait. Il les connaissait, peut-être était-il déjà allé les voir, si ce n'est pour leur soutirer de l'argent, car après tout ils étaient tous les trois liés à Charles Simon, fils d'Annunciata et de Simon Clément, Georges étant son fils du second lit, et Charles Antoine, son petit-fils du premier, et Roland, son arrière-petit-fils, également du premier lit. Nous sommes entrés dans la boutique, plutôt un magasin de gros, et sommes allés directement au fond où j'ai vu deux hommes, l'un petit, ratatiné, basané, jaunâtre, levantin typique, si je puis dire, Antoine, né en 1884, mais qui se faisait appeler Charles, du nom de son père, Antoine Charles, né en 1856, fils du premier lit de Charles Simon et de Marie Caplan. Le second personnage était son fils Roland, né en 1912, dix-sept ans de plus que moi, et le plus agressif des deux, son père ne voulant pas créer d'histoires. Il affirmait avoir l'original de l'adoption de Charles Simon par son oncle Jacques de Lusignan et assurait que nous ne pouvions prétendre porter notre nom de Roux de Lusignan et pas lui. Il est bien entendu qu'il s'agit de Jacques de Lusignan, frère aîné d'Annunciata, qui n'a aucune parenté directe avec Roland. Il importe de ne pas le confondre avec Jacques Simon Roux, frère cadet de Charles Simon. Jacques, dit Jacques Simon, était l'oncle de Georges et d'Antoine Charles ; il était aussi le grand-oncle de Guy et d'Antoine ; enfin, il était l'aïeul de Roland. En l'occurrence, c'est Jacques Simon Roux qui avait signé l'acte de décès de son frère Charles Simon. Dans tous les cas, Roland, bien monté contre nous, était décidé à attaquer en justice pour retrouver ses droits, à nos dépens. En ce qui concerne le trésor, il en ferait son affaire. Ce à quoi son père, qui montrait ainsi une certaine sagesse, lui a répondu : « *Le vrai trésor c'est le travail, le labeur, conditions de la réussite.* »

Dès cette rencontre mémorable, j'ai fait mes propres recherches auprès des Affaires étrangères, par l'intermédiaire de mon avocat, qui traitait déjà mon divorce. D'une part, il m'a assuré qu'indiscutablement j'étais un descendant de la branche Roux de Lusignan et, d'autre part, que mon père, du fait de son acte de naissance, de son passeport français et de son livret militaire classe 1893, portait ce nom en toute légitimité. Nous étions simplement devant des gens qui se refusaient à ne pouvoir porter notre nom. Roland a toujours œuvré pour qu'on lui rende raison, même en faisant un procès, à Londres – qui, je

m'empressé de dire, m'a laissé indifférent tant il était absurde –, en vue de réclamer à la couronne anglaise l'équivalent, en livres sterling, d'une somme de ducats en or qui aurait été promis aux Lusignan en cas de perte de leur souveraineté sur l'île de Chypre. Folles idées, folles ambitions, folies qui ont entraîné jusqu'en 1980 Roland Roux à faire auprès des tribunaux français, cour d'appel et cour de cassation comprises, démarche après démarche pour ajouter Lusignan à son nom. À l'époque, selon les textes que j'ai lus, son pourvoi en cassation, contre un arrêt du 7 novembre 1978 par la cour d'appel, avait été rejeté en mai 1980. Au cours des années précédant ces procès, j'ai cherché, à la suite d'articles de presse, à revoir Roland. Je lui écrivis à deux reprises, pour calmer sa grogne, en vain. J'ai su bien plus tard, qu'avant sa mort, il aurait réussi à ajouter de Lusignan à son nom. Son fils Philippe le porte et ses deux enfants le porteront aussi. En 1999, j'ai rencontré Philippe, chez moi, à Paris. Nous avons passé un bon moment ensemble. Il m'a semblé bien plus ouvert que son père. Depuis, je lui ai écrit deux fois, à l'occasion des fêtes de fin d'année, sans réponse. Ma fille aînée, Isabelle, qui a écrit une charmante pièce pour enfants, et grandes personnes, sur Mélusine, l'a invité, ainsi que sa famille, à venir la voir. Il s'est excusé... Je regrette de ne pas l'avoir revu depuis. Je savais qu'il était très occupé par son entreprise qui le menait aux États-Unis, et espérait qu'il pourrait ainsi venir nous voir à Washington... Dommage. Finalement, qu'il y ait des Roux, Roux de Lusignan, Missir de Lusignan, descendants d'une manière ou d'une autre de cette grande et si complexe et si triste famille du Moyen Âge, quelle différence cela peut-il faire dans ces moments difficiles et incertains que nous vivons en ce début du XXI^e siècle ? Aucune. Tout ceci est d'une grande futilité.

Je finis mon service militaire en plein divorce. Madame Aubert prit tout de suite mon parti, contre sa fille. Elle me laissera l'appartement de la rue de Montevideo jusqu'à ce que je me remette en selle. Ce qui me rendit un service dont je lui fus plus que reconnaissant, même si, pour elle, cette décision fut assez facile à prendre, sachant que sa fille allait vivre chez son amant américain. La procédure de divorce durera environ un an, de septembre 1954 à septembre 1955, toutes paperasseries et formalités accomplies – nous nous étions mariés le 19 septembre 1951, nous allions retrouver notre complète liberté le 27 septembre 1955. Par commodité, pour ne pas laisser traîner les choses, le divorce sera prononcé à nos torts partagés. Comme Françoise ne souhaitait garder aucun des meubles que nous avions achetés ensemble, nous conviendrons d'un remboursement progressif, de ma part, par l'intermédiaire de sa mère, et selon les activités rémunérées que j'aurais. Ce qui, évidemment, sera une grosse charge au cours des deux années qui suivront la fin de mon service militaire. Mon avocat avait insisté pour que j'accepte un tel arrangement. Il a eu raison, cet accord à l'amiable a plu à Madame Aubert. Sans elle, je ne sais comment je m'en serais sorti. Elle a vraiment agi comme une mère. J'allais lui rendre visite régulièrement, et lui parlais de la vie d'Adèle, à Londres. À la mort de Cléon, elle était restée quelques jours auprès d'Adèle et

avait adressé, de Londres, une lettre à Hellé, qu'elle ne connaissait pas, lui disant qu'elle avait trouvé sa mère bien et peu changée par rapport au temps où elle la fréquentait. Elle lui assurait qu'elle allait aider « Mémé » à ranger et régler ses affaires, ainsi qu'à faire, avec elle, des démarches auprès du consulat américain. Madame Aubert concluait sa lettre par ces mots : « *Mémé est décidée à aller vous rejoindre en Amérique : je crois, comme vous, que c'est la meilleure solution, car, ici, trop de souvenirs se présentent à elle à tout moment.* »

Gros plan sur ma mémoire d'adulte

Depuis mon service au Ministère de l'Air, et plus encore à la fin de mes obligations militaires, je me sentais libre. Pour la première fois, je me retrouvais seul, vivant par mes propres moyens. La concierge du petit immeuble avait accepté de faire le ménage de l'appartement, une fois par semaine. Je faisais des courses de base dans le quartier. Je me débrouillais. Quand je n'avais rien de spécial à faire, le soir ou le week-end, je prenais plaisir à cette solitude, à ce calme. Je lisais, j'écoutais de la musique classique sur le tourne-disque que j'avais ramené de Copenhague... Je pensais aussi à ce que j'allais faire. Quelle voie suivre ? Quels jalons poser ? Comment trouver des activités ou menus travaux ? Je suivais la vie politique en m'informant le mieux possible, grâce à la presse et la radio. Par exemple, le gouvernement de Pierre Mendès France nous donnait tant d'espoirs, sur le plan interne et en politique extérieure. Nous voulions que des solutions justes et efficaces soient trouvées en Indochine et en Afrique du Nord. Nous voulions qu'il y ait davantage de justice et d'égalité sociale, en même temps qu'une plus grande dynamique économique. Mais nous étions conscients que le gouvernement PMF allait affronter une forte opposition de la droite, de l'armée et même de la gauche. Bien entendu, tant que j'étais au Ministère de l'Air, afin de respecter le droit de réserve, je ne pouvais que m'informer. Hors du ministère, je lisais *Le Monde*, *l'Express*, hebdomadaire de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Françoise Giroud, que j'allais par la suite remplacer par le *Nouvel Observateur* de Jean Daniel, et le mensuel les *Temps Modernes*. Certes, j'aspirais à rencontrer du monde, faire des connaissances, recevoir des visites. Michel Coquelle était le seul rescapé, avec moi, de notre petit groupe de Janson de Sailly et tous deux nous trouvions, comme au Lycée, sur la même longueur d'onde. Les autres membres de notre groupe s'étaient éparpillés dans la nature, les Grandes Écoles, les plus petites, l'université, que sais-je ! Près de vingt ans plus tard, le destin m'a permis tout de même de retrouver, à Washington DC, l'un d'entre eux, Bernard Decaux, avec lequel j'ai gardé contact depuis, et établi une profonde amitié. Je me suis mis aussi à revoir deux ou trois fidèles de Sciences Po, qui vivaient dans le quartier. Mais de toutes mes connaissances, Michel et moi faisions une vraie paire, comme au temps du Lycée. Grâce à une relation de Copenhague, l'envoyé permanent en Scandinavie de l'Agence France Presse, Michel avait pu y faire un stage, à Paris. Il avait brillamment terminé une licence de lettres classiques et un diplôme d'études supérieures. Il avait aussi accompli ses devoirs militaires bien avant moi et réussi le concours d'officier de réserve de l'armée de terre, avec le grade de

sous-lieutenant. Il s'était décidé à suivre une carrière de journaliste, ce qui, à mon avis, lui allait comme un gant. Non seulement nous étions de vieux camarades de lycée, mais les quelques moments de séparation causés par mon mariage forcé et mon séjour scandinave n'avaient nui en rien à notre amitié, bien au contraire. Quant à mon ami d'enfance Fernand, il suivait des études d'architecture et était amoureux. Je comprenais qu'il fût occupé.

Autre coup du hasard : dans mon propre immeuble de la Rue de Montevideo, je fais la connaissance d'un couple avec lequel je resterai proche pendant des dizaines d'années. Ils m'ont apporté des joies infinies et quand je ne les ai plus vus, beaucoup de regrets. En effet, à la fin de l'hiver 1955, j'apprends par ma concierge qu'un nouveau propriétaire, un couple « étranger », s'installe au premier étage de notre immeuble. Elle me donne leur nom et je leur envoie une carte de bienvenue. Ils sont si agréablement surpris de mon geste, qu'ils me font signe et nous nous rencontrons le soir même. Ce sera le début d'une grande et longue amitié avec Bozidar et Irina Aleksander. Il était yougoslave ; elle, d'origine russe. Ils respiraient le charme, l'intelligence, l'élégance, la culture, ils étaient beaux tous les deux.

La vie de Bozidar et d'Irina mériterait l'écriture d'un roman. Irina avait vécu les débuts de la révolution russe, au cours desquels elle survécut en devenant une artiste de cinéma. Mais voyant la tournure des événements, Irina préfère s'enfuir vers l'Europe centrale. Elle atterrit à Zabreb, en Croatie, où elle trouve un emploi de gouvernante dans la famille du principal industriel de la ville. Ce dernier était le père de Bozidar et l'un de ses ouvriers, Broz, allait se distinguer au cours de la Seconde Guerre mondiale en devenant le chef de la résistance et le futur maréchal Tito. Bozidar, devenu avocat, tombe amoureux d'Irina. Elle aussi. Mariée une première fois, pour peu de temps, elle avait perdu un petit garçon en bas âge, ce qui l'affecta et l'affligea profondément. Ils se marient au moment où éclate la Seconde Guerre mondiale. Ayant une santé fragile, Bozidar doit aller se faire soigner à Lausanne. Ils échapperont, ainsi, à l'invasion de la Yougoslavie par l'Allemagne. Au milieu de la guerre, ils trouvent le moyen de quitter l'Europe pour les États-Unis. Dès la création des Nations Unies, au titre de la représentation yougoslave, Bozidar obtient un poste à New York-Lake Success : secrétaire du Conseil de Tutelle, chargé de veiller au bon fonctionnement du Conseil et à la bonne application de ses résolutions, en vue de rendre indépendants des pays anciennement sous mandat de la Société des Nations, comme le Liban, la Syrie, le Cameroun, la Somalie, le Togo... Au bout de quatorze ans de vie aux États-Unis, Irina a un désir irrésistible de rentrer en Europe. Malgré son poste bien plus prestigieux et plus « politique », elle pousse Bozidar, en 1955, à accepter le poste de chef du personnel de l'UNESCO. D'où leur installation rue de Montevideo et notre rencontre. Les Aleksander, n'ayant pas eu d'enfants, aimaient avoir des jeunes autour d'eux, recevoir des amis. Je fis vite partie de leur groupe d'habitues. Une de leurs amies très proches, Corinna Lothar, dont ils avaient fait la connaissance en 1945, à San Francisco, était venue à Paris, pour compléter ses

études de droit et faisait partie de leur petit groupe. J'ai rejoint Corinne parmi les intimes des Aleksander et elle et moi nous sommes ensuite retrouvés, dans les années mi-soixante, à Washington. Nous sommes restés, depuis, des amis fidèles. Sans jamais vouloir imposer son point de vue, Bozidar a été, pour moi, comme un oncle, donnant des conseils, parlant, posant des questions, discutant. Je le mettais au courant de mes intentions, il donnait son avis.

Dans le but de mieux connaître les Nations Unies, et avant même que je fasse la connaissance des Aleksander, je suivis tous les jours, fin 1954, début 1955, de dix-huit heures trente à vingt heures trente, et pendant trois mois, un cycle de formation sur la fonction internationale, les structures et les politiques de l'ONU. Organisé sous le patronage de l'UNESCO et le soutien du Bureau des Nations Unies du Quai d'Orsay. Ce cycle de formation avait lieu dans une salle de conférences de l'UNESCO, avenue Kléber, et se terminera par un concours dont je sortirai parmi les tout premiers, à telle enseigne qu'il m'est demandé à titre gracieux d'organiser des séances de travaux pratiques pour les stagiaires des cycles suivants. Cette petite expérience venait à propos. Les affaires onusiennes prenaient rapidement une évolution pluridimensionnelle en conséquence de la guerre froide, du Plan Marshal, du mouvement de libération des pays sous tutelles ou colonisés, de la poursuite de la guerre d'Indochine, et du début de la décolonisation de l'Afrique du Nord. Par ailleurs, toujours au cours de mon service au Ministère de l'Air, et grâce à une reprise de contact avec le club d'anglais de la Sorbonne, j'apprenais l'existence de l'American Center sur le boulevard Raspail, pas loin de la Place Denfert-Rochereau, plus ou moins face à l'Institut des Arts Décoratifs. C'était un lieu de contacts, d'échanges, de conférences, discussions, notamment entre Américains et Français, créé et développé depuis mon séjour à Copenhague. L'American Center va devenir, pendant de longues années, sinon plusieurs décennies, le centre principal de la vie culturelle et intellectuelle américaine, un lieu très « *in* ». À partir de 1955, je prends l'habitude d'y faire un saut, une fois de temps en temps, en fin d'après-midi. J'y trouve matière à me ressourcer à recouvrer une vie normale, estudiantine certes, mais aussi professionnelle. J'y fais des connaissances des deux sexes, retrouvant des anciennes du Club d'Anglais et aussi la fille aînée, Suzanne, d'un de mes professeurs à la Sorbonne, Louis Landré, dont je connaissais plutôt, au Club, la sœur cadette Jacqueline, dite Kiki, qui s'était mariée depuis à un pharmacien. Suzanne avait passé l'agrégation de langue anglaise et venait d'avoir son premier poste au Lycée de Montmorency, au nord de Paris.

Les rencontres sont surprenantes à tout égard. Ainsi, en jouant au bridge à l'American Center, je fais la connaissance d'un garçon assez sympathique, qui s'appelait André Delmas. Je ne sais plus comment nous en sommes venus à parler « carrière », mais c'était peu de temps avant que je termine mon service militaire. Toujours est-il qu'il m'a suggéré de prendre contact avec le directeur du Centre National de Coopération Agricole (CNCA), du 129 boulevard Saint-Germain, auquel il allait parler de moi. Je

tombe au moment où le Centre souhaite diversifier ses recherches et ses connaissances au-delà de ses activités dans l'hexagone. On me propose un mi-temps convenablement payé. Le directeur, avec lequel j'ai un long entretien, est frappé par ma disponibilité, mon intérêt de travailler sur des sujets nouveaux, en rapport avec mes convictions favorables aux mouvements de libération – notamment en Afrique du Nord – mon intérêt pour la Loi Cadre, de Gaston Deferre, qui va jeter les premières bases vers l'autonomie de l'Afrique noire, mon besoin d'agir et d'apprendre. Ainsi, sans être un spécialiste, il m'est demandé, en premier lieu, de me documenter et de faire des synthèses sur le rôle du mouvement coopératif dans le monde, et notamment en Afrique, qui se traduiraient par des notes et des articles qui seront publiés dans la revue « Coopération Agricole », au cours des années 1956-1957, sous ma signature. Ma chance, dans ce travail de recherche, sera de bénéficier des avis et soutien moral d'un Guinéen, Naby Youla, devenu, en 1960, le premier Ambassadeur de Guinée, à Paris. Où déjà, en 1955, il fréquentait des milieux étudiants, journalistiques et politiques, et où nous nous sommes vus régulièrement. J'ai beaucoup appris de lui, ce qui m'a énormément servi, plus tard, lorsque j'allais « connaître » l'Afrique en profondeur, y compris son propre pays. Outre ce travail de recherche, le CNCA s'impliquait dans des actions de formation d'agents agricoles en provenance des territoires et départements d'outre-mer (TOM-DOM), qui avaient lieu près de la porte de Vincennes. C'est ainsi qu'il m'a été demandé de participer à des cycles de formation sur le développement et sur l'agriculture, à destination d'agents agricoles africains en stage long, en France. Me voilà alors assigné à partager avec eux le résultat de mes recherches sur la coopération agricole. Je me demande si mes « étudiants » ont profité de mon enseignement, mais j'ai certainement appris beaucoup d'eux. À partir de 1956, j'ai continué mon association avec le CNCA, tout en poursuivant un nouveau poste, à plein temps, au Commissariat à la Productivité. En tout cas, j'affichais une certaine modestie dans l'exercice de mes cours – même si le CNCA estimait qu'ils répondaient au besoin de leurs stagiaires –, d'autant plus qu'un jour je m'étais rendu compte que j'avais « un collègue » (sic), enseignant prestigieux, qui collaborait aussi avec le CNCA. René Dumont, un des meilleurs spécialistes, depuis de longues années, des problèmes et techniques agricoles dans les pays tropicaux d'Asie et d'Afrique. Il allait connaître une renommée mondiale, en partie grâce à son superbe livre « l'Afrique Noire est mal partie ».

Outre ces activités, après tout provisoires, qui me permettaient de me faire connaître et de me mettre en rapport avec des organismes que connaissait le CNCA, j'allais aussi rencontrer progressivement des gens, notamment proches de mes idées et aspirations politiques. D'abord, à cause de mes recherches sur le mouvement coopératif, je me rends fréquemment au Boulevard Saint-Germain, au coin de la rue de Rennes, à l'antenne, en France, du BIT – Bureau International du Travail. Dirigée par la femme du grand syndicaliste français, Léon Jouhaud. Je fais la connaissance de Madame

Jouhaud et de sa principale collaboratrice, Madame Lespinasse, qui, pendant des années, m'aidera de ses conseils et me guidera dans le catalogue des activités du BIT. Je resterai en rapport avec elle jusqu'à mon départ de France, en 1959. Elle me fait rencontrer, notamment, un professeur d'histoire sociale, Jean Maitron, directeur d'une collection aux Éditions Ouvrières, « *Vous connaissez* », resté célèbre pour son Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier Français et Mondial. Grâce à lui, je découvre le rôle d'Albert Thomas, ancien ministre socialiste, pendant la Première Guerre mondiale, et premier Directeur du Bureau International du Travail – jusqu'à sa mort, en 1932 –, organisme de direction de l'Organisation Internationale à Genève, première parmi les organisations internationales, après la Croix Rouge Internationale, au lendemain de la guerre de Crimée, et l'Union Postale Universelle –, créée en 1874. À la suite des entretiens avec Jean Maitron et Daniel Mayer, vice-président du conseil d'administration de l'association « *le Souvenir d'Albert Thomas* », je me propose d'écrire un livre sur l'Organisation Internationale du Travail, à l'occasion de son quarantième anniversaire, en 1959. J'obtiens leur soutien immédiat et même Jean Maitron me propose de publier mon travail aux Éditions Ouvrières, dans la collection qu'il dirige, « *Vous connaissez* » – format semblable à la collection « *Que sais-je* ». En contrepartie, Daniel Mayer me demande de faire une communication sur « *Albert Thomas et la Justice Sociale* », à l'occasion d'une de leurs réunions mensuelles, publiée ensuite dans la revue dirigée par Jean Maitron, directeur de l'Institut français d'Histoire Sociale.

Tous ces nouveaux contacts, dont j'informe Bozidar, ouvrent mes yeux sur le chemin que je voudrais suivre par la suite : devenir fonctionnaire international et travailler sur et dans les pays en développement. Ensuite, ma rencontre avec des hommes comme Daniel Mayer et Jean Maitron conforte mes positions. Je fais, le 14 décembre 1957, cette communication sur Albert Thomas en présence notamment de Madame Albert Thomas.¹⁴¹ Je me rends, en 1958, au Bureau International du Travail, à Genève, pour compléter ma documentation sur mon livre sur « *l'Organisation Internationale du Travail, 1919-1959* ». À mon retour, Bozidar me met en garde de ne jamais accepter une offre d'emploi qui soit inférieure à un certain grade, au risque d'avoir ma carrière bloquée trop longtemps. Il vaut mieux attendre quelques années et faire des choses intéressantes, à de vraies positions de responsabilité. J'écouterai ses conseils. À la veille des grandes vacances de 1956, je prends contact avec l'Association française pour l'Accroissement de la Productivité (AFAP), connue, entre autres, par ses missions hors de France, et notamment aux États-Unis, pour faire connaître aux entreprises françaises les méthodes américaines, en vue d'améliorer la productivité de leurs industries. L'AFAP fonctionne en liaison étroite avec le Commissariat Général à la Productivité (CGP), organisme public complètement autonome, au même titre que le Commissariat Général

¹⁴¹ Communication publiée dans le numéro de juillet-août-septembre 1958, « L'Actualité de l'Histoire, Albert Thomas » par Guy de Lusignan, Daniel Mayer, Bertrand Gille, et Jean Maitron.

au Plan, installé au sein du Ministère des Affaires Économiques, Quai Branly. Nous étions, en conséquence du Plan Marshall, au début de l'assistance technique bilatérale aux pays en développement. La France avait peu de moyens, d'autant plus qu'elle avait toujours des responsabilités économiques et financières, sinon militaires et politiques, dans ses territoires d'outre-mer. Aussi, les autorités françaises acceptent volontiers de collaborer avec les États-Unis et son *Overseas Third Training Country Program*, programme de formation dans les pays tiers, pour accueillir des stagiaires et organiser leurs stages, en France, sous financement américain. Le CGP devenait le point d'accueil principal de ces stagiaires et l'AFAP apportait son concours dans les visites sur le terrain. Dans ce but, un service de l'assistance technique est créé, Quai Branly, avec un chef de service et un petit groupe de chargés de mission, l'un étant responsable des pays arabes et notamment de la Tunisie et du Maroc. Ma chance a voulu, que de novembre 1956 à mars 1959, je sois ce chargé de mission et que j'aie enfin un emploi à plein temps. J'allais, bien sûr, le mener en même temps que mes autres activités, tout au moins pour le CNCA, jusqu'en 1957.

Ce poste au Commissariat général à la productivité m'a beaucoup appris et servi. D'abord, un grand patron et économiste, Gabriel Ardant, ayant fait partie de l'équipe de conseillers de Mendès France, était à sa tête ; ensuite, son adjoint direct, Francis Raison, maître des requêtes à la Cour des Comptes, était efficace, excellent gestionnaire et très plaisant. J'ai eu plutôt affaire à lui, en plus de mon chef de service. Je me suis surtout occupé d'assurer la bonne organisation des stages des équipes de stagiaires, en provenance de Tunisie. Un premier groupe, le plus important, provenait de la Société Tunisienne de Banques (STB), un second d'une compagnie nationale d'assurances, le dernier de la Banque Centrale. Mon rôle ne consistait pas seulement à veiller sur leurs stages respectifs et leurs visites d'entreprises, que je faisais avec eux, mais aussi de m'assurer que tout allait bien et qu'ils étaient satisfaits de leur séjour. Ce qui n'était pas toujours évident, certains ayant leurs exigences. Mon interlocuteur principal, Habib Bourguiba junior, de la STB, était un neveu du Président tunisien de la République. Il venait régulièrement me voir à mon bureau, avec ou sans ses camarades. Une semaine de 1958, je ne le vois pas ni aucun autre. Elle coïncidait avec le bombardement par l'aviation française du village tunisien près de la frontière tunisienne, de Sakhiet-Sidi-Youssef qui abritait des combattants algériens. Cette action poussera Bourguiba à rappeler en Tunisie son ambassadeur Mohammed Masmoudi. Ce qui incite Mauriac à le saluer, avant son départ, au grand dam de la presse de droite, et le Secrétaire d'État aux Affaires Tunisiennes – Alain Savary, je crois –, à démissionner. La semaine suivante, Habib Bourguiba junior, vint me voir, au CGP, avec un de ces collègues, Chedly Ayari. Avant qu'ils m'adressent la parole, je ne puis m'empêcher de leur dire qu'ils connaissaient mes opinions politiques et devaient imaginer ma réaction devant cette attaque indigne contre le village frontalier de Sakhiet-Sidi-Youssef. Depuis ce jour, nos rapports

restèrent au beau fixe. Après leur fin de stage, fin 1958, j'étais invité par le PDG Mathari de la STB – Société Tunisienne de Banque – et son directeur général adjoint, Serge Guetta, à rendre visite à la banque et à reprendre contact avec les stagiaires qui s'étaient rendus à Paris. Sur un plan touristique, et pour mon premier voyage en Tunisie, la STB m'organise un tour de ce beau pays, notamment du Sud tunisien, autour de Gafsa, Tozeur et surtout la merveilleuse oasis de Nefta, puis aussi, au retour sur Tunis, de la ville sainte, Kairouan, où j'ai été émerveillé, pour la première fois, par la beauté des mosquées, puis Hammamet et le Cap Bon. J'ai évidemment visité Tunis et sa médina, Carthage et Sidi Bou Said. Je ne me doutais pas que j'allais retrouver Serge Guetta à Niamey, en 1962, où il négociait un accord de coopération entre la STB et la Banque Nationale de Développement. Je le retrouvais, autre surprise, en 1969, à Washington, à la Banque Mondiale, où j'allais négocier la première ligne de crédit de l'Association Internationale pour le Développement (AID), avec une délégation congolaise de la République Démocratique du Congo, pour lancer la SOFIDE, société financière de développement, dont Serge Guetta sera le premier directeur général. Serge et moi, et nos deux familles, allions devenir très proches. Une vraie et fidèle amitié. En 1958, je ne m'imaginai pas non plus qu'en 1971 et 1972 j'allais me rendre régulièrement en Tunisie, pour le compte de la Banque Mondiale, en tant que chef de division pour ce pays. Pour ma première mission, j'allais d'abord être accueilli, à la descente d'avion, par les deux anciens stagiaires de la compagnie d'assurances – au Commissariat Général à la Productivité – qui avait eu vent de ma mission. De même, je revoyais le PDG de la STB, Mathari, et l'un de ses vices présidents, Ghenim, qui avait effectué un stage à Paris. Puis une fois de plus, en 1976, je me retrouvais à la tête de la division chargée, entre autres, des opérations de prêts de la Banque Mondiale en Tunisie. Je retrouvais d'autres stagiaires, devenus ministres, l'un des finances, Mansour Moalla ; l'autre, de l'économie, Chedly Ayari – plus tard, premier président de la Banque Arabe du Développement à Khartoum. Aucun ne m'avait oublié. Inutile de dire, mais je le dis quand même, qu'à l'occasion de ces missions et visites en Tunisie, mon petit poste au CGP aura été une carte de visite incomparable. J'avoue aussi que je suis devenu un grand ami et amoureux de ce pays que, hélas ! je n'ai plus revu depuis 1979... De tous les pays en développement que je connaisse, la Tunisie est un des rares qui peut se prévaloir d'avoir été une réussite sur le plan économique, tout au moins en Afrique. Sur le plan politique et tout particulièrement démocratique, elle a hélas ! encore un long parcours à faire.

Mais revenons en 1956, sur un dernier développement : je décide de me marier une seconde fois ! Le 17 février 1956, avec Suzanne Landré. Du même âge, à quelques mois près, nous avons pris cette décision d'un commun accord. Le père de Suzanne, Louis Landré, au demeurant très brave, un peu trop au centre droit, sinon à droite, préférant que sa fille épousât un agrégé d'université ou un énarque, fait un peu la moue. Sa mère, Germaine, est plus

cool et, au fond, très « *women Lib* », ayant été parmi les premières agrégées de France, son dernier poste étant au Lycée Fénelon, le pendant, à l'époque, pour les filles, du Lycée Louis Le Grand. D'aucun aurait pu dire : pourquoi se marie-t-il ? N'allais-je pas encore faire une bêtise ? Pourquoi ne pas profiter de ma vie de célibataire ? Un de mes défauts de caractère ne s'explique-t-il pas par le syndrome de la négation, ou plutôt « l'absence » de mère et de père ? Mon éducation sentimentale a certainement pâti de l'inexistence du père et du côté fleur bleue de ma mère. Il ne faut pas non plus oublier l'attitude protectrice, ultra craintive de ma grand-mère qui m'a toujours mis en garde contre toutes aventures sexuelles. À part quelques épisodes, dont je n'étais pas vraiment le principal instigateur, je ne recherchais pas vraiment l'aventure. Toutes passades m'apparaissaient futiles, inutiles, ou pire, trop compliquées. Je m'en voulais toujours de ce premier mariage qui m'avait été imposé, mais ne souhaitais-je pas avoir une revanche ? A priori, le mot « famille » ne me convenait pas. Que représentait-elle, au fond, pour moi, sinon celle, certes importante, mais si limitée, de ma grand-mère Adèle ? Peut-être, sans m'en rendre compte, avais-je un besoin impératif pour quelque chose de sûr, de sérieux ! J'avais besoin d'une amie et amante fidèle, avec laquelle partager les mêmes idées, besoins, et aspirations. Ce qui, en fait, sera le cas avec Suzanne au cours de nos douze premières années de vie commune. Par la suite, il y a eu de plus en plus de tensions, aboutissant, finalement, à une séparation de corps : elle, à Paris ; moi, à Washington DC et en Arabie Saoudite, suivie par un jugement de divorce à l'amiable.

Suzanne et moi avons vécu peu de temps rue de Montevideo. Notre mariage a été bien évidemment très informel, en famille, avec ma belle-sœur Kiki et mon beau-frère Bernard, la tante de la famille, dite Marraine Marthon, la sœur de Germaine Landré, et mon ami Michel qui, hélas ! allait être ensuite mobilisé, en tant que lieutenant de réserve, pour lutter contre les fellaghas ! L'horreur fut pour moi d'apprendre, quelques mois après, que Michel avait été tué « en brave » au cours d'un assaut, à la tête de ses troupes, contre une bande de combattants algériens, dans la région de Kasserine, en Tunisie, proche de la frontière algérienne. J'ai très mal vécu la mort de Michel, malgré son courage et son abnégation. Nous avons tant de points communs et de liens affectifs. Il me manque toujours, comme le frère que j'avais trouvé en lui. Et puis, il est mort en héros, pour une guerre à laquelle je ne croyais pas : la guerre d'Algérie, qui allait massacrer, pour rien, des innocents des deux bords. L'Algérie allait devenir indépendante d'une manière irréversible, à l'instar des deux autres nations du Maghreb. Ce qu'elle gèrera plus mal que le Maroc et la Tunisie, avec les résultats et drames que nous connaissons aujourd'hui. C'est un peu pour cela que je songe souvent à mon ami Michel.

Mi 1956, Suzanne et moi nous installons en banlieue ouest, à Suresnes, en location, au dernier étage d'un immeuble, dans un appartement de deux chambres, salon-salle à manger, cuisine, salle de bain, avec balcon et vue sur Paris, le bois de Boulogne et la tour Eiffel. Nous devons rendre l'appartement

de la rue de Montevideo à Madame Aubert, bien évidemment, afin qu'elle puisse le louer. Nous nous rapprochions du Lycée de Nanterre où Suzanne avait été nommée, après Montmorency. Pour moi, par bus et métro, je pouvais être facilement opérationnel, me rendre au Quai Branly et vaquer à mes nombreuses occupations.

Suzanne et moi avons vite eu des positions communes contre la guerre d'Algérie et la politique intérieure de la France. C'est le fameux 13 mai 1958, manifestation de l'Algérie française à Alger, qui avait incité Daniel Cordier, l'ancien bras droit de Jean Moulin dans la résistance, à constituer, avec un groupe d'anciens camarades résistants, tous gaullistes de la première heure pendant la guerre, le Club Jean Moulin ; c'est la crise de la IV^e République, incapable de régler ses crises gouvernementales successives ; c'est le mois des complots contre la République. C'est aussi, et cela ne nous a pas étonnés, l'aboutissement du lamentable gouvernement de coalition dirigé par la SFIO et son chef, Guy Mollet, incapable de contrôler la dérive de la guerre d'Algérie et de refuser le concept de l'Algérie française. À Paris, le 28 mai, alors que la Chambre est prête à une révision constitutionnelle et le Président de la République, René Coty, songe sérieusement à faire appel au Général : tous ceux qui sont pour la démocratie, tous ceux qui avaient soutenu le gouvernement de moins d'un an de Pierre Mendès France, tous ceux qui ne peuvent pas accepter le retour d'un Charles de Gaulle, même et surtout ceux qui étaient gaullistes en 1940-1941, se rassemblent contre l'Homme de Londres. Ils seront environ deux cent mille à défiler, entre Nation et République. Suzanne et moi y serons, enivrés des cris de tous nos camarades. J'ai dit à une ou deux reprises, que par suite des événements d'Indochine et d'Afrique du Nord, et de leurs répercussions, j'ai été poussé à prendre parti. J'ai été un mendésiste sans état d'âme, quels que soient les obstacles qu'il a rencontrés ou à cause de ces obstacles. Il était pour une paix en Indochine. Il était en faveur de la levée des protectorats français en Tunisie et au Maroc ; voulait que la France négocie avec un Bourguiba et que le Sultan du Maroc, qui avait été déporté sur Madagascar, revienne dans son pays, dans les plus brefs délais, doté des pleins pouvoirs. Avant De Gaulle, dans l'intérêt économique et social de la France, Mendès voulait mettre en œuvre une politique de décolonisation. Il déclenche un mouvement irréversible, même s'il est vite empêché de l'appliquer. Personnellement, je m'engage pour de bon. Je prends position pour le parti socialiste autonome qui se crée à cette époque, plutôt que pour la SFIO de Guy Mollet. Je joins, dès sa création, le Club Jean Moulin, et me rend régulièrement au premier siège du Club, dans un immeuble de l'avenue Henri-Martin. Je participe aussi, avec Suzanne, dans les rues de Nanterre, à des manifestations : à plusieurs reprises, nous devons nous réfugier dans des portes cochères pour échapper aux CRS. C'était très excitant. Nous avions peur ! Ce qui ne faisait pas la joie de notre entourage, en particulier celui de Suzanne : parents et sœur. Nous prîmes l'habitude de ne pas soulever de problèmes et notamment ceux concernant la guerre d'Algérie

et l'Algérie française. Les déjeuners ou dîners que nous avions en famille étaient marqués par de nombreux silences. La naissance de notre fille Isabelle, le 8 septembre 1957, sera un enchantement pour tous, et un moyen d'éviter d'inutiles discussions politiques. Quant à Adèle, à qui j'avais pris l'habitude d'écrire, cette naissance lui fit un bien immense et l'idée d'être arrière-grand-mère lui remonta le moral. Depuis la mort de Cléon et l'abandon du rêve de se rendre en Californie, le moral et la santé de ma grand-mère subissaient des hauts et des bas, davantage de bas que de hauts. Elle avait fait plusieurs séjours à l'hôpital, généralement facilité par le fameux Clayton, que ce soit pour un bras cassé ou une gastro-entérite, et survivait à sa manière. La correspondance régulière qu'elle entretenait avec Hellé était son ballon d'oxygène. Depuis mon installation à Suresnes, mon mariage et la naissance d'Isabelle, je m'étais mis à lui écrire assez régulièrement. J'allais lui rendre visite, alors qu'elle était alitée et hospitalisée, et surtout, au début de 1959, avant que nous quittions Paris pour l'Afrique. Effectivement, 1959 est l'année de la naissance, le 22 février, de notre second enfant et de notre premier fils, Christophe, mais aussi l'année où nous allions commencer notre errance entre l'Europe et l'Afrique, puis entre l'Europe et les États-Unis.

Sans doute, étais-je satisfait de l'emploi que j'avais au Commissariat Général à la Productivité. J'étais en pleine préparation de la rédaction de mon petit livre sur l'Organisation Internationale du Travail, 1919-1959,¹⁴² pour lequel j'avais l'assurance d'être publié, mais je voulais toujours poser des jalons pouvant enrichir mon expérience professionnelle et m'ouvrir, ensuite, les portes d'une des grandes organisations internationales, visant déjà la Banque Mondiale. Je voulais donc connaître les pays en voie de développement, afin de rehausser mon expérience. Par la presse et les revues spécialisées, je note un appel à candidatures pour le poste de directeur adjoint de l'Institut Interafricain du Travail, à Brazzaville, un des organes de la Commission de Coopération en Afrique, au sud du Sahara (la CCTA) dont le siège, depuis sa création en 1954, était à Londres. Le poste semble me convenir, notamment en raison des travaux que j'ai poursuivis au Centre National de Coopération Agricole, au Commissariat à la Productivité, mais aussi ceux qui m'ont conduit à étudier les activités de l'OIT. Ce qui m'intéressait encore plus était le mandat de la CCTA dont le but était – avant l'installation progressive des antennes des Nations Unies dans les futurs états indépendants – d'assurer une coopération technique entre tous les territoires situés au sud du Sahara, au travers de bureaux techniques permanents, couvrant un vaste réseau technique – économie rurale, travail phytosanitaire, pédologie, santé animale, trypanosomiase, géologie et climatologie, cartographie. De 1954 à 1959, le secrétariat général se trouve à Londres. En 1957, le Ghana, nouvellement indépendant, et le Liberia adhèrent à la CCTA ; en 1958, devenue aussi indépendante, c'est le tour de la Guinée. En 1959, le siège du secrétariat général est transféré de Londres à Lagos. Petit à petit, tous

¹⁴² L'Organisation Internationale du travail (1919-1959), Les Éditions Ouvrières, Paris, 1959.

les pays africains devenus indépendants et membres de l'ONU, au sud du Sahara, adhèrent à la CCTA. En étant affecté, d'abord directeur adjoint de l'Institut Interafricain du Travail de 1959 à 1961, puis au secrétariat général de la CCTA, à Lagos, en tant qu'adjoint au secrétaire général, de 1961 à 1963, je vais découvrir un continent où je vais circuler d'est en ouest et au sud.

Je me souviens, comme si c'était hier, de ce matin d'avril 1959 où le DC6 de l'UTA, venant de Paris, après escale à Nice, atterrissait à Douala, premier arrêt avant Brazzaville. Tous les passagers, et notamment les moins ou non habitués, comme nous, étions un peu étourdis en descendant la passerelle. Ce qui m'a surtout frappé était les odeurs toutes particulières dues à l'humidité ambiante, aux forêts et plantes qui entouraient les pistes, la moiteur de l'atmosphère, la chaleur supportable, mais combien spéciale par rapport à celle de l'Europe. Pour moi, une source de plaisir, une source de sensations que, contrairement à tant de gens rencontrés par la suite sous les tropiques, j'ai aimée et que je n'ai jamais oubliée. J'étais en Afrique, en zone tropicale forestière humide, et, bientôt, j'allais atteindre l'Équateur, après notre escale de Douala. Merveilleux ! et cela restera merveilleux malgré les désillusions que nous, africanistes, auront à subir, sinon à accepter, tout le long de nos séjours, longs et courts, dans ce superbe continent. Ma famille s'est habitué à connaître tout particulièrement le Congo Brazzaville, le Congo Kinshasa, puis Lagos et la province occidentale du Nigeria, celle des Yoruba et d'Ibadan. Encore aujourd'hui, j'estime avoir eu raison de me lancer dans cette aventure, où ma femme Suzanne a eu le courage de me suivre, avec d'abord deux bébés, puis, en 1960, un troisième, notre fils Gilles. Pour ma carrière professionnelle, cette expérience m'a servi toute ma vie. J'ai eu la chance de connaître, là, l'un de mes meilleurs et rares grands patrons, Claude Cheysson. Au bout de deux ans à Brazzaville, il me demande de le retrouver, à Lagos, fin 1961, et me propose de m'y installer et d'assurer l'intérim d'un haut fonctionnaire de Rhodésie qui devait rentrer chez lui, à la suite de l'éclatement de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland – en trois nations indépendantes : la Zambie, le Malawi et la Rhodésie. Je devais être, en fait, son second adjoint, le premier étant son « député », ancien ministre du Liberia. Dans mes nouvelles fonctions, j'assurais en particulier la gestion de la Commission pour laquelle nous avions un petit *staff* administratif, en général de Grande-Bretagne, et un corps de secrétaires de direction bilingues, sinon multilingues, la courroie de transmission de nos conférences, séminaires, et centres de formation. Dans mon poste, à Brazzaville, j'avais eu la chance d'assurer l'intérim de la direction de l'institut pendant plus d'un an et aussi de voyager dans toute l'Afrique où nous avions des enquêtes sur la productivité des travailleurs ou des séminaires entre syndicats de travailleurs, notamment au Sénégal et au Congo Kinshasa, qui était en pleine effervescence, pré et post indépendance, au Togo, au Bénin, au Cameroun, etc.

En Afrique, comme dans tous les pays en développement où j'ai fait des séjours importants et continus, j'ai pu entretenir des relations plus ou moins

étroites et longues avec une foule de personnages, des familles, des personnalités. L'expérience a hélas ! démontré que ces relations ne pouvaient se maintenir, pour la simple raison que nous vivions dans des pays différents. C'est le cas, par exemple, d'une bande d'amis américains, français, grecs et anglais, à Brazzaville, au siège africain de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) ou dans la vie diplomatique. Nous nous sommes envoyé des cartes de fin d'année ; nous étions toujours persuadés que nous allions nous revoir. Ce qui fut le cas pour certains, mais très rarement. Avec d'autres, progressivement, les amitiés se sont usées. Heureusement, il y a eu quelques exceptions, à l'instar de mes amis Bozidar et Irina, et de Corinna. Dans le même ordre d'idées, mon séjour à Brazzaville a été une étape essentielle. C'est dans cette charmante ville des bords du fleuve Congo-Zaïre, que je rencontre un couple franco-espagnol, lui avocat, Maître François Ribis, parisien et ariégeois de cœur – confrère de mon « copain » de régiment Henri Garidou et ami et confrère de François Boudringhin –, elle, chimiste, Ana, née de Azcarate. Nous avons tous entretenu, jusqu'à nos jours, des liens inaliénables. François a accepté de devenir le parrain de mon fils cadet, Gilles. Le hasard a voulu qu'affecté à Alger, dans une mission d'études, je retrouve, venant de Paris, Luis, économiste, et l'un des deux frères d'Anna. Le hasard, non le destin, fera encore mieux : Luis, sa femme Brigitte et leurs trois enfants, Luis Miguel, Marina et Charlotte, s'installeront à Washington en 1967 où je les retrouve lors d'une mission à Rome. Puis, je m'y installe à mon tour en 1968, avec ma famille. Luis et moi devenons, en outre, collègues à la Banque Mondiale. En somme, les Ribis, les Azcarate et les Lusignan formeront plus qu'une longue et profonde amitié, ils constitueront une grande famille. Notre mémoire à tous est remplie de nombreux incidents, de souvenirs heureux et malheureux. Ce qui explique pourquoi, en ce début d'un nouveau siècle, nous sommes encore aussi unis. Enfin, dans ce groupe de mes vieilles amitiés, j'ai aussi connu, en 1959, à Brazzaville, Daphné Park. Elle se trouvait au consulat général de Grande-Bretagne, à Léopoldville, qui couvrait aussi Brazzaville. Où elle venait régulièrement, comme j'avais à me rendre assez souvent de l'autre côté du grand fleuve. Puisque je suivais les affaires du monde du travail et notamment le rôle des syndicats africains, nous avions, Daphné et moi, des sujets d'intérêts communs. Nous avons vécu, avant et après l'indépendance, les incidents gravissimes du Congo « belge », qui ont conduit à l'une des premières opérations militaires de l'ONU. De 1960 à nos jours, Daphné et moi sommes toujours restés en rapports, malgré nos absences, nos différents postes, nos voyages. Plus récemment, nous nous voyions plutôt à Londres ou à Washington. Nous échangeons les expériences de nos voyages sur plusieurs décennies, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie. Nous pouvions ainsi échanger des idées sur une partie de la planète. Lorsqu'après avoir pris sa retraite du *Foreign Office*, Daphné devint la doyenne (Dean) du collège de Summerville, l'un des deux collèges pour filles de l'Université d'Oxford, je devenais, en 1983, le directeur adjoint de son Institut de

Développement économique de la Banque Mondiale, organe créé en 1954 en vue de former, soit au siège, soit dans les pays en développement, les cadres supérieurs de ses pays membres. Encore, nous nous retrouvions sur un terrain d'intérêts communs. J'ai toujours eu un grand respect pour l'intelligence de Lady Daphné Park qui, à la suite de sa position de Dean de *Summerville College*, est, depuis, Membre de la Chambre des Lords où elle siège dans la commission des affaires européennes et de la défense nationale, en sa qualité de membre du parti conservateur. Daphné est un de ces personnages que j'ai eu la chance de connaître au cours de ma vie et qui ont rehaussé ma mémoire. Et puis le monde est si petit ! Le hasard a voulu que nous nous retrouvions, à Kinshasa, en 1991. En sa qualité de Membre de la Chambre des Lords, elle faisait un tour d'information en Afrique. Elle avait appris que j'y étais chef de la mission de coopération et d'action culturelle française – une de mes initiatives que je ne regrette pas sur le plan technique, mais qui n'a rien ajouté à ma carrière et pour laquelle je n'avais pas du tout été encouragée par Claude Cheysson, sur le point de prendre sa retraite de la Communauté européenne. À deux reprises, Daphné et moi avons eu l'occasion de nous voir au cours de son bref séjour. Nous avons exprimé nos inquiétudes sur l'avenir du Zaïre et le désastreux régime de Mobutu Sésé Seko. On se doutait que la situation allait dégénérer et mal se terminer. Ce qui s'est produit, à partir de septembre-octobre 1991. Les émeutes contre Mobutu ont entraîné l'arrivée de parachutistes français et belges, pour protéger nos ressortissants respectifs. Les bailleurs de fonds, aide bilatérale, comme ceux du FMI et Banque Mondiale, auraient dû interrompre depuis longtemps leurs aides financières ou sous forme de projets. Nos missions permanentes, comme de passage, n'étaient pas en mesure d'assurer une utilisation efficace de ces fonds. L'aide était détournée depuis des années à d'autres fins, par des corrupteurs et des corrompus – fonds publics et fonds privés. Certes, il y avait certaines réussites, mais, dans l'ensemble, elles bénéficiaient aux plus riches et au pouvoir, le peuple n'en tirant que des bénéfices dérisoires. Il faut ajouter que les relations personnelles et d'amitiés comptaient et allaient devenir de plus en plus primordiales, sans oublier les relations et intérêts stratégiques.

Avant les incidents de septembre 1991, Daphné et moi avons évoqué le drame de ce continent que nous connaissions et aimions depuis si longtemps. Il y a eu certains rares changements, notamment avec Nelson Mandela, qui générèrent un certain espoir en l'avenir, mais cela n'empêchera pas les conflits, les massacres, les guerres fratricides qui déstabilisèrent l'Afrique : l'Angola, depuis son indépendance, les deux Congo, la Sierra Leone et le Liberia, les pays des Grands Lacs, la Somalie, et plus récemment la Côte d'Ivoire. J'ai eu la chance d'être à Lagos pendant la période où la CCTA s'est progressivement « africanisée ». D'abord, son secrétaire général est devenu un Africain, en l'occurrence le premier ambassadeur de Mauritanie, à Paris, Mamadou Touré, qui deviendra plus tard Directeur, pour l'Afrique, au Fonds monétaire. J'ai travaillé à ses côtés, comme je l'ai fait avec Claude Cheysson.

J'ai collaboré en particulier avec lui en vue d'organiser, à Dar es-Salaam, la dernière assemblée annuelle de la Commission, avant qu'elle soit rattachée à l'Organisation de l'Unité Africaine, à Addis Abbeba, sans modifier son mandat scientifique et technique. Et puis, moins d'un an après l'indépendance de l'Algérie, en mars 1963, je quittais Lagos pour rejoindre le poste de chef des études économiques, au cabinet de Claude Cheysson, nommé, par le gouvernement français, directeur général de l'Organisme de Mise en Valeur des Ressources du Sous-Sol saharien, dont le président était Lamine Khene. L'OS remplaçait l'organisme français, l'OCRIS. J'y suis resté un peu plus d'un an : une année des plus enrichissantes. Pouvoir travailler dans une structure où Algériens et Français s'étaient réparti les fonctions – cadres de directions et supérieurs aux cadres moyens et subalternes, administratif et du secrétariat – en bref, du Président algérien et Directeur Général français et leurs collaborateurs directs, aux secrétaires, chauffeurs et plantons, c'était plus qu'original et efficace. Ces deux dernières responsabilités m'ont ensuite permis, en septembre 1964, d'entrer dans le système des Nations Unies et de m'ouvrir une porte vers la Banque Mondiale.

Travailler aux côtés de Claude Cheysson a été une expérience et une chance unique dont je me suis toujours félicité. Être proche de lui était dur, mais passionnant. Il m'a beaucoup appris, sans n'avoir jamais voulu l'admettre. Il a été furieux que je le quitte pour me rendre aux Nations Unies. Nous sommes restés amis pendant toute sa carrière à la Commission Européenne et au gouvernement français. Il demeure un ami, même si l'âge et les distances nous ont un peu éloignés l'un de l'autre. Si j'ajoute qu'entre 1964 et 1990 j'ai été associé à la Banque Mondiale, je démontrerai que mes ambitions de jeune adulte ont été comblées. Je m'en félicite. De plus, outre l'Afrique et le Moyen-Orient, j'ai découvert la Chine où l'Institut monte, de concert avec le PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement – à Peijing et Shanghai, et plusieurs autres villes universitaires, des programmes de formation. J'ai eu la chance, entre 1983 et 1990, de découvrir ce pays extraordinaire qui, sans doute, dominera la fin du XXI^e siècle.

En conclusion, qu'ai-je fait de mieux que mes familles, sinon d'avoir une plus belle et surtout plus sûre situation ? Dans un certain sens, j'ai un peu suivi leur exemple en m'exilant, comme elles l'ont fait en leur temps. Mais je ne le ressens pas ainsi. Ma vie était oh ! combien différente ! Par contre, étais-je un exilé ? Non, car je me suis toujours impliqué dans l'évolution des affaires de mon pays, ou de sa place dans la construction de l'Europe et dans le développement international. Je suis toujours citoyen français tout en ayant obtenu, du fait de la citoyenneté américaine de ma mère, un permis de résidence permanent – *resident alien or green card* – aux États-Unis.

XXI

Georges et Adèle

Arrivant au terme de ce devoir de mémoire, je tiens à le centrer sur ces deux personnages qui ne se sont jamais entendus.

Devenu moi-même « chef de famille », j'ai acquis une certaine dose de patience et d'indulgence, notamment vis-à-vis de mon père ! Depuis notre mémorable rencontre, rue Delambre, j'ai gardé un certain contact avec lui. Je suis allé lui rendre visite dans son foyer de l'assistance publique, à Bagnolet, accompagné de Suzanne. Généralement, il se portait bien. Vieux monsieur octogénaire, ne faisant pas vraiment son âge et jouissant d'une bonne santé, il avait toute sa tête. Étais-je ainsi devenu le bon fils, au sein d'une famille normale ? Jeune marié et jeune père, jeune adulte soucieux d'en faire le plus possible pour « réussir dans la vie », je ne pouvais avoir des rapports normaux avec un père que j'avais si peu connu et pour lequel je n'avais aucun respect, mais je ne pouvais pas ignorer non plus que ce père, sur la fin de sa vie, était devenu grand-père... Ce qui le poussait à prendre des initiatives un peu à la légère et à l'improviste, comme cette après-midi d'un certain dimanche du mois de mai où il nous a téléphoné du métro du pont de Neuilly. Georges avait pris le métro de Bagnolet jusqu'à l'Étoile et, de là, avait tenu à marcher jusqu'au pont de Neuilly. Je suis venu le chercher en voiture, de Suresnes. Il voulait, en tout cas, voir sa petite-fille, alors âgée de huit mois. Selon le règlement de son hospice, il ne pouvait pas rester dîner, mais il a passé une grande partie de l'après-midi avec nous. En arrivant, la traversée de Paris l'ayant fatigué, il s'est endormi un peu. Il n'a, ensuite, refusé ni thé, ni gâteaux, ni fruits. Nous avons à peine abordé l'affaire Roland, il a préféré savoir ce que nous faisons, Suzanne et moi. Nous avons parlé de nos projets, puis je l'ai mis au courant de la mort de Cléon et de la vie d'Adèle. Nous avons des difficultés à discuter. Heureusement, Suzanne, l'ayant déjà rencontré, avait établi un bon rapport avec lui. Elle allait, seule parfois, lui rendre visite, à Bagnolet. Ce jour-là, elle lui avait annoncé – ses parents n'avaient pas encore été mis au courant – qu'elle pensait être de nouveau enceinte. Georges s'empressa de répondre qu'il espérait que ce fut un garçon... pour assurer la lignée (sic) ! Cette nouvelle l'avait mis tout en joie, ça faisait plaisir à voir ! Ce fut la dernière fois que nous l'avons vu : deux mois plus tard, dans la nuit du 6 au 7 juillet 1958, Georges mourait en paix, dans son sommeil, sans la moindre souffrance. Suzanne eut la bonté de se charger de toutes les démarches, sachant que j'étais la dernière personne à savoir ou vouloir m'en occuper. Un service eut lieu le 9 juillet, à la paroisse de Saint-Germain de Charonne, Paris XX^c arrondissement, suivi d'une

inhumation au cimetière parisien de Pantin. Peu de monde assista au service, en dehors de Suzanne, moi-même et la tante Marthe – marraine Marthon, qui représentait les Landré, absents de France – des infirmières et des représentants du Foyer, qui connaissaient ou soignaient Georges de longue date, et aussi, à ma grande surprise, Roland. Je me demandais qui avait bien pu le prévenir, peut-être quelqu'un de l'Assistance publique. Au-delà des formules habituelles, en de telles circonstances, Roland n'en dit pas plus, après le service, et ne nous a pas suivis au cimetière. Ce qui ne m'a pas surpris. Incontestablement, le fait qu'il soit présent aux obsèques démontrait qu'il y avait davantage entre nous tous qu'un vague lien de parenté. Néanmoins, Georges ne laissait rien derrière lui, aucun papier, aucun souvenir, aucun objet de valeur. Rien. Mystère total ou refus de dire, même d'inventer. Qu'avons-nous pu savoir de lui ? Qu'il avait sept ans lorsque son père Charles Simon est mort, je suppose, d'une crise cardiaque. Il a donc à peine connu son père, alors que ses frères Alfred, Jean, Virginie et son jumeau Paul et Simon, âgés de quinze à treize ans, à la mort de leur père, l'ont connu et que Charles Simon s'est occupé d'eux, notamment en ce qui concerne leur scolarité au Collège Sainte Barbe. Comment sa mère, Agathe, ma grand-mère, l'a-t-elle élevé ? Je peux seulement imaginer qu'elle l'a emmené au Caire, avec les deux jumeaux. A-t-elle ensuite confié les aînés à l'un des frères de Charles Simon, Jacques, qui a contresigné son décès au consulat de France, à Constantinople, et qui se serait ensuite installé à Paris ? Qu'y faisait-il ? Ce Jacques y avait-il fondé une famille ? Il est très frustrant de n'avoir pu trouver aucune réponse à toutes ces questions. Ma mère m'avait toujours dit que Georges avait fait toutes ses études à Sainte-Barbe, mais dans les archives officielles de Paris, aucune trace, dans ce Collège, d'un Georges Roux de Lusignan. A-t-il été dans un autre lycée ? Pourquoi pas ? Sans preuve, nous pouvons accepter l'évidence : Agathe envoie son fils auprès de son beau-frère qui se charge de son éducation, lui permet de faire ses études dans un bon lycée et de s'adapter au climat de Paris, à son ambiance, à sa culture. Par contre, que se passe-t-il pour les autres ? Nous retrouvons des traces de Virginie, mais rien de son jumeau et rien des aînés, qui auraient pu rester en Égypte. Georges fait son service militaire en 1893, et reste en contact avec sa sœur qui s'installe à Paris. Elle se marie, a un enfant. Il n'est pas pensable qu'ils ne se soient pas vus. Il n'est même pas pensable que Hellé ne rencontre pas sa belle-sœur, au début de son mariage, et ne lui fasse pas connaître son fils Guy. D'ailleurs, allant plus loin dans mon raisonnement : Hellé connaît Virginie depuis plusieurs années. Sans quoi, en 1937, venant de Bruxelles, elle n'aurait pas été la voir lors de sa visite à l'Exposition. Elle n'aurait pas non plus rencontré le neveu de son mari, Charles, qui l'aurait peut-être emmenée visiter l'Exposition Universelle... Quant à Georges, déjà suffisamment âgé pour participer à la Première Guerre mondiale, il évoluera dans la vie parisienne. Comment survivra-t-il à son train de vie, par un héritage de son père ou un soutien de sa mère, lui, le dernier ? Adulte, devenu agent de

change, il avait établi des liens de « *broker* » en bourse, dans la période difficile de l'après-guerre. Après s'être installé à Londres, il a poursuivi cette profession, ce qui lui permettra de vivre aussi bien à Londres qu'à Paris. Je l'imagine bien ainsi, dans les affaires et les salons, jouant de son nom et de son titre. J'ai eu de violents ressentiments à son égard, mais notre rencontre, après la guerre, à Paris, fut pour moi une révélation. Il était un pur produit de notre culture européenne. Il exprimait le goût de Paris. Il n'était pas un exilé. C'était sa ville. Hélas ! il y est mort dans la misère, par sa faute, à cause de son côté flambeur, son attitude trop sûre de lui. Pour cela, je lui en ai voulu. S'il avait voulu être un « bon père », il aurait pu changer. Cette constatation faite, en tant que fils, je reviens de très loin. C'est sans doute mon vieil âge qui m'y incite : je ne lui en veux plus.

J'ai dû faire connaître la mort de Georges à Hellé et à Adèle, mais je n'ai rien trouvé dans les archives, ni de l'une – ce qui ne m'étonne pas du tout – ni de l'autre –, ce qui ne m'a pas surpris.

Georges meurt en 1958, Adèle le suivra cinq ans plus tard.

Contrairement à mon père, les dernières années de ma grand-mère seront très pénibles. Elle décrira ses difficultés dans la correspondance qu'elle poursuit fidèlement avec sa fille, selon son habitude, sur la base d'une lettre tous les deux jours, en moyenne. Hellé suit ce rythme avec peine, en moyenne une à deux fois par semaine. C'est un moyen de se justifier vis-à-vis de sa mère, qui sans aucun répit se plaint constamment de ses douleurs aux bras ou aux jambes, de la vie chère, de la pauvre chambre dans laquelle elle vit, chez une vieille veuve, en général loin d'être désagréable. Je ne me suis jamais demandé si Hellé avait eu quelques remords de ne pas avoir aidé sa mère à s'installer chez elle. En a-t-elle eu ? Par ailleurs, comment n'a-t-elle pas songé à aller la voir, à Londres, surtout lorsque sa situation physique et mentale s'est vraiment détériorée ? Son emploi ne pouvait vraiment pas l'en empêcher : c'était une raison exceptionnelle.

Je ne retrouverai ma mère que dix mois après la mort de ma grand-mère, en décembre 1963. Après avoir fêté Noël, à Alger, avec mes enfants et leurs grands-parents, leur mère, Suzanne, étant partie en expédition au Sud saharien – Tamanrasset, Djanet et le Tassili – avec une petite bande « dirigée » par Claude Cheysson, je quittais Alger pour Paris. Je prenais ensuite un avion Paris-Los Angeles, dont le vol sans escale était déjà possible, en ce temps, en passant par le Pôle Nord. C'était mon premier voyage aux États-Unis et, bien sûr, mes retrouvailles, depuis 1946, avec ma mère. Hellé et Marv sont venus me chercher le lendemain de mon arrivée, à l'hôtel où j'étais descendu, à Los Angeles, ville que je n'ai jamais aimée. Je m'en souviendrai toujours. En Porsche décapotable, ils avaient l'air de deux gamins, surtout Marv ; et à toute allure, le cul frôlant presque le tarmac, nous avons pris l'autoroute pour Santa Barbara. Paysage superbe et route que j'ai faite plusieurs fois depuis, mais pas en Porsche ! Ils m'ont fait connaître leur petit nid sur Foot Hill Road, au pied

de la montagne et face à la baie de Santa Barbara – et le Pacifique... –, lieu anciennement espagnol, célèbre, entre autres, pour son monastère. Lorsque nous nous sommes retrouvés, ma mère et moi avons eu quelques regards remplis d'émotion, mais sans avoir beaucoup d'échanges, car nous nous parlions en français que Marv ne comprenait pas. Je suis resté quatre jours avec eux. Ils m'ont montré leur ville, la superbe côte de Santa Barbara où j'allais retourner plusieurs fois par la suite à l'occasion de voyages vers l'Extrême-Orient. Ils m'ont aussi emmené dans la montagne, derrière Santa Barbara, notamment à Solvang où vivaient de bonnes amies de Hellé. Je comprenais mieux pourquoi elle avait tenu à demeurer dans ce merveilleux pays, y travailler et s'y remarier. Je n'ai pas soulevé la question du transfert de Mémé – qui ne se posait plus –, mais je comprenais tout à fait que leur maison, aussi plaisante fût-elle, avec son jardin devant, sur la rue, et un enclos plein de fleurs derrière, n'aurait pu accueillir Adèle. Il n'y aurait pas eu suffisamment de place, je dirais mieux, d'espace pour sa personnalité et ses exigences. Tout était trop étroit. Nous n'avons posé aucune question difficile, que ce soit sur le visa, le voyage en Amérique, l'attitude de Hellé ou d'Adèle qui ne s'était elle-même pas vraiment souciée, au lendemain de la guerre, du sort de ses deux sœurs, Olympe et Lætitia, et n'avait pas vraiment entretenu une quelconque correspondance avec elles. Au fond, elle ne s'est pas fait beaucoup de soucis pour sa famille élargie...

Plus d'un an après la mort de Cléon, une lettre d'Adèle à Hellé, du 17 novembre 1958, décrit son état général d'une manière pour une fois plus positive : « ... *tes nouvelles me réchauffent le cœur ; tu me fais rire, ma chérie, quand tu insistes de me voir mariée ; tout d'abord, je n'en ai pas envie, et c'est trop tard. J'ai eu des propositions, après la mort de Papa, et après ton départ. J'avais notre Guy qui étudiait et qui avait besoin de sa grand-mère. Grâce à tes envois, nous avons tenu le coup. Je n'ai jamais vécu dans le luxe, une simple vie et Marie m'a aidé énormément et elle n'a pas cessé de le faire... puis je suis venue à Londres. Ici j'ai eu des gros ennuis. J'ai lutté assez et je tremblais pour Cléon, car tous les mois il allait au cimetière et il en revenait les yeux gonflés de larme avec un seul but, de mourir et d'aller auprès de son frère, notre adorable Milon...* » Qu'elle puisse se remarier est devenu un mythe. Elle a certes eu des propositions, mais prétendre que ma présence et mes études l'auraient empêchée d'y donner suite, ne tenait pas. Dire également que c'était grâce aux quelques envois de Hellé que nous avons pu subsister au Quai de Passy, était tout aussi faux. Ce sont nos *paying guests* et Marie, par la suite, qui ont aidé Adèle à vivre dans des conditions plus qu'honorables. En revanche, à Londres, ce sont effectivement les mandats ou chèques mensuels de Hellé qui lui ont permis de survivre. En fait, toutes les lettres d'Adèle se ressemblent et sont, à la longue, fort lassantes. Tournant toujours autour de considérations matérielles, de possibilités de retrouver Hellé ou bien, au moment où elle apprend le départ en Afrique de son petit-fils, Suzanne, Isabelle et le bébé Christophe, de se

joindre à eux... pour s'occuper des bébés ! Fin mars 1959, deux semaines avant notre départ pour Brazzaville, j'irai la voir. Elle me fait une bonne impression et je lui promets de venir la voir chaque fois que j'aurai à me rendre au siège de l'organisme qui m'emploie et qui se trouve à Londres. Fin 1960, se confirme, dans l'écriture, la progression de la détérioration, l'incohérence de la pensée et les répétitions. Marquées par des absences de mémoire et une écriture de plus en plus difficile à lire. Malgré les pilules qu'on lui fait avaler, elle souffre. Le 15 septembre, elle écrit qu'elle ressent de plus en plus d'angoisses. Une lettre du 19 septembre nous révèle : « *J'ai honte de moi-même. J'aurai voulu vous souhaiter vos fêtes, toi et Marv... mais je suis malade. Je tremble tout le temps. Hellemou, ma tête ne tient pas... mes yeux sont très fatigués... mon bras tout entier me torture... je pleure tout le temps. C'est affreux...* » On imagine son état de détresse ! Elle arrive « au bout du rouleau ». Le 30 septembre 1960, cependant, apprenant que Maurice, le mari d'Aimée Hymans, est mort, elle trouve la force de s'habiller et de se rendre seule chez son amie, dont la maison se trouve près de *Baker Street* où se trouve l'hospice. Elle reste dîner chez elle, puis le chauffeur la ramène à l'hôpital. Aimée lui dit qu'elle allait quitter Londres pour un certain temps et vivre chez sa sœur, en France. Tout en sachant bien qu'Adèle n'était pas en mesure de voyager, elle lui propose pourtant de l'emmener avec elle. Adèle, ce jour-là, était suffisamment lucide pour ne pas prendre à la lettre l'invitation de sa vieille amie. Ensuite, lettres et nouvelles deviennent de plus en plus rares. On s'en rend compte par une lettre d'Aimée, du 26 janvier 1961, à Hellé, qui, inquiète du silence de sa mère, s'était enquisse de son sort. Hellé lui apprend qu'à l'instigation du médecin traitant, Adèle avait été transférée dans une autre maison de repos pour vieillards, dirigée par le Conseil du Comté de Londres. Aimée a pu en tout cas lui rendre visite, ce qui a fait la joie de ma grand-mère. Elle a hélas ! tout de suite noté qu'elle ne pouvait pas tenir une conversation suivie et qu'elle voulait qu'on la sorte de cette maison. Chose bien évidemment impossible, d'autant plus qu'elle avait besoin de soins constants et d'être surveillée. Il ressort de cette correspondance avec Aimée, que celle-ci, malgré les relations parfois difficiles qu'elle avait avec Adèle, se rendait compte qu'elle était la seule à la suivre et à la conforter. Sa belle-sœur, Mable Warren, qui se serait disputée avec Adèle après la mort de Cléon, ne s'intéressait pas à son sort. Aimée, alors que nous ne nous connaissions vraiment pas et qu'elle n'avait pas l'air de m'apprécier beaucoup, a des préoccupations identiques aux miennes. Ainsi, un extrait d'une lettre qu'elle adresse à Hellé : « *C'est un grand malheur qu'elle n'ait pu aller vers vous à la mort de Cléon.* » Dans une autre lettre, du 23 mars 1961, elle s'étonne que Hellé n'ait pas reçu de nouvelles d'Adèle alors qu'elle venait de lui rendre visite, l'ayant trouvée dans les « beaux et vastes » jardins de l'hospice-hôpital-maison de repos... Je trouve également, dans mes maigres archives, une lettre du 15 juin 1961 que Hellé aurait reçu de Londres, de Monica Fauerso, son ex-belle-sœur, qui s'y trouvait en voyage touristique. Elle venait

de rendre visite à Adèle, avec laquelle elle avait déjà eu des échanges de lettres – elle faisait partie des « *girls* » de Solvang. Mémé accueille Monica à bras ouverts et l’embrasse à plusieurs reprises. Elle pense certainement qu’elle vient de la part de sa fille. Monica est convaincue qu’Adèle est au bord de la sénilité. Ce qui, du reste, lui est confirmé par la nurse chargée de surveiller la salle des malades. On lui dit aussi que, parfois, Adèle a tendance à ne parler qu’en français ; d’autres fois, au cours d’autres journées, elle parlera volontiers anglais ou bien elle aura des heures d’oublis et d’absences. Monica ne laissait aucun espoir à Hellé : sa mère vivait ses derniers instants. Elle n’était pas mal, mais elle allait peu à peu perdre ses forces et mourir. En fait, c’est une de mes lettres à ma mère, du 17 décembre 1961, qui précise brutalement la situation. J’annonçais à Hellé que nous avions quitté Brazzaville pour rejoindre le nouveau siège de la Commission de coopération technique, en Afrique, au sud du Sahara, à Lagos, capitale du Nigeria, mais que j’étais en transit et consultations à l’ancien siège à Londres. Où, malheureusement, j’avais dû téléphoner à Aimée Hymans pour connaître la nouvelle résidence d’Adèle. Enfin, je m’exclamais : « *J’ai vu Mémé dans son hospice de vieux. Quelle déchéance ! Dans quel état terrible se trouve-t-elle ! Elle m’a seulement reconnu lorsque j’ai prononcé mon nom. She is a little confused and lost, m’a dit la « matron » – l’infirmière en chef... Elle doit rester sous surveillance et soins... elle peut se promener dehors ; cela lui arrive de se perdre et quelqu’un ou la police la ramène à l’hospice... Enfin, elle a semblé heureuse de me voir... elle a une forme mineure d’Alzheimer.* » Je dois dire que de voir ma grand-mère dans cet état m’avait mis en colère contre ma mère pour ne pas m’avoir averti. Pourquoi ce silence ? Si je n’étais pas venu à Londres, comment l’aurais-je su ? Je précise ma pensée : « *Pourquoi devrait-elle finir comme cela ? Je t’avais proposé, en son temps, de la prendre non pas chez toi, mais de la mettre dans une maison pour personnes âgées, près de chez toi, car de telles maisons (de petites villas) existent à Santa Barbara. J’aurais payé le voyage... Peut-être la réglementation américaine ne l’aurait pas permis. C’est possible...* » En tout cas, Hellé n’avait pas fait grand-chose. Peut-être s’était-elle dit qu’il n’y avait rien à faire ! Nous ne pouvions pas nous douter, ni elle ni moi, que le destin allait avoir sa revanche. Frappée par la maladie d’Alzheimer, Hellé perdra à son tour la mémoire et le goût de parler et de lire. J’allais en faire l’expérience lors de mes passages assez réguliers à Santa Barbara, dans les années fin quatre-vingts, en route vers l’Extrême-Orient. Hellé reprenait conscience, si on peut dire, lorsque je lui parlais en français. Elle profitera de l’existence de ces maisons spécialisées, accueillant environ une dizaine de patients et qui, au cours des années, s’étaient développées dans cette ville. Les malades étaient sous la surveillance d’un médecin et d’une infirmière en chef, aidés par une petite équipe d’infirmières. Hellé vivra pendant un ou deux ans dans une villa, jusqu’au jour où Marv préférera l’avoir avec lui. Ainsi, Hellé ne mourra pas comme Adèle et Georges, seuls, dans un hospice de vieillards.

Le destin d'Adèle sera conforme à l'ultime désir de sa vie, celui de retrouver « ses anges ». Le 5 mars 1963 – lendemain de la date de naissance des jumeaux, en 1908 –, Adèle s'éteignait. Je ne sais plus comment j'ai été prévenu... Par Hellé ? Peut-être. Je ne sais plus, non plus, où j'étais : en instance de départ pour prendre mon nouveau poste à Alger, fixé au 1^{er} avril, ou à Alger, préparant mon installation ? En tout cas, je me souviens fort bien d'être arrivé à Londres le 7 mars, avoir loué une voiture avec chauffeur, pour me prendre à la descente d'avion – de Lagos, ou de Paris, peu importe. Je voulais me rendre à temps à Windsor pour l'enterrement d'Adèle. Mon avion avait eu du retard et je savais que je n'allais pas arriver à temps, à moins qu'une bonne âme m'attende. La voiture s'arrête devant l'entrée du cimetière, je savais où se trouvaient les tombes de Milon et de Cléon : je me précipite, ne voyant personne à l'entrée. La cérémonie avait dû commencer. Pire, elle s'était terminée – personne n'avait voulu m'attendre, ni même Aimée Hymans qui, seule, marchait vers la sortie, ne cherchant pas à s'arrêter ni à me parler. J'étais le petit-fils indigne... Personne d'autre ne semblait avoir été averti. Pourquoi ? Une idée saugrenue d'Aimée ! ? Pourquoi ne pas avoir prévenu des amis fidèles comme Clayton ? Ce petit-fils indigne se fichait de l'irascible Aimée ! La dernière fois qu'il avait vu sa grand-mère, il avait été si triste ! Elle l'avait élevé, il avait vécu la plus grande partie de son enfance et de son adolescence avec elle. Devant la tombe toute fraîche, celle déjà vieille de trente-deux ans de Milon et celle de six ans de Cléon, ma prière fut simple. Vous voilà tous les trois retrouvés. C'était certainement le souhait le plus cher de Cléon et d'Adèle. Ils ne sont plus deux anges, mais trois.

En 1999, mi-juillet, Martine – ma troisième épouse, la mère de notre Éléonore, 19 ans au moment où j'écris ces lignes – et moi faisons un petit séjour à Londres. Le 13 juillet, nous prenons le train à Waterloo, pour Windsor. Un taxi nous menait ensuite au Cimetière, qui avait fait son temps. Tout en étant très bien entretenu, il n'acceptait plus que les décédés d'une même famille. Pour retrouver le lieu des tombes familiales, il avait fallu téléphoner à l'administration d'un nouveau cimetière. Nous sommes restés un bon moment dans ce qui, pour moi, était le cimetière de Milon... devenu maintenant celui de Milon, Cléon et Adèle. Pour ma mémoire, c'est le seul lieu où sont regroupés des membres de ma famille. Les cendres de ma mère, Hellé, sont, à sa demande, dans l'océan Pacifique, au large de Santa Barbara. Georges au cimetière de Bagnolet. Agathe, probablement au Caire. Socrate à Athènes et Charles Simon, à Constantinople. Où ? Nous l'ignorons. Les cendres de Suzanne, la mère de ma fille Isabelle et de mes garçons, Christophe et Gilles, sont, à sa demande, éparpillées sur les terres de sa propriété des Cévennes et de celle de nos enfants.

Maintenant, acceptons le fait que les familles Draghi, Zaharoff, Roux et Roux de Lusignan et aussi Maurel-Philip ont existé et que leurs descendants,

quels qu'ils soient, poursuivent leurs destinées. Pour ma part, je reste proche des miens et de mon cousin Patrick et de sa famille.

ÉPILOGUE

Mes expériences dans les pays africains et mon séjour à Rome¹⁴³ m'ont permis d'intégrer naturellement le siège de la Banque Mondiale. Pour moi et mes familles, Washington D.C. devint notre domicile. Lorsque je prends ma retraite, fin 1990, j'y ai accumulé 26 années de « bons et loyaux services ». Pourtant, ce n'était pas fini ! En 1990, le Ministère français de la Coopération me demandait de diriger l'une de leurs missions de coopération et d'action culturelle en Afrique, au sud du Sahara. Nous arrivons fin septembre à Kinshasa, au Zaïre, où nous restons un peu plus d'un an. J'avais prévenu ma famille que notre séjour serait court ou, du moins, compte tenu de la situation politique et économique du pays, pas plus long que trois ans. Mes voyages aux quatre coins du pays, au cours du premier semestre de 1991, me confirmeront combien le Zaïre était au bord de la faillite, d'une révolution, de la guerre.

En 1992-1993 et 1993-1994, l'École d'Administration et de l'Environnement de l'Université de l'Indiana, m'invite à Bloomington à donner trois cours sur la Banque Mondiale, l'intégration économique européenne et le défi africain. Deux années universitaires particulièrement enrichissantes en plein centre des États-Unis dont je garde un excellent souvenir. Je découvre l'Amérique profonde, si différente de celle officielle, administrative, diplomatique de Washington D.C.

Finalement à la retraite, beaucoup de mes compatriotes m'ont demandé pourquoi j'ai préféré demeurer à Washington, au lieu de me réinstaller en France. En réalité, nous sommes nombreux, parmi les retraités francophones de la Banque Mondiale, à être résidents permanents tout en ayant un pied-à-terre en Europe, dans notre ville d'origine ; en l'occurrence, pour moi, mon cher Paris. Par ailleurs, nous vivons aux États-Unis par habitude, dans une résidence et un environnement plaisants. En ce qui me concerne, ma femme Martine, Belge de naissance, ayant toujours aimé les USA qu'elle connaît bien, est devenue citoyenne américaine, puis notre fille Éléonore, née à Washington D.C., a la double nationalité, américaine et française. Elle a fait pratiquement toutes ces études à l'École Internationale de Washington, qui prépare au baccalauréat international, bien plus compétitif que le baccalauréat français, mais non reconnu en France, contrairement à d'autres pays d'Europe, comme la Suisse, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie, l'Angleterre.

¹⁴³ Après des affectations en Afrique, au sud du Sahara et en Algérie, entre 1959 et 1964, je participais, à Rome, à la création du programme de coopération entre la Banque Mondiale et l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture dont j'assurais la coordination jusqu'en été 1968, date à laquelle je rejoignais définitivement la Banque Mondiale.

Dernière raison, nous vivons dans un des plus vieux quartiers de Washington D.C., Georgetown, ancien port du XVIII^e siècle, tout proche de la rivière du Potomac, de son canal et de l'Université de Georgetown : je ne pourrais pas vivre ailleurs à Washington ni même aux États-Unis.

Aujourd'hui, j'ai le sentiment d'avoir eu une vie bien remplie et je me félicite d'avoir mené une carrière de nomade. Quelques pays mis à part, au sud du Sahara francophone et anglophone, l'Afrique n'a plus de secrets pour moi, surtout ayant connus ces pays avant et après leur indépendance. Hélas ! combien d'entre eux ont-ils traversé de guerres ethniques, de révolutions, de génocides ? Combien sont-ils à avoir reçu et subi de mauvais conseils et des pressions internes et externes ? Rares sont ceux nantis de dirigeants capables et honnêtes. Du statut d'États décolonisés, la plupart sont tombés sous l'emprise de dictatures, succombant sous le poids de conflits internes, la palme revenant au Congo-Kinshasa-Zaïre, l'Angola, le Rwanda et le Burundi, la Sierra Leone et le Liberia, en dépit des soutiens, des aides qui leur ont été accordées et de leurs richesses si mal gérées. En fin de compte, les raisons de ce triste bilan découlent, à mon avis, des jeux pervers de la politique et de la diplomatie, des erreurs, voire de l'inefficacité, dans de nombreux cas, de ceux qui donnent et qui reçoivent l'aide au développement. Cette perversité et cette inefficacité entretiennent malheureusement un climat de corruption à tous les niveaux de la société, du plus pauvre au plus riche. Il en résulte une mauvaise gouvernance qui crée l'instabilité, la peur et la haine. Personnellement, j'ai eu beaucoup de chances de côtoyer et travailler avec des hommes et des femmes aux responsabilités et aux talents très variés, du plus haut professionnel – directeur général – au personnel de secrétariat ou d'exécution. Avec mes collègues ou collaborateurs, nous avons constitué de vraies équipes. Dans certains pays comme la Tunisie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Chine, nous avons travaillé en confiance avec des gens de qualité qui auraient pu augurer favorablement de leur avenir, en tous les cas pour certains d'entre eux. J'ai connu également des personnages ayant fait carrière aux Nations Unies et dans ses institutions spécialisées, appartenant à des organisations européennes, et aussi dans les services nationaux chargés de l'aide bilatérale aux pays en voie de développement. Ils m'ont toujours permis de croire au rôle indispensable des Organisations Internationales et des services d'aide bilatérale à ces pays en voie de se développer ou en train de se relever d'un conflit. Aujourd'hui, nous avons la chance d'avoir un Kofi Annan aux Nations Unies, l'un des meilleurs secrétaires généraux depuis de longues années, comme la Banque Mondiale devrait se féliciter, dans la conjoncture, d'avoir en la personne de Jim Wolfensohn, un des meilleurs présidents de la Banque Mondiale depuis Bob McNamara.

Il est évident que mes familles et leurs vieux liens avec l'Est méditerranéen m'ont rendu sensible au sort du monde arabe et de l'Islam. D'autant plus que sur plusieurs années, entre 1972 et 1981, j'ai dû parcourir et tenter de comprendre des pays comme la Tunisie, l'Algérie, la Libye, le sultanat d'Oman

et l'Iran et séjourner pendant plus de deux ans en Arabie Saoudite. Séjours et expériences uniques qui ont facilité mes contacts et ma compréhension du monde islamique. Elle explique aussi mes positions prises au cours de ma jeunesse en faveur du processus de décolonisation, et plus particulièrement contre la guerre d'Indochine et pour l'indépendance du Vietnam, contre les horreurs de la guerre d'Algérie et ma conviction qu'il fallait lui donner l'indépendance, au même titre que la Tunisie et le Maroc. Nous savons combien tout cela a été difficile. Nous connaissons aussi l'ampleur de la crise politique qui s'en est suivie en France et combien, depuis plus d'une dizaine d'années, notre monde est instable. Trop d'évènements remettent en cause les bases ou fondements de notre politique planétaire. Nous vivons ou subissons des crises qui relèvent de pays impliqués dans le développement d'armes de destruction massive et qui ne sont pas forcément les plus riches ou les plus puissants. Ces crises ont pris des dimensions de plus en plus gravissimes, aux conséquences dramatiques sur le plan mondial. Certes, on connaît le rôle positif de l'énergie nucléaire et de ses composantes dans les secteurs des transports, de l'électricité et de la médecine, mais ceci n'empêche pas les implications et les effets graves sur l'environnement, les populations, la santé, et bien entendu sur la sécurité. Malgré les grands progrès de la science, les inventions et produits nouveaux, tout aussi inquiétants sont leurs effets accessoires, voire accidentels ou imprévisibles sur de nombreux secteurs tant écologiques, financiers, économiques que sociaux. Nous ne pouvons pas, non plus, ne pas insister sur la profonde pauvreté des pays en développement, proche du dénuement et de la misère – par exemple, un dollar en moyenne par jour, par habitant, dans le monde rural, en Afrique subsaharienne, deux dollars par jour dans les campagnes chinoises. Ce qui n'est pas non plus à négliger dans la plupart des pays industrialisés, les spécialistes insistant sur le fait que la population mondiale comporte un milliard de nantis contre sept milliards de pauvres. Certes, après une quarantaine d'années proches des pays pauvres, nous sommes devenus encore plus conscients de leurs faiblesses, de nos techniques d'aide laissant parfois à désirer, des conflits de pensées au sein des pays riches et participant à une aide au développement plus variée, plus en butte à des mouvements altermondialistes, des tendances de plus en plus activistes, à juste raison, contre la corruption et pour une meilleure gouvernance. Nous en sommes là aujourd'hui. En même temps, nous ne pouvons pas sous-estimer la place de premier plan que va prendre la Chine dans le monde, au cours des prochaines vingt-cinq années. Nous devons nous demander quels chemins, quelles politiques devront suivre les autres régions du monde à son égard, par exemple l'Inde et le Sud-Est asiatique, l'Europe orientale et les États-Unis, même les pays du Golfe dont la Chine risque de dépendre en vue d'assurer ses importations de pétrole...

Les derniers évènements nous montrent combien, dans une période de crise telle que celle des armes de destruction massive et de la guerre contre

l'Iraq, les qualités techniques et la bonne foi jouent un rôle déterminant. L'Agence internationale de l'Énergie atomique à Vienne a été dirigée pendant une quinzaine d'années par l'ancien ministre des Affaires étrangères de Suède, Hans Blix. Ayant pris sa retraite, il est rappelé par Kofi Annan pour diriger la Commission de vérification, de contrôle et d'inspection – en anglais UNMOVIC. Au cours de ces quatre dernières années, nous avons bien entendu parlé de lui, de ses missions avec son successeur, Mohamed El Baradei, à Vienne, de ses présentations et remarques pertinentes devant le Conseil de Sécurité, de ses rencontres avec Colin Powell et avec Jacques Chirac. Dans son livre publié en 2004, d'abord en anglais – sous le titre « *Disarming Iraq* », et celui qui vient de sortir en traduction française « *Iraq, armes introuvables* » –, Blix démontre le monumental échec des services de renseignements. En bref, « ils » se sont tous trompés ou ont voulu se tromper afin de persuader les opinions publiques de la légitimité de leur guerre.

Alors que les meilleurs spécialistes de l'Islam et des pays musulmans se trouvent en partie aux États-Unis – dans les *think-tanks*, les universités et la presse –, l'administration actuelle de ce pays s'est illustrée par son attitude impérialiste, égoïste, et humiliante vis-à-vis du monde arabe. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, elle encourage même les actes d'humiliation et de revanche, s'attaquant aux mosquées et autres lieux saints de l'Islam. Ce manque de considération, de compréhension explique l'opposition à ses initiatives et les tragédies qu'elle suscite sans vouloir l'admettre. Certes, je réprovoque l'action des groupes terroristes d'où qu'ils viennent, et quels qu'ils soient, mais m'insurge tout autant, depuis des années, contre l'incapacité, ou plutôt l'absence de volonté de trouver une solution au conflit palestinien-israélien. Depuis la malheureuse déclaration de Lord Balfour, de 1916, nous vivons dans une contradiction et incompréhension affligeantes. La Palestine a droit à être un État viable, Israël également, mais avec des régimes, des institutions, une justice et une économie équitable pour chacun d'eux. N'est-ce pas néanmoins Israël, bien en tête après l'Égypte, qui reçoit la plus grosse part de l'aide bilatérale américaine ? De plus, tout en critiquant l'administration Bush pour sa politique et ses interventions au Moyen-Orient, qui, dans la Communauté européenne et parmi les voisins arabes de la Palestine, lui vient-il vraiment en aide ? Quand arriverons-nous à trouver et soutenir une entente entre Juifs et Palestiniens ? Depuis Moïse, leurs origines et leur histoire sont soudées. Faut-il que l'un ou l'autre s'élimine ? Voulons-nous ou ne voulons-nous pas, une bonne fois pour toute, la paix au Moyen-Orient ? Le scheik paraplégique, Ahmed Yassine, chef du Hamas en Palestine, se fait assassiner par un missile revendiqué par Sharon et ses officiers. Au Conseil de Sécurité, les États-Unis utilisent leur veto pour bloquer une condamnation d'Israël contre cet assassinat : on croit rêver ! Quel gâchis ! De grâce ! comment penser qu'Israël puisse survivre sans que la Palestine survive en même temps ?

En Iraq, certes, on s'est débarrassé du tyran Saddam Hussein, mais les Américains et leur « coalition » ont cru que l'après Saddam serait aisé ; que

leur volonté d'introduire des institutions démocratiques, à l'image des leurs, serait la bienvenue. Ils n'ont envisagé ni la mentalité ni la fierté du peuple iraquien. Ils ont cru que leur résistance à leurs initiatives et projets était un acte de terrorisme fomenté de l'extérieur. Une fois de plus, ils se sont trompés. Ils s'étaient déjà trompés, entre autres, en 1991, à l'occasion de la guerre du Golfe, sous le premier Président Bush. Après avoir rejeté, hors du Koweït, les troupes iraquiennes, il avait espéré que les chi'ites et les Kurdes se seraient révoltés contre Saddam, prévoyant un coup d'État ou une révolution. Erreur fatale, comme l'explique Bernard Lewis, dans son dernier petit ouvrage sur la Crise de l'Islam.¹⁴⁴ L'administration américaine des deux présidents Bush, et leurs collaborateurs directs, n'ont pas su tirer de leçons de la fin et de l'éclatement de l'Empire ottoman, ni de l'entre-deux-guerres. Ils ont minimisé les actes perpétrés au cours des vingt dernières années en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, sans oublier le Kosovo, la Tchétchénie et l'Afghanistan. Surtout, ils n'ont pas compris, par ignorance ou manque d'informations, la mentalité arabe et islamique. Ainsi, comment l'Iraq pourrait-il devenir un État libre et démocratique entre sunnites, chi'ites, et Kurdes ? Comment respecter les traditions religieuses des uns et des autres ? Pire, comment les Américains peuvent-ils prétendre être les seuls capables d'introduire la démocratie ? Quelle sorte de démocratie ? À l'Américaine ? Elle serait vouée à l'échec. Ce serait imposé un cadre et des structures contraires au passé et à l'histoire de l'Iraq. Ce serait usurper son indépendance. Ce serait un acte d'hostilité. De même, prétendre que le voisin de l'Iraq, l'Iran, fasse aussi partie d'un soi-disant « axe du mal » est une hérésie. Sans prendre en compte son histoire et son passé, sont oubliés le rôle qu'Anglais et Américains ont joué au cours et après la Seconde Guerre mondiale, leurs relations privilégiées en vue d'assurer le maintien du Shah d'Iran et l'élimination de Mossadegh ; leur soutien à l'Iraq – à la suite de la chute et du départ du Shah, en 1979 – au cours de sa guerre meurtrière contre un nouvel Iran, ayant institué un régime islamiste ultra conservateur. Dans le contexte actuel, autant d'étapes et d'incidents qu'il est nécessaire de ne pas minimiser et dont il faut tirer les conséquences.

En premier lieu, il importe d'accéder à un accord, vrai et solide, c'est-à-dire **sincère**, entre Juifs et Arabes en vue de garantir le monde contre des actes de terrorisme. En second lieu, cet accord exige aussi la compréhension totale et le soutien entier de la Communauté internationale. Enfin, il convient d'accepter l'évidence : il n'est pas possible d'introduire, en Orient et Moyen-Orient, des institutions à l'image des nôtres. Une démocratie à l'Anglo-saxonne ne peut être imposée dans les pays arabes ni asiatiques. Ils sont seuls capables de chercher leur voie et d'introduire le progrès, la liberté et l'égalité. Des exemples comme la Malaisie, la Tunisie, l'île Maurice, Singapour, le Vietnam, l'Inde, semblent suffisamment convaincants. Que cela exige des pouvoirs exécutifs forts différents de nos civilisations occidentales, pourquoi pas, si en

¹⁴⁴ “*The crisis of Islam, holy war and unholy war*”, Random House 2004, page 107.

fin de compte leur peuple, à tous les niveaux, en bénéficie ? Avec en prime, une volonté de paix et de sécurité... Nous aussi, en Europe, nous avons des défis bien difficiles à gérer. En mémoire des premiers grands Européens, des Monnet, Gasperi, Adenauer et consorts, nous voulons assurer et renforcer l'Union Européenne. Nous sommes nombreux, heureusement, à croire en cette Europe du XXI^e siècle, même si nous sommes parfois inquiets des difficultés qui ne manqueront pas pour organiser et diriger sans accrocs majeurs une Europe à 25. Il faudra beaucoup de courage pour contrecarrer les égoïsmes et les étroitesse de vue de certains de ses Membres. Par exemple, j'ai tendance à penser que la participation dans cette Union élargie des pays baltes, de Chypre – en tout grecque et turque –, de Malte est un peu éloignée des aspirations des premiers groupes de pays proprement européens. Par contre, j'irrite beaucoup de mes amis et connaissances lorsque je soutiens l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne : pourtant des plus souhaitables, selon moi, à cause de ses liens séculaires, de sa présence en Europe et du pont qu'elle créerait avec l'Asie et l'Islam.

En admettant que nos pays – riches et pauvres – aient des objectifs de croissance, de réformes structurelles, d'intégration économique et financière, tous difficiles à atteindre quel que soit le niveau de pouvoir ou de survie où ils se situent, ces objectifs et contraintes exigent à tous les égards une intégrité sans faille de leurs dirigeants, de ceux qui les conseillent et leur accordent toutes formes de soutien tant technique, éducatif que financier. C'est dans ce contexte que doit s'imposer une bonne gouvernance et des pratiques intransigeantes pour lutter contre la corruption.

Nous nous devons, de toute évidence, d'espérer que l'intelligence, la sagesse, le respect de l'autre et la vie vaincront un jour...



ANNEXE I

DESCENDANCE DES PREMIERS MAMACHI DE LUSIGNAN

Avant l'occupation ottomane de l'île de Chypre, NICOLAS DE LUSIGNAN est nommé, en 1570, Évêque de Famagouste sous le nom de MAMACHI I. Nicolas est le fils de Hugues de Lusignan et petit-fils de Phébus de Lusignan, Sire de Sidon et Maréchal d'Arménie. Jean II de Lusignan, roi de Jérusalem, de Chypre et d'Arménie (1414-1458), fait de son frère, Phébus, son Ambassadeur en Europe. À la mort de Jean II, la couronne des Lusignan est reprise par Jacques II, dit le Bâtard, qui règne sur Chypre de 1460 à 1473. De son union avec la fille du Doge de Venise, Catherine Cornaro, un fils naît, l'année de sa mort, qui ne lui survit qu'un an. C'est la fin de la dynastie royale des Lusignan.

1. NICOLAS MAMACHI DE LUSIGNAN a deux fils qui émigrent, l'un ZACHARIE I JACQUES MAMACHI, à Scio – aujourd'hui l'île de Chios face à Bodrum sur le continent turc – l'autre, Don THOMAS MAMACHI de CARDONA, installé à Madrid, comme maître de la Chambre de Philippe IV d'Espagne.
2. JACQUES I MAMACHI, fils de ZACHARIE I, épouse Tomasina Timoni, fille du Dr. Vincent Timoni, médecin du Sultan Mourad IV (1611-1640). Ils ont deux fils et une fille : l'un d'eux est ZACHARIE II JACQUES MAMACHI – né à Scio en 1636 et mort à Smyrne en 1721 – drogman de Hollande à Smyrne.
3. ZACHARIE II JACQUES MAMACHI se marie en premières noces avec Georgette Timoni et en secondes noces avec Marouka Soffieti. Il a deux filles de sa première femme et six filles et quatre garçons de la seconde. Parmi ceux-ci, le plus célèbre est le CHEVALIER VINCENT MAMACHI DE LUSIGNAN – né à Scio, en octobre 1697, et mort à Versailles, en novembre 1786 – commissaire des galères sous Louis XV qui lui accorde la «naturalité française», cette décision consacrant leur nationalité à tous les descendants de la lignée des Lusignan.
4. L'autre fils de Zacharie II, PIETRO I DANIEL MAMACHI DE LUSIGNAN est devenu drogman de France et a épousé, en secondes noces, Feliciano de Stefani. La plupart de leurs enfants sont morts en bas âge, sauf leur fils JACQUES III MAMACHI DE LUSIGNAN, né à Scio, en novembre 1742 ; mort à Smyrne, en 1810.

5. JACQUES III épouse Corespina Ciocagiglu. Ils ont un fils, PIETRO II, et trois filles, dont Catherina, née à Smyrne, qui épouse un Jacob de Manuel (allié aux Missir) et Claire (1789-1833) et Marie (1793-1833), toutes nées et décédées à Smyrne.

6. PIETRO II PANTALEON MAMACHI DE LUSIGNAN (1780/1824) courtier de commerce à Smyrne, épouse au Consulat Général de France à Smyrne, Antoinette Bargigli (1787-1825). Ils sont les parents de JACQUES IV JOSEPH MAMACHI, JOSEPH ANTOINE frère jumeau d'ANNONCIATA, et sa sœur cadette SYLVIE.

ANNEXE II

DESCENDANCES DE PIERRE II MAMACHI DE LUSIGNAN ET DE SON ÉPOUSE ANTOINETTE BARGIGLI

De Jacques IV à Joseph Antoine et Annunciata

La descendance de Pierre II et d'Antoinette constitue le point de départ des descendances actuelles des Roux et des Roux de Lusignan – voir ci-dessous et Annexe III. Les principaux représentants de cette descendance sont :

1. Jacques IV Gaétan, né à Smyrne en 1805 et mort à Salonique, en 1859, Drogman et Chancelier de Toscane. Il épouse Marie-Albertine Alberti. Ils ont une fille, Marie-Alexandrine, sans descendance ;
2. Joseph Antoine, frère jumeau d'Annunciata, tous les deux nés à Smyrne, en 1808. Il épouse Victoire-Cesare Bassetti ; de ce mariage est né, en 1843, Pierre III Auguste, pharmacien à Smyrne, dernier descendant des Mamachi de Lusignan, qui épouse Polyxène Pauline Ianou. Auguste meurt le 22 août 1918. Pauline s'éteint à Bournabat (Smyrne) en 1941. Avec elle, s'éteint le nom des Mamachi de Lusignan ;
3. Quant à Annunciata, elle épouse le 20 novembre 1825, à Saint-Polycarpe de Smyrne, SIMON CLÉMENT ROUX, né à Marseille le 30 mai 1798, fils de Clément Roux, né à Arles, et de Euphrosine Guirard de Saint-Tropez. Entre 1825 et 1844, Annunciata et Simon Clément ont douze enfants :
 - Euphrosine Antoinette, née à Smyrne le 23 janvier 1825 ;
 - Coronis Annunciata, née à Smyrne le 20 décembre 1825 ;
 - Pierre Simon, né à Smyrne le 29 février 1828 ;
 - CHARLES SIMON, né à Smyrne le 2 avril 1830 ;
 - OSWALD JEAN, né à Bournabat (Smyrne) le 10 octobre 1831 ;
 - Joséphine Antoinette, née à Bournabat le 12 septembre 1835 ;
 - SIMON ANTOINE, né à Bournabat le 15 décembre 1836 ;
 - Jacques Simon, né à Bournabat le 20 août 1839 ;
 - Victoire, née à Smyrne le 20 août 1839 ;
 - Michel César, né à Smyrne le 29 septembre 1841 ;
 - Caroline Mime Véronique, née à Smyrne le 29 janvier 1843 ;
 - Hortense Marie, née à Smyrne le 18 septembre 1844.

Annunciata meurt à Smyrne le 5 novembre 1845. Sa sœur cadette, Sylvie, est chargée d'assumer les tâches domestiques et familiales de sa sœur aînée. Simon Clément l'épouse en secondes noces, le 1^{er} novembre 1846 en l'église Saint-Polycarpe de Smyrne. Ils ont une fille, Marie-Antoinette, qui, née au Pera de Constantinople, le 24 janvier 1854, est morte en bas âge, quelques mois après la mort de son père, Simon Clément, le 11 mai 1855.

4. L'annexe III précise les descendance de Simon Clément et d'Annunciata, tout particulièrement celle de Charles Simon Roux de Lusignan et des deux branches actuelles.
5. Cette annexe II tient à décrire sur une base de données très restreinte les descendance de Oswald Jean Roux et Simon Antoine Roux. OSWALD JEAN ROUX est né à Bournabat (banlieue de Smyrne) le 10 octobre 1831. Il épouse Anne Savary, le 11 septembre 1855 en l'église Sainte-Marie des Draperies, au Pera de Constantinople. Oswald Jean et Anne ont eu deux enfants de leur union : Nicolas Jacques Roux, né le 7 mars 1865 et Léonard Roux, né en 1868, tous les deux à Constantinople.
6. Nicolas Jacques ROUX a eu cinq enfants qui sont, par ordre de naissance, Oswald Nicolas, Jean, Amédée Léonard, Antoine et Jérôme. Nicolas Jacques et son fils Oswald Nicolas sont les grand-père et père de Georges Roux qui a fait sa carrière aux Affaires étrangères et avec lequel l'auteur a établi une correspondance dans les années 1983-1984 qui, hélas ! est resté sans suite.
7. Par ailleurs, une descendance parallèle provenant des fils de Nicolas Mamachi (voir annexe I) a permis à la famille des Missir de s'allier aux Mamachi de Lusignan et d'assurer la pérennité de cette branche, aujourd'hui représentée, en Belgique, par Livio Missir Mamachi de Lusignan, mon cousin, et ses enfants.

ANNEXE III

DESCENDANCE CHARLES SIMON ROUX DE LUSIGNAN

Né à Smyrne le 24 avril 1830 et décédé à Constantinople le 24 décembre 1880 :

1. Marié à MARIA CAPLAN – Constantinople 1855 (?) – père de deux enfants :
 - Antoine Charles Roux, né à Constantinople le 20 août 1856, épouse, en 1884, Thérèse Guildani, et deviendra père de Charles Antoine Roux, né en 1886, lequel, à la suite d'un mariage avec Hélène Mammoudas, aura un fils, Roland Charles Antoine Roux, en 1912. Roland épouse, en 1940, à Paris, Marie Maello et a un fils, Philipe, né à Paris en 1952 ;
 - Jacques Roux, né en 1857 à Constantinople, sans descendance.

En mai 1868, à Constantinople, le Tribunal consulaire de l'Ambassade de France prononce la séparation de corps entre Charles Simon et Maria Caplan.

2. Installé avec sa compagne AGATHE JOANNIDES à Prinkipo, île des Princes, dans la mer de Marmara, face à Constantinople, cinq enfants y naissent :
 - Alfred, le 17 juin 1865, sans descendance ;
 - Paul, sans descendance, et sa sœur jumelle, Virginie, le 3 septembre 1867 ; Virginie s'installe à Paris vers 1890, y épouse le Dr Jacovides et met au monde Charles, né à Paris en 1899, décédé en 1943 ;
 - Simon Zacharie, le 5 novembre 1868, sans descendance ;
 - Georges, le 23 mai 1873, épouse à Londres, le 2 juin 1928, Hellé Zaharoff – qui met au monde, à Paris, le 16 mars 1929, Guy, Amaury, Marie, Alexandre. Georges meurt à Paris le 7 juillet 1958. Hellé meurt à Santa Barbara, Californie, le 15 mars 1992.

ANNEXE IV

DESCENDANCE DES DRAGHI

Les Draghi peuvent se vanter d'avoir une longue descendance. Originaire de Naples, Alessandro Draghi est né à Rhodes, le 20 septembre 1850. Il y épouse, en 1875, Domenica Dellari, née également à Rhodes en 1857. À la suite de ce mariage, Alessandro et Domenica décident de quitter l'île et s'installent sur le continent, à Adana. Alessandro deviendra un « *gentleman farmer* ». Ils auront six enfants : Domenico, Luigi, Umberto, Adèle, Olympe et Lætitia.

1. DOMENICO et LUIGI DRAGHI sont respectivement nés à Adana le 22 mars 1876 et 1878. Tous deux épousent Émilia et Antonelli Dandolo, nées l'une, à Larnaka le 5 mars 1884 ; l'autre, à Mersin le 20 janvier 1886. Leur père, Carlos Dandolo, est un des descendants du Doge de Venise. Il est né en 1853 à Larnaka, puis réside à Mersin où il accédera à des fonctions consulaires, représentant son pays, l'Italie.
2. UMBERTO, né à Adana le 22 mars 1880, décide, en 1910, de quitter le domaine de son père et de faire carrière à Alep. Il épouse Claire Catoni, née à Alep, de nationalité française, le 17 février 1912. Ils ont un fils, Rinaldo, le 5 novembre 1916. Ils se séparent en 1923, Claire s'installant à Paris et après la mort, à Alep, de Umberto, le 13 juillet 1940, elle se remarie avec un officier français, Bonardi. Rinaldo se marie en 1939 avec Yvonne Rabbath. Rinaldo et Yvonne ont un fils, Umberto, né le 4 mars 1942 à Alexandrette (Iskanderon). Umberto fait ses études et sa carrière en Europe. Il vit à Bruxelles tout en ayant des attaches professionnelles en Allemagne, en France et aux États-Unis. Il a épousé Samia. Ils ont une fille de dix-huit ans, Natacha, qui suit des études américaines.
3. ADÈLE, née à Adana le 15 août 1885, meurt à Londres, le 5 mars 1963, à soixante-dix-huit ans. Elle s'est mariée à Adana, en 1902, avec un banquier de la Banque Ottomane de nationalité grecque, Socrate Zaharoff. Ils auront trois enfants : une fille, Hellé, née le 17 octobre 1905 à Smyrne et morte le 15 mars 1992 à Santa Barbara (Californie) et deux jumeaux, Cléon et Milon, nés également à Smyrne. Milon meurt le 2 novembre 1931 à Windsor (Angleterre) à la suite d'un accident d'automobile dont réchappe son jumeau Cléon, qui meurt à Londres après une très longue maladie, le 24 avril 1957.

Le seul descendant des Draghi-Zaharoff est Guy, le fils de Hellé et de Georges Roux de Lusignan (voir Annexe III).

4. OLYMPE est née aussi à Adana, le 30 mars 1887, et meurt à Toulon, le 27 juillet 1968. Elle s'est mariée à Adana en 1906, également avec un cadre supérieur de la Banque Ottomane, inspecteur de ses agences dans l'Empire ottoman, Louis Maurel, de nationalité française, né à Marseille en 1881. Ils se sont installés d'abord à Smyrne, puis à Constantinople où est né leur fils Raymond, en 1912. À la suite des premiers troubles qui ont progressivement déstabilisé l'Empire et qui allaient précipiter les Ottomans aux côtés des Allemands lors de la Première Guerre mondiale, Louis décide de quitter Constantinople avec sa famille et de s'installer à Toulon. Il est de suite mobilisé en 1914. Louis et Olympe ont un second enfant, une fille, Yvonne, née le 30 mars 1919. La carrière de Louis Maurel, toujours dans la Banque Ottomane, le porte à s'installer avec sa famille, à Tunis, dans les années trente. Raymond fait carrière dans l'armée française et devient officier. Il épouse Micheline Vanganer. Peu de temps après son mariage, et après une belle carrière dans l'Armée française, il est tué, à la tête de ses troupes en Alsace-Lorraine, le 30 septembre 1944, son char sautant sur une mine. En 1942, Yvonne se marie à Tunis, le 6 juin 1942, avec Jacques Philip. Ils ont deux enfants : Patrick, né le 1^{er} juillet 1946 et Dominique, née le 8 août 1950.

5. LÆTITIA est la plus jeune des filles Draghi, née aussi à Adana en 1889. Très religieuse, elle n'est pourtant pas entrée dans les ordres et a vécu auprès de ses parents. Après leur mort, elle rejoint ses sœurs en France, et épouse à Paris, en 1934 (?) Vincenzo Borelli, commerçant en bijoux de corail, veuf avec deux enfants, Franca et Luigi. Quelques années après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Vincenzo et toute sa famille quittent la France et s'installent à Alassio, sur la Côte d'Azur italienne. Vincenzo meurt en 1965. Lætitia, qui a soixante-seize ans, se trouvant seule, reçoit régulièrement sa sœur aînée à Alassio, venant de Toulon. Après sa mort, en 1968, c'est sa nièce, la fille d'Olympe, Yvonne, qui vient la voir et, la voyant perdre la tête, l'installe dans une maison de retraite dans le Haut Var, près de Toulon, où elle meurt en 1970.

Édité par l'auteur :
Guy de Lusignan
Corrections, mise en page et 4^e de couverture par :
Les Éditions Universelles
Alphen aan den Rijn
Pays-Bas
<http://www.editions-universelles.net>
elapouge@editions-universelles.net

1ère édition – décembre 2004